

Exposé des motifs

I. Contexte général

Dans un contexte de diminution de l'effectif des membres actifs dans les services de secours malgré une croissance démographique continue au Luxembourg, le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) est devenu, par l'entrée en vigueur de la [loi modifiée du 27 mars 2018](#), l'organe fédérateur des services de secours luxembourgeois.

La loi précitée du 27 mars 2018, reformant le système établi par la loi abrogée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours, dispose d'une organisation territoriale et opérationnelle pour les services de secours, ceci en vue de permettre aux citoyens dans toutes les parties du pays d'avoir accès à un service de secours de d'assurer une organisation efficace et une gestion efficiente de ces services.

La nouvelle organisation territoriale et opérationnelle des services de secours, a été définie en fonction de :

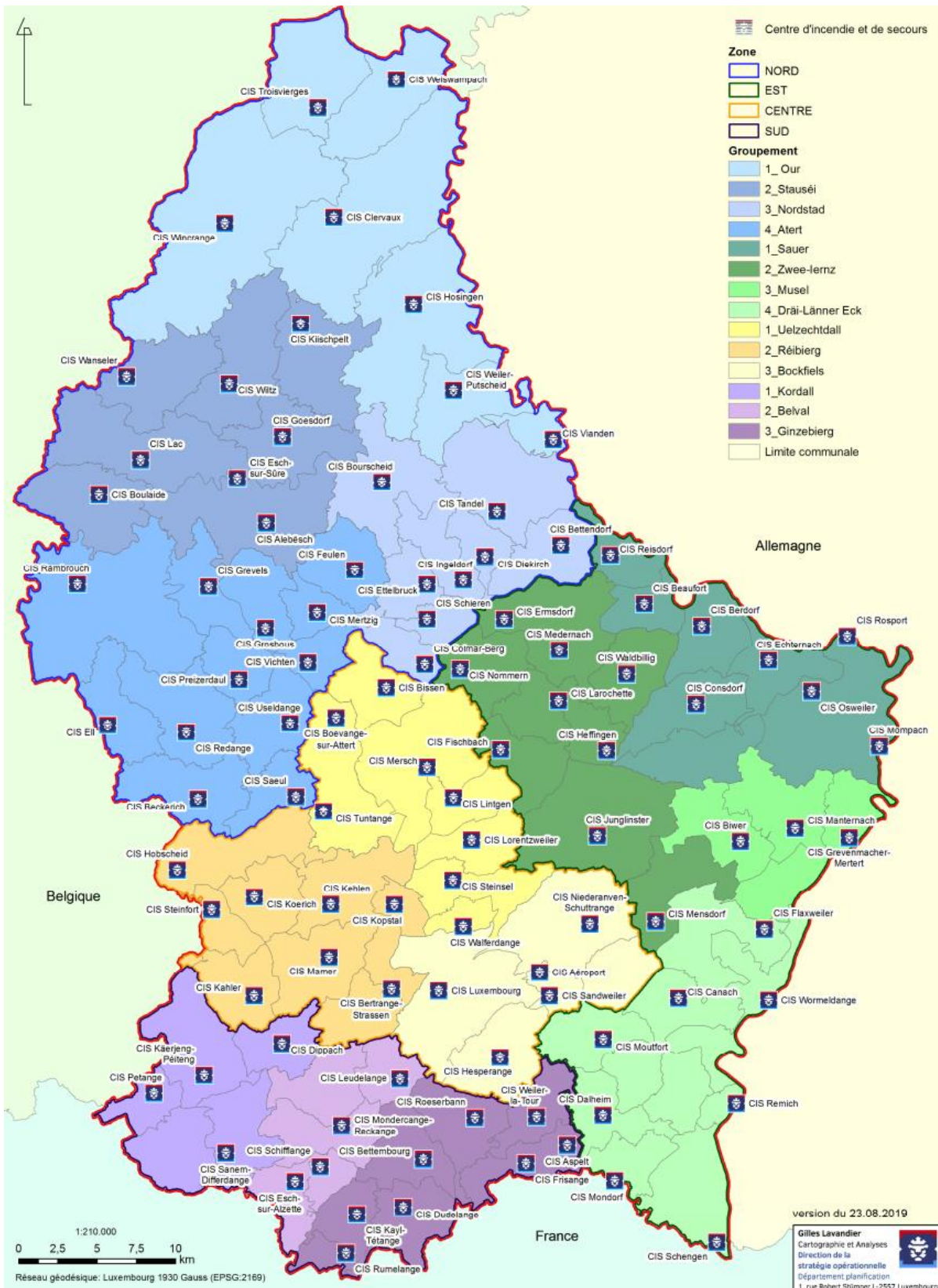
- La réalisation d'une étude sur l'implantation théorique des centres de secours pour atteindre toute la population en 15 minutes de trajet,
- En tenant compte des centres de secours figés suite à leurs constructions ou rénovations récentes,
- L'armature urbaine du Programme directeur d'aménagement du territoire dont l'ensemble des CDA forme un système hiérarchisé et cohérent basé sur le principe de la déconcentration concentrée et permettant de définir un système qui oriente les développements socio-économiques, ainsi que la planification de la mobilité aux endroits les plus appropriés.

Ainsi, quatre zones de secours ont été définies, à savoir :

- La zone de secours SUD ;
- La zone de secours CENTRE ;
- La zone de secours NORD ;
- La zone de secours EST.

Une zone de secours est subdivisée en plusieurs groupements de secours. Un groupement de secours regroupe plusieurs centre d'incendie et de secours.

En ce qui concerne la Zone de secours NORD, quatre groupements de secours ont été définis, dont celui de la « Nordstad » qui couvre les communes de Bettendorf, Bourscheid, Colmar-Berg, Erpeldange-sur-Sûre, Schieren, Tandel ainsi que les Villes de Diekirch et Ettelbruck.



(Ministère de l'Intérieur : Plan national d'organisation des Secours)

Tel que prescrit au [règlement opérationnel du CGDIS](#), tous les centres d'incendie et de secours (CIS) sont catégorisés en fonction de leur potentiel opérationnel journalier (POJ). Au total, il existe six catégories sur base du dimensionnement de leur POJ respectif.

En fonction de leur classement, les CIS sont dotés des moyens nécessaires pour apporter une réponse de proximité minimale aux missions suivantes:

- incendie;
- accident de circulation;
- secours à personne;
- opérations diverses.

L'implantation des CIS doit respecter les objectifs de couverture définis par le [Plan national d'organisation des Secours](#) (PNOS) afin permettre de couvrir dans un délai correct chacune des communes.

II. Les fonctions du site « Fridhaff » pour le CGDIS

Afin de pouvoir remplir le contrat opérationnel tel que retenu dans le PNOS, il est essentiel pour le CGDIS de disposer dans l'agglomération de la Nordstad un emplacement stratégique qui permet d'un côté de rejoindre rapidement les villes d'Ettelbruck et de Diekirch où sont concentrés la majeure partie des interventions effectuées par les unités de la zone de secours Nord et qui garantit de l'autre côté une bonne desserte routière afin de permettre une distribution des secours notamment en cas d'envoi de renforts dans les groupement environnants.

Un groupe de travail interministériel a analysé plusieurs sites potentiels en fonction des critères suivants :

- accessibilité ;
- surface nécessaire à la réalisation du projet ;
- coûts d'acquisition ;
- impact sur l'environnement.

Le terrain destiné à la réalisation du projet se situe à la limite nord de la zone industrielle régionale du Fridhaff et présente une superficie d'environ 21.700 m². Le terrain se trouve en grande partie sur une pente orientée vers le nord.

Au vu de l'importance régionale du projet, l'ensemble des acteurs concernés se sont mis d'accord pour le réaliser par le biais d'un plan d'occupation du sol.

Le site est destiné à accueillir les trois fonctions suivantes :

a) Le Centre d'incendie et de secours (CIS) « Nordstad »

Le CIS Nordstad appartient à la catégorie IV – c'est-à-dire qu'il doit assurer simultanément au moins deux départs en intervention pour une mission de lutte contre l'incendie ou de sauvetage, deux départs en intervention pour une mission de secours d'urgence aux personnes et un autre départ en intervention.

Le POJ est réalisé majoritairement par la mobilisation de personnel professionnel en garde casernée.

Dans ce cadre :

- les pompiers professionnels sont répartis par équipe et leur effectif est fixé en tenant compte notamment, de la répartition horaire de l'activité opérationnelle et du type de missions réalisées majoritairement ;
- les pompiers volontaires, répartis en équipe permettant une distribution équitable de la disponibilité, assure le complément en personnel pour garantir en permanence le POJ. Ils sont placés sous le régime de l'astreinte ou de la garde casernée.

Des pompiers volontaires peuvent participer à la garde casernée et à la réalisation du POJ en complément ou en remplacement de pompiers professionnels.

Le CIS Nordstad réunit les anciennes unités de pompiers et de protection civile des villes d'Ettelbruck et de Diekirch dans une unité opérationnelle commune.

Sur le plan géographique, le CIS Nordstad est actuellement réparti sur deux bâtiments :

- 28 Avenue Lucien Salentiny L-9080 Ettelbruck ; année de construction 1984 ;
- 1, rue du Onze Septembre L-9282 Diekirch ; année de construction 1979, transformation 2013.

Les deux bâtiments présentent entre autres des déficits dans les domaines suivants :

- séparation noir-blanc ;
- surfaces pour un nombre accru de collaborateurs (vestiaires, bureaux, salles de séjour, salles de repos) ;
- nombre et taille des emplacements pour les véhicules d'intervention ;
- exigences en matière de consommation d'énergie et de protection contre les incendies ;

Étant donné qu'une transformation des bâtiments existants ne s'avère pas possible, il a été jugé nécessaire de construire un nouveau complexe pour le CIS « Nordstad » afin d'optimiser les processus internes et d'offrir ainsi un meilleur service aux citoyens.

b) Les locaux pour la Zone de secours Nord

Outre la construction du nouveau centre d'incendie et de secours (CIS Nordstad), le projet prévoit également la construction d'infrastructures pour les besoins de la Zone de secours Nord. Il s'agit essentiellement de bureaux et entrepôts destinés aux différents services zonaux (tels que la logistique, la formation ou encore la prévention/planification).

c) Le terrain d'entraînement à vocation nationale

Finalement, il est prévu d'implanter sur le site un centre d'entraînement aux incendies réels et un terrain d'entraînement pour l'équipe canine de sauvetage. Le regroupement de ces infrastructures permettra de créer des synergies et d'abandonner les sites d'entraînement de Wasserbillig et d'Altweies qui ne suffisent plus aux besoins et standards en matière de sécurité et d'hygiène et leur déconstruction permettra une renaturalisation de ces terrains.

III. Le projet de POS

Le bâtiment principal du centre d'incendie et de secours se trouve dans la partie sud-est de la délimitation du présent POS. Au sud-ouest du terrain, il est prévu de construire un parking pour les visiteurs et les employés. Dans la partie nord du terrain, il est prévu de disposer l'installation d'entraînement au feu réel, le champ de débris, le terrain d'entraînement canin ainsi que le bassin de rétention.

La planification du centre d'incendie et de secours prévoit un bâtiment principal de cinq étages, mais seuls deux étages dépassent du sol par rapport à la rue. Au cours de la planification, l'ensemble de l'infrastructure a été adapté aux besoins. Le bâtiment est conçu pour accueillir environ 25 pompiers prêts à intervenir sur place 24 heures sur 24. En outre, environ 25 personnes en service de jour assumeront des tâches administratives, techniques et logistiques. Les bureaux, les salles de réunion, les salles de séjour et les salles de repos sont prévus aux deux étages supérieurs. Le rez-de-chaussée abrite, outre le garage pouvant accueillir jusqu'à 20 véhicules d'intervention, les vestiaires et les installations sanitaires ainsi que les centrales techniques des sapeurs-pompiers (ateliers spécifiques aux sapeurs-pompiers). Le sous-sol est principalement réservé au garage souterrain pouvant accueillir jusqu'à 49 voitures, et des entrepôts se trouvent également à ce niveau. L'accès au parking souterrain se fait par une rampe située à l'extérieur du bâtiment.

L'éclairage de l'accès doit être commandé par des détecteurs de mouvement et il est renoncé à un éclairage permanent du terrain. L'eau de pluie des toits sera utilisée à des fins d'exercice et pour remplir les véhicules. En outre, il est prévu d'équiper les toits de panneaux photovoltaïques afin d'alimenter le bâtiment en énergie de manière largement autonome. Cette utilisation est également prévue dans le cadre d'une éventuelle électrification future des véhicules d'intervention du CGDIS.

**Projet de règlement grand-ducal du [●] rendant obligatoire le plan d'occupation du sol
« Centre d'incendie et de secours Nordstad »**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire ;
Vu loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
Vu la fiche financière ;
Vu l'avis de la ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en date du 3 octobre 2022 rendu sur base de l'article 6, paragraphe 3 de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
Vu le rapport sur les incidences environnementales stratégique élaboré sur base de l'article 5 de la loi précitée du 22 mai 2008 ;
Vu la décision du Gouvernement en conseil en date du 8 février 2023 concernant la transmission du projet de plan d'occupation du sol « Centre d'incendie et de secours Nordstad » au Collège des bourgmestre et échevins de la commune de Diekirch et au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire ;
Vu l'avis de la ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en date du 3 juillet 2023 rendu sur base de l'article 7, paragraphe 2, de la loi précitée du 22 mai 2008 ;
Vu la délibération de la Ville de Diekirch en date du 23 mai 2023 ;
Vu l'avis du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire du 22 juin 2023 ;
Vu la délibération du Gouvernement en conseil du 21 juillet 2023 portant approbation définitive du plan d'occupation du sol « Centre d'incendie et de secours Nordstad » ;
Vu les avis de la Chambre de [●] ;
Les avis de la Chambre de [●] ayant été demandés ;
Le Conseil d'Etat entendu ;
Sur le rapport du Ministre de l'Aménagement du territoire et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Chapitre 1^{er} : Prescriptions générales

Art. 1^{er}. Caractère obligatoire

Les prescriptions du plan d'occupation du sol « Centre d'incendie et de secours Nordstad », parties graphique et écrite, sont rendues obligatoires.

Art. 2. Champ d'application géographique

(1) Les deux documents cartographiques énumérés ci-dessous constituent la partie graphique du plan d'occupation du sol « Centre d'incendie et de secours Nordstad » et font partie intégrante du présent règlement grand-ducal :

1° Le « plan d'utilisation du sol » défini à l'échelle 1 : 2 500 et couvrant une partie déterminée du territoire de la Ville de Diekirch ;

2° Le « plan d'implantation » défini à l'échelle 1 : 500 et couvrant les mêmes fonds.

Art. 3. Absence d'obligation d'établir un plan d'aménagement particulier

Aucun plan d'aménagement particulier établi conformément aux articles 25 et suivants de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain n'est requis pour préciser et exécuter le présent plan d'occupation du sol.

Chapitre 2 : Prescriptions relatives au plan d'utilisation du sol

Art. 4. Mode et degré d'utilisation du sol de la zone urbanisée ou destinée à être urbanisée

(1) Les fonds définis à l'article 2 sont classés en tant que zone de bâtiments et d'équipements publics (BEP) et zone d'activités économiques régionale type 2 (ECO-r2).

1° **La zone de bâtiments et d'équipements publics (BEP)** est destinée à la construction du « centre d'incendie et de secours Nordstad » y compris les constructions, aménagements et installations y relatifs, tels les terrains d'entraînement pour chiens de secours, les terrains d'entraînement avec des décombres, les terrains à parcours et les terrains d'entraînement pour feux réels.

Sont également autorisés :

- Les emplacements de stationnement ;
- Les équipements publics ;
- Les infrastructures techniques ;

- Les murs de soutènement.

2° La zone d'activités économiques régionale « Fridhaff » type 2 (ECO-r2) est gérée, au nom des communes concernées, par le Syndicat intercommunal pour la création, l'aménagement, la promotion et l'exploitation de zones d'activités économiques sur le territoire des communes de la Nordstad ZANO.

La zone d'activités économiques régionale type 2 (ECO-r2) est réservée aux activités admises dans la zone d'activités économiques à caractère régional type 1, soit les activités industrielles légères, artisanales, de commerces de gros, de transport ou de logistique, ainsi qu'aux activités de commerce de détail, limitées à une surface de vente de 2.000m² par immeuble bâti, et aux services administratifs ou professionnels jusqu'à une surface construite brute maximale de 3.500m² par immeuble bâti, qui de par leur envergure ou leur caractère, ne sont pas compatibles avec les zones d'habitation et les zones mixtes.

Y sont admis des établissements de restauration en relation directe avec les besoins de la zone concernée, ainsi que des prestations de service liées aux activités de la zone.

Y sont admis des logements de service à l'usage du personnel dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la direction ou la surveillance d'une entreprise particulière. Ces logements sont à intégrer dans le corps même des constructions.

(2) Les coefficients applicables dans la zone de bâtiments et d'équipements publics (BEP) sont les suivants :

1° Le coefficient d'occupation du sol (COS) : maximum 0,40 ;

2° Le coefficient d'utilisation du sol (CUS) : maximum 0,80 ;

3° Le coefficient de scellement de sol (CSS) : maximum 0,50.

(3) Les coefficients applicables dans la zone d'activités économiques régionale « Fridhaff » type 2 (ECO-r2) sont les suivants :

1° Le coefficient d'occupation du sol (COS) : maximum 0,70 ;

2° Le coefficient d'utilisation du sol (CUS) : maximum 1,50 ;

3° Le coefficient de scellement de sol (CSS) : maximum 0,75.

Art. 5. Zones superposées

(1) Le « plan d'utilisation du sol » définit une zone superposée intitulée « servitude d'urbanisation – zone tampon ».

Celle-ci assure l'intégration des constructions et aménagements dans le paysage et constitue un corridor écologique pour chiroptères et autres espèces animales protégées.

Un écran de verdure est à prévoir sur une largeur minimale de 10 mètres côté Est et de 5 mètres côté Nord.

Toute construction est interdite, hormis les constructions ou aménagements d'utilité publique, les infrastructures techniques liées à la gestion des eaux ainsi que les chemins dédiés à la mobilité douce.

A l'intérieur de la zone, aucun éclairage n'est permis.

(2) A l'intérieur de la zone, diverses plantations sont prévues :

1° côté Est :

- Des plantations d'arbres et d'arbustes adaptés aux conditions stationnelles sont à prévoir sur une surface minimale de 60% de la surface totale de la zone de servitude.
- Un arbre à haute tige d'une circonférence minimale du tronc de 0,20 à 0,25 mètre est à planter par tranche de 100 mètres carrés de la surface de la servitude.
- Les arbres à haute tige doivent avoir une hauteur minimale de 3,00 mètres.
- Les haies doivent avoir une hauteur minimale de 1,50 mètres.
- Pour toutes les plantations obligatoires suivant les dispositions ci-dessus, le choix des essences est à faire parmi les suivantes :
 - Plantations d'arbres à haute tige : merisier (*prunus avium*), merisier à grappes (*prunus padus*), chêne pédonculé (*quercus robur*), chêne pyramidal (*quercus robur fastigata* « Koster »), saule blanc (*salix alba*), saule marsault (*salix caprea*), charme commun (*carpinus betulus*), hêtre commun (*fagus sylvatica*), érable champêtre (*acer campestre*), alisier torminal (*sorbus terminalis*), pommier (*malus domestica*), poirier (*pyrus communis*), poirier sauvage (*pyrus pyraster*), prunier (*prunus domestica*).
 - Plantations d'arbustes : aubépine lisse (*crataegus laevigata*), aubépine monogyne (*crataegus monogyna*) églantier (*rosa canina*), prunellier (*prunus spinosa*), chèvrefeuille (*loniciera xylosteum*), sureau noir (*sambucus nigra*), troène commun (*ligustrum vulgare*), viorne obier (*viburnum opulus*), noisetier (*corylus avellana*), cornouiller mâle (*cornus mas*), rosier des champs (*rosa arvensis*), fusain (*euonymus europaeus*).

2° côté Nord :

- Les structures ligneuses existantes sont à conserver. Complémentairement à ces structures, des plantations d'arbustes adaptés aux conditions stationnelles sont à réaliser, afin de densifier l'écran de verdure existant sur toute la longueur de la servitude.
- Le choix des essences est à faire parmi les suivantes :
 - merisier (*prunus avium*), merisier à grappes (*prunus padus*), pommier (*malus domestica*), poirier (*pyrus communis*), poirier sauvage (*pyrus pyraster*), prunier (*prunus domestica*).
 - Aubépine lisse (*crataegus laevigata*), aubépine monogyne (*crataegus monogyna*) églantier (*rosa canina*), prunellier (*prunus spinosa*), chèvrefeuille (*lonicera xylosteum*), sureau noir (*sambucus nigra*), troène commun (*ligustrum vulgare*), viorne obier (*viburnum opulus*), noisetier (*corylus avellana*), cornouiller mâle (*cornus mas*), rosier des champs (*rosa arvensis*), fusain (*euonymus europaeus*).

Toutes les autres mesures de plantation sont précisées au niveau du plan d'implantation.

Les plantations sont à mettre en œuvre au plus tard 1 an après la finalisation des travaux de construction dans la zone BEP.

Un plan vert est annexé à titre indicatif au présent règlement.

Chapitre 3 : Prescriptions relatives au plan d'implantation et autres prescriptions urbanistiques

Art. 6. Sont définis au plan d'implantation :

1° La délimitation et la contenance des lots ;

2° Le modelage du terrain ;

Une tolérance de plus ou moins 2,50 mètres par rapport au niveau du terrain remodelé défini au « plan d'implantation » est autorisée.

Le modelage du terrain peut se faire sous forme de talus ou de paliers délimités par des constructions de soutènement, sous condition que les grands principes du modelage projeté sont respectés.

Les talus ne peuvent accuser une pente supérieure à 35°.

Les talus doivent être fixés par des plantations afin d'éviter les risques d'éboulement.

3° Les murs de soutènement ;

Les murs de soutènement qui ne sont pas représentés au plan d'implantation ne peuvent pas dépasser la hauteur de 2 mètres.

Les murs de soutènement sont à réaliser avec des pierres cyclopéennes, des gabions ou du béton.

Les murs de soutènement en gabions et en béton sont à végétaliser.

4° La limite des surfaces constructibles ;

5° Les gabarits maxima des immeubles ;

6° Les saillies ;

Exception faite des auvents, des escaliers et seuils, les saillies ne peuvent pas dépasser la surface maximale constructible.

7° La hauteur des constructions ;

Pour la construction 1, un point de référence est défini dans la partie graphique. Les hauteurs maximales admissibles sont à mesurer par rapport au point de référence.

Pour les constructions 2 et 3, les hauteurs maximales admissibles sont à mesurer par rapport au terrain remodelé.

Les éléments de desserte interne des constructions, tels que cages d'escalier ou cabanons d'ascenseur peuvent dépasser la hauteur maximale autorisée de 3,00 mètres au maximum.

Les installations techniques et les capteurs solaires thermiques ou photovoltaïques peuvent dépasser la hauteur maximale autorisée de 2,50 mètres au maximum, sous respect de garder une distance minimale par rapport au plan de la façade du dernier étage de 2 mètres.

8° Le nombre de niveaux hors sol et sous-sol ;

Un retrait minimum de 2 mètres sur les façades Nord et Est est à respecter par le dernier niveau par rapport au niveau situé directement en dessous.

9° Les formes et pentes des toitures ;

Sont autorisées :

- la végétalisation des toitures plates ;
- l'installation de capteurs solaires thermiques ou photovoltaïques ;
- les ouvertures en toiture.

10° Les surfaces extérieures pouvant être scellées ;

L'aménagement de surfaces scellées est autorisé dans l'espace vert privé, sous condition de respecter la surface maximale de scellement définie dans le tableau du degré d'utilisation du sol.

Pour les voies de circulation, une tolérance de plus ou moins 3,00 mètres par rapport à leur présentation sur la partie graphique du POS est autorisée.

11° Les espaces verts privés ;

La partie graphique définit deux espaces verts privés distincts :

a) Espace vert privé 1

L'espace vert privé 1 est destiné à l'aménagement de surfaces vertes et aux plantations. Seuls sont autorisés :

- les accès carrossables ;
- les chemins piétonniers ;
- les installations et aménagements destinés à la gestion des eaux pluviales ;
- les terrains à parcours ;
- le terrain d'entraînement pour feux réels ;
- le terrain d'entraînement avec des décombres ;
- les infrastructures et équipements nécessaires à l'entraînement des pompiers.

Les accès carrossables et les chemins piétonniers sont à réaliser, de préférence, avec des revêtements perméables à l'eau. Pour les surfaces extérieures consolidées avec des matériaux perméables à l'eau, la surface scellée à prendre en compte pour le calcul du scellement du sol correspond à 50 pour cent de la surface réellement consolidée.

L'éclairage doit être approprié en termes d'intensité, de structure du dispositif d'éclairage et de qualité de la lumière.

b) Espace vert privé 2

L'espace vert privé 2 est destiné à l'aménagement de surfaces vertes et aux plantations. L'espace vert privé 2 peut accueillir un parcours d'entraînement de chiens. Seuls sont autorisés :

- les chemins piétonniers ;
- les installations et aménagements destinés à la gestion des eaux pluviales ;
- les installations et équipements de faible envergure nécessaire à l'entraînement de chiens.

Aucun éclairage n'est autorisé.

Art. 7. Les façades suivantes sont autorisées :

- les façades enduites ;
- le bardage en bois de teinte naturelle ;
- le bardage et les panneaux de parement d'apparence mate TRESPA;
- les façades végétalisées ;
- les capteurs solaires thermiques ou photovoltaïques.

Art. 8. Les emplacements de stationnement

Les terrains accueillant les emplacements de stationnement sont à aménager selon des critères écologiques, en réduisant le scellement du sol et en prévoyant la plantation d'arbres.

L'éclairage doit être approprié en termes d'intensité, de structure du dispositif d'éclairage et de qualité de la lumière.

Chapitre 4 : Dispositions finales

Art. 9. Seuls les plans annexés au présent règlement et publiés au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg font foi.

Art. 10. Le ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Le Ministre
de
l'Aménagement du territoire,




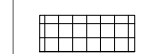

Claude Turmes



Plan d'occupation du sol
« Centre d'incendie et de secours Nordstad »
Plan d'utilisation du sol



Légende

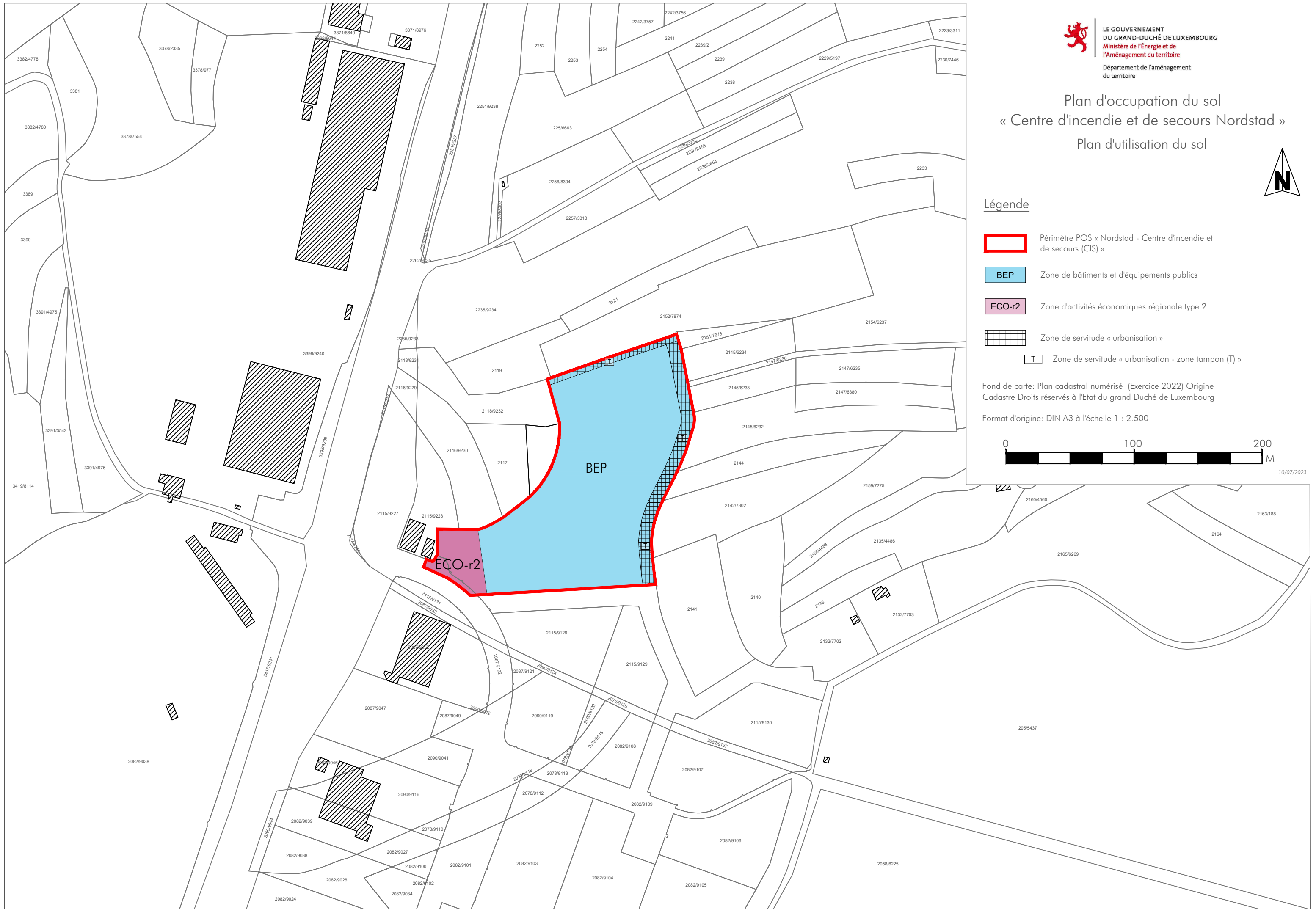
-  Périmètre POS « Nordstad - Centre d'incendie et de secours (CIS) »
-  BEP Zone de bâtiments et d'équipements publics
-  ECO-r2 Zone d'activités économiques régionale type 2
-  Zone de servitude « urbanisation »
-  Zone de servitude « urbanisation - zone tampon (T) »

Fond de carte: Plan cadastral numérisé (Exercice 2022) Origine
Cadastré Droits réservés à l'Etat du grand Duché de Luxembourg

Format d'origine: DIN A3 à l'échelle 1 : 2.500

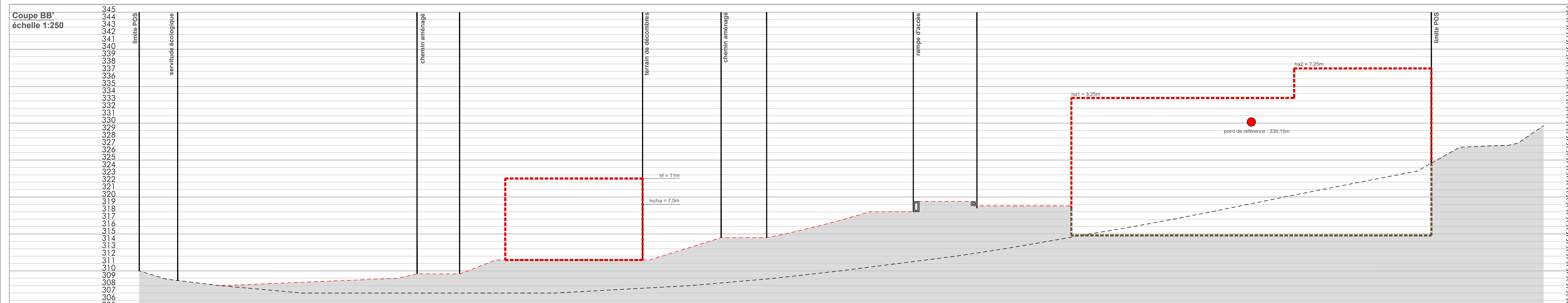
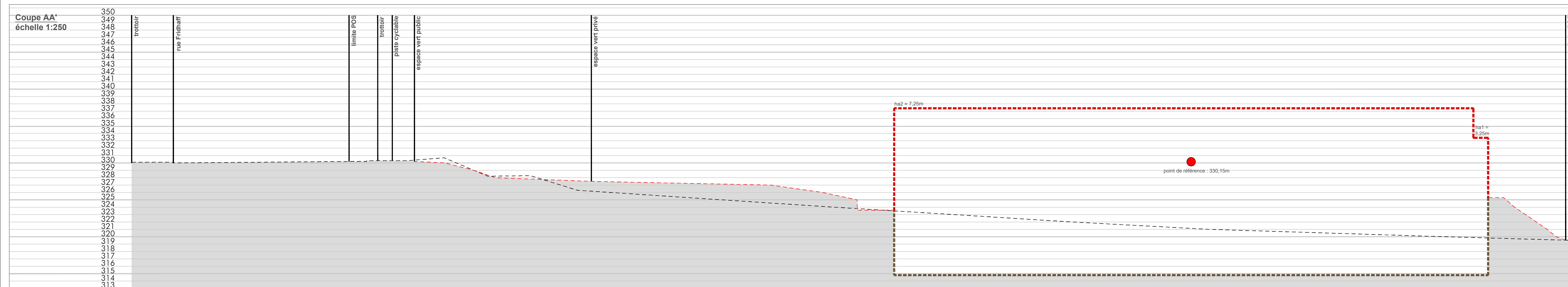


10/07/2023





Lot 1:		Surface au sol (m²)											
Surface (Département au sol (D))	4.200	Surface (Département au sol (D))	16.000										
Surface (Département au sol (D))	10.375	Surface (Département au sol (D))	20.755										
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Surface (Département au sol (D))</th> <th>Nombre de constructions</th> <th>Type et nombre de logements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>10.375</td> <td>3</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>		Surface (Département au sol (D))	Nombre de constructions	Type et nombre de logements	10.375	3	0	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Surface (Département au sol (D))</th> <th>Nombre de niveaux</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>10.375</td> <td>3</td> </tr> </tbody> </table>		Surface (Département au sol (D))	Nombre de niveaux	10.375	3
Surface (Département au sol (D))	Nombre de constructions	Type et nombre de logements											
10.375	3	0											
Surface (Département au sol (D))	Nombre de niveaux												
10.375	3												
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Surface (Département au sol (D))</th> <th>Nombre de niveaux</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>10.375</td> <td>3</td> </tr> </tbody> </table>		Surface (Département au sol (D))	Nombre de niveaux	10.375	3	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Surface (Département au sol (D))</th> <th>Nombre de niveaux</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>10.375</td> <td>3</td> </tr> </tbody> </table>		Surface (Département au sol (D))	Nombre de niveaux	10.375	3		
Surface (Département au sol (D))	Nombre de niveaux												
10.375	3												
Surface (Département au sol (D))	Nombre de niveaux												
10.375	3												



- Délimitation du POS**
 - délimitation du POS
 - délimitation des zones définies dans le POS
- Courbes de niveau**
 - terrain existant
 - terrain remodelé
- Nombre de niveaux**
 - nombre de niveaux plaines
 - nombre d'étages en retrait
 - nombre de niveaux en sous-sol
- Hauteurs des constructions**
 - hauteur à l'acrotère de x mètres
- Formes de toiture**
 - toiture plate
- Gabarit des immeubles (plan / coupes)**
 - limites de surfaces constructibles pour constructions destinées au séjour prolongé
 - limites de surfaces constructibles pour constructions souterraines
- Délimitation des lots / ilots**
 - lot projeté
- Espaces extérieurs privés et publics**
 - espace vert privé
 - espace vert public
 - espace extérieur pouvant être scellé
 - voie de circulation motorisée
 - chemin piéton / piste cyclable / zone piétonne
- Plantations et murets**
 - Grand arbre projeté
 - muret projeté
- Infrastructures techniques**
 - retenion à ciel ouvert pour eaux pluviales
 - canalisation pour eaux pluviales
- Légende supplémentaire**
 - zone de servitude = urbanisation - zone lampon (T) =
 - point de référence de la construction 1
 - limite séparative des espaces verts privés 1 et 2
 - canalisation pour eaux usées - variante 1
 - canalisation pour eaux usées - variante 2


**LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**
 Ministère de l'Énergie et de
l'Aménagement du territoire
 Département de l'aménagement
du territoire

Plan d'occupation du sol
« Centre d'incendie et de secours Nordstad »
Plan d'implantation

Format d'origine: DIN A0

Fond de carte :
Plan topographique de la parcelle 2126/6447 sise au lieu-dit 'SEITESCHGRUND' datant du 17.08.2022 et du 09.11.2022 (BCR S.à.r.l.)
Plan cadastral numérisé (Exercice 2022)
Origine Cadastre Droits réservés à l'Etat du grand Duché de Luxembourg

10/07/2023

Commentaire des articles

Ad article 1^{er}

L'article 1^{er} prescrit que le plan d'occupation du sol (POS) « Centre d'incendie et de secours Nordstad », parties écrite et graphique, sont rendues obligatoires conformément à l'article 18 de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire.

Ad article 2

L'article 2 introduit la partie graphique du POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad » qui fait partie intégrante du règlement grand-ducal rendant obligatoire le POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad ».

Celle-ci est constituée de deux documents cartographiques, à savoir d'un « plan d'utilisation du sol » et d'un « plan d'implantation ».

Le « plan d'utilisation du sol » - défini à l'échelle 1 : 2.500 - détermine la délimitation du plan et le mode d'utilisation du sol.

Le « plan d'implantation » - défini à l'échelle 1 : 500 - précise pour les fonds sis endéans la délimitation du POS, les prescriptions ayant trait au degré d'utilisation du sol et les prescriptions urbanistiques.

Pour ce faire, les auteurs du présent POS se sont inspirés du règlement grand-ducal modifié du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune d'une part et du règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » d'autre part.

Le recours à deux cartes distinctes a été jugé judicieux du fait que le POS modifie non seulement de plein droit le mode d'utilisation du sol du PAG, mais prévoit également le degré d'utilisation du sol et les règles d'urbanisme pouvant être prévues dans le cadre d'un PAP « nouveau quartier » (PAP NQ). Le plan d'utilisation du sol reprend donc la partie graphique correspondante à celle d'un plan d'aménagement général (PAG) et le plan d'implantation la partie graphique correspondante à celle d'un plan d'aménagement particulier (PAP) – sans qu'il ne faille pour autant faire une assimilation conceptuelle complète entre les instruments précités quant à leur contenu.

Seul compte en effet, du point de vue juridique, le degré de précision du POS qui doit être équivalent à celui d'un PAP NQ dans le présent cas d'espèces.

L'objectif ainsi recherché est de faciliter l'appréhension du POS en ayant recours à des notions similaires au niveau des deux pans de la législation que constituent l'aménagement communal et l'aménagement du territoire.

Aussi, le POS modifie de plein droit la partie du PAP Fridhaff (Ref. 17797/14C), approuvé le 07/04/2017 par le ministre de l'Intérieur, située à l'intérieur de l'assise du POS et le remplace par son plan d'implantation.

Ad article 3

L'établissement d'un PAP NQ n'est pas requis au niveau communal et s'avère superfétatoire alors que le POS prévoit le mode d'utilisation du sol, le degré d'utilisation du sol ainsi que des règles d'urbanisme. Par conséquent, et en vertu de l'article 26 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le présent article prescrit explicitement une exemption d'établir un PAP.

Ad article 4

L'article 4 précise le mode et le degré d'utilisation du sol.

Paragraphe 1^{er}

Le premier paragraphe précise le mode d'utilisation du sol en classant les fonds à l'intérieur du périmètre du « plan d'utilisation du sol » en zone de bâtiments et d'équipements publics (BEP) et en zone d'activités économiques régionale « Fridhaff » type 2 (ECO-r2).

Le libellé du paragraphe relatif à la zone BEP est inspiré des prescriptions relatives à la zone éponyme telle que définie à l'article 10 du règlement grand-ducal modifié du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune, tout en y incorporant des prescriptions propres aux besoins de la réalisation du centre d'incendie et de secours.

Sont visés par :

- « aménagements des espaces extérieurs privés », l'ensemble des aménagements prévus dans l'espace vert privé ainsi que dans l'espace extérieur pouvant être scellé ;
- « équipements publics », les équipements mentionnés à l'article 23, alinéa 2, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;
- « infrastructures techniques » l'ensemble d'infrastructures mentionnées dans la légende du plan d'implantation.

Le libellé relatif à la zone ECO-r2 est inspiré du PAG de la Ville de Diekirch en vigueur au moment de l'élaboration du présent POS.

Paragraphes 2 et 3

Les deuxième et troisième paragraphes prescrivent, conformément à l'article 17, paragraphe 2, point 1°, de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, le degré d'utilisation du sol en définissant un plafond pour le coefficient d'occupation du sol (COS), le coefficient d'utilisation du sol (CUS) et le coefficient de scellement du sol (CSS).

Les COS, CUS et CSS sont des applications des coefficients de densité issus du règlement grand-ducal modifié du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune.

Ad article 5

Les parties arctique et orientale des fonds situés endéans la délimitation du POS sont recouvertes par une zone de servitude « urbanisation – zone tampon ».

Cette zone de servitude constitue une zone superposée identique à celles prévues par l'article 30 du règlement grand-ducal modifié du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune.

Ad article 6

L'article 6 prévoit l'ensemble des prescriptions relatives à la précision et à l'exécution des mode et degré d'utilisation du sol et complète le « plan d'implantation ».

Les notions employées sont à interpréter conformément à la terminologie prévue à l'annexe 2 du règlement grand-ducal modifié du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier ».

Ad article 7

L'article 7 prescrit les façades autorisables.

Ad article 8

L'article 8 prescrit les règles d'aménagement écologique et de l'éclairage des emplacements de stationnement.

Ad article 9

Sans commentaire.

Ad article 10

Formule exécutoire.

Grünordnungsplan zum POS « centre d'incendie et de secours (CIS) » - Diekirch

Einleitung

Die zu überplanende Fläche liegt nördlich der Industriezone Fridhaff und soll im Rahmen einer Gebietserweiterung für das „Corps grand-ducal d'incendie et de secours“ als Einsatzzentrum und Übungsgelände überplant werden.

Das Gelände umfasst ca. 2,2 ha und ist nach Norden geneigt. Die aktuelle Nutzung ist vorwiegend Wiesenland mit teilweiser Beweidung.

Im Süden grenzt die Fläche direkt an die öffentliche Grünfläche des bestehenden Industriegebietes an. Diese Grünfläche ist bereits mit zwei Reihen Hochstammbäumen (Esche, Ahorn, Eiche) bepflanzt.

Im Osten befindet sich eine Wiese samt einem stark geneigten Zufahrtsweg, ausgehend von dem hochterrassierten Industriegebiet bis auf diese Wiese hinab.

Nach Norden wird die Fläche zu 50% durch eine einfache Baumreihe aus Hochstammobstbäumen (Kirschen und Birnen) und Eichen mit Unterwuchs begrenzt. Die Baumreihe steht auf einem Geländeversprung (Anstieg nach Norden) von ca. 1,5m Höhe und 3m Breite. Der Rest der Nordseite (50%) ist durch eine lichte Hecke aus Gebüsch und Hochstaudenflur begrenzt.

Im Westen der Fläche grenzt ein Laubwald (Eichen, Buchen Ahorn) und ein Ruderalstreifen (mit vorwiegend Holunderaufwuchs) an.

Der aktuelle Bauplan sieht ein Gebäude mit einer Höhe von maximal 18m über dem bestehenden Geländeniveau vor, wobei im südlichen Gebäudeteil das Untergeschoss in den Hang eingeschoben werden soll, während im nördlichen Teil die Bodenplatte über dem bestehenden Gelände liegt.

Auf den Flächen nördlich des Gebäudes sollen ein Trümmerfeld, eine Brandübungsanlage, ein Hundeübungsplatz und das Regenwasserrückhaltebecken installiert werden.

Für den nördlichen Außenbereich ist eine großflächige Geländeverfüllung mit einer Schütthöhe von bis zu 6m geplant.

Einsichtbarkeit

Das Gelände mit den Hochbauten ist im Wesentlichen von 2 Seiten her von öffentlichen Flächen aus einsehbar, von Westen her über die E421 (B7) auf einer Länge von ca. 160m und von Osten her vom Parkplatz des Fitness Parcours ‚Seitert‘ Diekirch aus. Von Süden wird das Gelände durch die bestehende Gebietseingrünung und durch die Gebäude der Nissan-Autohaus und der Volvo-Niederlassung abgeschirmt.

Von Norden her ist das Gelände zwar einsichtig, aber die Entfernung zwischen dem höhergelegenen Feldweg und dem geplanten Gebäude beträgt 200 bis 400m und

das Gebäude ragt nicht über die bestehenden Gebäudehöhen von Nissan und Volvo hinaus. Weiter nach Norden in Richtung Kreisverkehr und zur N7 ist die Sichtbarkeit durch eine durchgängige Geländekuppe verwehrt.

Die Einsehbarkeit des Geländes von Westen her ist durch die Hochlage der B7 im Bereich der Brücke über die rue Fridhaff bedingt.

Servituten für eine Eingrünung

Um eine Gebietseingrünung erreichen zu können muss auf der Ostseite der Parzelle ein Grünstreifen mit einer Breite von mindestens 10m vorgesehen werden („servitude urbanisation zone tampon“ Est).

Im Norden genügt die Verlängerung der bestehenden Baumreihe bis an die Nordostecke der Parzelle. Es soll hier eine Eingrünung mit ca. 3m Breite vorgesehen werden, die innerhalb der „servitude urbanisation zone tampon“ Nord liegt.

Auf der Westseite dient teilweise der bestehende Wald als Sichtschutz. Zusätzlich sollen die beiden Gebäudeecken durch eine davorstehende Großbaumbepflanzung verdeckt werden. Weiterhin sollen die beiden Flächen westlich und östlich des geplanten Parkplatzes direkt mit der bestehenden öffentlichen Flächeneingrünung (vom ZANO-Fridhaff Gebiet) verbunden werden und mit Bäumen und Sträuchern angepflanzt werden.

Die detaillierte Bepflanzung der oben definierten Eingrünungsflächen wird im Pflanzplan näher definiert. Neben den Eingrünungsflächen werden einzelne Standorte für Bäume verbindlich festgelegt.

Geländemodellierung

Das Gelände weist nach Norden ein Gefälle bis zu 19% auf. Um eine bauliche und verkehrliche Erschließung zu ermöglichen, muss das Gelände terrassiert werden. Auffüllungen bis zu 6 m sind notwendig. Der Geländetiefpunkt soll in diesem Zusammenhang leicht verlegt werden, wobei die Entwässerung der angrenzenden Grundstücke gewährleistet bleibt.

Dieser Eingriff in die Landschaft soll einerseits durch den direkten Massenausgleich vor Ort und andererseits durch die Bepflanzung und Gestaltung der resultierenden Böschungen gemindert werden.

Für den Übergang zu den umliegenden Parzellen wird die maximale Hangneigung auf 35° festgelegt. Dies soll Hangrutschungen in dem aufgeschütteten Gelände entgegenwirken und gleichzeitig die Pflege dieser geneigten Flächen erleichtern.

Bei der Modellierung soll im Anschluss an das bestehende Gelände eine Schicht stückiges Material kompaktiert als Drainageschicht eingebaut werden. Der abgeschobene Mutterboden soll als Deckschicht wieder eingebaut werden.

Um das Gebäude möglichst unauffällig in das Gelände zu integrieren, soll der Baukörper so weit wie möglich in den südlichen Hang (Grünzone für das Industriegebiet „Fridhaff“) eingeschoben werden. Zusätzlich müssen die Gebäudeaußenseiten durch Geländeterrassierungen und Anböschungen mit dem bestehenden Gelände verbunden werden.

Um die verkehrliche Erschließung über die private Erschließungsstraße mit einer Gesamtneigung von maximal 8% zu erreichen muss diese Zufahrt möglichst lang und gewunden gestaltet werden um den Höhenunterschied auszugleichen. Die dabei entstehenden Straßenböschungen können als Hang (max. 35°) oder als Stützmauer, bevorzugt mit Zyklopensteinen, mit 75° Rückneigung abgefangen werden. Die Stufenhöhe bei Stützmauern soll 2m nicht überschreiten.

Alle Geländekanten sollen organisch, d.h. nicht linear und nicht auf längere Strecken (größer als 15m) mit der gleichen Hangneigung angelegt werden.

Parkplatzflächen

Die geplanten Parkplätze sollen in ökologischer Form angelegt werden, d.h. die Stellflächen müssen mit versickerungsfähigem Pflaster gestaltet werden. Die versiegelten Flächen (Einfahrten) müssen über direkt anschließende Versickerungsgräben für die Entsorgung des anfallenden Regenwassers verfügen. Die Flächen müssen eingegrünt und durchgrünt werden (Thema: Landschaftsschutz, Schattenspende, Verdunstung und Kühlung)

Bepflanzung

Die Bepflanzung soll sich der Artenauswahl vom „manuel écologique“ für die „ZANO Fridhaff“ angleichen. Einheimische und klimaangepasste bzw. klimaresistente Arten sind zu bevorzugen.

In dem nicht überplanten Bereich der Fläche (Waldstück) soll der Bestandsbewuchs weitgehend erhalten werden.

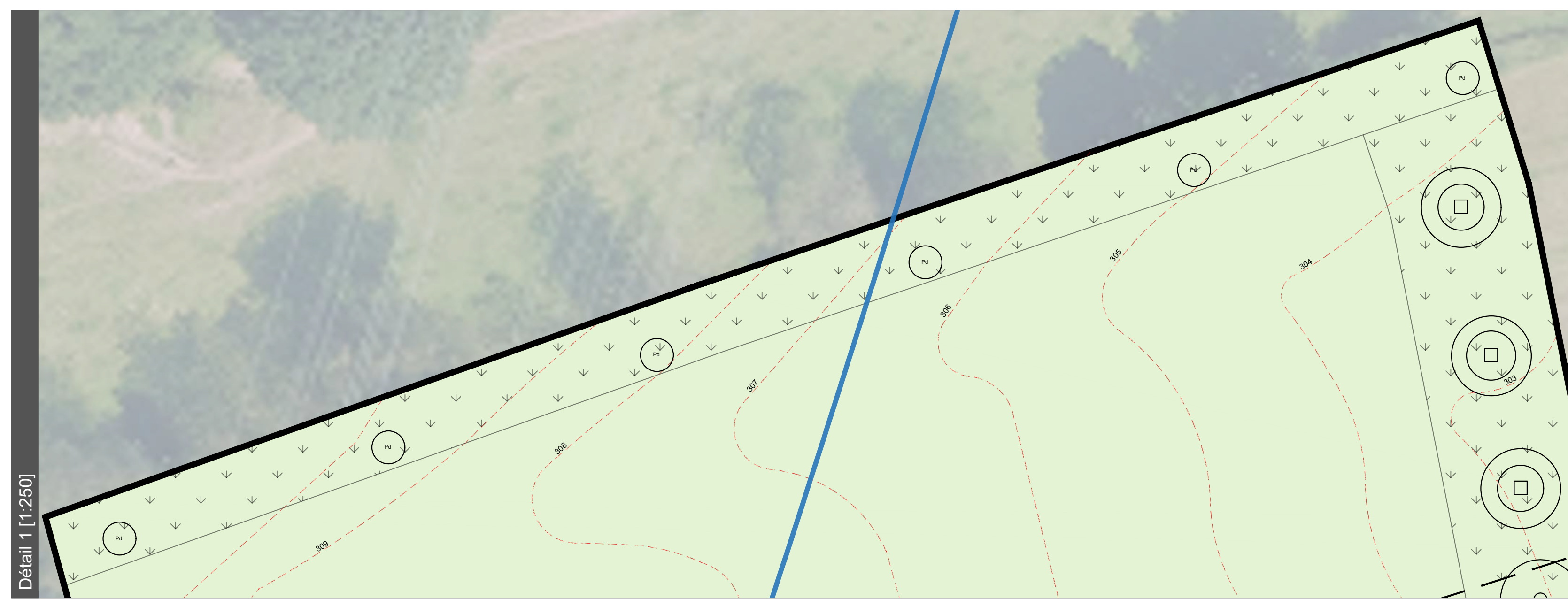
Pflanzgröße

Hochstammbäume sollen mit einer Höhe von mindestens 3,5m bis 4m / 4x verpflanzt mit Drahtballierung gepflanzt werden. Heister und Sträucher sollen eine Mindestgröße von 1,5m Kronendurchmesser und 2-3m Höhe aufweisen.

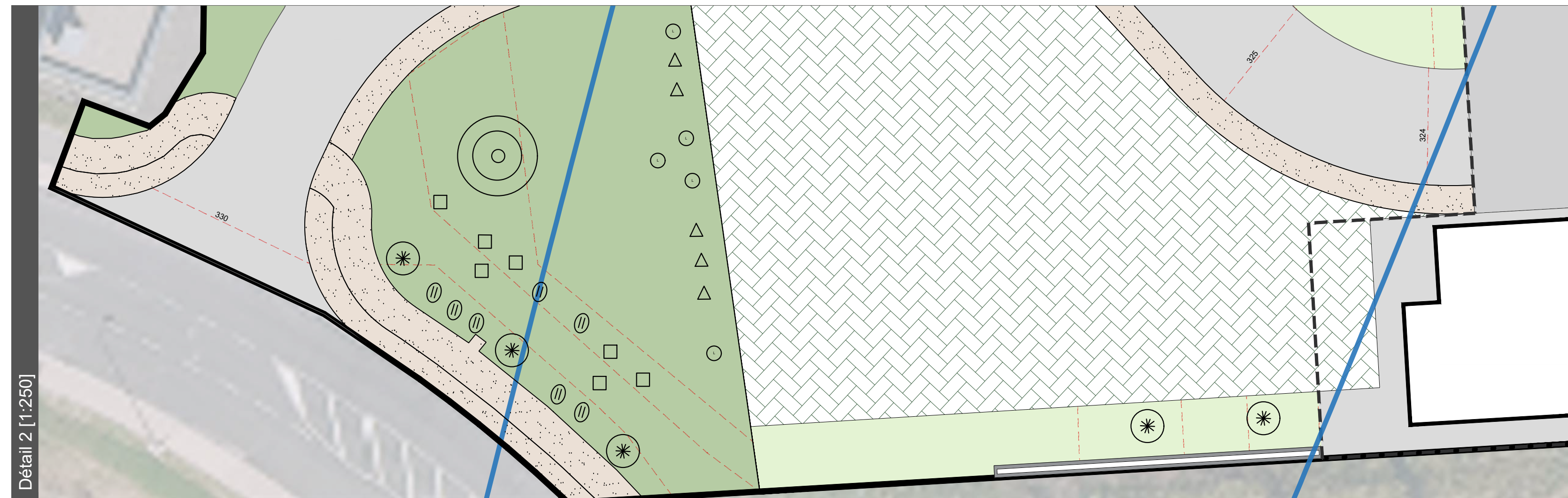
Die Auswahl an Arten ist im RGD festgelegt. Der Pflanzplan zeigt die mögliche Eingrünung der Fläche.



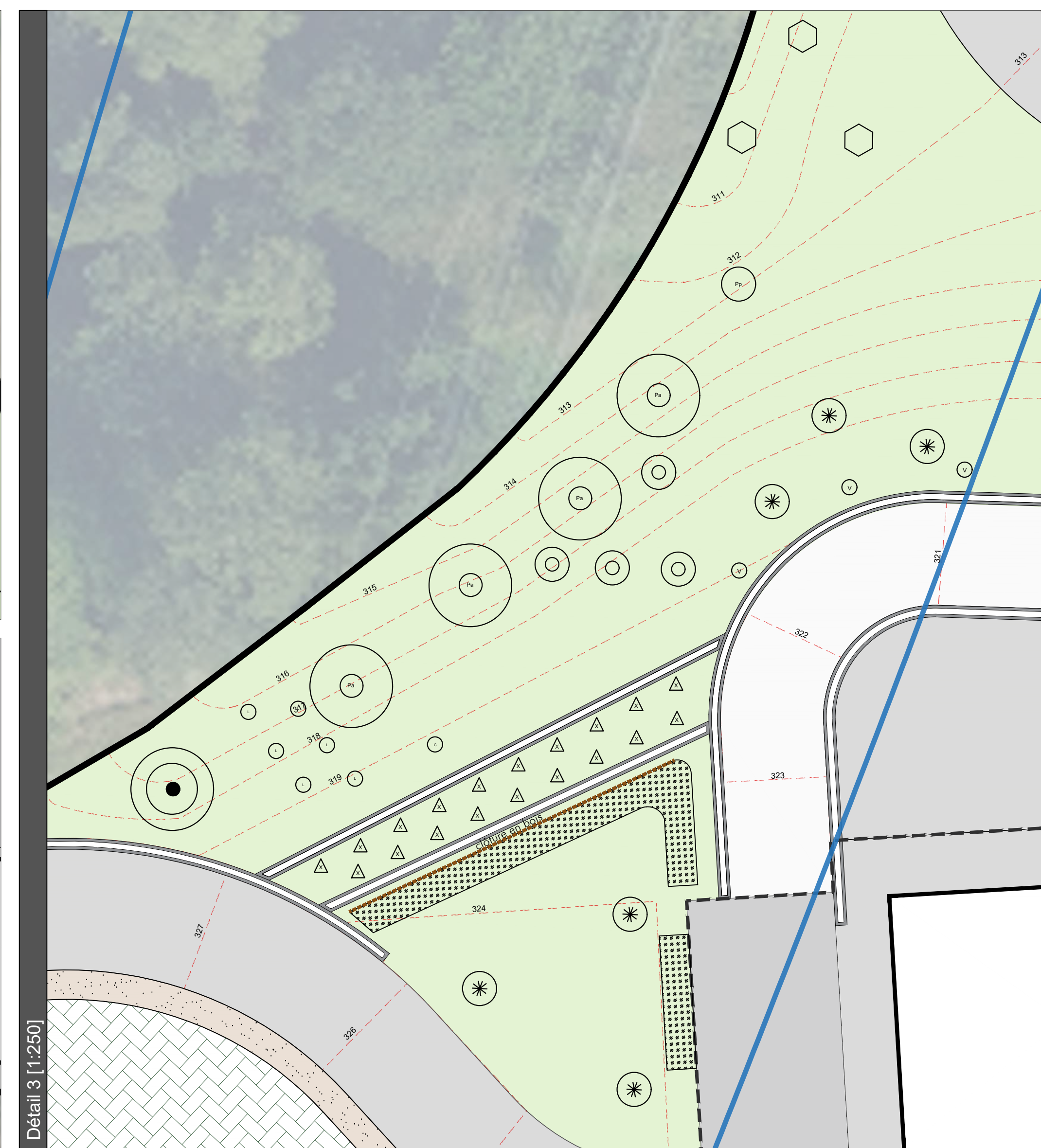
Plan d'ensemble [1:500]



Détail 1 [1:250]



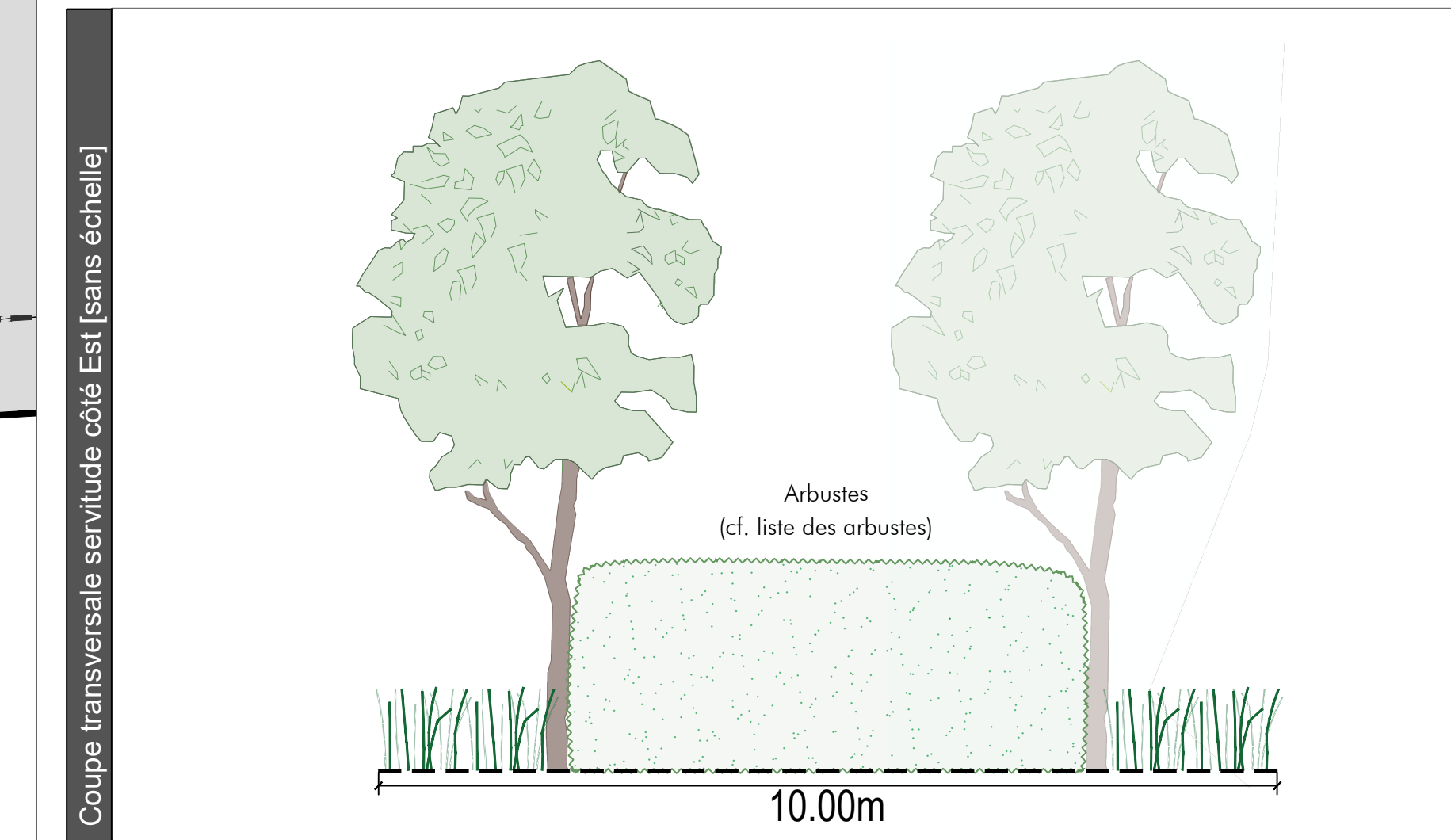
Détail 2 [1:250]



Détail 3 [1:250]



Détail 4 [1:250]



Coupe transversale servitude côté Est [sans échelle]

- Légende**
- Chemin piéton/cycliste
 - Vinca minor
 - Plantes vivaces
 - Zone de servitude « urbanisation - zone tampon (T) »
 - Parking écologique (aménagement à définir ultérieurement)
 - Délimitation du couloir de sécurité de la Ligne Haute Tension (CREOS, 2022)

- Grands arbres**
- Carpinus betulus
 - Fagus sylvatica
 - Pyrus communis
 - Prunus avium
 - Quercus robur
 - Quercus robur « Fastigata - Koster »
 - Salix alba
- Arbres de taille moyenne**
- Acer campestre
 - Malus domestica
 - Corylus avellana
 - Prunus domestica
 - Prunus padus
 - Salix caprea « Mas »
- Arbustes**
- Cornus mas
 - Crataegus monogyna
 - Euonymus europaeus
 - Ligustrum vulgare
 - Lonicera xylosteum
 - Prunus spinosa
 - Rosa arvensis
 - Rosa canina
 - Sambucus nigra
 - Viburnum opulus



Luxembourg, le **03 OCT. 2022**



Ministère de l'Énergie et de
l'Aménagement du territoire
4, Place de l'Europe
L- 1499 Luxembourg

N/Réf: 102773

Dossier suivi par Philippe Peters

Tél : 247-86827

Email : philippe.peters@mev.etat.lu

Concerne : Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (avis article 6.3)

Plan d'occupation du sol (POS) « Centre d'incendie et de secours (CIS) pour la Nordstad au Fridhaff »

Monsieur le Ministre,

Faisant suite à votre courrier du 29 avril 2022 concernant le projet du plan d'occupation du sol sous rubrique, j'ai le plaisir de vous faire parvenir l'avis du Ministère de l'environnement, du Climat et du Développement durable (ci-après MECDD) sur l'ampleur et le degré de détail des informations à fournir par le rapport environnemental, et ce conformément aux dispositions de l'article 6.3 de la prédite loi modifiée du 22 mai 2008 (ci-après loi EES).

Le présent avis intègre les observations reçues par l'Administration de la nature et des forêts, l'Administration de la gestion de l'eau et l'Administration de l'environnement.

Le projet du plan d'occupation du sol lieu-dit « Fridhaff » envisage le classement de la parcelle 2126/6447 en zone de bâtiments et équipements publics. Selon le géoportail, la parcelle a une contenance d'environ 2,2 hectares.

Votre saisine était accompagnée de plusieurs documents, notamment

- une évaluation sommaire (« SUP Phase 1 – Umwelterheblichkeitsprüfung ») élaborée en avril 2022 par le bureau d'études Enviro,
- un plan d'utilisation du sol indiquant le parcellaire visé par le plan d'occupation du sol élaboré par le Département de l'aménagement du territoire.

Après analyse des documents soumis, il convient de constater que le bureau d'études estime que l'élaboration d'un rapport environnemental est requise. Le MECDD partage cette conclusion générale. Contrairement à la proposition du bureau d'études, le rapport environnemental devra non seulement évaluer en détail les incidences notables sur les biens à protéger « population / santé humaine », « flore, faune, biodiversité », « sol », mais également sur les biens à protéger « eau » et « paysage » et fournir des précisions en relation avec l'air et les facteurs climatiques.

Etant donné que les informations disponibles dans cette première phase de l'EES restent à un niveau encore sommaires (p.ex. absence d'un concept d'implantation, absence d'une partie écrite, ...) et que des données existantes (p.ex. études spécifiques réalisées dans le cadre de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) de la zone d'activités économiques régionale ZANO) n'ont pas été valorisées, les remarques qui suivent sont à prendre en compte pour la finalisation du rapport environnemental ainsi que du plan d'occupation du sol :

Généralités

- Les auteurs du rapport environnemental devront se prononcer sur les sites alternatifs considérés dans le passé afin de mettre en évidence les raisons à la base du choix du site finalement proposé.
- Au vu de la topographie du terrain, de la présence d'une ligne à haute tension sur le site et des besoins du centre d'incendie et de secours (CIS), pas précisés jusqu'à présent, le rapport environnemental devra se baser sur un ou plusieurs concepts d'aménagement de la zone (p.ex. création d'un ou de plusieurs plateaux, terrassements, remblais, pentes,...) et concepts d'implantation des bâtiments/fonctions de manière à pouvoir en déterminer, compte tenu de l'interaction avec d'autres biens environnementaux, la variante qui constituera d'un point environnemental et fonctionnel le meilleur compromis.
- A cette fin, il est indispensable de préciser du moins sommairement la programmation du CIS, le cas échéant avec des variantes, la typologie des bâtiments (p.ex. volumétrie, hauteur, façades, toitures,...), les besoins de stationnement à l'intérieur et à l'extérieur, l'aménagement des surfaces extérieures, l'aménagement de l'accès (compte tenu de la topographie existante/remodelée), le scellement du sol, etc.
- Dans un souci d'intégrer au mieux la programmation envisagée sur le site et de définir un cadre réglementaire suffisamment précis, il importe de développer une partie écrite spécifique (p.ex. prescriptions dimensionnelles, scellement du sol, ...) adaptée aux besoins du projet et des mesures environnementales à respecter. Les auteurs du rapport environnemental devront prendre la partie écrite comme sujet et évaluer les incidences environnementales du plan d'occupation du sol compte tenu des potentialités de développement urbanistique qui peuvent en découler.
- Compte tenu de ce qui précède, les auteurs du rapport environnemental devront évaluer la cohérence de la délimitation de la zone telle qu'elle est actuellement projetée et proposer des alternatives pour assurer une meilleure cohabitation entre la zone à aménager et les structures vertes/biotopes situés aux bords de la zone, respectivement pour assurer un modelage cohérent du terrain. En page 42 du document soumis, il est proposé de définir des servitudes spécifiques pour la protection des éléments naturels. Il est indiqué de les maintenir en zone verte avec une zone tampon suffisamment grande pour en conserver la fonctionnalité, ce qui est à vérifier dans le rapport.
- Au vu de la proximité avec la zone d'activités économiques ZANO et compte tenu du concept de développement urbanistique et du manuel écologique à la base de ladite zone, les auteurs du rapport environnemental devront se prononcer sur l'interaction, les conflits

voire les synergies potentielles entre les deux projets tout en portant une attention particulière à des incidences cumulées potentielles (p.ex. besoins en eau, intégration paysagère, trafic,...). Dans ce contexte, il est renvoyé à l'ensemble des documents et études réalisés par les communes respectives, voire le syndicat intercommunal, dans le cadre de l'EES relative au classement des terrains et dans le cadre de l'EIE relative à l'aménagement de la zone d'activités économiques. Ces analyses et études sont à valoriser dans le présent dossier. Certaines études élaborées dans ce contexte seront mises en évidence par la suite dans le présent avis.

Santé humaine/population

- Il est important de considérer dans le rapport environnemental les établissements tombant sous le champ d'application de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés (loi commodo) situés au Fridhaff. Complémentairement aux établissements situés aux alentours de la surface visée par le POS, il est renvoyé notamment :
 - à l'arrêté 1/17/0656 du 15 février 2019 délivré par le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions autorisant la création et l'aménagement de la zone d'activités économiques régionale « Fridhaff » (ZANO), tel que modifié le 18 avril 2019 (1/17/0656/RG),
 - aux divers arrêtés ministériels concernant l'établissement SOIL-CONCEPT SA. Des informations récentes complémentaires concernant cet établissement peuvent être consultées p.ex. sur le site gouvernement.lu »¹ ou sur le site internet de la Chambre des Députés (réponse à la question parlementaire n° 6053 du 12.5.2022)²,
 - à la ligne haute tension entre Roost à Flebour, dont une modification a été autorisée par l'arrêté ministériel 1/20/0215 du 31 mars 2021 (voir également dossier de vérification préliminaire Nr 98401³).
- Les autorisations délivrées dans le cadre de la loi commodo fixent des conditions d'exploitations relatives à la protection de l'air, du bruit, du sol, etc., ceci en tenant compte de la situation locale et l'entourage de l'établissement classé. Des copies des arrêtés ministériels précités ainsi que, le cas échéant, des études d'impact spécifiques y afférentes peuvent être demandées auprès de l'Administration de l'environnement (infos@aev.etat.lu). Il est indiqué de respecter la situation des établissements autorisés suivant la législation relative aux établissements classés et de la considérer dans le rapport environnemental.
- D'une manière générale, une attention particulière est à porter aux situations de rapprochement d'établissements classés autorisés au titre de la loi commodo (p.ex. installation de compostage, traitement de boues d'épuration) par rapport à des zones dans lesquelles des personnes séjournent régulièrement durant une période prolongée, de même qu'aux situations de rapprochement dans le sens inverse.

¹ https://gouvernement.lu/lb/actualites/toutes_actualites/communiqués/2022/05-mai/18-environnement-soilconcept.html

²

<https://chd.lu/wps/portal/public/Accueil/TravailALaChambre/Recherche/RoleDesAffaires?action=doQuestpaDetails&id=23450>

³https://environnement.public.lu/content/environnement/fr/emweltprozeduren/evaluation-incidences-eie/projets_eie/2019/98401_Creos_Echange_conducteurs.html

- Ainsi, le rapport environnemental devra se prononcer sur les effets sur la population et la santé humaine dus à la présence des établissements tombant sous le champ d'application de la loi commodo et le POS projeté, tout en considérant que leurs effets environnementaux risquent d'interagir ou de s'accumuler (air, odeurs, bio-aérosols, bruit, ...). A part des établissements classés, tout autre établissement ou chantier doit être considéré de la même manière.
- Au vu de la proximité du POS projeté par rapport au ZANO et à l'entreprise SOIL-CONCEPT, il est donc recommandé de prendre en considération la situation environnementale existante sur base, entre autres, des études relevées dans l'arrêté 1/17/0656 précité (article 3, point 2.1 « Aménagement d'une parcelle » (odeurs, bio-aérosols, ligne haute-tension) et 2.5 « Lutte contre le bruit » (bruit)).
- En ce qui concerne la ligne à haute tension, il est en outre renvoyé à la circulaire n° 1644 du 11 mars 1994 du Ministère de l'Intérieur, ainsi qu'au règlement-type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites du même ministère qui dit « *Les constructions abritant des pièces destinées au séjour prolongé de personnes, situées à une distance inférieure à 50 m par rapport à toutes lignes à haute tension aérienne ou au-dessus de lignes à haute tension enterrées, sont interdites.* »⁴ A cela s'ajoute encore que les lignes aériennes d'énergie électrique (> 1kV) tombent aussi sous le champ d'application de la loi commodo et que les conditions d'exploitation sont fixées par arrêtés ministériels (voir l'arrêté ministériel 1/20/0215 du 31 mars 2021 mentionné ci-dessus). Le rapport environnemental devra se prononcer sur la compatibilité du POS avec la situation existante et autorisée.
- Finalement, le rapport environnemental devra tenir compte de la situation acoustique existante et autorisée dans l'entourage de la surface du POS projeté (voir ci-dessus, arrêté 1/17/0656 du 15 février 2019 faisant référence à l'étude acoustique élaborée le 27 novembre 2017 par l'organisme agréé « iB(A) » et ayant la référence n° 753-711-1). En effet, par le classement de la surface du POS, le CIS se rapprochera du point d'immission APO2 (propriété située hors agglomération), tel qu'identifié dans l'étude acoustique précitée. Au moins une analyse sommaire des effets y résultant est à présenter dans le rapport environnemental.

Biodiversité

- Le rapport environnemental devra comprendre une cartographie actualisée de l'ensemble des biotopes protégés sur le site et dans les alentours proches, intégrant également les habitats d'espèces protégées. Sur cette base, une estimation sommaire des éco-points à compenser est à joindre dans le rapport environnemental. Dans la mesure du possible, et compte tenu des observations faites sur la délimitation finale de la zone dans le présent avis, il importe d'éviter une destruction ou dégradation des éléments naturels existants et de valoriser leur existence pour assurer à terme un maillage écologique fonctionnel et une intégration paysagère maîtrisée de la zone. De ce fait, en fonction des terrassements et aménagements à réaliser en vue de l'exploitation de la zone, l'aménagement des zones de transition entre la zone et les structures vertes est à évaluer pour éviter des effets négatifs indirects.

⁴ <https://mint.gouvernement.lu/de/publications/brochure-livre/reglement-batisses-voies-publiques-sites.html>

- En ce qui concerne les terres d'excavation, l'article 26 « Déchets inertes, déchets de construction et déchets de déconstruction » de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets stipule entre autres que : « (1) *Au moment respectivement de la planification d'une construction et de l'attribution d'un marché afférent, la prévention des déchets, y compris le réemploi doivent être prises en considération. Cette prévention concerne également la réduction des terres d'excavation destinées à une mise en décharge. Les maîtres de l'ouvrage doivent pouvoir faire preuve des considérations de prévention appliquées sur toute demande de l'administration compétente.* » Le rapport environnemental devra donc répondre à ce sujet et développer des pistes concernant la réduction des volumes des terres d'excavation, la prévention et la réutilisation recommandable sur site des terres d'excavation générées à travers la viabilisation de la surface et fournir un premier bilan, du moins sommaire, des volumes et un plan de gestion des terres d'excavations. En ce qui concerne la gestion des déblais et la réutilisation de déchets inertes, celles-ci doivent se faire également conformément aux législations en vigueur et en fonction de leur qualité et les incidences environnementales possibles tout en considérant les usages futurs projetés sur le site

Eau

- Le plan d'occupation du sol de la commune de Diekirch pour le Centre d'incendie et de secours (CIS) pour la Nordstad au Fridhaff, ne se situe :
 - ni dans une zone de protection de captages utilisés pour la distribution d'eaux destinées à la consommation humaine,
 - ni à proximité d'une installation de captage ou de prélèvement d'eau existant aux fins pré-mentionnées,
 - ni à proximité d'un point de surveillance de l'état des masses d'eau souterraine.
- Par contre le CIS est situé dans une zone où la profondeur des forages géothermiques est limitée et où des contraintes supplémentaires peuvent être appliquées pour protéger la nappe du Buntsandstein. D'une manière générale, le plan d'occupation du sol n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les eaux souterraines et l'eau potable, sous condition de vérifier l'utilisation éventuelle de forages géothermiques dans le rapport environnemental.
- Du point de vue de l'hydrologie, le site du POS se trouve à +/- 100 m d'un cours d'eau affluent du « Bamerdall » et en dehors d'une zone inondable. Par contre, le site du POS est potentiellement exposé à un danger de ruissellement de surface lors de fortes pluies. La planification du projet devra tenir compte des voies d'écoulement connues. Au vu de la pente du terrain et d'un éventuel remblayage du terrain, un potentiel impact sur le cours d'eau est à éviter.
- Un concept de gestion des eaux pluviales est à présenter. Ce concept devra préciser dans quel cours d'eau les eaux seront évacuées par débit régulé (bassin de rétention, etc.). Le rapport devra considérer le débit naturel du cours d'eau pour éviter tout impact négatif (érosion, mise en suspension de particules, etc.) pour le cours d'eau. Un concept d'implantation sera à fournir et la compatibilité de ce concept avec les points précités sera à justifier. Des mesures d'atténuation pour favoriser l'infiltration et limiter l'imperméabilisation sont à évaluer.

- En ce qui concerne l'avifaune, les auteurs du rapport environnemental devront se baser sur a) les données les plus actuelles de la Centrale ornithologique du Luxembourg (COL), b) l'étude de terrain⁵ réalisée sur la présence et l'utilisation du terrain par le Milan noir et le Milan royal dans le cadre du dossier ZANO. A l'époque un nid du Milan royal a été identifié à proximité du site qui constitue également un terrain de chasse de l'espèce. D'éventuelles mesures compensatoires, voire mesures d'atténuation anticipées sont à développer dans le rapport environnemental de manière quantitative (p.ex. superficie, localisation, ...) et qualitative. En cas de doutes ou d'incertitudes, seule une étude de terrain ornithologique permettra d'actualiser les informations existantes sur la valeur écologique et le statut du terrain. Compte tenu de ce qui précède, il est recommandé de se concerter avec les auteurs de l'étude précitée.
- Pour ce qui en est des chiroptères, un avis d'un expert agréé est à joindre au dossier et à prendre comme base pour l'évaluation des incidences et le développement des mesures requises. L'avis devra prendre en compte les résultats de l'étude de terrain élaborée en octobre 2015 par le bureau d'études ProChirop⁶ pour la zone d'activités économiques. Même si ladite étude ne portait pas directement sur le terrain envisagé pour le CIS, les données recensées sont à valoriser pour établir l'avis précité. En cas de doutes ou d'incertitudes, seule une étude de terrain chiroptérologique permettra d'actualiser les informations existantes sur la valeur écologique et le statut du terrain. Compte tenu de ce qui précède, il est recommandé de se concerter avec les auteurs de l'étude précitée.
- Vu la présence probable du muscardin sur le terrain boisé, il est nécessaire d'évaluer les incidences du projet sur cette espèce. Au cas où une partie des structures vertes y présentes serait déboisée, une étude de terrain par un expert agréé est requise. D'éventuelles mesures d'atténuation anticipées sont à développer dans le rapport de manière quantitative (p.ex. superficie, localisation, ...) et qualitative. Alternativement, dans le cas de la préservation complète du terrain boisé, il est indiqué d'évaluer d'éventuelles incidences sur l'espèce compte tenu de la distance et de l'aménagement de l'espace de transition entre la zone et les structures vertes.
- En fonction des résultats des évaluations précitées en relation avec la biodiversité, il peut s'avérer utile de distinguer au niveau des mesures la phase « chantier » et la phase de fonctionnement normal du site.

Sol

- Au chapitre 4.3 « *Schutzgut Boden* », le document soumis pour avis reste encore muet, à défaut d'informations à ce stade, sur le sujet de la gestion des volumes de terres liés au chantier d'aménagement de la surface POS située en pente (7°-15°). D'autre part, il est déjà confirmé au chapitre 4.5 que les volumes de remblai/déblai seraient faibles. Il importe de revenir en détail sur ce sujet, tout en tenant compte du concept d'aménagement et des effets paysagers (voir chapitres généralités et paysage du présent avis).
- Il faut rappeler dans ce contexte les efforts poursuivis au niveau national afin d'éviter un maximum de terres d'excavation et un remplissage trop rapide des décharges de déchets inertes. Il est renvoyé à la brochure « *Besser planen, weniger baggern* ». ⁷

⁵ Aktionsraumanalyse von Rotmilan und Schwarzmilan am Standort Fridhaff, Milvus (2015)

⁶ Erfassung und Bewertung der Fledermausfauna im Bereich der geplanten „Zone d'activités Friedhaff“ in Diekirch und Erpeldange, Endbericht, ProChirop (Oktober 2015)

⁷ <https://environnement.public.lu/fr/offall-ressourcen/types-de-dechets/dechets-construction-demolition-dcd.html>.

- De manière générale, les eaux usées générées par le projet et leur traitement sont à préciser dans le rapport environnemental. Concernant les eaux usées, la forte déclivité du terrain est à considérer, notamment les mesures projetées pour assurer leur acheminement vers le prochain réseau public sont à présenter. Les eaux usées de la commune de Diekirch sont acheminées vers la station d'épuration biologique de Blesbrueck d'une capacité actuelle de 130.000 EH. Le rapport environnemental devra préciser la charge supplémentaire engendrée par le futur projet ainsi que se prononcer sur la disponibilité des capacités épuratoires.
- Concernant la gestion des eaux d'extinction (si nécessaire), la gestion prévue et leur principe d'évacuation sont à présenter.
- Le principe détaillé de rétention et de gestion des eaux pluviales ainsi que le concept d'assainissement seront à présenter au plus tard dans le cadre de la demande d'autorisation.

Air et facteur climatiques

- Au vu de la situation existante dans l'entourage de la surface du POS projeté (voir également chapitre population et santé humaine ci-dessus), le rapport environnemental devra évaluer les effets auxquels la surface sera exposée (air, odeurs, bioaérosols), tout en tenant compte évidemment de sa finalité, à savoir l'implantation d'un CIS dans une zone BEP.
- Concernant l'objectif « Ziel 06: Kein Überschreiten der Grenzwerte für Stickstoffdioxide und Feinstaubpartikel » à la page 45, il est précisé que certaines données sur la qualité de l'air sont disponibles pour le territoire de la commune de Diekirch dans le cadre de la campagne de mesure de dioxyde d'azote du pacte climat⁸.
- Au vu des informations présentées dans le chapitre 4.5 du dossier soumis et l'absence d'informations à ce stade sur l'envergure des constructions et les modifications éventuelles de la topographie, il est recommandé de procéder à une actualisation des effets sur les facteurs climatiques.
- En considérant la stratégie gouvernementale de promouvoir la production d'énergie renouvelable, dont la production d'énergie photovoltaïque, il importe d'envisager prioritairement des surfaces de déjà imperméabilisées ou destinées à être imperméabilisées. Dans cette optique, tout futur bâtiment peut, le cas échéant, être équipé par l'installation de collecteurs photovoltaïques. Ainsi, il est indiqué de vérifier de manière générale la faisabilité dans le rapport environnement et d'en tenir compte au niveau de la partie réglementaire du POS.

Paysage

- La thématique « paysage » est à évaluer de manière détaillée au vu de la localisation de la zone à un endroit exposé en direction « Bamerdall », de l'effet de prolongement de la zone d'activités économiques dans le paysage ouvert et de la topographie en pente rendant nécessaire un remodelage du terrain pour pouvoir y implanter des bâtiments et de la volumétrie des bâtiments du CIS.

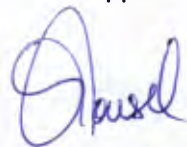
⁸ <https://environnement.public.lu/fr/loft/air/mesures/campagnes-speciales/campagne-communes-NO2.html>

- A cet effet, il est nécessaire (voir également les sujets sol, concepts d'aménagement/d'implantation ci-avant) de présenter des coupes représentatives illustrant la situation actuelle et future du terrain, de manière à mettre en évidence les modifications du terrain et leurs effets paysagers (p.ex. terrassements, pentes, etc.). Sur cette base, l'emplacement prévisionnel des bâtiments, etc. est à évaluer par rapport aux effets paysagers, de manière à mettre en évidence les axes de vue sensibles et de développer des mesures d'intégration paysagère adaptées à la situation.
- Des visualisations sont à joindre pour montrer l'effet paysager du projet, avec et sans mesures paysagères, selon des axes visuels caractéristiques (notamment à partir du paysage ouvert, p.ex. rue Fridhaff prolongée en tant que chemin rural vers le Nord et la vallée « Seiteschgronn » et à plus longue de la distance à partir du chemin allant du lieu-dit Fridhaff (au Nord du rond-point sur la N7) vers le « Härebierg », p.ex. au lieu-dit « Krischelt »).
- Les mesures paysagères à développer ne doivent pas se limiter à la mise en place d'un écran de verdure, mais prendre en compte l'emplacement et la conception des bâtiments, l'aménagement des espaces libres de construction, l'aménagement des pentes en cas de terrassements, etc. ainsi que leur interaction/cohérence avec les mesures d'intégration prévues pour la zone d'activités⁹. Il importe de veiller à un aménagement écologique des espaces non scellés et de limiter le scellement du sol au strict minimum.
- Au vu des nombreuses interactions entre les différents facteurs environnementaux à évaluer (p.ex. topographie-sol-paysage-biodiversité), les auteurs du rapport environnemental devront se prononcer de manière transparente sur les effets environnementaux, leurs avantages et désavantages ainsi que la cohérence des choix pris dans une perspective globale.

Mes services restent à votre disposition pour clarifier toute question en relation avec le présent avis.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable



Marianne MOUSEL
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies pour information :

Administration de la nature et des forêts,
Administration de l'environnement,
Administration de la gestion de l'eau

⁹ Manuel écologique, Landschaftsplanerische Studie für die Einrichtung einer Zone d'activité régionale in Diekirch und Erpeldange, Maja Devetak Landschaftsarchitektur (2016)

Strategische Umweltprüfung (SUP) des
Plan d'occupation du sol (POS)
„Centre d'incendie et de secours (CIS)
Nordstad au Fridhaff“



2. Teil: Detail- und Ergänzungsprüfung (DEP)

Gemeinde Diekirch

Ergänzende Fassung der DEP auf Grundlage des Avis
(MECDD Art. 7.2 SUP-Gesetz – 03.07.2023)



Auftraggeber:	
	Corps Grand-Ducal d'Incendie et de Secours (CGDIS) Direction des moyens logistiques Département Bâtiments 73, route de Diekirch L-7440 Lintgen Tél.: (+352) 49 77 1 – 22 66
 <p>LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire Département de l'aménagement du territoire</p>	Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire (MEAT) Département de l'aménagement du territoire 4, place de l'Europe L-1499 Luxembourg Tél. : (+352) 247 - 86948

Auftragnehmer: Association momentanée (nachfolgend durch ESI abgekürzt)	
	Enviro Services International 16, rue Geespelt L-3378 Livange Tel. +352 520 980 Fax. +352 520 985 www.enviro.lu Bearbeiterinnen: Anne Herrig (aherrig@enviro.lu) und Isabell Paulus (isabell.gries@enviro.lu)
	Dewey Muller 15b, bd. Grande-Duchesse Charlotte 1331 Luxembourg Tel. +352 263 858-1 Fax. +352 263 858-50 www.deweymuller.com

Quelle der Deckblattabbildung: www.geoportail.lu (Stand: 12.01.2023)


 Dirk ALDENKORTT
 Dipl. Geologe, Geschäftsführer

Inhaltsverzeichnis

ABBILDUNGSVERZEICHNIS	5
TABELLENVERZEICHNIS	7
ABKÜRZUNGSVERZEICHNIS	8
1. EINLEITUNG	10
1.1 HINTERGRUND UND ÜBERBLICK	10
1.2 CHRONOLOGIE	11
2. BESCHREIBUNG DES POS „CENTRE D’INCENDIE ET DE SECOURS (CIS) NORDSTAD“	13
2.1 LOKALISIERUNG DES PROJEKTS	13
2.2 HINTERGRÜNDE UND ZIELE DES POS „CENTRE D’INCENDIE ET DE SECOURS (CIS) NORDSTAD“	14
2.3 ALTERNATIVE STANDORTE/ VARIANTENVERGLEICH	17
2.4 DETAILS DES POS	24
2.5 FOTOS DER PROJEKTFLÄCHE	26
2.6 INNOVATIVES GEWERBEGEBIET – ZONE D’ACTIVITÉS FRIDHAFF	28
3. ÜBERGEORDNETE PLÄNE UND PROGRAMME	30
3.1 PROGRAMME DIRECTEUR D’AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (PDAT) 2003	30
3.2 INTEGRATIVES VERKEHRS- UND LANDESENTWICKLUNGSKONZEPT (IVL) 2004	30
3.3 DIE SEKTORIELLEN PLÄNE	30
3.3.1 PDS primaires	30
3.3.2 PDS secondaires	31
3.4 PLAN NATIONAL POUR LA PROTECTION DE LA NATURE (PNPN 3 ^{EME} PLAN) 2023 - 2030	31
3.5 PLAN NATIONAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE (PNDD)	32
3.6 HOCHWASSERRISIKOMANAGEMENTPLAN (HWRM-PL)	32
4. ABSCHÄTZUNG DER UMWELTAUSWIRKUNGEN	33
4.1 SCHUTZGUT BEVÖLKERUNG UND GESUNDHEIT DES MENSCHEN	34
4.1.1 Technogene Belastungen	35
4.1.2 Lärm/ Geräuschemissionen	42
4.1.3 Commodo-Einrichtungen	46
4.2 SCHUTZGUT PFLANZEN, TIERE, BIOLOGISCHE VIELFALT	50
4.2.1 Biotope/ Grünstrukturen	51
<hr/>	
SUP (2. Teil: DEP) des POS „Centre d’incendie et de secours (CIS) Nordstad“- Aktualisierung Juli 2023	3

4.2.2 Fauna	53
4.2.3 Ökopunktberechnung (écopoints.lu)	61
4.3 SCHUTZGUT BODEN	65
4.4 SCHUTZGUT WASSER	70
4.5 SCHUTZGUT KLIMA UND LUFT	74
4.5.1 Luft/ Gerüche/ Bioaerosole	74
4.5.2 Messkampagne (NO ₂) 2018-2020	84
4.5.3 Klimatische Faktoren	86
4.5.4 Erneuerbare Energien	88
4.6 SCHUTZGUT LANDSCHAFT	91
4.7 SCHUTZGUT KULTUR- UND SACHGÜTER	102
5. MAßNAHMEN	103
5.1 BAUBEDINGTE MAßNAHMEN	103
5.2 ANLAGEBEDINGTE MAßNAHMEN	104
5.2.1 Zone de servitude d'« urbanisation »	104
5.2.2 Vogelfreundliche Gestaltungselemente	106
5.2.3 Heimische Kletterpflanzen	106
5.2.4 Maßnahmen zur Lärmreduktion	107
5.2.5 Maßnahmen zur Geruchsreduktion	107
5.2.6 Maßnahmen zu technogenen Belastungen	107
6. KUMULATIVE AUSWIRKUNGEN AUF DIE UMWELTZIELE	108
7. MONITORING	113
8. NICHT-TECHNISCHE ZUSAMMENFASSUNG	118
9. QUELLENVERZEICHNIS DER ABBILDUNGEN UND TABELLEN	122
10. ANHANG	124

Abbildungsverzeichnis

- Abb. 1: Lokalisierung des Geltungsbereichs des POS „*Centre d’incendie et de secours (CIS) Nordstad*“ (rot umrandet). Quelle: Verändert nach Geoportail.lu, Stand 12.01.2023. 13
- Abb. 2: Klassierung der POS CIS Nordstad Fläche A) *PAG en vigueur de la Commune de Diekirch*. B) *Plan d’utilisation du sol* - zukünftige Klassierung des „*Centre d’incendie et de secours (CIS) Nordstad*“. Quelle: A) geoportail.lu, Stand Januar 2023; B) *Projet de plan d’occupation du sol „Centre d’incendie et de secours (CIS) Nordstad“, Plan d’utilisation du sol. Ministère de l’Énergie et de l’Aménagement du territoire - Département de l’aménagement du territoire, Stand 31.01.2023.* 15
- Abb. 3: *Plan d’implantation „Centre d’incendie et de secours (CIS) Nordstad“*. Quelle: plan d’implantation „*Projet de plan d’occupation du sol « Nordstad – Centre d’incendie et de secours (CIS) » - Diekirch*“. Ministère de l’Énergie et de l’Aménagement du territoire - Département de l’aménagement du territoire, Stand 31.01.2023. 16
- Abb. 4: Alternativstandort I – Grundstückskauf der Gemeinde Diekirch. Quelle: CGDIS und geoportail.lu, Stand Februar 2023. 17
- Abb. 5: Alternativstandort I - ursprünglich angedachtes Großprojekt. Quelle: CGDIS und geoportail.lu, Stand Februar 2023. 18
- Abb. 6: Alternativstandort II. Quelle: CGDIS und geoportail.lu, Stand Februar 2023. 19
- Abb. 7: Darstellung der geplanten Bebauung der neuen Feuer- und Rettungsleitstelle Nordstad. Quelle: verändert nach Beissel & Ruppert, Plan 2953-FAI-ENG-CAD-001 Indice D „Plan Cadastral“, Stand 24.01.2023. 25
- Abb. 8: Luftbild des Geltungsbereichs des POS CIS Nordstad. Die Blickrichtungen der nachfolgenden Fotos sind durch schwarze Pfeile gekennzeichnet. Quelle: geoportail.lu, verändert durch ESI Dezember 2022. 26
- Abb. 9: Fläche des Gewerbegebietes Fridhaff (weiß unterlegt). Die Projektfläche ist rot umrandet. Quelle: verändert nach AS&P 2013. 28
- Abb. 10: Darstellung der unterschiedlichen Fließrichtung der erzeugten elektronischen und magnetischen Felder in einer vereinfachten Darstellung. Quelle: „Schutz vor niederfrequenten magnetischen Wechselfelder bei Hochspannungs-Freileitungen und Erdkabeln“, Bund für Umwelt und Natur Deutschland, 2012, Seite 4. 35
- Abb. 11: Ausschnitt aus dem Entwurf des Bebauungsplans für das Plangebiet « Fridhaff » mit eingezeichneter Hochspannungstrasse und den Messlinien (ML) « Ost » und « West », sowie der Projektfläche (rot umrandet). Quelle: verändert nach ibu 2017, S.7. 38
- Abb. 12: Vorbelastungsrelevante Einrichtungen [1-4] und Aktivitäten im Umfeld der Immissionsorte (IO01-04) und Aufpunkte (AP01-AP03). Der Standort der POS-Fläche ist rot umrandet. Quelle: verändert nach iB(A) 2017. 43
- Abb. 13: Rasterlärmkarte (A: Tag, B: Nacht). Die Projektfläche ist rot umrandet. Quelle: Verändert nach iB(A) 2017. 45
- Abb. 14: Lokalisation der Betriebe in der näheren Umgebung der Projektfläche, für welche eine Commодо-Genehmigung vorliegt. Quelle: geoportail.lu, verändert durch ESI (Stand 12.01.2023) auf Grundlage der Liste aus der E-Mail vom 06.12.2022 Ministère de l’Environnement, du Climat et du Développement durable, Administration de l’environnement (Liste erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit). 47

- Abb. 15: Offenland-Biotopkartierung (grün unterlegt) in der näheren Umgebung der Projektfläche (rot unterlegt). Quelle: geoportail.lu, Stand Januar 2023. 51
- Abb. 16: Ausschnitt aus der Biotopkartierung für die POS Fläche CIS Nordstad (rot umrandet). Quelle: verändert nach TR-Engineering und Planet+ 2015. 52
- Abb. 17: Baumreihe entlang der nördlichen Flächengrenze. Quelle: ESI 2022. 52
- Abb. 18: Veränderungen des Perimeters im Laufe der Bearbeitungszeit (A: 2022, B: 2023). Gelb markiert ist der Bereich der Grünstrukturen, der herausgenommen wurde. Quelle: verändert nach geoportail 2022 und 2023. 53
- Abb. 19: „Anerkannte Arten (europäischer Bedeutung mit ungünstigem Erhaltungszustand) für die innerörtliche *in-situ* Kompensation“. Quelle: Leitfaden zur Berechnungsmethodik Tabelle 6, Stand 24. März 2020. 63
- Abb. 20: Ausschnitt aus der Ökobilanzierung – *plan initial*. Quelle: écopoints.lu, Stand Januar 2023. 63
- Abb. 21: Ausschnitt aus der Ökobilanzierung – *plan final*. Quelle: écopoints.lu, Stand Januar 2023. 64
- Abb. 22: Schnitt durch das geplante Hauptgebäude der Feuer- und Rettungsleitstelle Nordstad von Süden in Richtung Norden, ohne Maßstab. Die rote Linie zeigt das natürliche Gelände, die schwarze Linie die geplanten Aufschüttungen. Quelle: Beissel & Ruppert Structural Engineering Plan 2953-FAI-ARC-COU-001-C „Coupes 1“, Stand 24.01.2023. 67
- Abb. 23: Schnitt durch die geplante Aufschüttung im Zufahrtbereich zum CIS-Hauptgebäude, ohne Maßstab. Quelle: Beissel & Ruppert Structural Engineering „Mur de Soutènement“, Stand 07.11.2022. 68
- Abb. 24: Vereinfachte 3D Darstellung der geplanten Bebauung des CGDIS Geländes von Ost nach West, ohne Maßstab und ohne landschaftliche Integration (Anpflanzung von Grünstrukturen). Quelle: Beissel & Ruppert, Stand 31.01.2023. 69
- Abb. 25: Entwässerungskonzept des POS CIS Nordstad, ohne Maßstab. Quelle: Beissel & Ruppert, Structural Engineering Plan 2953-0-003 Indice B „Plan des réseaux projetés“, Stand 12.01.2023. 71
- Abb. 26: Relative Häufigkeit (%) der Geruchsstunden in den Beurteilungsflächen. Schwarze Zahlen: Relative Häufigkeit der Geruchsstunden gemäß GIRL unter Verwendung des Faktors $k=1,6$. Blaue Zahlen links unten: Relative Häufigkeit der Geruchsstunden bei mindestens 9 Takten (Untergrenze gemäß Entwurf EN 16841-1). Rote Zahlen rechts oben: Relative Häufigkeit der Geruchsstunden bei mindestens 3 Takten (Obergrenze gemäß dem Entwurf der EN 16841). Orange umrandet: Fläche des POS CIS Nordstad. Quelle: verändert nach SGS TÜV Saar, 2016. 76
- Abb. 27 (links): Ausschnitt: *Relative Häufigkeit (%) der Geruchsstunden in den Beurteilungsflächen (ohne Anwendung des Faktors k)*. Blaue Zahlen links unten: Zeitraum vor dem 31.10.15 (Grundlage: 32 Messtage). Rote Zahlen rechts oben: Zeitraum nach dem 31.10.15 (Grundlage: 20 Messtage). Orange umrandet: Fläche des POS CIS Nordstad. Quelle: verändert nach SGS TÜV Saar, 2016. 77
- Abb. 28: Jahresmittel des NO₂-Gehaltss an den Messstationen in Diekirch. Orange gestrichelt ist der jeweilige jährliche Grenzwert. Quelle: verändert nach Messkampagne NO₂- MECDD 2018-2020. 85
- Abb. 29: Ausschnitt aus der Klimaanalysekarte. Der weiße Kreis markiert die POS CIS Nordstad Fläche. Quelle: Klimaökologische Situation in Luxemburg, MECDD, Dép. MEV, Februar 2021. 87
- Abb. 30: Solarpotenzial der umliegenden Gebäude des CIS Nordstad. Quelle: geoportail.lu, Stand Januar 2023. 88

Abb. 31: Sonneneinstrahlung auf der Projektfläche. A) am 15. Februar, B) am 15. August. Quelle: geoportail.lu, Stand Januar 2023.	89
Abb. 32: 3D-Modell mit Darstellung der Solarpanelen (Photovoltaikanlage). Quelle: Beissel & Ruppert, Stand 30.01.2023.	90
Abb. 33: Darstellung des natürlichen (rote Linie) und geplanten Geländes (schwarze Linie), ohne Maßstab. Quelle: Beissel & Ruppert, Plan „Coupes 1 – Schnitt A-A“, 2953-FAI-ARC-COU-001-C, Stand 24.01.2023.	92
Abb. 34: 3D-Modell des Projekts POS CIS Nordstad ohne landschaftliche Integrationsmaßnahmen. Die Blickrichtung ist von Nordosten in Richtung Südwesten. Quelle: Beissel & Ruppert, Stand 31.01.2023.	93
Abb. 35: 3D-Modell des Projekts POS CIS Nordstad mit landschaftlichen Integrationsmaßnahmen. Die Blickrichtung ist von Nordosten in Richtung Südwesten. Quelle: Beissel & Ruppert, Stand 31.01.2023.	93
Abb. 36: Potenzielle Einsehbarkeit (gelb markiert) auf die geplante Stützmauer (grün markiert). Quelle: verändert nach geoportail.lu, Stand Januar 2023.	95
Abb. 37: 3D-Modell: Darstellung des Projektes ohne Begrünung der Stützmauern (A) und mit Begrünung der Stützmauern (B). Quelle: Beissel & Ruppert, Stand A: 27.01.2023, B: 31.01.2023.	96
Abb. 38: Weiträumige Einsehbarkeit der POS-Fläche (rot umrandet). Die Lage des künftigen Hauptgebäudes ist in Gelb grob skizziert. Blickrichtungen der nachfolgenden Bilder sind durch schwarze Pfeile markiert. Quelle: geoportail.lu, Stand 17.02.2023.	98

Tabellenverzeichnis

Tab. 1: Ergebnis der UEP (Phase 1 der SUP) – POS « CIS Nordstad ». Quelle: UEP, ESI 2022.	12
Tab. 2: Überblick der zentralen Umweltziele des Schutzguts Bevölkerung und Gesundheit des Menschen und weitere schutzgutspezifische Ziele. Quelle: Verändert nach MEV 2013.	34
Tab. 3: Gesamtbelastung/ Gesamt-Immissionswerte (L_{GI}) nach DIN 45691 (Tag und Nacht). Quelle: iB(A) 2017.	44
Tab. 4: Commodo-Betriebe in der Nähe der Projektfläche des POS CIS Nordstad. Die Nummern entsprechen der Nummerierung der Betriebe in vorangehender Abbildung.	48
Tab. 5: Für den POS relevante Richtwerte aus gesetzlichen Dokumenten benachbarter Betriebe.	49
Tab. 6: Überblick der zentralen Umweltziele des Schutzguts Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt und weitere schutzgutspezifische Ziele. Quelle: Verändert nach MEV 2013.	50
Tab. 7: Zusammenfassung der avifaunistischen Bewertung inklusive Maßnahmen. Quelle: verändert nach COL 2022.	54
Tab. 8: Im Umfeld des POS bereits nachgewiesene Arten. Quelle: ProChirop 2023.	57
Tab. 9: Zusammenfassung der fledermauskundlichen Maßnahmen inklusive Abgleich mit dem POS. Quelle: Verändert nach ProChirop 2023.	58
Tab. 10: Einschätzung der Betroffenheit weiterer Tiergruppen. Quelle: ESI 2022.	59
Tab. 11: Überblick der zentralen Umweltziele des Schutzguts Boden und weitere schutzgutspezifische Ziele. Quelle: Verändert nach MEV 2013.	65

Tab. 12: Überblick der zentralen Umweltziele des Schutzguts Wasser und weitere schutzgutspezifische Ziele. Quelle: Verändert nach MEV 2013.	70
Tab. 13: Abschätzung der Einwohnergleichwerte. Quelle: CGDIS, Stand 01.02.2023.	72
Tab. 14: Überblick der zentralen Umweltziele des Schutzguts Klima und Luft und weitere schutzgutspezifische Ziele. Quelle: Verändert nach MEV 2013.	74
Tab. 15: Immissionsgrenzwerte für Geruch entsprechend Geruchsimmissionsrichtlinie (GIRL): Relative Häufigkeiten von Geruchsstunden pro Jahr. Quelle: SGS TÜV Saar, 2016.	75
Tab. 16: Einschätzung der negativen Emissionen, die auf die Fläche des POS CIS Nordstad einwirken. Die Nummern entsprechen der Nummerierung der Betriebe in Abb. 14.	79
Tab. 17: Einschätzung der negativen Emissionen, die vom künftigen CIS Nordstad auf die benachbarten Betriebe und Bereiche einwirken können.	82
Tab. 18: Ergebnisse der Messkampagne (NO ₂) in Diekirch. Jahresmittelwerte der Jahre 2018, 2019 und 2020. Gelb markiert ist die Überschreitung des Grenzwertes. Quelle: Messkampagne (NO ₂) 2018-2020, MECDD.	84
Tab. 19: Überblick der zentralen Umweltziele des Schutzguts Landschaft und weitere schutzgutspezifische Ziele. Quelle: Verändert nach MEV 2013.	91
Tab. 20: Blick auf die Projektfläche von verschiedenen Standpunkten aus. Quelle: Google street view 2023, aufgenommen im November 2022 und August 2021.	99
Tab. 21: Überblick der zentralen Umweltziele des Schutzguts Kultur- und Sachgüter und weitere schutzgutspezifische Ziele. Quelle: Verändert nach MEV 2013.	102
Tab. 22: Allgemeiner Monitoringplan für den POS CIS Nordstad. Generell ist der <i>Maître d'ouvrage</i> für das Monitoring verantwortlich, wobei dieser auch andere Akteure für die Durchführung der Maßnahmen beauftragen kann. Diese möglichen Akteure sind in der Spalte „Akteur“ benannt.	114

Abkürzungsverzeichnis

ASTA	Administration des Services Techniques de l'Agriculture
CDA	Centre de développement et d'attraction
CGDIS	Corps Grand-Ducal d'Incendie et de Secours
COL	Centrale ornithologique du Luxembourg
ESI	Arbeitsgemeinschaft Enviro Services International + Dewey Muller
FFH	Flora-Fauna-Habitat (Schutzgebiet)
HSL	Hochspannungsleitung (in vorliegendem Dossier: Hochspannungsfreileitung)
HWRM-PL	Hochwasserrisikomanagementplan
INRA	Institut national de recherches archéologiques (ehemals CNRA)

ITM	Inspection du Travail et des Mines
IVL	Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept
MECDD/ MEV	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (ehemals Ministère du Développement durable et des Infrastructures - MDDI), Département Environnement
MEAT	Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
MI	Ministère de l'Intérieure
MIV	Motorisierter Individualverkehr
MNHN	Musée National d'Histoire Naturelle
ÖPNV/ ÖV	Öffentlicher (Personennah-) Verkehr
PAG	Plan d'Aménagement Général
PDAT	Programme Directeur d'Aménagement du Territoire
PNDD	Plan national de Développement Durable
PNP	Plan National Pour la Protection de la Nature
POS	Plan d'occupation du sol
PDS	Plan directeur sectoriel
PSL	Plan (directeur) sectoriel "logement"
PSP	Plan (directeur) sectoriel "paysage"
PST	Plan (directeur) sectoriel "transport"
PSZAE	Plan (directeur) sectoriel "zones d'activités économique"
SICONA	Syndicat Intercommunal de l'Ouest pour la Conservation de la Nature
SIDEN	Syndicat des eaux résiduaires du Nord
SUP	Strategische Umweltprüfung
ZA	Zone d'activité: Regionale Aktivitätszone „Fridhaff“

Hinweis:

Für eine bessere Orientierung ist in vielen Kartenausschnitten der Geltungsbereich des POS CIS Nordstad farbig umrandet. Dies dient lediglich einer groben räumlichen Lokalisierung und kann nicht für eine genaue Grenzziehung der Fläche herangezogen werden.

1. Einleitung

1.1 Hintergrund und Überblick

Unter der Federführung des *Corps Grand-ducal d'Incendie et de Secours* (CGDIS) und des *Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, Département de l'aménagement du territoire* (MEAT), soll die Parzelle 2126/6447, Gemeinde Diekirch, Bereich *Fridhaff* per POS als bebaubare Zone klassiert werden, um den Bau des geplanten „*Centre d'incendie et de secours (CIS) Nordstad*“ zu ermöglichen. Die Parzelle 2115/9228 liegt ebenfalls im Geltungsbereich des POS CIS Nordstad, ihre Klassierung als ECO-r2 ändert sich jedoch nicht.

Da auch bei Flächennutzungsänderungen durch die Aufstellung eines POS eine Strategische Umweltprüfung (SUP) durchzuführen ist, wurde die Arbeitsgemeinschaft Enviro Services International + Dewey Muller (im Folgenden ESI genannt) beauftragt, die SUP für den POS „*Centre d'incendie et de secours (CIS) Nordstad*“ durchzuführen.

Aufgabe der SUP ist es, mögliche negative Auswirkungen auf die Umwelt frühzeitig zu erkennen, um ggfs. gegensteuern zu können. Vermeidungs- und Minimierungsmaßnahmen sowie Alternativen sind zu berücksichtigen bzw. zu benennen. Das Umweltministerium (ehemals *Ministère du Développement Durable et des Infrastructures - MDDI*), *Département Environnement*, hat im Juni 2013 die dritte Fassung eines Leitfadens herausgegeben, in dem Vorgehen und Inhalt einer SUP festgehalten sind. Das vorliegende Dokument ist an diesen Leitfaden angelehnt.

Generell lässt sich die SUP in zwei Schritte untergliedern:

1. Eine Umwelterheblichkeitsprüfung (UEP), deren Ergebnisse vom MECDD überprüft und ggf. ergänzt werden.
2. Eine Detail- und Ergänzungsprüfung (DEP), welche die als potenziell erheblich identifizierten Eingriffe in die Umwelt im Detail untersucht sowie Vorschläge zur Vermeidung, Reduzierung und/ oder dem Ausgleich der Impakte enthält. Die Umsetzung der DEP ist an den Bescheid (Avis) des MECDD, *Département Environnement* auf Grundlage der UEP gebunden. Das vorliegende Dossier umfasst diese Phase.

Die Analyse der möglichen Auswirkungen erfolgt pro Schutzgut (Bevölkerung/ Gesundheit des Menschen; Pflanzen/ Tiere/ biologische Vielfalt; Boden; Wasser; Klima/ Luft; Landschaft sowie Kultur- und Sachgüter).

Ein Überblick sowie viele Detailangaben zum vorliegenden POS sind unter Kapitel 2 zu finden.

1.2 Chronologie

Der erste Teil der SUP (die UEP) ist von ESI im April 2022 durchgeführt und beim zuständigen Ministerium (MECDD) eingereicht worden.

Der darauffolgende Avis des MECDD wurde am 03. Oktober 2022 ausgestellt (N/ Réf: 102773, siehe Anhang 1) gemäß *loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (avis article 6.3)* (siehe Anhang 1) und erging an das MEAT (eingegangen am 07.10.2022, Nr. 005731). In diesem sind der Umfang und weitere Vorgaben zur Durchführung der zweiten Phase der SUP festgelegt (Schwerpunkte, Detaillierungsgrad, ergänzende Informationen, etc.).

Ergebnisse der UEP (April 2022)

Das Projektvorhaben POS „*Centre d'incendie et de secours (CIS) Nordstad*“ ist kompatibel mit den aktuell gültigen, übergeordneten Plänen und Programmen.

Ferner wurde im Rahmen der UEP eine Analyse der voraussichtlichen Betroffenheit der sieben Schutzgüter mit folgender Klassierung durchgeführt:

I - nicht betroffen
II - geringe Auswirkung
III - mittlere Auswirkung
IV - hohe Auswirkung*
V - sehr hohe Auswirkung*

*= zweite Phase der SUP (DEP) notwendig.

Fällt ein Schutzgut in die **Klasse IV oder V**, so ist dieses Schutzgut im Rahmen der zweiten Phase (DEP) detailliert zu analysieren. Tab. 1 gibt die Ergebnisse der UEP wieder.

Tab. 1: Ergebnis der UEP (Phase 1 der SUP) – POS « CIS Nordstad ». Quelle: UEP, ESI 2022.

Schutzgut	Einschätzung	2. Phase notwendig?	Schwerpunkte für 2. Phase der SUP
Bevölkerung und Gesundheit des Menschen	IV: hohe Auswirkungen können nicht sicher ausgeschlossen werden	Ja	Thematik der Hochspannungsleitung inkl. Reduktionsmaßnahmen
Pflanzen, Tiere und Biologische Vielfalt	IV: hohe Auswirkungen können nicht sicher ausgeschlossen werden	Ja	Fledermausfauna, Avifauna [Vögel] inklusive Rot- und Schwarzmilan <u>[wenn Grünstrukturen nicht erhalten werden können: weitere Gutachten notwendig]</u>
Boden	IV: hohe Auswirkungen können nicht sicher ausgeschlossen werden	Ja	Geotechnisches Gutachten (Tragfähigkeit des Bodens, Hangstabilität, Bodenaushub und ggf. Altlastenüberprüfung)
Wasser	II: geringe Auswirkungen	Nein	/
Klima/ Luft	II: geringe Auswirkungen	Nein	/
Landschaft	III: mittlere Auswirkungen	Nein	Ggf. landschaftliche Integration der Gebäude
Kultur- und Sachgüter	III: mittlere Auswirkungen	Nein	Kontakt INRA, da Fläche größer als 0,3 ha ist

Demnach müssen laut UEP die Schutzgüter **Bevölkerung und Gesundheit des Menschen, Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt** und **Boden** im Rahmen der DEP vertiefend analysiert werden, da für diese Schutzgüter erhebliche Auswirkungen nicht sicher ausgeschlossen werden können.

Vorgaben des Avis (MECDD) (Oktober 2022)

Neben generellen Informationen sind im Avis (03. Oktober 2022) weiterführende Vorgaben bezüglich der Schutzgüter **Bevölkerung und Gesundheit des Menschen, Biodiversität, Boden, Wasser, Luft** und **Landschaft** zu finden. Alle genannten Schutzgüter müssen laut Avis im Rahmen der DEP eine vertiefende Analyse erfahren.

Fazit

Demnach werden in der vorliegenden DEP folgende Schutzgüter vertiefend untersucht:

Bevölkerung/ Gesundheit des Menschen, Biodiversität, Boden, Wasser, Luft und **Landschaft**.

2. Beschreibung des POS „Centre d’incendie et de secours (CIS) Nordstad“

2.1 Lokalisierung des Projekts

Der Geltungsbereich des POS CIS Nordstad (Parzellen 2126/6447 und 2115/9228) befindet sich im Nordwesten der Gemeinde Diekirch, im Bereich *Seiteschgrund* (siehe auch Abb. 1). Im Norden und Osten ist er von ländlich geprägten Gebieten umgeben, wodurch überwiegend landwirtschaftliche Flächen an den Geltungsbereich grenzen. Im Westen grenzt die Fläche an die N27A Fridhaff und im Süden an das interkommunale Gewerbegebiet „Fridhaff“ (ehemals ZANO „Fridhaff“).



Abb. 1: Lokalisierung des Geltungsbereichs des POS „Centre d’incendie et de secours (CIS) Nordstad“ (rot umrandet). Quelle: Verändert nach Geoportail.lu, Stand 12.01.2023.

2.2 Hintergründe und Ziele des POS „Centre d’incendie et de secours (CIS) Nordstad“

Im Zuge der Reform des Feuerwehr- und Rettungsdienstes im Jahre 2018 in Luxemburg, welche vor allem durch das Zusammenlegen der Feuerwehren und des Zivilschutzes im „Corps Grand-Ducal d’Incendie et de Secours“ (CGDIS) geprägt war, wurde das CIS Nordstad (*centre d’incendie et de secours*) gegründet. Das CIS Nordstad vereint die ehemaligen Feuerwehr- sowie Zivilschutzeinheiten aus den Städten Ettelbruck und Diekirch in einer gemeinsamen operativen Einheit. Baulich ist das CIS Nordstad aktuell auf zwei Gebäude aufgeteilt:

- Site Ettelbruck: 28, *Avenue Lucien Salentiny*, L-9080 Ettelbruck; Baujahr 1984;
- Site Diekirch: 1, *rue du Onze Septembre*, L-9282 Diekirch; Baujahr 1979, Umbau 2013.

Aufgrund der stetig anwachsenden Bevölkerungszahlen und somit steigenden Einsatzzahlen, sowie den allgemeinen technischen Veränderungen und Anforderungen an Feuerwehrgebäude, wurde bereits vor mehreren Jahren eine Diskrepanz zwischen den aktuellen Anforderungen an die bauliche Infrastruktur sowie dem Bestand festgestellt. Die beiden Gebäude weisen unter anderem Defizite in folgenden Bereichen auf:

- Schwarz-Weiß-Trennung;
- Flächen für gestiegene Mitarbeiterzahlen (Umkleiden, Büros, Aufenthaltsräume, Ruheräume);
- Anzahl und Größe der Stellflächen für Einsatzfahrzeuge;
- Anforderung an Energieverbrauch und Brandschutz.

Aufgrund der innerstädtischen Lage sowie dem baulichen Bestand der einzelnen Bestandsgebäude ist ein Um- bzw. Ausbau der bestehenden Gebäude nicht möglich. Des Weiteren können durch ein gemeinsames Gebäude die internen Prozesse optimiert und den Bürgern eine bessere Dienstleistung zur Verfügung gestellt werden.

Als Standort musste ein Bereich gefunden werden, der an das bestehende Straßennetz gut angebunden ist und von dem aus in kürzester Zeit die entsprechenden Gemeinden zu erreichen sind. Dadurch wurde der aktuelle Standort in Diekirch (Parzellen 2126/6447 und 2115/9228) ausgewählt.

Die Planungsfläche ist aktuell zu 94 % als AGR (*Zone agricole*) und zu 6 % als ECO-r2 (*Zone d’activités économiques régionale type 2*) klassiert und soll zukünftig im Bereich der *Zone agricole* zu einer BEP-Fläche (*Zone de bâtiments et d’équipements publics*) umgewidmet werden (siehe Abb. 2 und Anhang 2a). Die Klassierung der ECO-r2 Zone bleibt bestehen. Zum Schutz der angrenzenden Grünstrukturen und um eine bessere Eingliederung des Projekts in die Umgebung zu gewährleisten, werden der nördliche und östliche Flächenrand mit einer *Zone de servitude „urbanisation – zone tampon (T)“* überlagert (siehe Abb. 2, Abb. 3 sowie Anhang 2a und Anhang 2b).

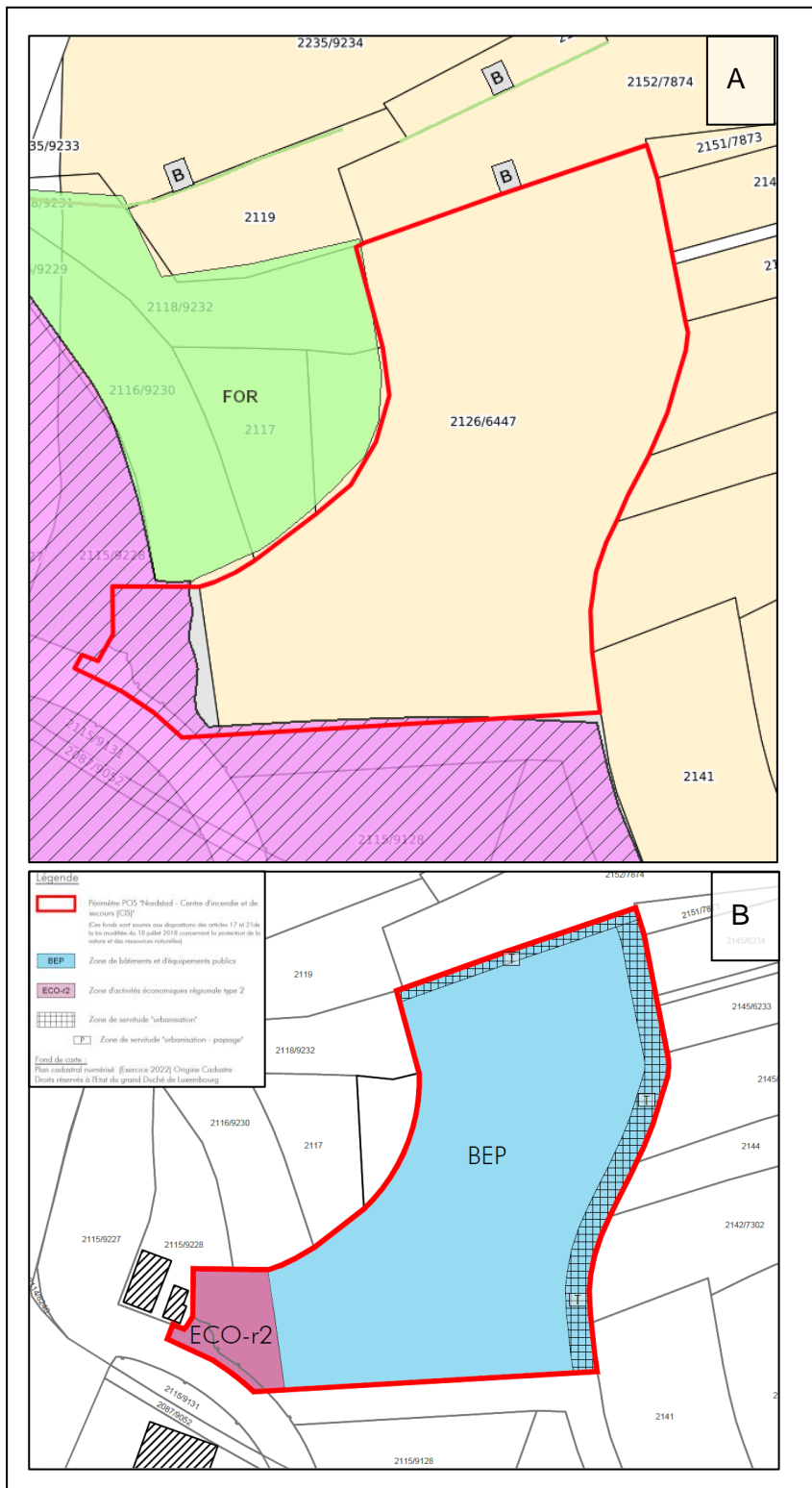


Abb. 2: Klassierung der POS CIS Nordstad Fläche A) PAG en vigueur de la Commune de Diekirch. B) Plan d'utilisation du sol - zukünftige Klassierung des „Centre d'incendie et de secours (CIS) Nordstad“. Quelle: A) geoportail.lu, Stand Januar 2023; B) Projet de plan d'occupation du sol „Centre d'incendie et de secours (CIS) Nordstad“, Plan d'utilisation du sol. Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire - Département de l'aménagement du territoire, Stand 31.01.2023.



Abb. 3: Plan d'implantation „Centre d'incendie et de secours (CIS) Nordstad“. Quelle: plan d'implantation „Projet de plan d'occupation du sol « Nordstad – Centre d'incendie et de secours (CIS) » - Diekirch“. Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire - Département de l'aménagement du territoire, Stand 31.01.2023.

2.3 Alternative Standorte/ Variantenvergleich

Alle nachfolgenden Informationen dieses Kapitels beruhen auf Aussagen des CGDIS 2023¹:

Alternativstandort I

Bereits im Zuge der Vorüberlegungen zu der Reform der Rettungsdienste im Jahre 2013, gab es konkrete Bestrebungen für den Neubau eines Feuerwehr- und Rettungszentrums für die Städte Diekirch und Ettelbrück. Daraufhin hat die Stadt Diekirch im Jahr 2016 ein Grundstück (Parzelle 3252/8978, siehe Abb. 4) käuflich erworben.

Das Projekt war Teil einer gesamten Überlegung der Erschließung der angrenzenden Parzellen zusammen mit Projekten der Straßenbauverwaltung und der ASTA (siehe Abb. 5).

Die Entwicklung dieser Idee bzw. dieses Großprojekts wurde auf Grund verschiedener Aspekte als negativ eingestuft und nicht weiterverfolgt.

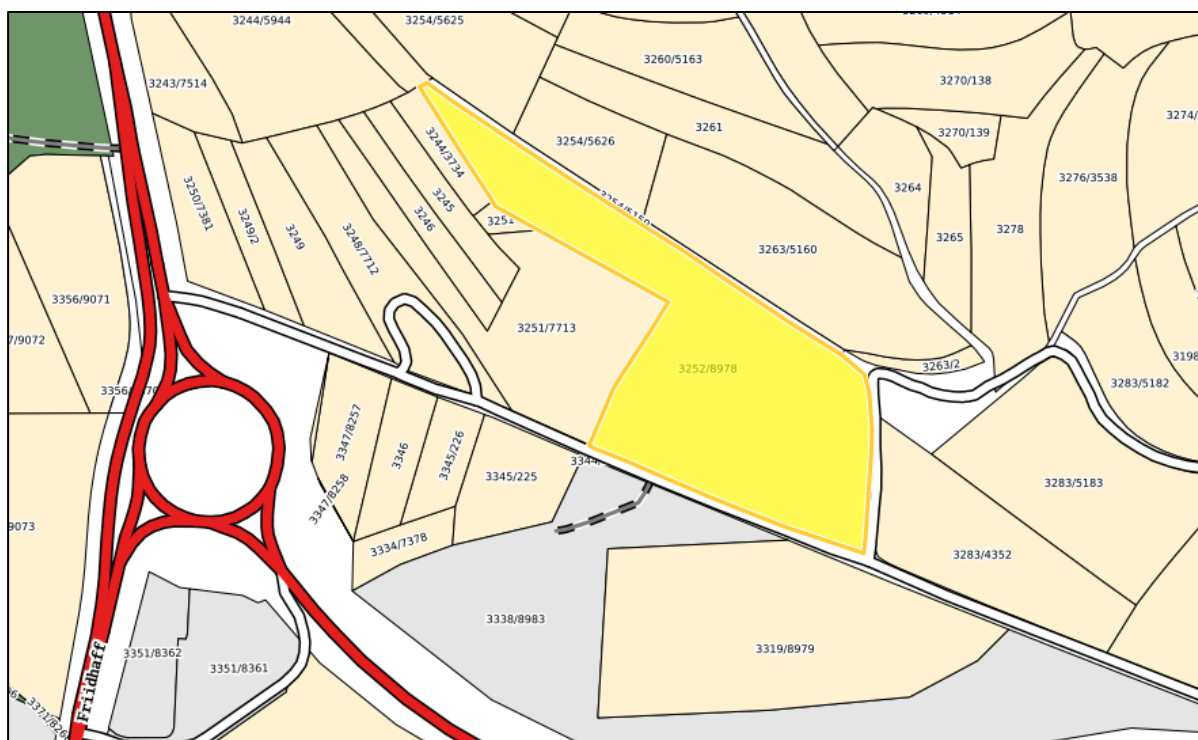


Abb. 4: Alternativstandort I – Grundstückskauf der Gemeinde Diekirch. Quelle: CGDIS und geoportail.lu, Stand Februar 2023.

¹ Informationen erhalten per E-Mail von Herrn Steve Meyer (CGDIS) am 06.02.2023.

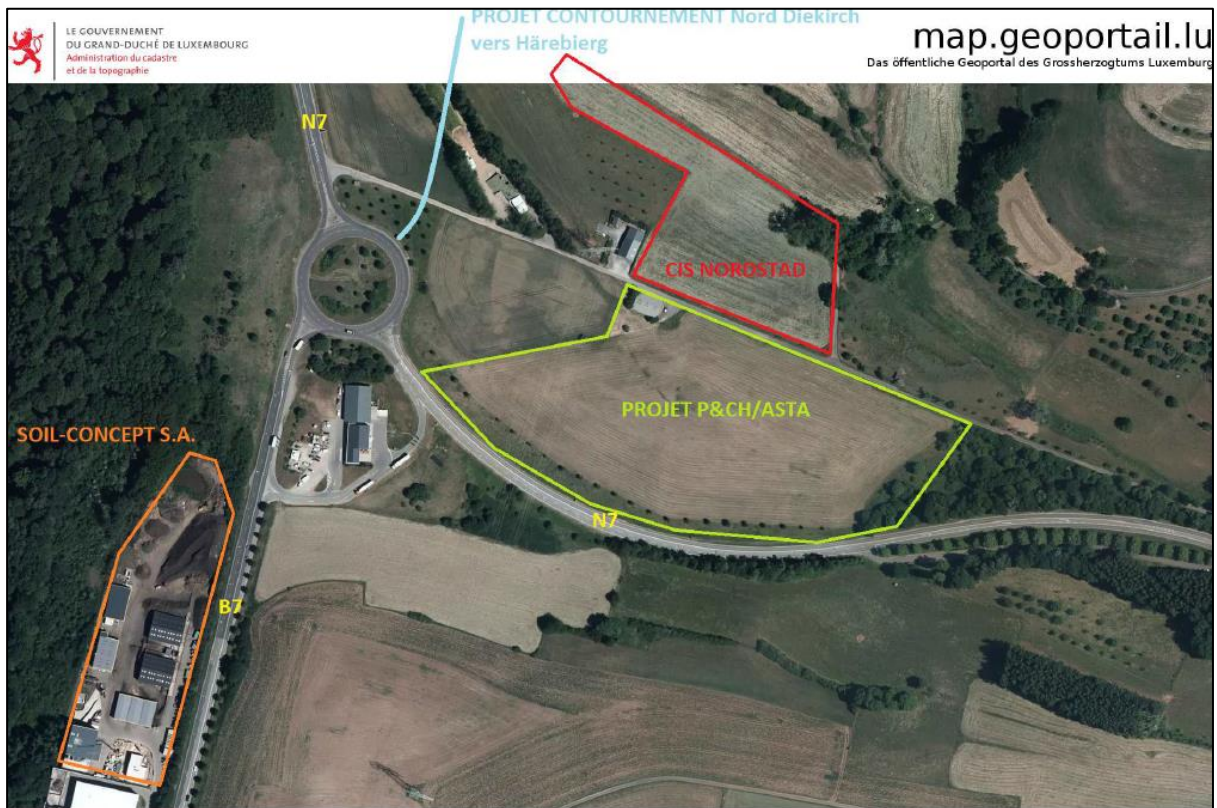


Abb. 5: Alternativstandort I - ursprünglich angedachtes Großprojekt. Quelle: CGDIS und geoportail.lu, Stand Februar 2023.

Alternativstandort II

Als Alternative zum oben genannten Standort gab es in den Jahren 2018 und 2019 Seitens des Finanzministeriums Bestrebungen Grundstücke im Bereich *Auf den Faulefelder* in der Gemeinde Erpeldange (siehe Abb. 6) anzukaufen, um dort die einzelnen Bauprojekte realisieren zu können. Der Ankauf der Grundstücke konnte jedoch nicht realisiert werden.

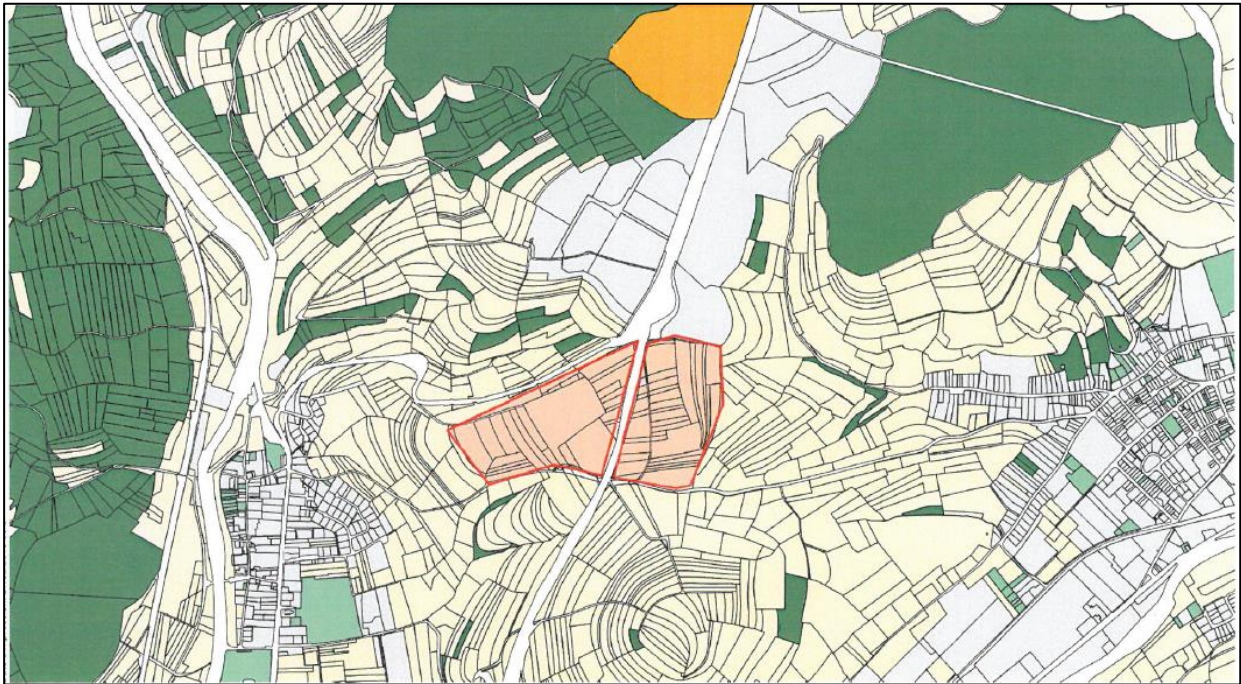


Abb. 6: Alternativstandort II. Quelle: CGDIS und geoportail.lu, Stand Februar 2023.

Aktueller Standort

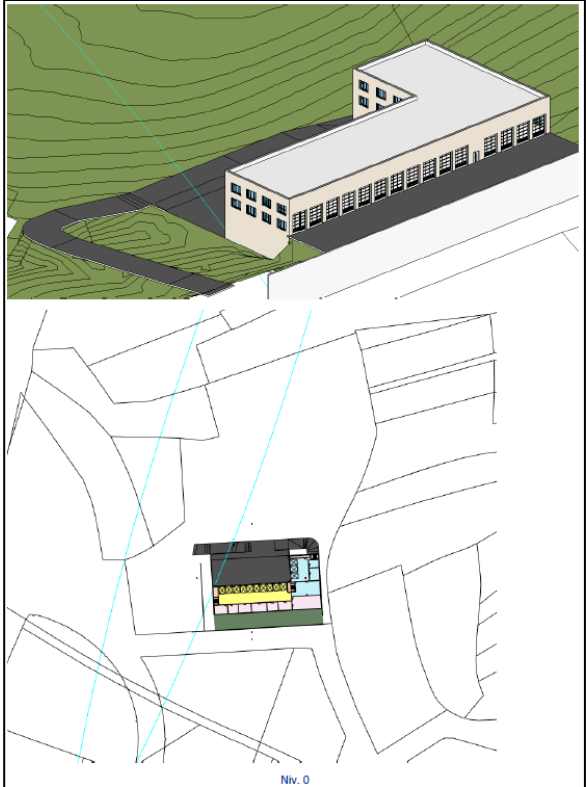
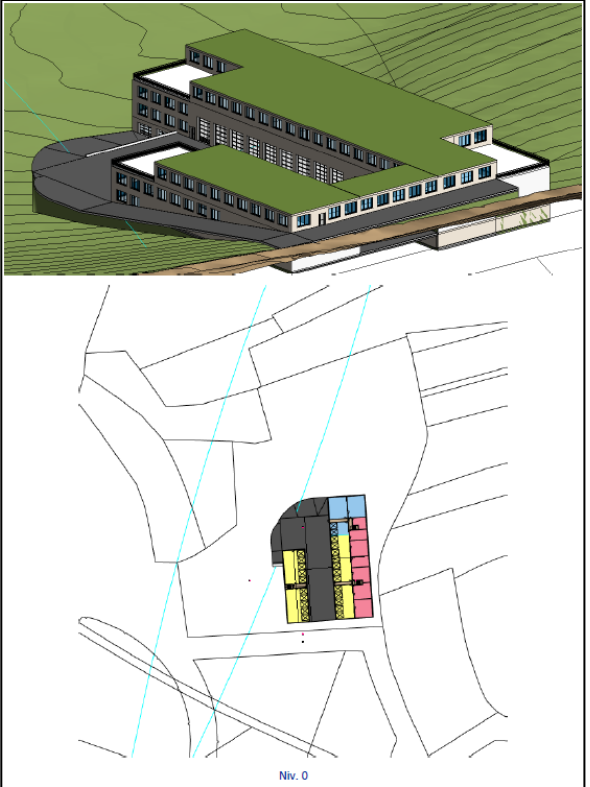
Im Zuge einer interministeriellen Arbeitsgruppe wurde ab 2021 nach einem neuen Grundstück für den Bau des Feuerwehr- und Rettungszentrums «CIS Nordstad» gesucht. Im Jahre 2022 konnte die Parzelle 2126/6447 (siehe Abb. 2) im Bereich *Seiteschgrund* in Diekirch durch das Finanzministerium angekauft werden. Da das CIS Nordstad ein wesentliches Standbein für die Entwicklung des CGDIS im Norden des Landes darstellt und auch als Standort für Sondereinsatzmittel für die Abdeckung des Nordens dient, ist eine direkte Anbindung an die N7 unabdingbar.

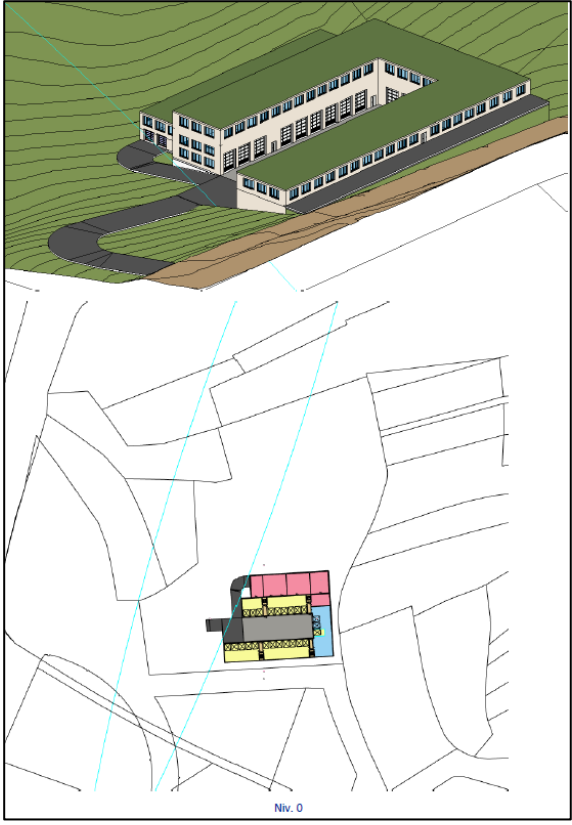
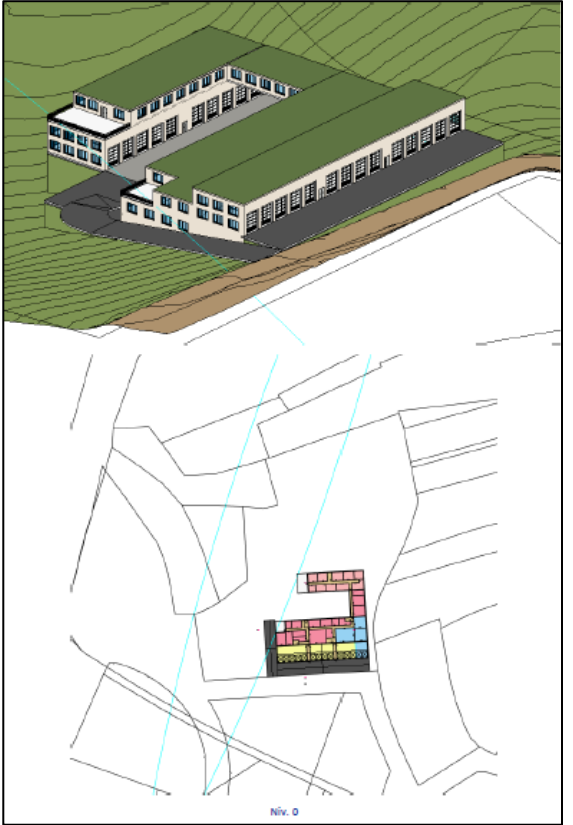
Varianten (der Anordnung einzelner Komponenten) auf aktuellem Standort (*Variantes sur place*)

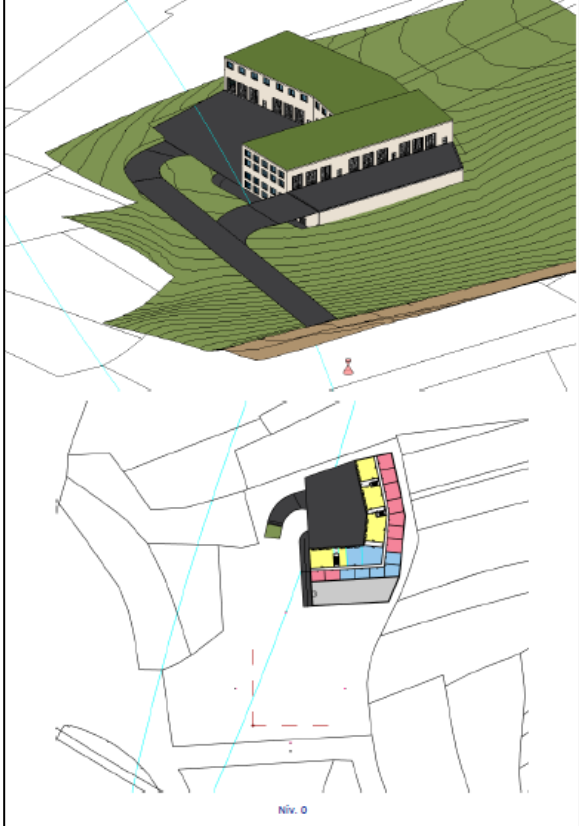

Im Zuge des Planungsprozesses auf diesem Grundstück wurden mehreren Varianten ausgearbeitet, welche sich jedoch in einem iterativen Prozess zu einer einzigen zurückbehaltenen Version ergeben haben. Dies ist unter anderem folgenden Rahmenbedingungen geschuldet:

- Geographie des Grundstücks (mittleres Gefälle +/- 20 %) vs. maximales Straßengefälle von 8 % (10 %).
- Hochspannungsleitung, die über das Grundstück verläuft vs. Sicherheitsabstände und nicht bebaubare Bereiche.
- Anschluss an die Nationalstraße N27B, der nur im bestehenden Kreuzungsbereich erfolgen darf.

Variantes sur place

Variante sur place 1	Variante sur place 2
	
<p>Problematik:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Geplanter Anschluss an Straße ist nicht möglich • Gebäude suboptimal in Landschaft eingepflegt (Gebäude ragt heraus) 	<p>Problematik:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Geplanter Anschluss an Straße ist nicht möglich • Gebäude suboptimal in Landschaft eingepflegt (Gebäude ragt heraus)

Variante sur place 3	Variante sur place 4
	
<p>Problematik:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Geplanter Anschluss an Straße ist nicht möglich, da Gefälle zu steil • Gebäude suboptimal in Landschaft eingepflegt (Gebäude ragt heraus) 	<p>Problematik:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gebäude suboptimal in Landschaft eingepflegt (Gebäude ragt heraus) • Massive Aufschüttung oder massive Stützmaue (nördlicher Gebäudebereich) nötig

<i>Variante sur place 5</i>	<i>Variante sur place 6</i>
	
<p>Problematik:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gebäude suboptimal in Landschaft eingepflegt (Gebäude ragt heraus) • Gebäude von bestehender Infrastruktur entfernt (Zersiedelung) 	<p>Problematik:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gebäude suboptimal in Landschaft eingepflegt: massive Stützmauern notwendig

Zurückbehaltene Variante (aktueller Standort)



Im Vergleich zu vorhergehenden Varianten (*Variantes sur place 1 – 6*), bietet die zurückbehaltene Variante folgende Vorteile:

- Rampenneigung der Anschlussstraße konnte auf 8 % reduziert werden
- Serpentinartige Straßenführung
- Möglichst kompaktes Gebäude
- Integration des Baukörpers und einzelner Elemente (z.B. des Trümmerfeldes) in die Hanglage

Aufgrund der genannten Nachteile der aufgezeigten Varianten (*Variantes sur place*) und der genannten Vorteile bei aktuellem Standort des Hauptgebäudes, haben sich das MEAT und das CGDIS für diesen Standort entschieden.

2.4 Details des POS

Das Areal für den Neubau der Feuer- und Rettungsleitstelle für die Nordstad liegt am nördlichen Rand der nationalen Gewerbezone Fridhaff und weist eine Größe von etwa 21.700 m² auf. Das Gelände befindet sich zum größten Teil in einer Hanglage, die nach Norden abfällt.

Die Planung sieht neben dem Bau der neuen Feuer- und Rettungswache (CIS Nordstad) selbst auch noch den Bau der zonalen Infrastrukturen (Büro- und Lagerflächen) sowie einer Realbrandübungsanlage, einem Trümmerfeld und einem Übungsgelände für die Rettungshundestaffel vor. Durch das Zusammenlegen dieser Infrastrukturen können Synergien geschaffen und die ehemaligen Gelände wieder zurückgebaut werden. Abb. 7 stellt die aktuelle Planung dar (siehe auch Anhang 2c).

Das Hauptgebäude der Feuer- und Rettungswache liegt im südöstlichen Teil des Geltungsbereichs des POS. Im Südwesten der Fläche ist der Bau eines Parkplatzes für Besucher und Mitarbeiter vorgesehen. Im nördlichen Teil des Grundstücks sollen die Realbrandübungsanlage, das Trümmerfeld, der Hundeübungsplatz sowie das Retentionsbecken angeordnet werden. Detailinformationen über das geplante Trümmerfeld sind dem Anhang 4 zu entnehmen.

Die Planung der Feuer- und Rettungsleitstelle sieht ein fünf geschossiges Hauptgebäude vor, wobei jedoch nur zwei Etagen aus dem Boden ragen (gemessen am Straßenniveau). Im Zuge der Planung wurde die gesamte bauliche Infrastruktur an die Hanglage angepasst. Ausgelegt ist das Gebäude für rund 25 Feuerwehrleute, welche rund um die Uhr vor Ort einsatzbereit sind. Des Weiteren werden ungefähr 25 Personen im Tagesdienst administrative, technische sowie logistische Aufgaben übernehmen. In den beiden Obergeschossen sind Büros, Versammlungsräume, Aufenthaltsräume sowie Ruheräume vorgesehen. Im Erdgeschoss sind neben der Garage für bis zu 20 Einsatzfahrzeuge auch die Umkleiden und die Sanitäreinrichtungen sowie die feuerwehrtechnischen Zentralen (feuerwehrspezifischen Werkstätten) untergebracht. Das Untergeschoss wird vor allem einer Tiefgarage für bis zu 49 PKWs vorbehalten, zudem befinden sich auf dieser Ebene Lagerräume. Die Tiefgarage wird mittels einer außerhalb des Gebäudes liegenden Rampe angefahren.

Die Beleuchtung der Zufahrt soll über Bewegungsmelder gesteuert werden, auf eine dauerhafte Beleuchtung des Geländes und des Gebäudes wird verzichtet. Das anfallende Regenwasser der Dachflächen soll zu Übungszwecken und zum Befüllen der Fahrzeuge genutzt werden. Des Weiteren ist geplant die Dachflächen mit Photovoltaikpanelen auszustatten, um das Gebäude weitestgehend autark mit Energie zu versorgen. Diese Nutzung ist auch im Zuge einer eventuellen zukünftigen Elektrifizierung der Einsatzfahrzeuge des CGDIS vorgesehen.

Die *partie écrite* des POS ist in Anhang 3 zu finden. Der entsprechende Plan und alle Schnitte in Anhang 2c sowie ein 3D-Modell des Projektes in Anhang 2d.

Die bestehende Entwässerung der Projektfläche ist in Abb. 7 (hellblaue Linie) dargestellt. Sie erfolgt im nördlichen Flächenbereich. Hierbei wird das anfallende Regenwasser nach Osten abgeleitet und in die bestehende Entwässerungsrinne (Parzelle 2145/6236) eingeleitet. Die geplante Regenwasserableitung ist in Abb. 25 (ebenfalls durch eine hellblaue Linie) dargestellt. Ein Vergleich beider Entwässerungen ist in Abb. 25 zu finden. Weitere Informationen diesbezüglich: siehe Kapitel 4.4 Schutzgut Wasser.

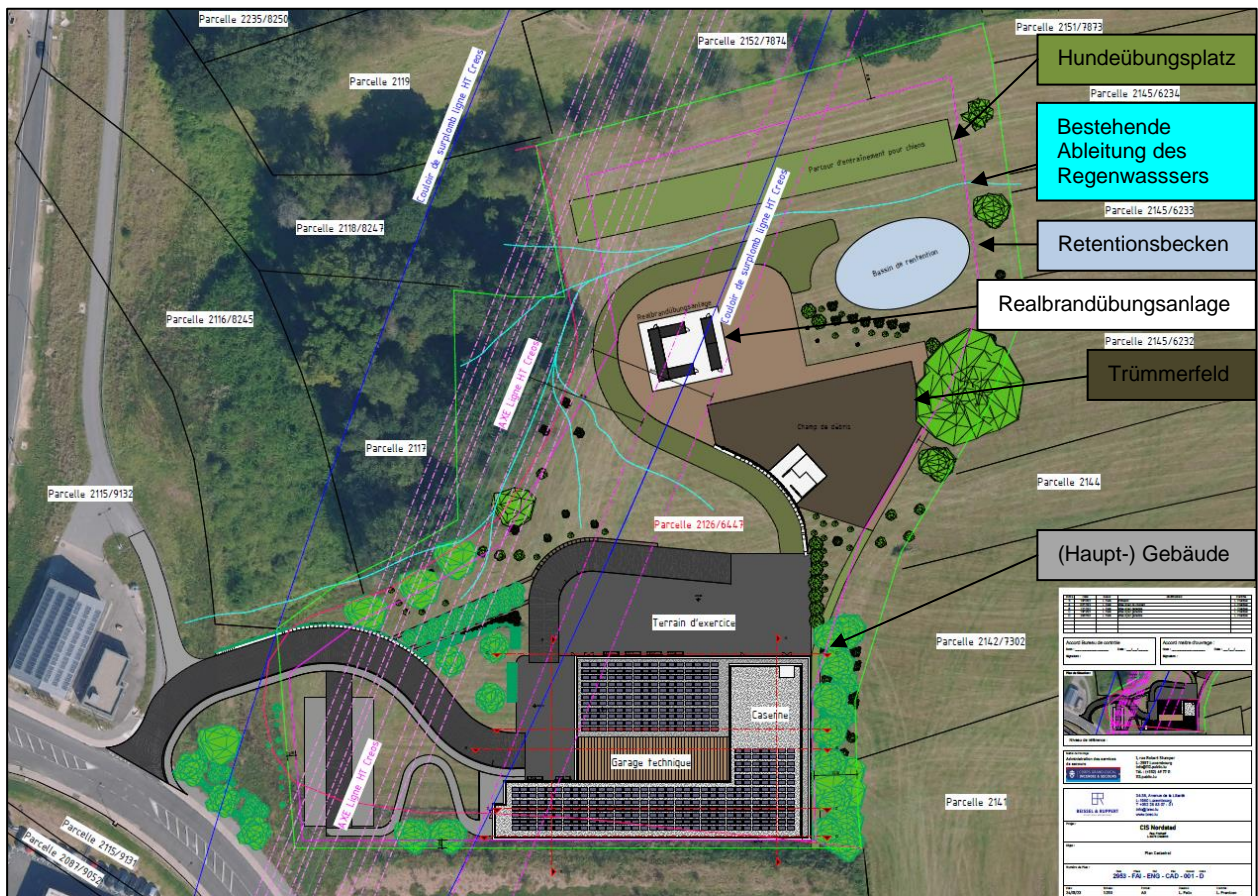


Abb. 7: Darstellung der geplanten Bebauung der neuen Feuer- und Rettungsleitstelle Nordstad. Quelle: verändert nach Beissel & Ruppert, Plan 2953-FAI-ENG-CAD-001 Indice D „Plan Cadastral“, Stand 24.01.2023.

Details der Realbrandübungsanlage²

Die Realbrandübungsanlage wird jährlich an ca. 75 Übungstagen genutzt. Der Wasserbedarf dieser Anlage beträgt ca. 2 m³ / Übungstag, wobei keine Trinkwasserqualität hierfür notwendig ist. Daher soll möglichst viel Regenwasser für diese Anlage verwendet werden. Insgesamt verdampfen ca. 90 % des Übungswassers während der Übung. Die restlichen 10 % werden innerhalb der Übungscontainer (getrennt vom Regenwasser) aufgefangen und wieder dem Übungsprozess zugeführt. Regenwasser, welches auf die Anlage fällt, wird gesondert abgeführt und nicht mit dem Übungswasser vermischt. Ferner erfolgt kein Einsatz von Schaum oder Netzmitteln. Rauchgase, die durch das Abbrennen von sauberen Holzpaletten entstehen, werden durch eine Rauchgasreinigungsanlage aufgefangen und gereinigt.

² Alle Informationen erhalten per E-Mail von Herrn Steve Meyer (CGDIS) am 01.02.2023.

2.5 Fotos der Projektfläche

Einen ersten Überblick über die Projektfläche geben die nachfolgenden Fotos, wobei Abb. 8 die Blickrichtungen der Fotos wiedergibt. Alle Fotos stammen von ESI und wurden im März 2022 aufgenommen.

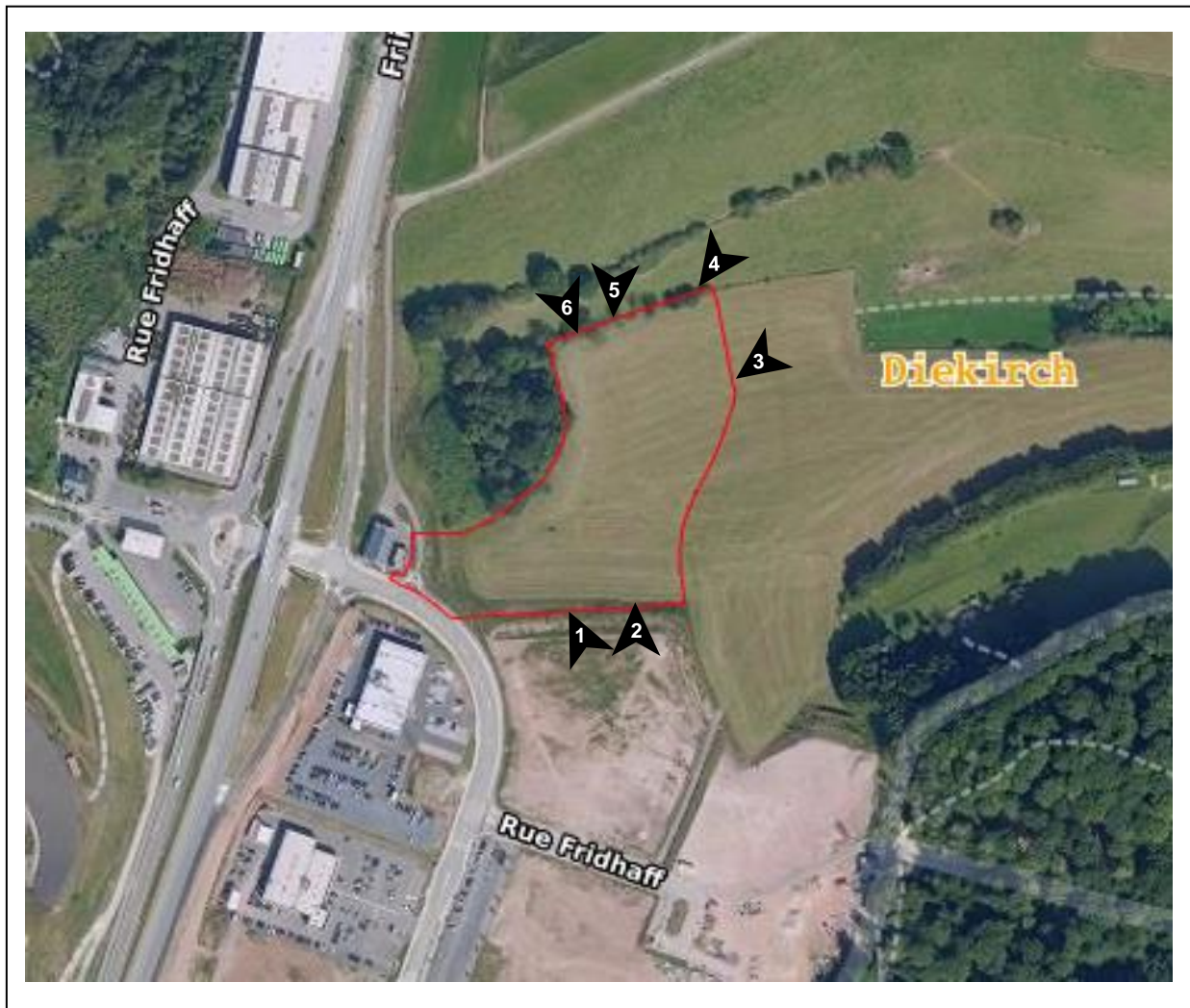








Abb. 8: Luftbild des Geltungsbereichs des POS CIS Nordstad. Die Blickrichtungen der nachfolgenden Fotos sind durch schwarze Pfeile gekennzeichnet. Quelle: geoportail.lu, verändert durch ESI Dezember 2022.

	
<p>Nr. 1: Blick vom südlichen Flächenrand nach Nordwesten.</p>	<p>Nr. 2: Blick vom südlichen Flächenrand in Richtung Norden.</p>
	
<p>Nr. 3: Blick vom östlichen Flächenrand in Richtung Südwesten.</p>	<p>Nr. 4: Blick vom nordöstlichen Flächenrand nach Südwesten.</p>
	
<p>Nr. 5: Blick vom nördlichen Flächenrand in Richtung Süden.</p>	<p>Nr. 6: Blick vom nordwestlichen Flächenrand in Richtung Süden.</p>

2.6 Innovatives Gewerbegebiet – Zone d’Activités Fridhaff

Aufgrund der räumlichen Nähe zum Gewerbegebiet Fridhaff (*Zone d’activité* – im Folgenden als ZA abgekürzt), sind nachfolgend einige Informationen über dieses zu finden.³

« Die Zone d’activités Fridhaff soll als innovatives interkommunales Gewerbegebiet durch das Syndicat ZANO entwickelt und erschlossen werden, um sowohl neue Entwicklungsperspektiven für lokal Betriebe zu schaffen, die im Talbereich keine Entwicklungsoptionen besitzen, als auch produzierende Unternehmen von außerhalb der Nordstad anzusiedeln. »⁴

« Die Erschließung des Gewerbegebietes « Fridhaff », gelegen zwischen den beiden Gemeinden Erpeldingen an der Sauer und Diekirch, ist das erste konkrete Projekt des ehemaligen interkommunalen Gemeindesyndikates « ZANO », welches Anfang 2020 das interkommunale Syndikat « Nordstad » wurde. »⁵

Das Areal (siehe Abb. 9) umfasst ca. 45 ha und liegt auf den Gemarkungen der beiden Gemeinden Erpeldange und Diekirch, nördlich des Sauer­tals.⁶



Abb. 9: Fläche des Gewerbegebietes Fridhaff (weiß unterlegt). Die Projektfläche ist rot umrandet. Quelle: verändert nach AS&P 2013.

³ Innovatives Gewerbegebiet Zone d’Activités Fridhaff. Zones d’Activités Économiques – ZANO. AS&P – Albert Speer & Partner GmbH, November 2013.

⁴ Innovatives Gewerbegebiet Zone d’Activités Fridhaff. Zones d’Activités Économiques – ZANO. AS&P – Albert Speer & Partner GmbH, November 2013.

⁵ <https://www.nordstad.lu/wirtschaft-handel/fridhaff/> entnommen am 07.11.22.

⁶ Innovatives Gewerbegebiet Zone d’Activités Fridhaff. Zones d’Activités Économiques – ZANO. AS&P – Albert Speer & Partner GmbH, November 2013.

Zur Bewertung der möglichen Auswirkungen des POS CIS Nordstad wurde der entsprechende Arrêté des ZANO (Nr. 1/17/0656 vom 15. Februar 2019) herangezogen. Ebenso weitere Avis der Betriebe des ZANO, die sich in räumlicher Nähe zum Projektgebiet befinden. So beispielsweise:

- Arrêté N°: 1/19/0591 (21.05.2021)
- Arrêté N°: 1/20/0158 (28.07.2020)
- Arrêté N°: 1/17/0020 (22.05.2018)
- Arrêté N°: 1/15/0239 (21.05.2015)
- Arrêté N°: 1/13/0232 (05.05.2014)
- Arrêté N°: 1/08/0148/B (28.06.2013)
- Arrêté N°: 1/08/0148/A (21.06.2012)
- Arrêté N°: 1/06/0421 und 1/08/0148 (14.07.2010)
- Arrêté N°: 06/UC/01 und 1/08/0148DD (14.07.2010)

3. Übergeordnete Pläne und Programme

3.1 Programme Directeur d'Aménagement du Territoire (PDAT) 2003

Die für die Gemeinde Diekirch wesentlichen Aspekte des PDAT lassen sich wie folgt zusammenfassen:

- Die planungsrelevante Fläche im Bereich *Seiteschgrund* gehört zur Gemeinde Diekirch und damit zum regionalen Planungsraum „centre-Nord“.
- Die Gemeinden Diekirch und Ettelbruck bilden den Kern der Nordstad und gelten als „*centre de développement et d'attraction (CDA) d'ordre moyen*“, welches im Verhältnis zum CDA Luxemburg-Ville (*ordre supérieur*) gestärkt werden soll.
- Umweltrelevante Rahmenbedingungen gibt das PDAT für das Gemeindegebiet Diekirch nicht vor.⁷

Aktuell ist die Aktualisierung des PDAT in Arbeit, die 2023 veröffentlicht werden soll.

3.2 Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept (IVL) 2004

Das IVL unterscheidet zwei Szenarien der zukünftigen Entwicklung des Landes, das Pendler-szenario und das Einwohnerszenario. Unabhängig davon, welches Szenario diskutiert wird, kommt das IVL zu dem Ergebnis, dass Diekirch nicht über ausreichend Reserveflächen verfügt, um das angestrebte Wachstum gewährleisten zu können. Verantwortlich dafür ist die Lage an der Sauer mit ihren Überschwemmungsgebieten sowie an den steilen Hängen, die eine Erschließung erschweren oder gar unterbinden. Vorgaben aus dem Bereich Natur und Landschaft trifft das IVL für Diekirch nicht.⁸

3.3 Die sektoriellen Pläne

Die *plans directeurs sectoriels* (im Folgenden PDS genannt) werden in *PDS primaires* und *PDS secondaires* unterschieden.

3.3.1 PDS primaires

Die PDS primaires sind: PDS « transports », PDS « logement », PDS « paysages » und PDS « zones d'activités économiques ».

Plan directeur sectoriel transports (PST) (2021)

Innerhalb des Gemeindegebiets von Diekirch liegen drei Projekte des PST (3.3 *Boulevard urbain Ettelbruck-Diekirch et priorisation pour bus à Diekirch*; 4.6 *Echangeur et accès Z.A. Fridhaff*; 5.2 *Sécurisation de la N7 entre le giratoire Fridhaff et le giratoire Wemperhaard*). Die beiden Projekte 3.3 und 4.6 haben laut PST die höchste Priorität. Der Ausbau und Anschluss der Z.A. Fridhaff

⁷MI/MEV (2003): Ministère de l'Intérieure/ Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Département de l'Environnement. Programme directeur d'Aménagement du Territoire (PDAT). 2003.

⁸Innenministerium, Transportministerium, Ministerium für Öffentliche Bauten, Umweltministerium (2004): Ein Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept für Luxemburg. Januar 2004.

(4.6) wurde bereits realisiert und gewährleistet für die Umsetzung des POS „Centre d’incendie et de secours (CIS) Nordstad“ eine sehr gute Verkehrsanbindung an das regionale Verkehrsnetz. Die anderen beiden Projekte des PST haben keine Auswirkungen auf das vorliegende Projekt.

Plan directeur sectoriel logement (PSL) (2021)

Keine der vom PSL identifizierten Flächen für den Wohnungsbau befindet sich auf oder in der Nähe der Projektfläche. Somit ist der PSL nicht relevant für den POS CIS Nordstad.

Plan directeur sectoriel zones d’activités économiques (PSZAE) (2021)

Südlich der Fläche grenzt das regionale Gewerbegebiet „ZAE Fridhaff“ an die planungsrelevante Fläche. Für die Fläche selbst gibt es laut PSZAE keine Planungen.

Plan directeur sectoriel paysage (PSP) (2021)

Laut PSP liegt die planungsrelevante Fläche in keinem der Bereiche, die eine besondere Berücksichtigung erfahren sollten.

3.3.2 PDS secondaires

Die *PDS secondaires* betreffen Einrichtungen, deren Organisation und räumliche Verteilung auf nationaler Ebene geregelt werden sollen. Dies sind der PDS « lycées » und der PDS « stations de base pour réseaux publics de communications mobiles ».

Plan directeur sectoriel lycées (PS-Lycée)

Der PS-Lycée enthält keine flächenrelevanten Informationen für die Umsetzung des POS.

Plan directeur sectoriel stations de base pour réseaux publics de communication mobiles

In Diekirch sind insgesamt vier Sendemasten vorhanden⁹. Auf der planungsrelevanten befinden sich keine Sendemasten.

3.4 Plan National Pour la Protection de la Nature (PNPN 3^{ième} Plan) 2023 - 2030

Im PNPN sind u.a. die Ziele der nationalen Strategie zur Biodiversität sowie die Maßnahmen zum Erreichen dieser Ziele und der aktuelle Stand der Biodiversität in Luxemburg beschrieben¹⁰. Ferner sind zusätzlich die internationalen Bemühungen und Unterstützungen im Bereich Biodiversitätsschutz aufgeführt.

Die Gemeinde Diekirch liegt im Bereich der biologischen Stationen im Zuständigkeitsbereich des SICONA Centre¹¹. Die planungsrelevante Fläche liegt in keinem nationalen oder internationalen Schutzgebiet.¹²

⁹ Geoportail.lu, abgerufen am 29.03.2022.

¹⁰ Plan National concernant la Protection de la Nature. 3^{ième} plan – à l’horizon 2030. Ministère de l’Environnement, du Climat et du Développement durable. Janvier 2023.

¹¹ Ebd.

¹² Ebd.

3.5 Plan National Du Développement Durable (PNDD)

Der Bezug zum PNDD (Handlungsziele und Maßnahmen – Umwelt) wird im Rahmen des Kapitels 6 Kumulative Auswirkungen auf die Umweltziele hergestellt.

3.6 Hochwasserrisikomanagementplan (HWRM-PL)

Da sich die planungsrelevante Fläche nicht in der Nähe der Sauer oder eines anderen Gewässers befindet, ist die Gefahr der Überschwemmung auf der Fläche durch Hochwasser nicht gegeben und im HWRM-PL sind keine Maßnahmen für die planungsrelevante Fläche genannt.

Fazit

Insgesamt kann eine Kompatibilität des geplanten Projektvorhabens (POS „*Centre d’incendie et de secours (CIS) Nordstad*“) mit den übergeordneten Plänen und Programmen bestätigt werden.

4. Abschätzung der Umweltauswirkungen

Den Bewertungsrahmen der SUP bilden die neun zentralen Leitziele des Umweltschutzes, die im *SUP – Leitfaden* (aktualisierter Leitfaden (2013) - *Ablauf und Dokumentation der strategischen Umweltprüfung im Planungsprozess eines Plan d'Aménagement Général (PAG)* - 3. Fassung von Juni 2013) definiert sind sowie die Zielsetzungen nationaler Pläne und Programme und die Berücksichtigung von aktuellen Anpassungen. Die neun zentralen Ziele des Umweltschutzes beziehen sich in unterschiedlicher Weise auf eines oder mehrere der sieben Schutzgüter, die bei der Beurteilung von Umweltauswirkungen zu berücksichtigen sind.

Leitziel 01	Reduktion der Treibhausgasemissionen um 55 % bis 2030 (Basis: 2005, 3 ^{er} PNDD 2021)
Leitziel 02	Stabilisierung des nationalen Bodenverbrauchs auf 1 ha/ Tag bis spätestens 2020 bzw. Stopp des weiteren Landverbrauchs bis 2050 (3 ^{er} PNDD 2021 und PNEC 2020)
Leitziel 03	Guter Zustand der Grund- und Oberflächengewässer durch Senkung der Schadstoffeinträge in Gewässer (Richtlinie 2000/60/EG und 3 ^{er} PNDD 2021)
Leitziel 04	Stopp des Verlustes an biologischer Vielfalt (PNPN 3 ^e - 2030 und NatSchG 2018 in seiner geänderten Fassung)
Leitziel 05	Bewahrung eines guten Erhaltungszustandes der zu schützenden Lebensräume und Arten der FFH- und Vogelschutzrichtlinie der EU (3 ^{er} PNDD 2021 und SUP-Gesetz vom 22. Mai 2008)
Leitziel 06	Kein Überschreiten der Grenzwerte für Stickstoffdioxide und Feinstaubpartikel (Richtlinie 2008/50/CE und 3 ^{er} PNDD 2021)
Leitziel 07	Verringerung der Lärmbelastung in der Gesamtbilanz (Richtlinie 2002/49/EG und 3 ^{er} PNDD 2021)
Leitziel 08	Verbesserung des Modal Split für Arbeitswege: MIV (nur Fahrer) - 46 %; MIV (mehrfach besetzt) - 19 %; ÖV - 22 %; Fahrrad - 4 %; Fußgänger - 9 % (3 ^{er} PNDD 2021 und MODU 2.0, 2018)
Leitziel 09	Kein weiterer Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- oder Sachgüter (3 ^{er} PNDD 2021)

Die aufgeführten Leitziele und die weiteren schutzgutspezifischen Ziele lassen sich den sieben Schutzgütern zuordnen.

Anhand diesem Bewertungsrahmen erfolgt nachstehend die Ermittlung der Umweltauswirkungen durch den geplanten POS.

4.1 Schutzgut Bevölkerung und Gesundheit des Menschen

Die nachstehende Tabelle zeigt die zentralen Umweltziele und weitere schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Umweltziele dieses Schutzguts:

Tab. 2: Überblick der zentralen Umweltziele des Schutzguts Bevölkerung und Gesundheit des Menschen und weitere schutzgutspezifische Ziele. Quelle: Verändert nach MEV 2013.

Leitziel	Zentrale Umweltziele des Schutzguts Bevölkerung und Gesundheit des Menschen	Weitere schutzgutspezifische Ziele:
01	Reduktion der Treibhausgasemissionen um 55 % bis 2030 (Basis: 2005, 3 ^{er} PNDD 2021)	Sicherung und Entwicklung der natürlichen Lebensgrundlagen
06	Kein Überschreiten der Grenzwerte für Stickstoffdioxide und Feinstaubpartikel (Richtlinie 2008/50/CE und 3 ^{er} PNDD 2021)	Sicherung und Entwicklung dauerhaft guter Luftqualität
07	Verringerung der Lärmbelastung in der Gesamtbilanz (Richtlinie 2002/49/EG und 3 ^{er} PNDD 2021)	Schutz der Allgemeinheit vor Lärm und Gewährleistung von Ruheräumen

Der Themenbereich **Freizeit und Naherholung** ist im Hinblick auf den Bau der Feuer- und Rettungsleitstelle Nordstad nicht relevant. Das Thema **geothermische Bohrungen** wird in Kapitel 4.4 Schutzgut Wasser behandelt.

Auf Grundlage der für das Schutzgut relevanten Leitziele und den Vorgaben des Avis (MECDD, Oktober 2022) lassen sich die Themenbereiche **Technogene Belastung** (inkl. Hochspannungsleitung), **Lärm, Geruch, Luftqualität** sowie die Interaktionen mit den bestehenden Gewerben/ Gebäuden (Analyse der **Commodo-Betriebe** und den Wechselwirkungen dieser mit dem Projekt) für das Schutzgut Bevölkerung und Gesundheit des Menschen identifizieren, die nachstehend näher analysiert werden.

4.1.1 Technogene Belastungen

Technogene Belastungen können durch Hochspannungsleitungen (HSL) und Antennen hervorgerufen werden. Die menschliche Gesundheit kann durch diese beeinträchtigt werden, da diese elektrische und magnetische Felder erzeugen, die den Körper beeinflussen können. Diese beiden Felder unterscheiden sich grundsätzlich durch die Ausdehnrichtung des jeweiligen Magnetfelds (vgl. Abb. 10). Die Intensitätsstärke und Verteilung der elektrischen und magnetischen Felder in der Nähe von Hochspannungsfreileitungen, sind von unterschiedlichen Faktoren abhängig: Spannung, Stromstärke, Form des Mastes, Anordnung der Leiterseile, Anzahl der Leiterseile und Abstand der Leiterseile vom Boden.¹³ Im Gegensatz zum elektrischen Feld verändert sich die magnetische Feldstärke aufgrund von Schwankungen im Stromnetz, die durch die Deckung des Strombedarfs je nach Tageszeit verursacht werden.

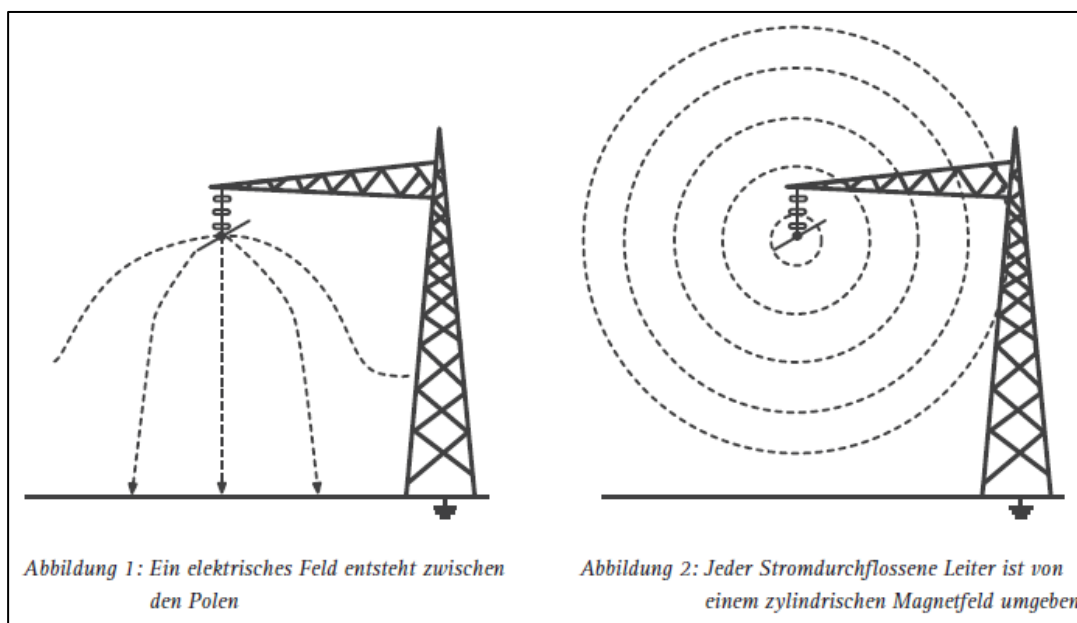


Abb. 10: Darstellung der unterschiedlichen Fließrichtung der erzeugten elektronischen und magnetischen Felder in einer vereinfachten Darstellung. Quelle: „Schutz vor niederfrequenten magnetischen Wechselfeldern bei Hochspannungs-Freileitungen und Erdkabeln“, Bund für Umwelt und Natur Deutschland, 2012, Seite 4.

Die Projektfläche des POS CIS Nordstad wird von der oberirdischen Hochspannungstrasse Roost-Flebour-Bouler überquert (siehe Abb. 7, rosa gestrichelte Linien). Dabei handelt es sich um eine Trasse aus zwei 220 kV Hochspannungsfreileitungen und zwei 65 kV Mittelspannungsfreileitungen, die das Areal in Nord-Süd-Richtung überqueren (220 kV Roost – Bauler, 220 kV Roost – Flebour Terne Ouest; 65 kV Flebour – Ingeldorf, 65 kV Flebour – Ingeldorf). Betrieben wird die Hochspannungstrasse von CREOS Luxembourg S.A.

Da die Schwellen für nachgewiesene Wirkungen bekannt sind, sieht der Gesetzgeber auf dieser Basis einzuhaltende Vorsorge-Grenzwerte für den Abstand der HSL zu Bauten (v.a. mit

¹³ Vgl. „Schutz vor niederfrequenten magnetischen Wechselfeldern bei Hochspannungs-Freileitungen und Erdkabeln“, Bund für Umwelt und Natur Deutschland, Januar 2012, 2. Auflage. Seite 5.

dauerhaftem Personenaufenthalt) vor. In Luxemburg basieren diese Grenzwerte auf Vorschlägen der europäischen Union und der WHO (Welt-Gesundheits-Organisation).

Laut *Circulaire n° 1644 du 11 mars 1994 (Nuisances éventuelles liées à l'exploitation de lignes de haute tension) du Ministère de l'intérieur* muss der Abstand von Wohnbebauungen zu einer HSL mit 220 kV mindestens **30 m** betragen. Dieser Abstand wird im vorliegenden POS eingehalten (siehe blaue Linie, Abb. 7).

Im *Règlement sur les Bâtisses* der Gemeinde Diekirch¹⁴ gibt es keine Vorgaben bezüglich des Abstands zu Hochspannungsleitungen.

Somit kann der vorgeschriebene Vorsorge-Grenzwert für Hochspannungsleitungen eingehalten werden.

¹⁴ Règlement sur les Bâtisses, les Voies publiques et les Sites de la Ville de Diekirch. Ville de Diekirch. Vote du conseil communal: 28. Oktober 2016.

4.1.1.1 Gutachten ibu 2017

Als weitere Grundlage zur Bewertung und Einschätzung der technogenen Belastung wird das „Gutachten über die Messung von niederfrequenten und elektrischen Wechselfeldern in der Nähe der Hochspannungstrasse im geplanten Gewerbegebiet „Fridhaff“ Ettelbruck (09.05.2017)“ von ibu (Ingenieurbüro für Baubiologie und Umweltmesstechnik) herangezogen (siehe Anhang 5a).

Das gesamte Gutachten (inklusive Vorgehensweise, weitere Grenz- und Richtwerte sowie alle Messergebnisse) ist im Anhang 5a nachzulesen. Nachfolgend sind nur die wichtigsten Informationen in Bezug zum geplanten Projekt wiedergegeben.

Laut Gutachten betragen in Luxemburg die geltenden Grenzwerte für 50 Hz-Hochspannungsleitungen **100 μ T** (Mikrotesla) für das **magnetische Wechselfeld** und **5 kV/m** (Kilovolt pro Meter) für das **elektrische Wechselfeld**. Hierbei handelt es sich um die Referenzwerte der ICNIRP (*International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection*) von 1998. Auch das Arrêté 1/20/0215¹⁵ gibt diese genannten Grenzwerte für die betreffende Hochspannungsfreileitung (Streckenabschnitt Bissen – Flebour) vor. Weitere Vorgaben, die den POS betreffen, gibt das Arrêté nicht vor.

Die Bewertungen der magnetischen Flussdichten erfolgt nach Hochrechnung der gemessenen Magnetfeld-Immissionen auf Vollast der Leitungen gemäß Auslastungsangaben des Netzbetreibers, da die magnetischen Wechselfelder auslastungsabhängig sind.

Messungen wurden entlang der zwei Achsen Messlinie „Ost“ und Messlinie „West“ vorgenommen (siehe Abb. 11).

¹⁵ Arrêté 1/20/0215: La Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable. Esch-sur-Alzette. 31. März 2021.

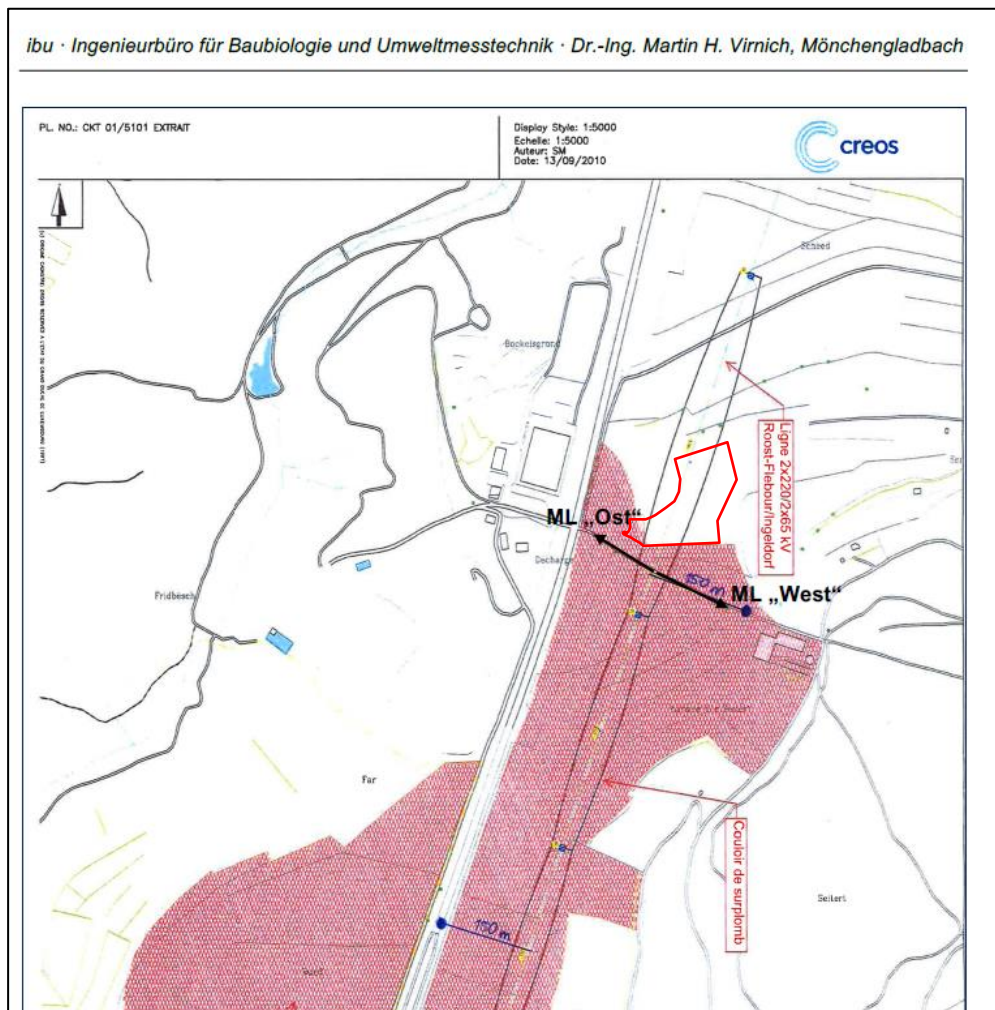


Abb. 11: Ausschnitt aus dem Entwurf des Bebauungsplans für das Plangebiet « Fridhaff » mit eingezeichneter Hochspannungstrasse und den Messlinien (ML) « Ost » und « West », sowie der Projektfläche (rot umrandet).
 Quelle: verändert nach ibu 2017, S.7.

Ergebnisse und Bewertung der Immissionen magnetischer Wechselfelder

„Legt man die gemäß (n-1)-Kriterium auf Vollast hochgerechneten Messwerte zugrunde (vgl. Kap. 3.6 und Kap. 4.1.2), so wird in der untersten Messhöhe von 1,5 m der höchste Wert von 2,1 μT auf Messlinie „Ost“ in 5 m Abstand von der Trassenmitte erreicht. Der höchste Wert von 3,45 μT ist auf Messlinie „West“ in 20 m Abstand von der Trassenmitte und der größten Messhöhe von 13,5 m zu verzeichnen.

Der ICNIRP-Referenzwert von 100 μT wird an allen Messpunkten deutlich unterschritten; die Grenzwertausschöpfung beträgt maximal ca. 3,5 %.“¹⁶

¹⁶ „Gutachten über die Messung von niederfrequenten und elektrischen Wechselfeldern in der Nähe der Hochspannungstrasse im geplanten Gewerbegebiet „Fridhaff“ Ettelbruck (09.05.2017)“ von ibu (Ingenieurbüro für Baubiologie und Umweltmesstechnik).

Auch bei der typischen/ alltäglichen Auslastung der HSL (nicht der vollständigen Auslast) werden die Grenzwerte unterschritten:

„Bei typischer Auslastung der Hochspannungsleitungen, wie sie während den Messungen vorlag, wird der Wert von 0,3 μ T in allen Messhöhen in einer Entfernung von 60 - 65 m von der Trassenmitte unterschritten.

Bei Hochrechnung auf volle Leitungsauslastung gemäß dem (n-1)-Kriterium in einer Entfernung von 95 - 100 m.“¹⁷

Ergebnisse und Bewertung der Immissionen elektrischer Wechselfelder

Vorab ist zu erwähnen, dass elektrische Wechselfelder in Zusammenhang mit der Höhe der Netzspannung stehen und keinen wesentlichen zeitlichen Schwankungen unterliegen.¹⁸ Langzeitaufzeichnungen sind daher nicht erforderlich, ebenso keine Hochrechnung. Einen gewissen Einfluss auf die Höhe des elektrischen Feldes hat die Luftfeuchte (höhere Felder bei trockener Luft).

Ergebnis

„Auf Basis von ICNIRP 1998 gilt bei elektrischen Wechselfeldern der Frequenz 50 Hz für die allgemeine Bevölkerung ein Referenzwert von 5 kV/m = 5.000 V/m.

Der maximale gemessene Wert der elektrischen Feldstärke beträgt 200 V/m (Messlinie „West“, 20 m Abstand zur Trassenmitte).

Der ICNIRP-Referenzwert von 5 kV/m wird somit an allen Messpunkten deutlich unterschritten; die Grenzwertausschöpfung beträgt maximal 4 %. Die 5 kV/m werden auch noch deutlich unterschritten, wenn sich die Feldstärke bei noch niedrigerer Luftfeuchte leicht erhöhen sollte.“¹⁹

Zusätzlich wird darauf hingewiesen, dass bei Gebäuden, insbesondere bei Massivbauweise, das elektrische Feld kaum in die Gebäude eindringt, sondern größtenteils durch die Gebäudehülle abgeschirmt wird. Im Inneren von Gebäuden dominieren typischerweise elektrische Wechselfelder, die von der internen Elektroinstallation und von den betriebenen Geräten verursacht werden.²⁰

Fazit – Bezug zum POS CIS Nordstad

Durch das Gutachten (ibu 2017) kann bestätigt werden, dass ab einem Abstand von mind. 20 m zur Leitungstrasse, nur noch geringe technogene Belastungen vorliegen und dass bei diesem Puffer die in Luxemburg geltenden Grenzwerte zur Vorbeugung von negativen Auswirkungen durch technogene Belastungen eingehalten werden.

Angaben zur Exposition von Kindern müssen nicht beachtet werden, da kein (dauerhafter) Aufenthalt von Kindern auf der Projektfläche des POS CIS Nordstad vorgesehen ist.

¹⁷ Ebd.

¹⁸ Ebd.

¹⁹ Ebd.

²⁰ Ebd.

4.1.1.2 Avis des Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire (concernant l'exposition aux champs électromagnétiques, 2022)

Von Seiten des Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire – Département de l'énergie – liegt dem CGDIS eine Stellungnahme vom 21.12.2022 vor (Avis des MEAT concernant l'implantation d'une caserne CGDIS au lieu Fridhaff dans les environs d'une ligne à haute tension 220 kV en matière d'exposition aux champs électromagnétiques), die aufgrund der Überprüfung der Konformität elektromagnetischer Felder des geplanten POS gegenüber gesetzlichen Bestimmungen erstellt wurde. Der Avis wurde von Herrn Ralph Baden (Biologiste de l'habitat (Baubiologie), Expert „qualité de l'air intérieur" et „santé" en rapport avec la construction durable) verfasst und kommt auf Grundlage der aktuellen Planungen zu folgendem Ergebnis (gesamtes Avis, siehe Anhang 5b):

« Selon les plans avant-projet (version 13/12/22), les locaux à séjour prolongé ont été planifiés du côté opposé à la ligne à haute tension existante de façon à maximiser la distance et donc de minimiser l'exposition.

Ainsi la salle de séjour se trouve à 40 mètres du fil extérieur de la ligne à haute tension et la salle de repos à 84 mètres (coupe H-H [siehe Anhang 2c]) et de 80 mètres (coupe F-F [siehe Anhang 2c]) respectivement.

Même si le bâtiment n'abritera pas de populations vulnérables et que par conséquent la limite de 100 voire 500 μT constitue la seule contrainte en matière d'exposition aux champs électromagnétiques, les préconisations à titre de précaution envers des personnes sensibles ou vulnérables sont néanmoins respectées selon les plans actuels.

Un mesurage des champs magnétiques de basses fréquences en date du 27 mai 2022 vers 14.00 heures a permis de situer l'exposition en-dessous de la ligne à haute tension vers 0,4 μT et à 0,1 μT à 30 mètres de distance. Même si ces valeurs peuvent varier au cours du temps, cette mesure donne néanmoins un ordre de grandeur des champs émis actuellement et donc de la distance à maintenir à titre de précaution sanitaire.

En conclusion selon les plans actuels (décembre 2022) aussi bien la distance de sécurité préconisée que les valeurs guide quant à l'intensité des champs magnétiques à titre de précaution sont respectées. »

Des Weiteren spricht sich Herr Baden für folgende **Empfehlungen als Gesundheitsvorsorge** aus:

- *« demander une simulation et un calcul des intensités en provenance de la ligne à haute tension actuelle à l'opérateur CREOS*
- *demander les prévisions concernant l'utilisation future de la ligne à l'opérateur »*

4.1.1.3 Umweltverträglichkeitsprüfung (Screening) „Seilneuaufgabe Hochspannungsleitung Roost – Flebour – Bauler“ Oeko-Bureau 2021

Im Februar 2021 wurde im Auftrag der CREOS Luxembourg S.A. (nachfolgend als CREOS abgekürzt) von Oeko-Bureau die erste Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung (EIE-Screening) für eine Seilneuaufgabe und teilweisen Mastverstärkungen an der 220 kV Hochspannungsfreileitung Roost – Flebour – Bauler auf einer Länge von insgesamt 26 km erstellt (siehe Anhang 5c). Zu diesem Zweck wurde von CREOS die Studie „*Comparaison entre les champs électromagnétiques par les conducteurs actuels et les conducteurs ACCC sur le tronçon 220 kV Roost – Flebour – Bauler*“ (siehe Anhang 5d) in Auftrag gegeben. In dieser Studie konnte nachgewiesen werden, dass die neue ACCC-Leitung (Aluminiumleiter-Verbundkernkabel) um etwa 20 % niedrigere Werte der elektrischen und magnetischen Felder erzeugt, als die bestehende Leitung. Dabei nutzt das ACCC-Freileitungsseil einen hybriden Kohle- und Glasfaserkompositkern, welcher höhere Zugfestigkeit und geringeres Gewicht im Vergleich zu anderen Kernarten bietet. Dazu kommt neben einem verringerten Übertragungsverlust auch ein geringerer Durchhang zwischen den Masten, wodurch ein geringeres elektrisches bzw. magnetisches Feld entsteht.

Auf Grundlage der Studie und anderen Faktoren ist das EIE-Screening zu dem Ergebnis gelangt, dass keine erheblichen Beeinträchtigungen für die Schutzziele zu erwarten sind und somit die Notwendigkeit einer Umwelterheblichkeitsstudie (2. Phase) nicht besteht.

Bezug zum POS CIS Nordstad

Auf Nachfrage von ESI bei CREOS (November 2022) wurde bestätigt, dass der Austausch der Freileitungen bereits im Jahr 2021 stattgefunden hat und aktuell die neue ACCC-Leitung (Aluminiumleiter-Verbundkernkabel) im Bereich Roost – Flebour – Bauler vorliegt.

Bezugnehmend auf den POS lässt sich daher sagen, dass nicht nur durch die geplante Lage des Hauptgebäudes des *Centre d'incendie et de secours (CIS) Nordstad* der 30 Meter-Schutzabstand zu den vorhandenen Hochspannungsfreileitungen sichergestellt wird, sondern auch, dass durch den Austausch der Freileitungsseile in ACCC-Freileitungsseile die Einhaltung der Grenzwerte für elektrische und magnetische Felder gewährleistet ist. Dies bestätigt, dass der geplante POS konform zu den aktuell geltenden gesetzlichen Bestimmungen ist.

4.1.2 Lärm/ Geräuschemissionen

Im Rahmen der Planung der ZA Fridhaff (ehemals ZANO) wurde ein schalltechnisches Gutachten zum Geräusch-Impact dieses Gewerbegebietes von iB(A) 2017²¹ (Bericht Nr. 753-711-1) erstellt (im Folgenden als „Schalltechnisches Gutachten iB(A)“ abgekürzt) (das gesamte Gutachten ist in Anhang 5e zu finden).

Da die Projektfläche direkt an das Gewerbegebiet grenzt, können die Ergebnisse des Gutachtens zur Bewertung der Lärmsituation im Bereich der Projektfläche herangezogen werden.

4.1.2.1 Schalltechnisches Gutachten iB(A) 2017

Als Plangebiet ist der Bereich der ZA Fridhaff festgelegt. Zunächst wurde die Vorbelastung (L_{vor})²² an verschiedenen Punkten außerhalb des Plangebietes gemessen, um die Geräusch-Impakte zu bestimmen, die durch gewerbliche und industrielle Einrichtungen und Aktivitäten bereits vor der Umsetzung der ZA Fridhaff am Standort vorhanden waren. Als Hauptlärmquellen wurden hierbei folgende Betriebe identifiziert und analysiert:

1. Abfallwirtschaftliche Anlagen des *Syndicat Intercommunal pour la gestion des déchets* (SIDEK)
2. Abfallwirtschaftliche Anlage der Firma SOIL-CONCEPT S.A. (SIDEN)
3. Service-Station der Firma Fridhaff S.A.
4. Windenergieanlagen der Firma Wandpark Kehmen-Heiscent S.A.

Die Standorte dieser Anlagen [1-4], die Immissionsorte²³ (IO01-IO04) und Aufpunkte²⁴ (AP01-AP03) sind in Abb. 12 dargestellt.

Anschließend wurde der Planwert (L_{PI})²⁵ die Zusatzbelastung bestimmt, sowie der Gesamt-Immissionswert (L_{GI}), der die Pegelsumme aus der Vorbelastung (L_{vor}) und der Zusatzbelastung (L_{PI}) durch die ZA Fridhaff an einem bestimmten Immissionsort darstellt, ermittelt, jeweils für den Beurteilungszeitraum Tag und Nacht.²⁶

²¹ Schalltechnisches Gutachten zum Geräusch-Impact eines geplanten Gewerbegebietes (Zone d'activités „Fridhaff“) des Syndicat intercommunal Zones d'activités Nordstad (ZANO). iB(A) Ingenieurbüro für Akustik, 27. November 2017.

²² „Mit dem Begriff Vorbelastung im Sinne von DIN 45691 /3/ wird in dieser Arbeit die Summe der Geräusch-Impakte („Vorbelastungskennwerte“) aller auf einen Immissionsort einwirkenden Geräusche von bereits bestehenden Betrieben und Anlagen (außerhalb) des Plangebietes („vorhandene Vorbelastung“) bezeichnet.“ Schalltechnisches Gutachten iB(A) 2017.

²³ Immissionsorte „repräsentieren jeweils die dem Plangebiet nächstgelegenen Flächen, welche nach den PAGs der Gemeinden mit Wohngebäuden zum ständigen oder vorübergehenden Aufenthalt von Menschen bebaut werden dürfen.“ Schalltechnisches Gutachten iB(A) 2017, S. 8.

²⁴ Einzelbebauungen sind Bauungen, die sich „zum dauernden oder vorübergehenden Aufenthalt von Menschen im Umfeld des Standortes befinden“ [als AP01 – AP03 gekennzeichnet]. Schalltechnisches Gutachten iB(A) 2017, S. 8.

²⁵ „Der Planwert ist der Geräusch-Impact im Beurteilungszeitraum Tag oder Nacht, der durch alle Einrichtungen und Aktivitäten innerhalb des Plangebietes zusammen hervorgerufen wird. Er ergibt sich an einem bestimmten Punkt durch logarithmische Addition der Immissionskontingente (LIK) aller Teilflächen.“ Schalltechnisches Gutachten iB(A) 2017, S. 8.

²⁶ Ebd.

Die Gesamtbelastung (L_{GI}) (gemäß DIN 45691)²⁷ wurde daraufhin mit den Zielwerten für die Gesamtbelastung (Tag: 65 dB(A)/m²; Nacht: 50 dB(A)/m²; gemäß RGD 13.02.1979²⁸) verglichen (der Zielwert entspricht den Grenzwerten, in Tab. 3 orange umrandet).

Wie in Tab. 3 zu lesen ist, werden die genannten Zielwerte durchgehend unterschritten. Das bedeutet, dass der damals berechnete, durch die Ausweisung der ZA Fridhaff zusätzlich entstehende Lärm (inklusive des bereits vorhandenen Lärms), nicht über die gesetzlich vorgeschriebenen Grenzwerte steigt.

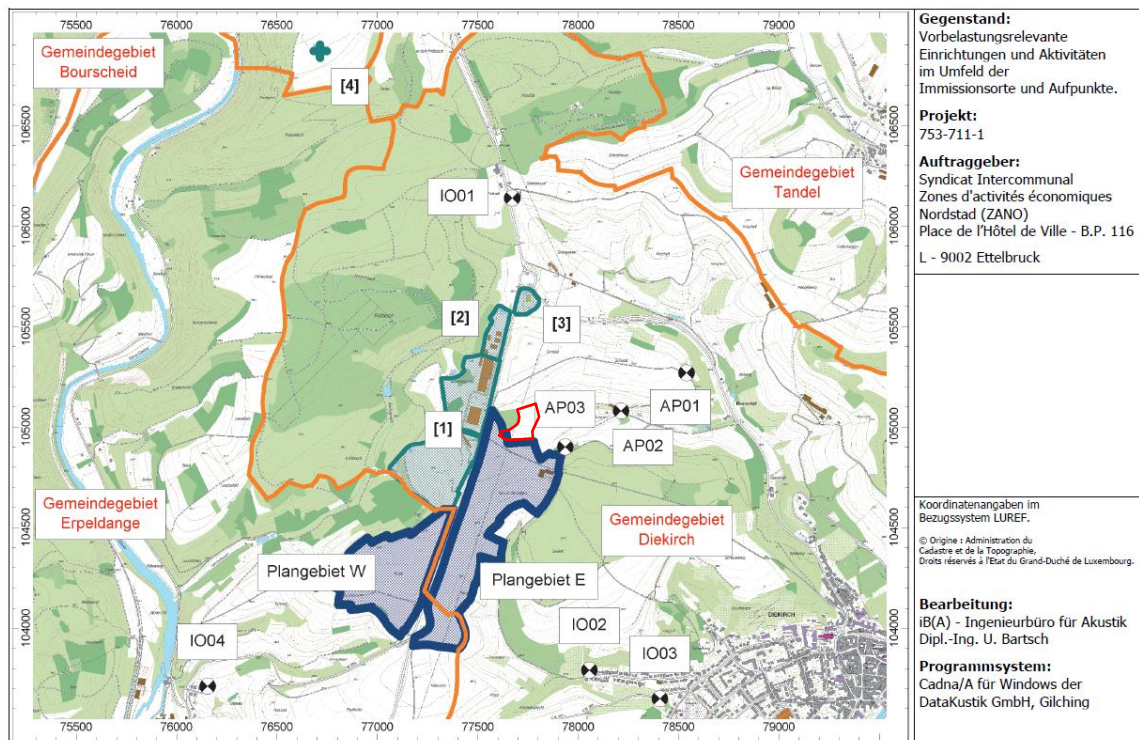


Abb. 12: Vorbelastungsrelevante Einrichtungen [1-4] und Aktivitäten im Umfeld der Immissionsorte (IO01-04) und Aufpunkte (AP01-AP03). Der Standort der POS-Fläche ist rot umrandet. Quelle: verändert nach iB(A) 2017.

²⁷ DIN 45691:2006-12 – Geräuschkontingentierung; Ausgabe Dezember 2006.

²⁸ Règlement Grand-Ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers (modifié).

Tab. 3: Gesamtbelastung/ Gesamt-Immissionswerte (L_{GI}) nach DIN 45691 (Tag und Nacht). Quelle: iB(A) 2017.

Immissionsorte und Aufpunkte Beurteilungszeitraum	IO01	IO02	IO03	IO04	AP01	AP02	AP03
	Tag	Tag	Tag	Tag	Tag	Tag	Tag
Vorbelastung (L_{vor}) nach DIN 45691	40	35	35	35	38	38	38
Planwerte (L_{pl}) nach DIN 45691	45	49	47	47	47	50	57
Gesamt-Immissionswert (L_{GI}) nach DIN 45691	46	50	47	47	47	50	57
Zielwert für die Gesamtbelastung nach RGD vom 13.02.1979	60	55	55	55	60	60	60

Immissionsorte und Aufpunkte Beurteilungszeitraum	IO01	IO02	IO03	IO04	AP01	AP02	AP03
	Nacht	Nacht	Nacht	Nacht	Nacht	Nacht	Nacht
Vorbelastung (L_{vor}) nach DIN 45691	38	35	35	35	38	38	38
Planwerte (L_{pl}) nach DIN 45691	33	38	36	38	34	37	43
Gesamt-Immissionswert (L_{GI}) nach DIN 45691	39	40	38	40	40	41	44
Zielwert für die Gesamtbelastung nach RGD vom 13.02.1979	45	40	40	40	45	45	45

Bezug zum POS CIS Nordstad

Da die bestehenden Geräuschbelastungen (Vorbelastungen und Zusatzbelastungen durch die ZA Fridhaff) insgesamt noch unter dem gesetzlich festgelegten Grenzwert liegen, ist davon auszugehen, dass keine bedeutsamen, erhöhten Geräuschimmissionen auf das geplante *Centre d'incendie et de secours (CIS) Nordstad* zu erwarten sind, auch wenn sich das künftige Gebäude auf einer Hügelkuppe befindet. Das geplante Trümmerfeld, die Realbrandanlage sowie das Hundeübungsterrain hingegen liegen im nach Norden abfallenden Hang, somit räumlich tiefer als das Hauptgebäude, wodurch diese Bereiche zusätzlich durch das Gebäude von Lärmimmissionen durch die ZA Fridhaff abgeschirmt werden.

Die Geräuschbelastungen des CIS Nordstad auf die bestehenden Betriebe in der ZA Fridhaff (Geräuschemissionen) werden als gering eingeschätzt. Innerhalb des CIS-Geländes gibt es keine Anlagen oder Vorgänge, die dauerhafte, laute oder als sehr störend empfundene Geräusche hervorrufen. Potenzielle Lärmquellen können das erhöhte Verkehrsaufkommen durch die Mitarbeitenden oder durch temporäres Hundegebell auf dem Hundeübungsplatz sein.

Da es sich ferner um den Bau einer Feuerwache/ Feuerwehrezentrale handelt, liegt es in der Natur der Sache, dass es v.a. im Ein- und Ausfahrtbereich des Geländes im Falle eines Einsatzes zu Lärmemissionen durch die Verwendung des Martinshorns kommt. Da diese Warnfunktion nur von kurzer Dauer ist und auch nur bei der Abfahrt zur Anwendung kommt, werden die gesamten Lärmemissionen insgesamt als verträglich eingestuft.

Hierbei bleibt zu erwähnen, dass laut Angaben des CGDIS das Martinshorn nur zum Einsatz kommt, wenn es notwendig ist, bzw. wenn Personen oder Fahrzeuge auf den Einsatzwagen aufmerksam gemacht werden müssen (somit v.a. tagsüber). In der Nacht wird, wann immer möglich, nur das Blaulicht verwendet und soweit möglich auf das Martinshorn verzichtet.

Laut Rasterlärmkarte (Abb. 13) ist die Projektfläche des POS CIS Nordstad tagsüber Lärmintensitäten von 45 bis 55 dB(A) und nachts von 30 bis 40 dB(A) ausgesetzt. Laut RDG (13.02.1979) gilt als Grenzwert tagsüber eine Lautstärke von 65 dB(A) und nachts 50 dB(A). Dies bestätigt, dass die Grenzwerte aktuell eingehalten werden (keine erhöhte Lärmbelastung für das künftige Personal des CIS Nordstad). Ferner wird voraussichtlich der künftige Geräuschpegel des CIS Nordstad den vorhandenen Puffer bis zum Grenzwert (tags und nachts: min. 10 dB(A)) nicht überschreiten. Dadurch ist zu erwarten, dass insgesamt im gesamten Gebiet (ZA Fridhaff **UND** CIS Nordstad) die gesetzlich geltenden luxemburgischen Vorschriften eingehalten werden können.

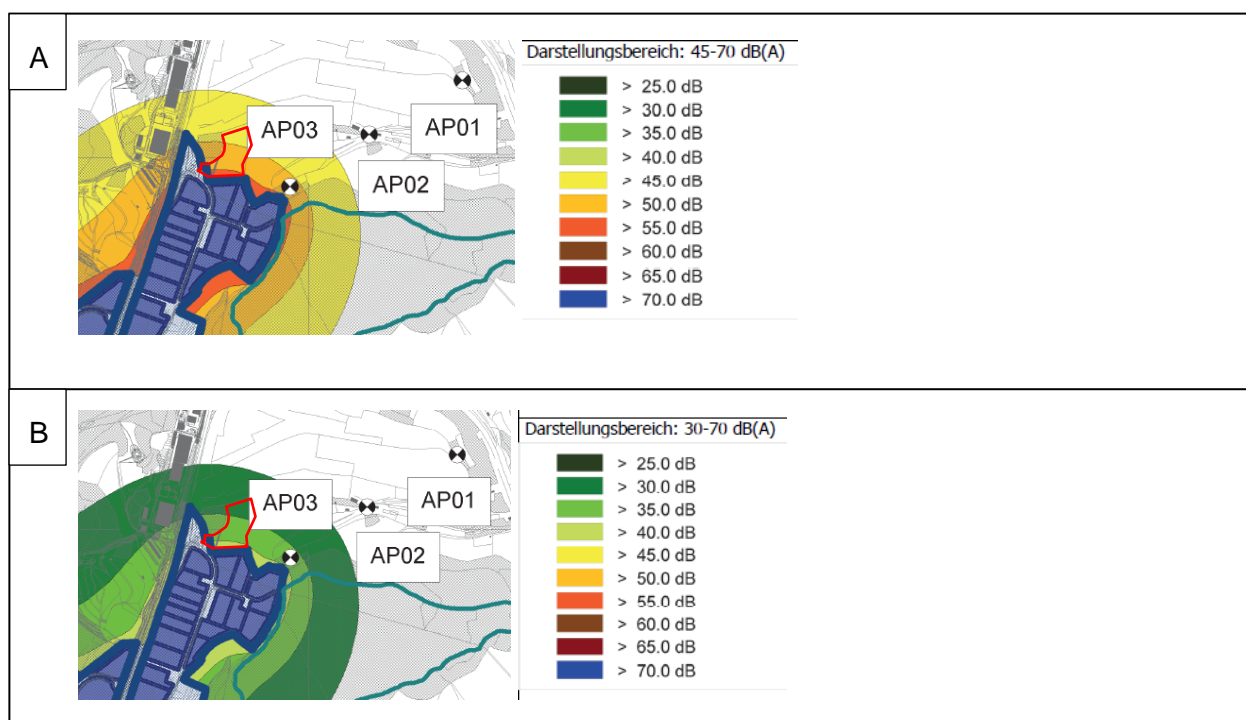


Abb. 13: Rasterlärmkarte (A: Tag, B: Nacht). Die Projektfläche ist rot umrandet. Quelle: Verändert nach iB(A) 2017.

4.1.3 Commodo-Einrichtungen

« In den Betriebsgenehmigungen für klassifizierte Einrichtungen [Commodo/ Incommodo] werden die Bedingungen für die Ausführung und Nutzung festgelegt, die als notwendig erachtet werden, um die Umwelt zu schützen und die Sicherheit der Arbeitnehmer, der Öffentlichkeit und der Nachbarschaft im Allgemeinen zu gewährleisten. »²⁹

Daher werden nachfolgend die Commodo-Einrichtungen im Umfeld der Projektfläche sowie die Vorgaben der jeweiligen Betriebsgenehmigungen und weiterer offizieller Vorgaben (z.B. durch Arrêtés oder parlamentarische Fragen) genauer analysiert. Hierbei ist zu erwähnen, dass diese Liste³⁰ (Stand Dezember 2022) keinen Anspruch auf Vollständigkeit erhebt. Die Lage der Commodo-Betriebe ist in Abb. 14 dargestellt, die Betriebe entsprechen der Nummerierung in Tab. 4.

Eine Analyse der möglichen Emissionen der Commodo-Einrichtungen erfolgt in Kapitel 4.5.1 (Tab. 16).

Im näheren Umfeld des POS CIS Nordstad befinden sich folgende, als commodo-pflichtige Einrichtungen klassifizierte Unternehmen, die in Abb. 14 räumlich lokalisiert sind:

²⁹ <https://guichet.public.lu>, Thema Stadtplanung & Umwelt, Klassifizierte Einrichtungen (Commodo-Incommodo), entnommen am 30.11.2022.

³⁰ Erhalten am 06.12.2022 von Herrn Germain Gregorius, Service support administratif, MECDD.



Abb. 14: Lokalisation der Betriebe in der näheren Umgebung der Projektfläche, für welche eine Commodo-Genehmigung vorliegt. Quelle: geoportail.lu, verändert durch ESI (Stand 12.01.2023) auf Grundlage der Liste aus der E-Mail vom 06.12.2022 Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Administration de l'environnement (Liste erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit).

Tab. 4: Commodo-Betriebe in der Nähe der Projektfläche des POS CIS Nordstad. Die Nummern entsprechen der Nummerierung der Betriebe in vorangehender Abbildung.

	Name/ Firma	Art der Einrichtung	Adresse
1	Administration communale de DIEKIRCH	Poste de transformation	2, Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch
		Poste de transformation	Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch
		Poste de transformation	Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch
		Poste de transformation	Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch
2	BOLLIG PARTICIPATIONS SARL	Poste de répartition et de transformation	27, Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch
3	CAR Avenue Immobilière Nordstad SA	Atelier de réparation/entretien de véhicules	6, Rue Fridhaff, Diekirch
4	IMATEC Sàrl	Atelier de travail des métaux	33, Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch
5	MULLERpneus SARL	Atelier de réparation/entretien de véhicules	21, Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch
6	Maison Henry PETRY, succ. Jean Petry et Cie.,secs	Réservoir à gaz	Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch / Hinter der Seitert
7	RENAULT RETAIL GROUP LUXEMBOURG SA	Atelier de réparation/entretien de véhicules	13, Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch
8a	SIDEC	Décharge pour déchets ménagers	43, Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch / Fridhaff
8b	SIDEC	Décharge pour déchets ménagers	45, Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch / Fridhaff
8b	SIDEC	Installation de compostage	45, Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch / Fridhaff
8a	SIDEC	Décharge pour déchets ménagers	43, Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch / Fridhaff
8b	SIDEC	Décharge pour déchets ménagers	45, Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch / Fridhaff
8b	SIDEC	Décharge pour déchets ménagers	Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch / Fridhaff
8c	SIDEN	Installation de compostage	47, Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch / Fridhaff
9a	SOIL-CONCEPT S.A.	Installation de compostage	47, Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch / Fridhaff
9a	SOIL-CONCEPT S.A.	Installation de compostage	47, Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch / Fridhaff
10	WICKLER FRERES EXPLOITATION Sàrl	Décharge pour déchets inertes	9, Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch / hanner der Seitert
10	Wickler frères s.à r.l.	Site pollué - décontamination	9, Rue Fridhaff, Diekirch / Section A de Diekirch / hanner der Seitert
11	Enovos Luxembourg S.A.	Poste de transformation	5, Op Rued, Erpeldange-sur-Sûre / Section B d'Erpeldange
12	HEINTZ VAN LANDEWYCK S.à.r.l.	Manufacture de tabacs	5, Op Rued, Erpeldange-sur-Sûre / Section B d'Erpeldange
13	KROMBACH Construction Sàrl	Centrale de malaxage de produits minéraux	2, Op Rued, Erpeldange-sur-Sûre / Section B d'Erpeldange / Fridhaff
14	Proximus Luxembourg S.A.	Emetteur d'ondes magnétiques GSM	2A, Op Rued, Erpeldange-sur-Sûre / Section B d'Erpeldange
15	RECUPIERRE s.à r.l.	Installation de traitement de produits minéraux	8, Op Rued, Erpeldange-sur-Sûre / Section B d'Erpeldange
16	SOLID S.A.	Centrale de malaxage de produits minéraux	3, Op Rued, Erpeldange-sur-Sûre / Section B d'Erpeldange / ZA Fridhaff

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass der POS CIS Nordstad kompatibel ist mit weiteren administrativen Vorgaben (siehe Tab. 5).

Tab. 5: Für den POS relevante Richtwerte aus gesetzlichen Dokumenten benachbarter Betriebe.

Name/ Firma	Art der Einrichtung	Grundlage der Vorgaben	Für den POS relevante Vorgaben	Werden die Vorgaben bei Umsetzung des POS eingehalten?
SIDEN / SOIL – CONCEPT S.A.	Installation de compostage	Diverse Arrêtés ³¹ und question parlementaire n° 6053	<i>keine</i>	/
ZANO insgesamt	Regionale Aktivitätszonen Fridhaff	Arrêté 1/17/0656	Grenzwerte: magnetisches Wechselfeld: 100 µT (Mikrotesla); elektrisches Wechselfeld: 5 kV/ m (Kilovolt pro Meter); Abstand (lignes HT 220 kV): 30 m Trennsystem; Retentionsbecken; Grenzwerte Lärm	Ja
CREOS S.A.	Hoch- spannungs- leitung 220 kV Bissen - Flebour	1/20/0215 und Gutachten ibu 2017 ³² und vérification préliminaire Nr. 98401 ³³	Grenzwerte: magnetisches Wechselfeld: 100 µT (Mikrotesla); elektrisches Wechselfeld: 5 kV/ m (Kilovolt pro Meter)	Ja
		Circulaire n° 1644 ³⁴	Abstand (lignes HT 220 kV): 30 m	Ja

Fazit Umweltauswirkungen - Schutzgut Bevölkerung und Gesundheit des Menschen

Insgesamt liegen voraussichtlich keine erheblichen Beeinträchtigungen dieses Schutzguts durch den POS CIS Nordstad vor. Die entsprechenden rechtlichen und technischen Vorgaben/ Grenzwerte (z.B. Mindestabstand zu Hochspannungsleitungen) werden eingehalten. Dies trägt ferner zum Erreichen der Umweltziele eins, sechs und sieben bei.

³¹ Folgende Arrêtés wurden zur Bewertung der Auswirkungen der Einrichtung SOIL-CONCEPT S.A. / SIDEN herangezogen:

Arrêté N°: 1/19/0591 (21.05.2021), Arrêté N°: 1/20/0158 (28.07.2020)

Arrêté N°: 1/17/0020 (22.05.2018), Arrêté N°: 1/15/0239 (21.05.2015)

Arrêté N°: 1/13/0232 (05.05.2014), Arrêté N°: 1/08/0148/B (28.06.2013)

Arrêté N°: 1/08/0148/A (21.06.2012), Arrêté N°: 1/06/0421 et 1/08/0148 (14.07.2010)

Arrêté N°: 06/UC/01 et 1/08/0148DD (14.07.2010)

³² „Gutachten über die Messung von niederfrequenten und elektrischen Wechselfeldern in der Nähe der Hochspannungsstrasse im geplanten Gewerbegebiet „Fridhaff“ Ettelbruck (09.05.2017)“ von ibu (Ingenieurbüro für Baubiologie und Umweltmesstechnik) 2017.

³³ Umweltverträglichkeitsprüfung (Screening) „*Seilneuaufgabe Hochspannungsleitung Roost – Flebour – Bauler*“. Oeko-Bureau. 2021.

³⁴ Circulaire No 1644. Circulaire aux administrations communales. Objet: Nuisances éventuelles liées à l'exploitation de lignes de haute tension. Ministère de l'Intérieure. 11. März 1994.

4.2 Schutzgut Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt

Die nachstehende Tabelle zeigt die zentralen Umweltziele und weitere schutzgutspezifisch zu berücksichtigende Umweltziele:

Tab. 6: Überblick der zentralen Umweltziele des Schutzguts Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt und weitere schutzgutspezifische Ziele. Quelle: Verändert nach MEV 2013.

Leitziel	Zentrale Umweltziele pro Schutzgut:	Weitere schutzgutspezifische Ziele:
04	Stopp des Verlustes an biologischer Vielfalt (PNPN 3 ^e - 2030 und geändertes NatSchG 2018)	Sicherung und Entwicklung der natürlichen Standortbedingungen
05	Bewahrung eines guten Erhaltungszustandes der zu schützenden Lebensräume und Arten der FFH- und Vogelschutzrichtlinie der EU (3er PNDD 2021 und SUP-Gesetz vom 22. Mai 2008)	Sicherung und Entwicklung seltener und bedeutsamer Lebensräume
		Sicherung und Entwicklung eines funktionsfähigen Biotopverbundsystems
		Sicherung geschützter Tier- und Pflanzenarten und -bestände
		Sicherung der landestypischen biologischen Vielfalt
		Sicherung von unzerschnittenen Räumen
		Vermeidung von Beeinträchtigungen und Störungen der Bereiche, die eine besondere Bedeutung für Natur- und Artenschutz besitzen

Der Themenbereich **Schutzgebiete** ist für die weitere Planung nicht relevant, da weder auf der Fläche für den Neubau der Feuer- und Rettungsleitstelle Nordstad noch in der gesamten Gemeinde Diekirch sich nationale noch internationale Schutzgebiete befinden (laut PNP 3^e 2023 - 2030 und geoportail.lu, Stand Februar 2022).

Auf Grundlage der schutzgutspezifischen Leitziele und der Vorgaben des MECDD lassen sich für das Schutzgut Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt folgende Themenbereiche identifizieren, die nachstehend näher analysiert werden: **Biotope Art. 17 NatSchG, Ökopunkteberechnung, Artenschutz, Art. 21 NatSchG, faunistische Analysen** (Milane, weitere Vogelarten und Fledermäuse).

4.2.1 Biotope/ Grünstrukturen

Offenland-Biotopkartierung

Laut geoportail.lu (Stand Januar 2023) sind auf der planungsrelevanten Fläche keine Offenland-Biotope verzeichnet (siehe Abb. 15). Das nächstgelegene Offenland-Biotop befindet sich ca. 350 m Luftlinie nach Osten und besteht aus zwei Biotopen (6510 - Extensive Mähwiesen der planaren bis submontanen Stufe - Arrhenatherion).

Die oben genannten Biotope bleiben unberührt, da auch die Zufahrt (sowohl für die Bau- als auch die spätere Betriebsphase) über die N27A und die *Rue Fridhaff* erfolgen wird.



Abb. 15: Offenland-Biotopkartierung (grün unterlegt) in der näheren Umgebung der Projektfläche (rot unterlegt).
Quelle: geoportail.lu, Stand Januar 2023.

Biotopkartierung

Die nach Art. 17 und Art. 13 des geänderten Luxemburger Naturschutzgesetzes (*loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles* – im Folgenden als NatSchG abgekürzt) geschützten Biotope sind für die planungsrelevante Fläche in Abb. 16 dargestellt. Gemäß dieser Karte befinden sich an der nördlichen Flächengrenze Heckenstrukturen und ein Einzelbaum. Durch die Begehung vor Ort (März und November 2022) muss dies korrigiert werden zu einer Baumreihe (siehe Abb. 17). Ferner grenzen Gehölzstrukturen nordwestlich an die Planungsfläche, welche durch die Projektumsetzung nicht angetastet werden. Dadurch können hohe Auswirkungen vermieden werden.

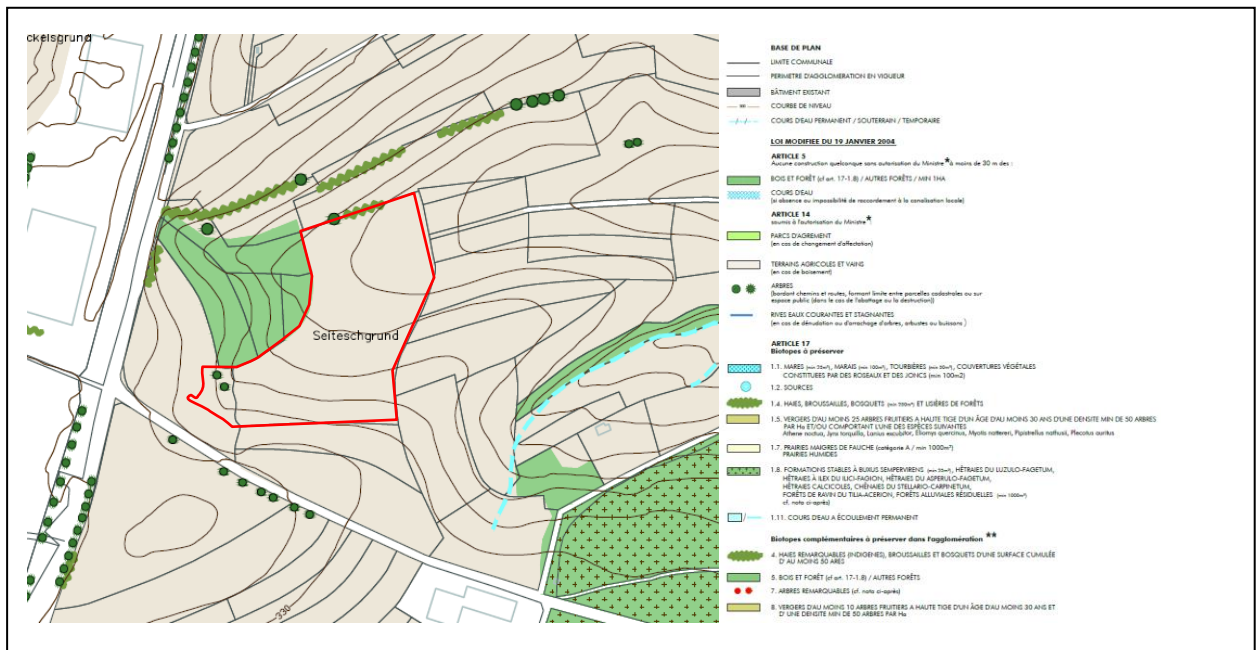


Abb. 16: Ausschnitt aus der Biotopkartierung für die POS Fläche CIS Nordstad (rot umrandet). Quelle: verändert nach TR-Engineering und Planet+ 2015.



Abb. 17: Baumreihe entlang der nördlichen Flächengrenze. Quelle: ESI 2022.

4.2.2 Fauna

Vorbemerkung

An dieser Stelle wird darauf hingewiesen, dass zum Zeitpunkt der Erstellung der Gutachten eine andere Flächenausdehnung vorlag. Im Laufe der Bearbeitung wurde der Perimeter verändert. Für die Gutachten relevant ist die Veränderung dahingehend, dass der Bereich der Grünstrukturen (nordwestlicher Flächenbereich) aus dem Perimeter herausgenommen wurde (siehe Abb. 18, gelb markiert). Daher entfällt ggf. die Bewertung der Gutachten für diesen Flächenbereich.

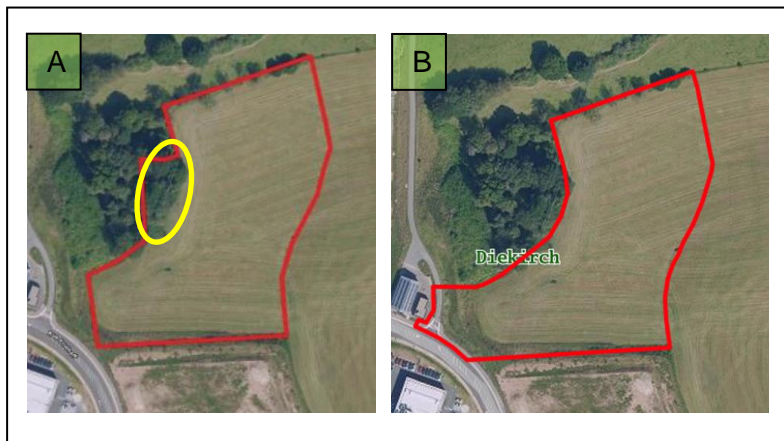


Abb. 18: Veränderungen des Perimeters im Laufe der Bearbeitungszeit (A: 2022, B: 2023). Gelb markiert ist der Bereich der Grünstrukturen, der herausgenommen wurde. Quelle: verändert nach geoportal 2022 und 2023.

4.2.2.1 Gutachten Avifauna – Screening (COL, Dezember 2022)³⁵

Das gesamte Gutachten liegt im Anhang 5f vor.

Im Bereich der Projektfläche und der Umgebung liegen Nachweise verschiedener planungsrelevanter Vogelarten vor:

- Greifvögel: Rotmilan (*Milvus milvus*) [und Schwarzmilan (*Milvus migrans*)³⁶]

„Die nächste bekannte Brut des Rotmilans befindet sich in einer Entfernung von etwa 1,7 Kilometern zum Projektstandort. [...]. Die Mehrzahl an Beobachtungen beider Arten im Bereich des Projektstandortes wurden außerhalb der Brutzeit gemacht. Noch vor weniger als einem Jahrzehnt war der Bereich des Friedhafs jedoch ein wichtiges Nahrungshabitat ansässiger Rotmilan Brutpaare oder überwinternder Individuen. Durch den Ausbau der Industriezone reduzierte sich die Anzahl der Brutpaare. Im Jahr 2015 gab es im angrenzenden Wald östlich der Planfläche eine Rotmilanbrut in circa 700 Meter Entfernung. Auch einige Beobachtungspunkte liegen über dem ehemaligen Brutwald.“

³⁵ Analyse avifaunistischer Daten in Bezug auf das Projekt „Feuerwehrezentrale Diekirch“. Natur&emwelt. Centrale ornithologique du Luxembourg (COL). Kockelscheuer, den 13.12.2022.

³⁶ Der Erhaltungszustand des Schwarzmilans wurde runtergestuft, wodurch dieser nicht länger als Art europäischer Bedeutung mit ungünstigem Erhaltungszustand gilt. Daher wird diese Art nachfolgend nicht detailliert behandelt.

- Eulen: Uhu (*Bubo bubo*) (Uhubrut) in ca. 1,8 km Entfernung.
- Waldbewohnende Arten: Waldlaubsänger (*Phylloscopus sibilatrix*) und Waldschnepfe (*Scolopax rusticola*).
- Offenlandbewohnende Arten: Goldammer (*Emberiza citrinella*), Neuntöter (*Lanius collurio*), Klappergrasmücke (*Sylvia curruca*), Dorngrasmücke (*Sylvia communis*), Grünspecht (*Picus viridis*) und Gartenrotschwanz (*Phoenicurus phoenicurus*).
- Arten der Feuchtwiesen/ Gewässer: Schwarzkehlchen (*Saxicola rubicola*), Graureiher (*Ardea cinerea*), Silberreiher (*Ardea alba*) und Kranich (*Grus Grus*).
- Siedlungsarten: Haussperling (*Passer domesticus*), Rauchschwalbe (*Hirundo rustica*) und Dohle (*Coloeus monedula*).

Bewertung/ Beurteilung der Projektfläche

Tab. 7: Zusammenfassung der avifaunistischen Bewertung inklusive Maßnahmen. Quelle: verändert nach COL 2022.

Vogelart	Bewertung COL	Maßnahme- vorschläge/ Vorgaben COL	Werden diese im Rahmen des POS umgesetzt?
Rotmilan	Die Mähwiese dient als Nahrungshabitat für zahlreiche Greifvogelarten, daher „muss der Bedeutung dieser Mähwiese Rechnung getragen werden, d.h. sie muss als potentiell Nahrungshabitat des Rotmilans angesehen und nach Art. 17 des Naturschutzgesetzes [...] gekennzeichnet und entsprechend kompensiert werden (rotmilanfreundliche Bewirtschaftung). Auch die Tatsache, dass 2015 in circa 700 Meter zur Planfläche ein Rotmilan gebrütet hat und es auch aktuell einige Nachweise von Rotmilanen über dem Waldbereich gibt, lässt nicht ausschließen, dass dieser Rotmilan Horst immer noch genutzt wird. Um dies mit Sicherheit ausschließen zu	Als Art. 17 Habitat (<i>habitat d'espèces</i>) in der Ökobilanzierung kennzeichnen (<i>worst-case-Annahme</i>) ODER eine Detailstudie zur Betroffenheit der Rotmilane durchführen, um mit Sicherheit sagen zu können, ob die Projektfläche ein Art. 17 und/ oder Art. 21 NatSchG-Habitat darstellt und ggf. (CEF-) Maßnahmen notwendig werden.	Ja, im Entwurf der Ökobilanzierung wird die Fläche als <i>habitat d'espèces</i> gekennzeichnet (siehe Kapitel 4.2.3). ³⁷ Ebenso ist eine Detailprüfung der Rotmilanbetroffenheit vom CGDIS im November 2022 beauftragt worden, die von MILVUS im Jahr 2023 durchgeführt wird.

³⁷ Aufgrund der „sensibleren“ Einstufung des Großen Abendseglers (U2 + 10), ist die Einstufung des Rotmilans (U1 +5) allerdings nicht mehr ersichtlich.

	<i>können, müsste eine gezielte Nachsuche durchgeführt werden.“</i>		
Uhu	/	/	/
Waldbewohnende Arten und Offenlandarten	<p><i>„Auch die angrenzenden Baum- und Heckenstrukturen haben im Bereich der Industriezone eine Art Inselwirkung, in der sich viele Arten des strukturreichen Offenlandes zur Brut zurückziehen können. Beim Verlust von Baum- oder Heckenstrukturen, müssen auch diese Biotope entsprechend Art.17 kompensiert werden.“</i></p> <p><i>Auch Offenlandarten „sind in der Landschaft auf Strukturen wie Hecken, einzelne Bäume und Brachestreifen angewiesen.“</i></p>	<p><i>„Dies kann durch das Anpflanzen einer ausreichend breiten, naturnahen Hecke geschehen. Dabei wird Lebensraum für Kleinsäuger, Insekten und auch einige im Gebiet nachgewiesene Vogelarten wie Dorngrasmücke und Neuntöter geschaffen. Zusätzlich wird durch das Anpflanzen einer naturnahen Hecke, eine Pufferfunktion geschaffen, die die Störwirkungen auf das Umfeld mindert (Sicht- & Lärmschutz) und somit auch das Landschaftsbild verbessert.“</i></p>	<p>Ja. Gehölz- und Heckenstrukturen bleiben erhalten.</p> <p>Eine Heckenstruktur wird am nördlichen Flächenrand erhalten bzw. gefördert. Ebenso soll laut Bepflanzungskonzept am östlichen Flächenrand Heckenstrukturen angepflanzt werden.</p>
Arten der Feuchtwiesen/ Gewässer	/	/	/
Siedlungsarten	<i>„Diese Siedlungsarten sind vor allem aufgrund der sinkenden Akzeptanz von Nestern an Gebäuden (hauptsächlich Neubauten) gefährdet“.</i>	Vorschlag COL: Das Bauen eines „Vogelfreundlichen Gebäudes“ bzw. das Anbringen entsprechender Nistkästen für diese Arten wäre sicherlich sinnvoll.	Ist als Empfehlung aufgenommen.

Weitere Maßnahmenvorschläge

„Da es zur Flächenversiegelung kommt, könnte man durch das Anlegen eines natürlichen Versickerungsbeckens mit teichähnlichem Charakter, ein potenzielles Habitat für Amphibien und Insekten schaffen, welche dann als Nahrung für Reiher und co. dienen würden.“

„Durch das Erbauen eines vogelfreundlichen Gebäudes, ohne spiegelnde Scheiben und Wandbekleidungen oder Fenster, die von den Vögeln als Durchflugmöglichkeit angesehen werden, kann man die negativen Einflüsse eines Gebäudes reduzieren, da hierdurch die Wahrscheinlichkeit von Vogelschlag stark verringert wird. An Neubauten gibt es, wie bereits erwähnt, nur selten geeignete Brutnischen für Vögel, sodass das Einplanen oder Anbringen von Nistmöglichkeiten für unterschiedliche Arten das Gebäude zusätzlich vogelfreundlicher machen würde.“

Da die konkrete Ausgestaltung und somit auch das Aussehen des Hauptgebäudes noch nicht feststeht, können zum aktuellen Zeitpunkt noch keine Aussagen über mögliche große spiegelnde Flächen getroffen werden. Generell sind laut CGDIS keine großen spiegelnden Flächen vorgesehen, was vogelschutztechnisch zu begrüßen ist.

Es wird an dieser Stelle sehr empfohlen auf eine vogelfreundliche Gestaltung zu achten. Sind große spiegelnde Glasflächen nicht zu vermeiden, so sind vogelfreundliche Gestaltungselemente sehr zu empfehlen (siehe Kapitel 5.2.2).

4.2.2.2 Gutachten Fledermäuse – Screening (ProChirop, Januar 2023)³⁸

Das gesamte Gutachten liegt im Anhang 5g vor.

Datengrundlage

„Aus dem Umfeld des Planungsraumes liegen bereits Daten zu Fledermauserfassungen aus den Jahren 2015 und 2019 vor (Tab. 1). Aufgrund dieser guten Datenlage kann eine realistische Abschätzung der Auswirkungen des Bauvorhabens auf die lokale Fledermausfauna erfolgen.“

Ergebnis

Es wurden durch die zwei genannten Studien insgesamt 14 Arten/ Artgruppen erfasst (siehe Tab. 8). *„Es ist also davon auszugehen, dass das nachgewiesene Arteninventar dauerhafte lokale Populationen im Umfeld von Fridhaff besitzt.“*

³⁸ Stellungnahme über die Auswirkungen auf die Fledermausfauna durch Nutzung der Parzelle 2126/6447 als Feuerwehrzentrum am Fridhaff, Diekirch. ProChirop. Holling, 11. Januar 2023.

Tab. 8: Im Umfeld des POS bereits nachgewiesene Arten. Quelle: ProChirop 2023.

Art	2015	2019	FFH Anhang	Nationaler Erhaltungszustand 2019
<i>Pipistrellus pipistrellus</i> Zwergfledermaus	x	x	IV	FV
<i>Eptesicus serotinus</i> Breitflügelfledermaus	x	x	IV	U1
<i>Myotis mystacinus/ brandtii</i> Bartfledermaus	x	x	IV	U1/XX
<i>Nyctalus leisleri</i> Kleiner Abendsegler	x	x	IV	U1
<i>Nyctalus noctula</i> Großer Abendsegler	x	x	IV	U2
<i>Myotis myotis</i> Großes Mausohr	x	x	II	U1
<i>Myotis alcaethoe</i> Nymphenfledermaus	/	x	IV	U1
<i>Myotis nattereri</i> Fransenfledermaus	x	x	IV	U1
<i>Myotis bechsteini</i> Bechsteinfledermaus	/	x	II	U1
<i>Myotis daubentonii</i> Wasserfledermaus	x	x	IV	FV
<i>Pipistrellus nathusii</i> Rauhautfledermaus	/	x	IV	XX
<i>Myotis emarginatus</i> Wimperfledermaus	/	x	II	U1
<i>Plecotus austriacus/auritus</i> Langohrfledermaus	x	x	IV	U2/U1
<i>Rhinolophus ferrumequinum</i> Große Hufeisennase	/	x	II	U1

Anmerkung von ESI:

Laut aktualisiertem écopoints-Leitfaden (Version 19. April 2019, aktualisiert am 24. März 2020) erfahren beide Arten (*Plecotus austriacus* und *Plecotus auritus*) den Korrekturfaktor U1.

Bewertung

„In Anpassung auf das Gelände des Planungsraumes des CDGIS wird von diesen nachgewiesenen Arten eine regelmäßige Nutzung als Jagdhabitat für folgende Arten erwartet:

*Kleine Bartfledermaus (U1), Breitflügelfledermaus (U1), Kleiner (U1) und **Großer Abendsegler (U2)**, Großes Mausohr (U1) und Zwergfledermaus (FV).*

Eine besondere Funktion der Hecken und des Feldgehölzes als Leitlinie zur Querung wird zusätzlich erwartet für:

Graues Langohr (U2), Kleine Bartfledermaus (U1), Großes Mausohr (U1) und Fransenfledermaus (U1).

Bei Inanspruchnahme der Planungsfläche sind somit gemäß Art. 17 des Lux NatSchG für die genannten Arten Ausgleichszahlungen nach der Ökokontenregelung zu leisten.

Es werden keine essenziellen Strukturen nach Art. 21 erwartet. Quartiermöglichkeiten sind ebenfalls nicht vorhanden.“

Minderungs- und Ausgleichsmaßnahmen

Tab. 9: Zusammenfassung der fledermauskundlichen Maßnahmen inklusive Abgleich mit dem POS. Quelle: Verändert nach ProChirop 2023.

Maßnahmevorschläge/ Vorgaben ProChirop	Werden diese im Rahmen des POS umgesetzt?
<i>Jagdhabitat folgender Arten führt zum Habitat d'espèces in der Ökobilanzierung: Kleine Bartfledermaus (U1), Breitflügelfledermaus (U1), Kleiner (U1) und Großer Abendsegler (U2), Großes Mausohr (U1) und Zwergfledermaus (FV).</i>	Ja. Im Entwurf der Ökobilanzierung wird ein entsprechender Korrekturfaktor angewendet (siehe Kapitel 4.2.3).
<i>„Im Rahmen der Bebauung der Fläche ist der Erhalt von Feldgehölzen und Hecken als Leitlinie und Querungshilfe besonders wichtig.“</i>	Ja. <i>„Die Gebäude orientieren sich an der Straße und die Vegetationsstrukturen werden nicht angetastet. Die Anlage eines Hundetrainingsplatzes im Norden der Parzelle ist nicht als störend für die Funktion der Leitlinie zu betrachten, zumal auch keine Beleuchtung oder nächtliches Training vorgesehen ist. Der Hundeplatz wird zusätzlich durch Baumpflanzungen zur Hecke hin eingegrünt.“</i>
Minderung störender Emissionen durch Licht und Lärm.	Ja. <i>„Weiterhin wird die Parzelle nach Osten zur verbleibenden Wiese durch eine Baumreihe/Hecke abgegrenzt. Dadurch können störende Emissionen durch Licht und Lärm gemindert werden. Auch wird hierdurch eine neue Leitlinie geschaffen. Es wird empfohlen, hier eine dichte Baumhecke anzulegen.“</i>
<i>„Bei der Nutzung der Realbrandübungsanlage sollte eine nächtliche Nutzung (zumindest im Sommerhalbjahr ab 22 h) unterbleiben, damit jagende oder querende Fledermäuse nicht durch die Rauchabgase vergrämt werden.“</i>	Ja, eine Nutzung nach 22 Uhr ist nicht vorgesehen. Zum aktuellen Stand der Planung ist eine Nutzung bis maximal 18 Uhr vorgesehen.
<i>„Eine nächtliche Beleuchtung des Übungsplatzes sollte sofern möglich unterbleiben, bzw. gegebenenfalls nur zeitlich begrenzt stattfinden. Jegliche notwendige Beleuchtung sollte sich an den Vorgaben des MDDI (2018) und der EUROBATS-Richtlinie (2019) orientieren, d.h. es sollten nur Leuchten mit minimal notwendiger Höhe genutzt werden, die nach oben abgeschirmt sind. Es sind Leuchtmittel einer Farbtemperatur von 2700 K zu nutzen.“</i>	Ja, eine nächtliche Beleuchtung des Übungsplatzes ist nicht vorgesehen.

4.2.2.3 Gutachten Rotmilan (MILVUS)

Im Rahmen des vorliegenden Projekts wird eine Felduntersuchung des Rotmilans (*Milvus milvus*) durchgeführt. Diese wurde bereits in Auftrag gegeben und wird von März 2023 – Juni 2023 vom Planungsbüro MILVUS GmbH durchgeführt. Die Ergebnisse, vor allem die dort genannten Maßnahmen, müssen im Rahmen des vorliegenden Projekts umgesetzt werden. Durch Nachfrage von Seiten des MECDD (im Juni 2023 per E-Mail) bei MILVUS, liegen erste Ergebnisse der Detailstudie vor. So kann für den Projektstandort eine Betroffenheit nach Art. 21 NatSchG ausgeschlossen werden (siehe Anhang 7).³⁹ Endgültige Angaben zur Betroffenheit der Fläche nach Art. 17 NatSchG müssen noch abschließend geklärt werden und sind im Rahmen der naturschutzrechtlichen Genehmigungsanfrage zu beachten.

4.2.2.4 Sonstige Arten

In Tab. 10 erfolgt eine Einschätzung der Betroffenheit weiterer Tiergruppen. Eine geringe Betroffenheit von einigen Tiergruppen (z.B. der Haselmaus) kann u.U. darauf zurückgeführt werden, dass alle vorhandenen Grünstrukturen (Gehölze nordwestlich der Fläche, Baumreihe, etc.) erhalten bleiben.

Tab. 10: Einschätzung der Betroffenheit weiterer Tiergruppen. Quelle: ESI 2022.

Tiergruppe	Gründe der Bewertung	Bewertung – Betroffenheit der Tiergruppe
Amphibien (<i>Caudata/ Anura</i>)	Entsprechende Habitats sind nicht vorhanden.	<i>Nicht betroffen</i>
Fische, Neunaugen, Krebse	Entsprechende Habitats sind nicht vorhanden.	<i>Nicht betroffen</i>
Insekten (<i>Insekta</i>)	Es wird von keiner erheblichen Beeinträchtigung ausgegangen.	gering
Muscheln (<i>Bivalvia</i>)	Entsprechende Habitats sind nicht vorhanden.	<i>Nicht betroffen</i>
Reptilien (<i>Sauria/ Ophidia</i>)	Entsprechende Habitats sind nicht vorhanden.	<i>Nicht betroffen</i>
Pflanzen	Es sind keine geschützten Arten nachgewiesen. Daher voraussichtlich nicht betroffen.	<i>Nicht betroffen</i>
Säugetiere		
Haselmaus (<i>Muscardinus avellanarius</i>)	Vorkommen in den westlich angrenzenden Gehölzstrukturen (Feldgehölz) möglich.	gering

³⁹ E-Mail von Herrn Klein vom 19. Juni 2023 mit Stellungnahme von MILVUS zur Betroffenheit des Rotmilans.

	<p>Da allerdings dieser Bereich unangetastet bleibt, ist mit keinen negativen Auswirkungen auf die Haselmaus zu rechnen. Gemäß Avis des MECDD entfällt ebenso eine entsprechende Felduntersuchung der Haselmaus.</p>	
<p>Wildkatze (<i>Felis silvestris</i>)</p>	<p>Laut Aktionsplan der Wildkatze⁴⁰ liegen für die Gemeinde Diekirch keine Nachweise über ein Wildkatzenvorkommen vor. Ebenso liegt die planungsrelevante Fläche in keinem Wildkatzenkorridor. Auch aus dem Wildkatzengutachten für die Neuaufstellung des PAGs Diekirch geht dies hervor.⁴¹ Daher ist der POS kompatibel mit dem Schutz der Wildkatze.</p>	gering

Fazit der faunistischen Studien

Somit werden nach aktuellem Stand (die noch durchzuführende Detailstudie des Rotmilans ausgenommen) die faunistischen Vorgaben (Vögel – COL 2022, Fledermäuse – ProChiro 2023) im Rahmen des POS eingehalten und umgesetzt. Eine erhebliche Beeinträchtigung geschützter Arten kann durch entsprechende Minderungs-/ Ausgleichsmaßnahmen vermieden werden, wodurch die Auswirkungen auf die Tier- und Pflanzenwelt als verträglich eingestuft wird.

Eine Minderungsmaßnahme ist beispielsweise, dass generell keine Beleuchtung des Gebäudes und des Geländes vorgesehen ist. Die Zirkulationsflächen sollen über Präsenzmelder geschaltet werden und die Farbwahl der Beleuchtung soll sich dabei generell an umwelttechnische Aspekte anlehnen.

⁴⁰ PNP Plans d'actions espèces – Chat sauvage. SICONA-Ouest und GeoData s.c. April 2014.

⁴¹ Évaluation environnementale stratégique du PAG de la Ville de Diekirch. Avis Chat sauvage (*Felis silvestris*). GeoData sc. 19 mai 2014.

4.2.3 Ökopunkteberechnung (écopoints.lu)

Laut Naturschutzgesetz vom 18. Juli 2018 über den Schutz der Natur und der natürlichen Ressourcen in seiner geänderten Fassung (*loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles*) ist ein Eingriff auf geschützte Lebensräume, auf besonders geschützte Arten oder auf Natura2000-Gebiete zu kompensieren.⁴² Auf der POS Fläche CIS Nordstad befinden sich zwar keine geschützten Biotope, jedoch gilt der Großteil der Fläche als Habitat für bestimmte Arten (Art. 17 NatSchG). Aus diesem Grund muss spätestens im Rahmen der naturschutzrechtlichen Genehmigungsanfrage für das Projekt eine Ökobilanzierung durchgeführt werden (siehe auch Anhang 6 – Entwurf der Ökobilanzierung).

Hierbei gilt: Jede ökologische Bewertung, die den Unterschied zwischen dem ökologischen Wert des Ausgangszustands (vor den Arbeiten) und des Planungszustands (nach den Arbeiten) analysiert, wird obligatorisch in Ökopunkten ausgedrückt.⁴³

Folgende Punkte werden u.a. beachtet:

- Geschützte Biotope und Lebensräume (gemäß Art. 13 und Art. 17 NatSchG); ungeschützte Flächennutzungen werden ebenso aufgenommen, allerdings generieren sie keine Ökopunkte.
- Naturschutzgebiete von nationalem oder internationalem Interesse:
→ es sind keine Naturschutzgebiete betroffen
- Artenschutz: Überprüfung auf Betroffenheit essentieller Habitate von Arten europäischer Bedeutung mit ungünstigem Erhaltungszustand (gemäß Anhang 4 des *Arrêté ministériel du 27 mars 2020*⁴⁴). Dies kann bspw. ein Horststandort oder ein Brutplatz sein. Ist dies gegeben, so sind CEF-Maßnahmen gemäß Art. 21 NatSchG notwendig (*CEF = continuous ecological functionality-measures*). Diese müssen zeitlich **vor** Beginn der Baumaßnahmen erfolgen.
→ es sind voraussichtlich keine Art. 21-Habitate betroffen
- Habitatschutz: Überprüfung auf Betroffenheit von regelmäßig aufgesuchten Habitaten von Arten europäischer Bedeutung mit ungünstigem Erhaltungszustand (gemäß Anhang 4 des *Arrêté ministériel du 27 mars 2020*⁴⁵); ggf. Festlegung des entsprechenden Korrekturfaktors (+5 oder +10) – markiert als *Habitat d'espèces*.
→ es sind Art. 17-Habitate betroffen, wodurch der entsprechende Korrekturfaktor angewendet wird

⁴² Ökopunkte-System zur Bewertung und Kompensation von Eingriffen – Leitfaden zur Berechnungsmethodik, MECDD, 24. März 2020, Seite 5.

⁴³ Ökopunkte-System zur Bewertung und Kompensation von Eingriffen – Leitfaden zur Berechnungsmethodik, MECDD, 24. März 2020, Seite 7.

⁴⁴ Arrêté ministériel du 27 mars 2020 – N° 248 du 6 avril 2020 – Leitfaden zur Berechnungsmethodik – Ökopunkte-System zur Bewertung und Kompensation von Eingriffen, MECDD, Stand März 2020.

⁴⁵ Ebd.

Die Wertebestimmung des Ausgangswertes und des Planungswertes wird gemäß dem Leitfaden „Ökopunkte-System zur Bewertung und Kompensation von Eingriffen - Leitfaden zur Berechnungsmethodik“⁴⁶ durchgeführt.

Gemäß RGD vom 1. August 2018 (N° 773 du 05 septembre 2018) entspricht der monetäre Ausgleich eines Ökopunktes einem Euro (1 écopoint = 1 €).

Um einen ersten Überblick über die möglichen Ökopunkte zu erhalten, werden bereits im Rahmen des vorliegenden Dossiers die Ökopunkte per *écopoints.lu* ermittelt.

Die Fläche befindet sich **innerhalb des bebaubaren Innenbereichs**, also außerhalb der Grünzone.

Gemäß der faunistischen Screenings (ProChirop 2023 und COL 2022) kommen folgende Arten europäischer Bedeutung mit ungünstigem Erhaltungszustand im Bereich der Projektfläche zu tragen (mit jeweiligem Erhaltungszustand): Kleine Bartfledermaus (U1), Breitflügelfledermaus (U1), Kleiner (U1) und **Großer Abendsegler (U2)**, Großes Mausohr (U1) und Zwergfledermaus (FV), sowie Rotmilan (U1). Hierbei wird im Bereich der Vögel von einem Vorhandensein des Rotmilans ausgegangen. Die Detailstudie wird Einzelheiten hierzu liefern. Da diese aber erst im Sommer 2023 durchgeführt wird, ist aktuell davon auszugehen, dass der Rotmilan, als Art europäischer Bedeutung mit ungünstigem Erhaltungszustand (U1) die Mähwiese regelmäßig als Jagdhabitat nutzt („worst-case-Szenario“).

„Falls mehrere, zu berücksichtigende Arten auf einer Erfassungseinheit vorkommen, wird nur der höchstmögliche Korrekturfaktor einmal angewendet.“⁴⁷ Daher wird der Korrekturfaktor für den **Großen Abendsegler (U2) von +10** für den entsprechenden Projektbereich (3.5.5. Intensivgrünland) angewendet.

Im Rahmen der Umsetzung des POS werden keine Grünstrukturen gefällt. Ferner liegt kein flächenhafter Verlust von hochwertigen Biotop- oder Habitatstrukturen vor.

Abb. 20 gibt den *plan initial* und Abb. 21 den *plan final* wieder.

Durch die Umsetzung des geplanten Projektes POS CIS Nordstad werden voraussichtlich (laut aktuellem Planungsstand) insgesamt 382.584 écopoints generiert, wodurch der monetäre Betrag von voraussichtlich **382.584 €** ins Ökokonto eingezahlt werden müsste.

Durch die Anpflanzung von Bäumen und der Anlage eines ökologischen Parkplatzes werden unter *écopoints.lu* (45.768) Punkte generiert, die grundsätzlich als *in-situ* Kompensation angesehen werden. Da jedoch der Großteil der Planungsfläche als *Habitat d'espèces* (Großer Abendsegler) ausgewiesen ist, kann keine *in-situ* Kompensation auf gleicher Fläche angerechnet werden. Im Leitfaden zur Berechnungsmethodik sind nur für fünf urbane Arten im bebaubaren Innenbereich eine Ausnahme definiert, die den Ausgleich durch eine *in-situ* Kompensation anrechnet (siehe Abb. 19).

⁴⁶ Leitfaden zur Berechnungsmethodik. Ökopunkte-System zur Bewertung und Kompensation von Eingriffen. 19. April 2019, abgeändert 24. März 2020.

⁴⁷ Ebd.

6 Tabelle: anerkannte Arten (europäischer Bedeutung mit ungünstigem Erhaltungszustand) für die innerörtliche *in situ* Kompensation

Species	Art
<i>Eptesicus serotinus</i>	Breitflügel-Fledermaus
<i>Plecotus austriacus</i>	Graues Langohr
<i>Passer domesticus</i>	Haussperling
<i>Phoenicurus phoenicurus</i>	Gartenrotschwanz
<i>Tyto alba</i>	Schleiereule
...	

Abb. 19: „Anerkannte Arten (europäischer Bedeutung mit ungünstigem Erhaltungszustand) für die innerörtliche *in-situ* Kompensation“. Quelle: Leitfaden zur Berechnungsmethodik Tabelle 6, Stand 24. März 2020.



Abb. 20: Ausschnitt aus der Ökobilanzierung – *plan initial*. Quelle: écopoints.lu, Stand Januar 2023.



Abb. 21: Ausschnitt aus der Ökobilanzierung – *plan final*. Quelle: écopoints.lu, Stand Januar 2023.

Fazit Umweltauswirkungen – Schutzgut Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt

Insgesamt liegen (unter Beachtung der Maßnahmen) voraussichtlich keine erheblichen Beeinträchtigungen dieses Schutzguts durch den POS CIS Nordstad vor (u.a. da die vorhandenen Gehölze erhalten werden und keine Offenland-Biotope betroffen sind).

Avifauna: Für den Rotmilan (*Milvus milvus*) muss eine Detailstudie durchgeführt werden (ist beauftragt bei MILVUS, wird 2023 ausgeführt). Die Ergebnisse/ Maßnahmen von dieser Studie müssen im Rahmen des POS CIS Nordstad umgesetzt werden. Erste Ergebnisse liegen bereits vor (siehe Anhang 7), eine Betroffenheit nach Art. 21 NatSchG kann ausgeschlossen werden.

Fledermäuse: Keine Detailstudie notwendig. Entsprechende Arten europäischen Interesses mit ungünstigem Erhaltungszustand sind in der Ökobilanzierung zu berücksichtigen. Keine CEF-Maßnahmen notwendig.

Ökopunkte: Laut aktuellem Planungsstand sind 382.584 € ins Ökokonto einzuzahlen. Eine Anrechnung von *in-situ* Kompensationen ist nicht möglich, da der Großteil der Planungsfläche als *Habitat d'espèces* (Großer Abendsegler) ausgewiesen ist.

Insgesamt trägt dies zum Erreichen des vierten und fünften Umweltziels bei.

4.3 Schutzgut Boden

Die nachstehende Tabelle zeigt die zentralen Umweltziele und weitere schutzgutspezifisch zu berücksichtigende Umweltziele:

Tab. 11: Überblick der zentralen Umweltziele des Schutzguts Boden und weitere schutzgutspezifische Ziele.
Quelle: Verändert nach MEV 2013.

Leitziel	Zentrale Umweltziele pro Schutzgut:	Weitere schutzgutspezifische Ziele:
02	Stabilisierung des nationalen Bodenverbrauchs auf 1 ha/ Tag bis spätestens 2020 bzw. Stopp des weiteren Landverbrauchs bis 2050 (3er PNDD 2021 und PNEC 2020)	Sicherung der Böden, ihrer ökologischen Funktionen und ihrer nachhaltigen Nutzbarkeit
		Schonung seltener und hochwertiger Böden, insbesondere auch der guten landwirtschaftlichen Böden
		Sparsame und schonende Bewirtschaftung der Ressource Boden
		Sanierung schadstoffbelasteter Böden

Die Parzellen des Geltungsbereichs des POS CIS Nordstad sind nicht im „*Kataster der potenziell kontaminierten Standorte*“ (Stand: Dezember 2022) inventarisiert. Gemäß *Loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets* ist es für die Wiederverwendung des Bodenaushubs notwendig (vor Erteilung der Baugenehmigung) per Bodenprobenanalysen eine Kontamination des Bodens auszuschließen. Eine entsprechende Bodenanalyse muss im Rahmen des POS durchgeführt werden, um Altlasten sicher ausschließen zu können. Diese wurde im Februar 2023 bei dem Ingenieurbüro Grundbaulabor Trier beauftragt. Da zum aktuellen Zeitpunkt (Februar 2023) noch keine Ergebnisse dieser Bodenanalysen vorliegen, kann diese Thematik an dieser Stelle nicht abschließend behandelt werden.

Die **Bodenqualität** der planungsrelevanten Fläche ist überwiegend als gut zu bezeichnen (ASTA-Bodenqualitätskarte, *version provisoire* 2017) und sie wird aktuell landwirtschaftlich genutzt.

Ein **geotechnisches Gutachten** (Baugrundgutachten) ist vor Projektbeginn durchzuführen (u.a. bezüglich Hangstabilität). Auch dieses Gutachten wurde im Februar 2023 bei dem Ingenieurbüro Grundbaulabor Trier in Auftrag gegeben.

Aus **geologischer und pedologischer Sicht** befindet sich die planungsrelevante Fläche im Bereich des Ösling-Vorlands. Im Bereich der Fläche besteht der Boden vor allem aus sandig-lehmigen und sandig-tonigen Braunerden und Parabraunerden aus Bundsandstein, die nicht vergleht sind.

Auf Grundlage der für das Schutzgut relevanten Leitziele und den schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Zielen lässt sich der Themenbereich **Bodenaushub/ Wiederverwendung des Aushubmaterials** für das Schutzgut Boden identifizieren, welcher nachstehend näher analysiert wird.

Bodenaushub

Um eine Stabilisierung des Bodenverbrauchs auf 1 ha/ Tag bis spätestens 2020 bzw. den weiteren Landverbrauch bis 2050 gänzlich zu stoppen (3er PNDD 2021 und PNEC 2020) ist neben dem schonenden Umgang mit der Versiegelung der Böden auch die Verringerung an Erdbewegungen (Aushub und Abtransport des Bodens) auf dafür extra bereit gestellte Deponien im ganzen Land ein wichtiger Faktor.

So werden unter anderem im *Loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets* (Kapitel II, Artikel 9 Absatz 1) Prinzipien und Ziele der Abfallwirtschaft aufgezeigt „a) la prévention; b) la préparation en vue du réemploi; c) recyclage; d) toute autre valorisation, notamment valorisation énergétique; et e) l'élimination.“ Weiterhin wird in Kapitel IV, Artikel 26 Absatz (1) „Lors de la planification d'une construction, la prévention des déchets doit être prise en considération. Cette prévention concerne également la réduction des terres d'excavation destinées à une mise en décharge. Les maîtres de l'ouvrage doivent pouvoir faire preuve des considérations de prévention appliquées sur toute demande de l'administration compétente“ auf die Vermeidung von Erdaushub bei der Planung hingewiesen.

Eine weitere Grundlage zur Verringerung oder gar zur Vermeidung von Erdaushub bei Bauarbeiten bietet die vom MECDD (ehemals MDDI) 2018 herausgegebene Broschüre „Besser Planen weniger Baggern - Wege zur Vermeidung und Wiederverwertung von Erdaushub bei Bauarbeiten“. In dieser werden nicht nur einige grundlegende mögliche Vorgehensweisen innerhalb der Planungsphase aufgezeigt, sondern auch konkrete positive Umsetzungsbeispiele im Zusammenhang der Vermeidung des Bodenaushubs aufgeführt.

Bezug zum POS CIS Nordstad

Das Gelände, welches für den Bau der Feuer- und Rettungsleitstelle Nordstad vorgesehen ist, weist stellenweise eine Hangneigung von 7° bis 12° auf (vorwiegend südlicher und westlicher Bereich). Um eine bessere Eingliederung des Hauptgebäudes in die umgebende Landschaft zu ermöglichen und damit möglichst wenig Bodenaushub zu generieren und den Zielen zu entsprechen, sieht die Planung die Integration des Gebäudes in den vorhandenen Hang vor. Durch Einbeziehung des vorhandenen Geländeprofiles in die Planung wird sichergestellt, dass sich der anfallende Bodenaushub auf ein Minimum beschränkt (siehe Abb. 22). Unter Annahme einer Schichtdicke von 15 cm sind ca. 2.000 m³ Mutterboden abzutragen (maximal möglich sind laut POS 8.000 m³ Boden), auf dem Gelände zu lagern und später wieder zu verteilen.⁴⁸

Dabei ist geplant den Aushub auf den Oberboden zu beschränken. Des Weiteren ist vorgesehen den anfallenden Bodenaushub, wenn möglich, auf der Fläche wieder zu verwenden. Gemäß *Loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets* werden Bodenanalysen vorgenommen, die Aufschluss über eine mögliche Kontamination des Bodens geben sollen. Sollte der Boden kontaminiert sein, so ist ein Abtransport in die entsprechenden Deponien notwendig. Sollte der Boden nicht kontaminiert sein, so darf er (bspw. für Aufschüttungen) wiederverwendet werden. Die Beprobung des Bodens muss bis zur Erteilung der Baugenehmigung durchgeführt werden.

⁴⁸ Information erhalten von Beissel & Ruppert (Luc Frantzen) per E-Mail am 31.01.2023.

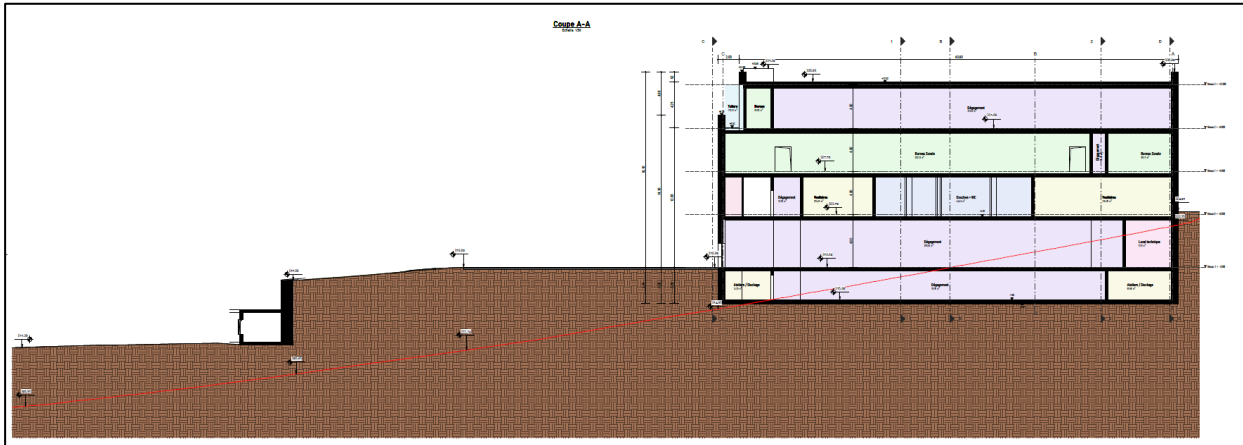


Abb. 22: Schnitt durch das geplante Hauptgebäude der Feuer- und Rettungsleitstelle Nordstad von Süden in Richtung Norden, ohne Maßstab. Die rote Linie zeigt das natürliche Gelände, die schwarze Linie die geplanten Aufschüttungen. Quelle: Beissel & Ruppert Structural Engineering Plan 2953-FAI-ARC-COU-001-C „Coupes 1“, Stand 24.01.2023.

Aufschüttungen

Insgesamt sind mehrere Aufschüttungen auf der Fläche geplant. Zum einen soll der zentrale und nördliche Flächenbereich (Bereich des Trümmerfeldes und des Hundetrainingsplatzes) eine Nivellierung/ Angleichung des Bodenniveaus durch Aufschüttungen erfahren, da dieser Bereich einen großen Geländeversprung zu verzeichnen hat. Die geplante Gebäuderuine (Trümmerfeld) soll in diesen Geländeversprung integriert werden. Zum anderen ist im Osten des Gebäudes eine Anböschung/ Aufschüttung bis an das Gebäude vorgesehen (siehe auch Abb. 22).

Eine weitere Aufschüttung liegt im Bereich der Zufahrt zum Hauptgebäude sowie unterhalb des Hauptgebäudes und im Bereich der Rampe/ Zufahrt zum unteren Geländeteil.

Insgesamt beläuft sich das Bodenvolumen, welches für die Aufschüttungen benötigt wird, laut aktuellem Plan, auf ein Verfüll-Volumen von ca. 38.000 m³.⁴⁹

Unter der Annahme, dass es keine chemischen Belastungen des Bodens gibt und dass das Aushubmaterial verdichtbar ist und somit komplett wiederverwendet werden kann, könnten somit:⁵⁰

- Für die maximal mögliche Variante des POS mit komplettem 1. und 2. UG (Untergeschoss) ca. 8.000 m³ von den 38.000 m³ abgezogen werden (es müssten demnach nur noch 30.000 m³ angeliefert werden).
- Für die aktuelle Variante mit 1. UG und einem kleinem 2. UG könnten ca. 2.000 m³ von den 38.000 m³ abgezogen werden (es müssten demnach noch 36.000 m³ angeliefert werden).

⁴⁹ Information erhalten von Beissel & Ruppert (Luc Frantzen) per E-Mail am 31.01.2023.

⁵⁰ Ebd.

„Grundsätzlich wäre somit kein Abtransport von Boden erforderlich. Auf Grund der im POS angegebenen Toleranzen in den Höhen sowie der Unkenntnis der Geologie können diese Werte jedoch um ca. 15 % - 20 % variieren.“⁵¹

Demnach wird insgesamt mehr Boden verwendet/ gebraucht, als dass Bodenaushub entsteht, was sehr zu begrüßen ist, auch angesichts der landesweit beschränkten Kapazitäten der Deponien. Es besteht ein Bedarf von mindestens 30.000 m³ Boden (maximal 36.000 m³ - je nach Ausgestaltung des Gebäudes). Nachfolgend ist ein Schnitt zu finden, der die Aufschüttung im Bereich der Stützmauer (Zufahrt) veranschaulicht (siehe Abb. 23, Bodenniveau – rote Linie, geplante Aufschüttung - schwarze Balken). Ein überschüssiger Bodenaushub entsteht insgesamt nicht.

Eine Orientierungshilfe zur besseren Visualisierung der geplanten Geländemodellierung bietet das 3D Modell in Abb. 24. Hier wird deutlich in welchen Bereichen des CIS-Geländes Bodenabtragungen und in welchen Aufschüttungen notwendig sind.

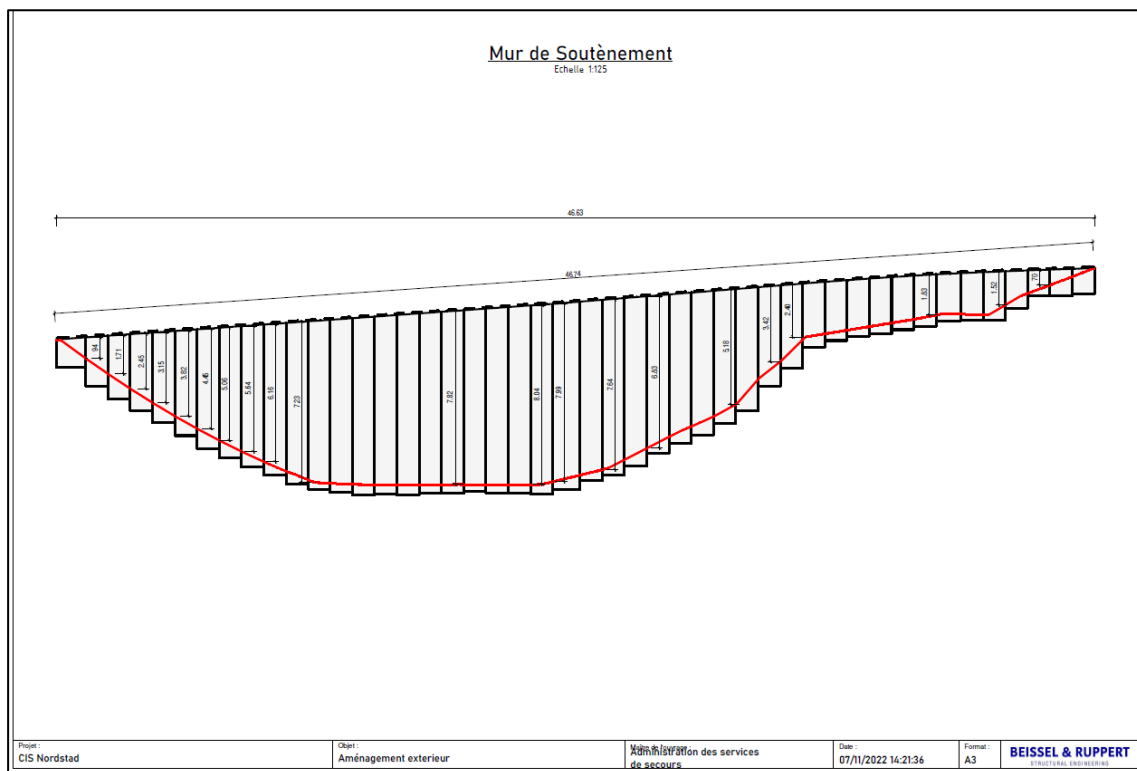


Abb. 23: Schnitt durch die geplante Aufschüttung im Zufahrtsbereich zum CIS-Hauptgebäude, ohne Maßstab. Quelle: Beissel & Ruppert Structural Engineering „Mur de Soutènement“, Stand 07.11.2022.

⁵¹ Ebd.



Abb. 24: Vereinfachte 3D Darstellung der geplanten Bebauung des CGDIS Geländes von Ost nach West, ohne Maßstab und ohne landschaftliche Integration (Anpflanzung von Grünstrukturen). Quelle: Beissel & Ruppert, Stand 31.01.2023.

Fazit Umweltauswirkungen – Schutzgut Boden

Insgesamt liegen (unter Beachtung der Maßnahmen) voraussichtlich keine erheblichen Beeinträchtigungen dieses Schutzguts durch den POS CIS Nordstad vor (u.a. durch geringen Bodenaushub, erhöhten Bedarf an Boden; Wiederverwendung der maximal möglichen Menge an Bodenaushub).

Die Wiederverwendung des Bodens darf nur nach bestätigter Nicht-Kontamination erfolgen (Bodenanalyse). Ebenso muss ein geotechnisches Gutachten ausgeführt werden. Beide Gutachten sind bei dem Ingenieurbüro Grundbaulabor Trier im Februar 2023 in Auftrag gegeben worden.

Dies trägt zum Erreichen des zweiten Umweltziels bei und zeigt einen schonenden Umgang mit der Ressource Boden.

4.4 Schutzgut Wasser

Die nachstehende Tabelle zeigt die zentralen und weitere schutzgutspezifische Umweltziele:

Tab. 12: Überblick der zentralen Umweltziele des Schutzguts Wasser und weitere schutzgutspezifische Ziele.
Quelle: Verändert nach MEV 2013.

Leitziel	Zentrale Umweltziele pro Schutzgut:	Weitere schutzgutspezifische Ziele:
03	Guter Zustand der Grund- und Oberflächengewässer durch Senkung der Schadstoffeinträge in Gewässer (Richtlinie 2000/60/EG und 3er PNDD 2021)	Sicherung und Entwicklung der Regenerationsfähigkeit und nachhaltigen Nutzungsfähigkeit des Schutzguts Wasser
		Sicherung und Entwicklung von großflächigen naturnahen Retentionsräumen (Wasserrückhaltung in der Fläche)
		Sicherung und Entwicklung ausreichender Überflutungsräume für den vorbeugenden Hochwasserschutz

Die Fläche des POS CIS Nordstad grenzt im Süden direkt an die ZA *Fridhaff*, daher wird die Erschließung des Grundstücks auch über die vorhandenen Infrastrukturen erfolgen. So wird beispielsweise auch der Anschluss des Trinkwassers über die ZA *Fridhaff* erfolgen.

Im Bereich des **Grund- und Trinkwassers** liegt die Projektfläche in keiner Trinkwasserschutzzone (geoportal.lu, Stand Dezember 2022). Des Weiteren befinden sich auf der Projektfläche keine **Fließ-** und/ oder **Stillgewässer**. Ferner besteht keine **Hochwassergefahr**.

Auf Grundlage der für das Schutzgut relevanten Leitziele und den Vorgaben des MECDD lassen sich die Themenbereiche **Oberflächenwasser**, **Abwasser** und **Geothermie** identifizieren, die nachstehend näher analysiert werden.

Oberflächenwasser

Das Oberflächenwasser des nordwestlich angrenzenden Feldgehölzes erfährt eine veränderte Abflussrichtung. Der Ablauf des Oberflächenwassers wird vom westlichen Flächenrandbereich nach Norden geleitet, zwischen dem Hundeübungsplatz und der bestehenden Baumreihe am nördlichen Flächenrand nach Osten geführt, um dann ein Stück nach Süden geleitet zu werden, um in die bestehende Entwässerungsrinne (Parzelle 2145/6236) wieder einzuleiten, wie es auch aktuell der Fall ist (vgl. Abb. 25). Dies ist durch geplante Veränderungen des Terrains (Aufschüttungen) möglich. Der bestehende Entwässerungsgraben wird dann durch den neuen Graben ersetzt (siehe Abb. 25).

Die planungsrelevante Fläche befindet sich in einer Hanglage und fällt in Richtung Nordosten ab. Östlich der Fläche befindet sich ein kleiner Wasserabfluss, der bereits ein Teil des Oberflächenwassers der ZA *Fridhaff* aufnimmt. Dieses wird vorher in mehreren Retentionsbecken gesammelt und anschließend gedrosselt in den Bach abgeleitet. Aufgrund der vorhandenen Topografie ist eine Einleitung des anfallenden Oberflächenwassers der planungsrelevanten Fläche in diesen kleinen Bach möglich. Vor der Einleitung in den Bach ist auch auf der

Projektfläche geplant ein Retentionsbecken vorzulagern, wodurch ein gleichmäßig gedrosselter Abfluss des anfallenden Regenwassers in den Vorfluter möglich ist. Durch die punktuelle Bebauung der Fläche ist nur mit einer geringfügigen Erhöhung des einzuleitenden Oberflächenwassers in den Bach zu rechnen. Daher kann davon ausgegangen werden, dass es bei Starkregen zu keinem erhöhten Überschwemmungsrisiko der umgebenen Fließgewässer kommt. Ferner kann die Anlage eines Gründachs die Menge des abfließenden Regenwassers reduzieren, bzw. verlangsamt abgeben. Daher wird die Anlage eines Gründachs empfohlen. Weiterhin ist vorgesehen große Regenwassertanks einzulagern, um das Regenwasser für innerbetriebliche Zwecke zu nutzen.

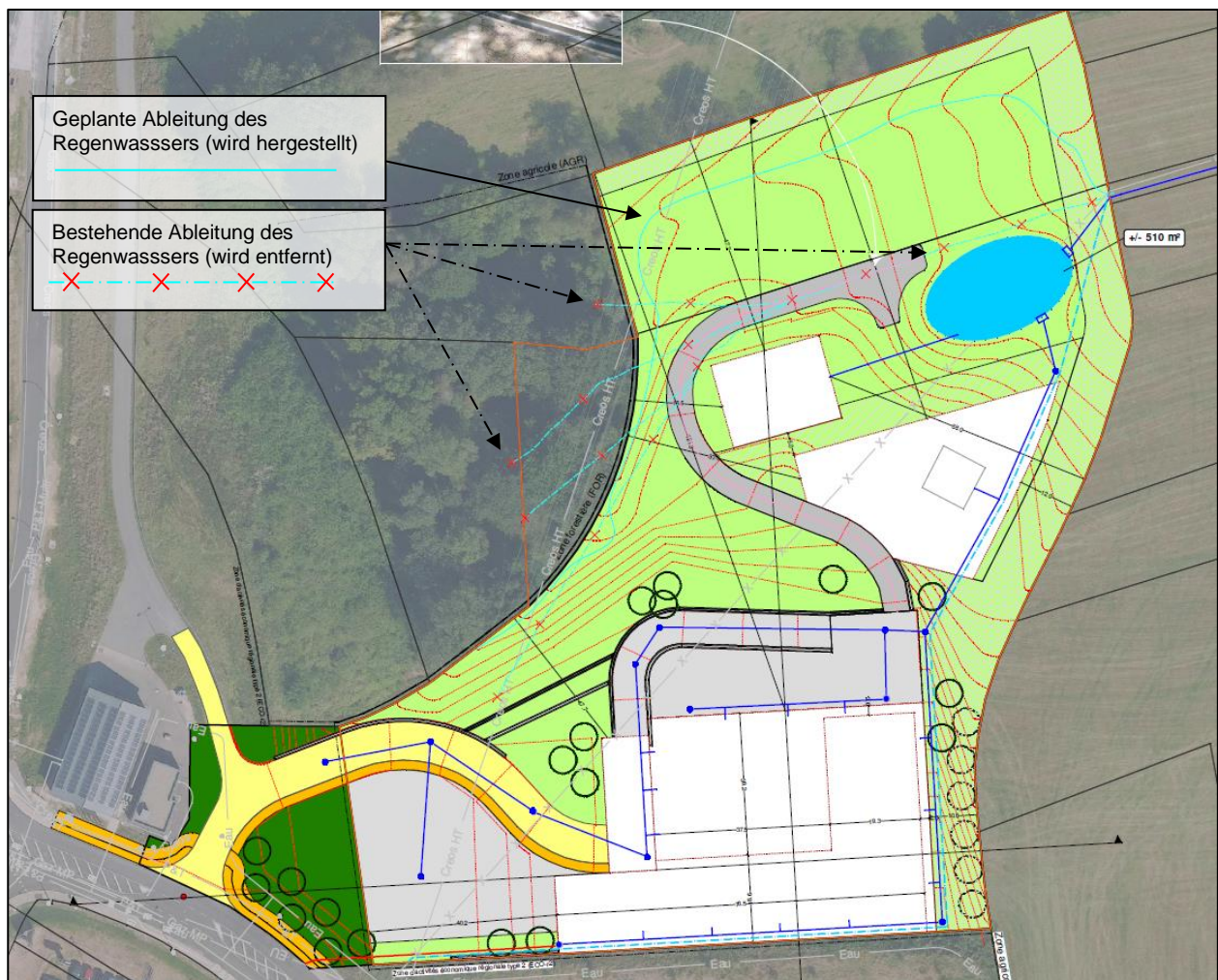


Abb. 25: Entwässerungskonzept des POS CIS Nordstad, ohne Maßstab. Quelle: Beissel & Ruppert, Structural Engineering Plan 2953-0-003 Indice B „Plan des réseaux projetés“, Stand 12.01.2023.

Abwasser

Das Abwasser wird per Trennsystem gesammelt und über eine Anlage des SIDEN (*Syndicat des eaux résiduaires du Nord*) in die Kläranlage Blesbréck geführt. Die genauen Einzelheiten diesbezüglich werden auf nachgelagerter Ebene geklärt.

Gemäß ersten Abschätzungen wird im Bereich **Schmutzwasser** mit einem Einwohnerequivalentwert von 35 gerechnet (siehe Tab. 13).⁵²

Tab. 13: Abschätzung der Einwohnerequivalentwerte. Quelle: CGDIS, Stand 01.02.2023.

CIS NORDSTAD		Abschätzung der Einwohnerequivalentwerte						2953
Art des Gebäudes / der Nutzung		Anzahl	Tägliche Belastung		Einwohnerequivalente			
			g BSBs	Liter	EGW biochemisch	EGW hydraulisch	EGW _{Bau1} Bauphase	EGW _{Betrieb2} Betriebsphase
Verwaltungs- oder Gewerbegebäude	pro Mitarbeiter/in	1	20	56,7	0,33	0,33	0,33	0,33
	vorgesehen	25	500	1417,5	8,25	8,25	8,25	8,25
Kaserne (wie Militärunterkunft)	pro Bett	1	60	170	1	1	1	1
	vorgesehen	25	1500	4250	25	25	25	25
Total:			2000	5667,5	33,25	33,25	33,25	33,25

Im Bereich **Frischwasserbedarf** beträgt die maximale Schätzung aufgrund von Referenzwerten der ehemaligen Kaserne in Luxemburg Stadt (welche eine ähnliche Größe aufweist) 6 m³ Wasser/ Tag. Hierbei ist zu dem geplant den Frischwasserbedarf durch die Nutzung von Regenwasser für Waschprozesse oder Toilettenspülungen zu reduzieren.⁵³

Im Bereich der **Realbrandübungsanlage** ist kein Trinkwasser erforderlich, weshalb angedacht ist die maximal mögliche Menge an Regenwasser zu nutzen. Insgesamt verdampfen ca. 90 % des Übungswassers während des Übungsprozesses. Die restlichen 10 % werden innerhalb des Übungscontainers gesondert (getrennt vom Regenwasser) aufgefangen und wieder dem Übungsprozess zugeführt. Des Weiteren erfolgt kein Einsatz von Schaum oder Netzmitteln.⁵⁴

Geothermie

Laut geoportail.lu (Stand Dezember 2022) liegt die Projektfläche in dem Bereich, in dem geothermische Bohrungen genehmigungspflichtig sind. „Die Tiefe der Erdbohrung und die Wahl des Wärmeträgers ist mit der Wasserwirtschaftsverwaltung abzuklären (forages@eau.etat.lu)“⁵⁵. Somit sind geothermische Bohrungen (zu Heizzwecken) generell möglich, allerdings muss die entsprechende Genehmigung der Wasserwirtschaftsverwaltung vor der Erteilung der Baugenehmigung vorliegen.

Löschwasser

Im Rahmen des vorliegenden Projektes ist keine Anlage eines Löschwasserteichs oder Ähnlichem vorgesehen.

⁵² Information erhalten per E-Mail von Steve Meyer (CGDIS) am 01.02.2023.

⁵³ Ebd.

⁵⁴ Ebd.

⁵⁵ Geoportail.lu, Wasser, Machbarkeit für oberflächennahe, geothermische Bohrungen. Entnommen am 02.12.2022.

⁵⁶ Geoportail.lu, Wasser, Machbarkeit für oberflächennahe, geothermische Bohrungen. Entnommen am 02.12.2022.

Fazit Umweltauswirkungen – Schutzgut Wasser

Insgesamt liegen (nach Klärung der Abwassersituation und unter Beachtung der Maßnahmen) voraussichtlich keine erheblichen Beeinträchtigungen dieses Schutzguts durch den POS CIS Nordstad vor (u.a. durch Regenwasserkonzept und Retentionsbecken).

Auf der nachgelagerten Planungsebene sollte der Detaillierungsgrad des bestehenden Entwässerungskonzepts erhöht werden, in dem vor allem der **Abfluss des Regenwassers** (Richtung Retentionsbecken, Richtung aufnehmendes Fließgewässer, etc.) und das **Versickerungsprinzip des Regenwassers** (geologische Studie, Infiltrationskapazität des Bodens, etc.) im Detail analysiert und dargestellt wird.

Das umfassend ausgearbeitete Entwässerungskonzept sollte dabei folgende Punkte vertiefend beinhalten: Den Wasserabfluss, die Versickerungsflächen, die Eigenschaften des Rückhaltebeckens (Funktionsprinzip für Vor- und Überlauf, Größe, Tiefe, verwendbare Materialien der Verfüllung, Anlage von Begrünungen, usw.) und die Ableitung des Wassers durch einen geregelten Durchfluss.

Das Thema Abwasser (Anschluss an die Kläranlage, Lage und Größe der Kanäle, etc.) muss auf der nachgelagerten Ebene gemeinsam mit der Gemeinde Diekirch und weiteren Planungsbeteiligten ausgearbeitet werden.

Für die Installation geothermischer Anlagen ist eine Genehmigung der Wasserwirtschaftsverwaltung einzuholen.

Das alles trägt zum Erreichen des dritten Umweltziels bei.

4.5 Schutzgut Klima und Luft

Die nachstehende Tabelle zeigt die zentralen und weitere schutzgutspezifische Umweltziele:

Tab. 14: Überblick der zentralen Umweltziele des Schutzguts Klima und Luft und weitere schutzgutspezifische Ziele. Quelle: Verändert nach MEV 2013.

Leitziel	Zentrale Umweltziele pro Schutzgut:	Weitere schutzgutspezifische Ziele:
01	Reduktion der Treibhausgasemissionen	Erhalt, Sicherung oder auch Wiederherstellung und Entwicklung von Gebieten mit hoher Bedeutung für das regionale Klima und die Luftreinhaltung
06	Kein Überschreiten der Grenzwerte für Stickstoffdioxide und Feinstaubpartikel (Richtlinie 2008/50/CE und 3er PNDD 2021)	Vermeidung von Beeinträchtigungen der klimatischen Ausgleichsleistungen
08	Verbesserung des Modal Split für Arbeitswege: MIV (nur Fahrer) - 46 %; MIV (mehrfach besetzt) - 19 %; ÖV - 22 %; Fahrrad - 4 %; Fußgänger - 9 % (3er PNDD 2021 und MODU 2.0 2018)	

Auf Grundlage der für das Schutzgut relevanten Ziele und der Vorgaben des MECDD lassen sich die Themenbereiche **Luft/ Gerüche/ Bioaerosole** (inkl. Luftverschmutzung), **klimatische Faktoren** und **erneuerbare Energien** für das Schutzgut Klima und Luft identifizieren, die nachstehend näher analysiert werden.

4.5.1 Luft/ Gerüche/ Bioaerosole

Im Folgenden wird zunächst analysiert, welchen Immissionen (Luft/ Geruch/ Bioaerosole) die geplante Feuer- und Rettungsleitstelle durch die umliegenden Betriebe ausgesetzt ist.

4.5.1.1 Gutachten Geruchsmissionen ZANO (SGS-TÜV Saar, 2016)

Hierzu wird ein Gutachten herangezogen, dass im Rahmen des ZANO beauftragt wurde: „*Ermittlung der Geruchsmissionen in der geplanten Zone d'activité Fridhaff (Endbericht)*“, SGS-TÜV Saar GmbH, März 2016 (gesamtes Gutachten, siehe Anhang 5h). Dies sollte die damaligen Geruchsmissionen, v.a. durch die abfallwirtschaftlichen Tätigkeiten der Firmen SIDEC und Soil-Concept ermitteln.

An 52 Messtagen im Zeitraum von Juli 2015 bis Januar 2016 wurden an 37 Messpunkten insgesamt 481 Messungen durchgeführt.

Grundlage der Beurteilung war die deutsche Geruchsmissions-Richtlinie (GIRL)⁵⁷, die VDI-Richtlinie 3940 Blatt 1⁵⁸ und die DIN EN 13725⁵⁹. Laut GIRL sind für anlagenbezogene Gerüche folgende Immissionswerte einzuhalten:

Tab. 15: Immissionsgrenzwerte für Geruch entsprechend Geruchsmissionsrichtlinie (GIRL): Relative Häufigkeiten von Geruchsstunden pro Jahr. Quelle: SGS TÜV Saar, 2016.

Immissionsort	Geruchsstunden-Häufigkeit
Wohn-/ Mischgebiete	10 %
Gewerbe-/ Industriegebiete	15 %

Zur Plausibilitätsbewertung werden ferner noch die Windrichtung und Windgeschwindigkeit berücksichtigt.

Ergebnis: *„Auf drei Flächen im nördlichen Bereich des Plangebiets wird der Immissionswert von 15 % überschritten, auf zwei Flächen gerade eingehalten [...]. Insgesamt nehmen die Geruchsstundenhäufigkeiten in Richtung Süden und Südosten ab.“⁶⁰*

Betrachtet man die dem POS CIS Nordstad räumlich direkt benachbarten Beurteilungsflächen, so wird (gemäß Bewertungsgrundlage GIRL – schwarze Zahlen) an zwei von vier Beurteilungsflächen der Grenzwert von 15 % überschritten und einmal genau erreicht (siehe Abb. 26).

Konsequenzen: *„In den Bereichen, in denen der Immissionswert überschritten ist, sind zwar keine unmittelbaren Gesundheitsschäden zu erwarten, es ist aber von erheblichen Belästigungen auszugehen⁶¹. Dort ist die Einrichtung dauerhafter Arbeitsplätze, vor allem außerhalb von Gebäuden, problematisch. Auch die Ansiedlung lebensmittelherstellender Betriebe oder Betriebe aus dem Bereich Hotel und Gastronomie wird aus gutachtlicher Sicht als problematisch angesehen. Hingegen sind Abstellflächen für Mitarbeiter-Pkw, Freizeitflächen, Lagerhallen usw. möglich. Falls Gebäude errichtet werden, in denen sich Arbeitsplätze befinden, wäre ggf. eine künstliche Belüftung mit Geruchsfiltration sinnvoll.“*

⁵⁷ Geruchsmissionsrichtlinie – Feststellung und Beurteilung von Geruchsmissionen. Länderausschuss für Immissionsschutz, Fassung vom 29. Februar 2008 und einer Ergänzung vom 10. September 2008.

⁵⁸ VDI-Richtlinie 3940 Blatt 1: Bestimmung der Geruchsstoffimmission durch Begehungen – Bestimmung der Immissionshäufigkeit von erkennbaren Gerüchen – Rastermessung, Februar 2006, Berichtigung Oktober 2006.

⁵⁹ DIN EN 13725: Bestimmung der Geruchsstoffkonzentration mit dynamischer Olfaktometrie. Deutsche Fassung vom Juli 2003.

⁶⁰ „Ermittlung der Geruchsmissionen in der geplanten Zone d’activité Fridhaff (Endbericht)“, SGS-TÜV Saar GmbH, März 2016

⁶¹ Eine Umfrage bei den Geruchsprüfern ergab, dass die Gerüche nicht in die Kategorie „ekelerregend“ einzustufen sind (Rückmeldung von 11 Prüfern). Ein Geruch wird als „ekelerregend“ eingestuft, wenn er eine körperliche Reaktion, z.B. Übelkeit oder Brechreiz, hervorruft.

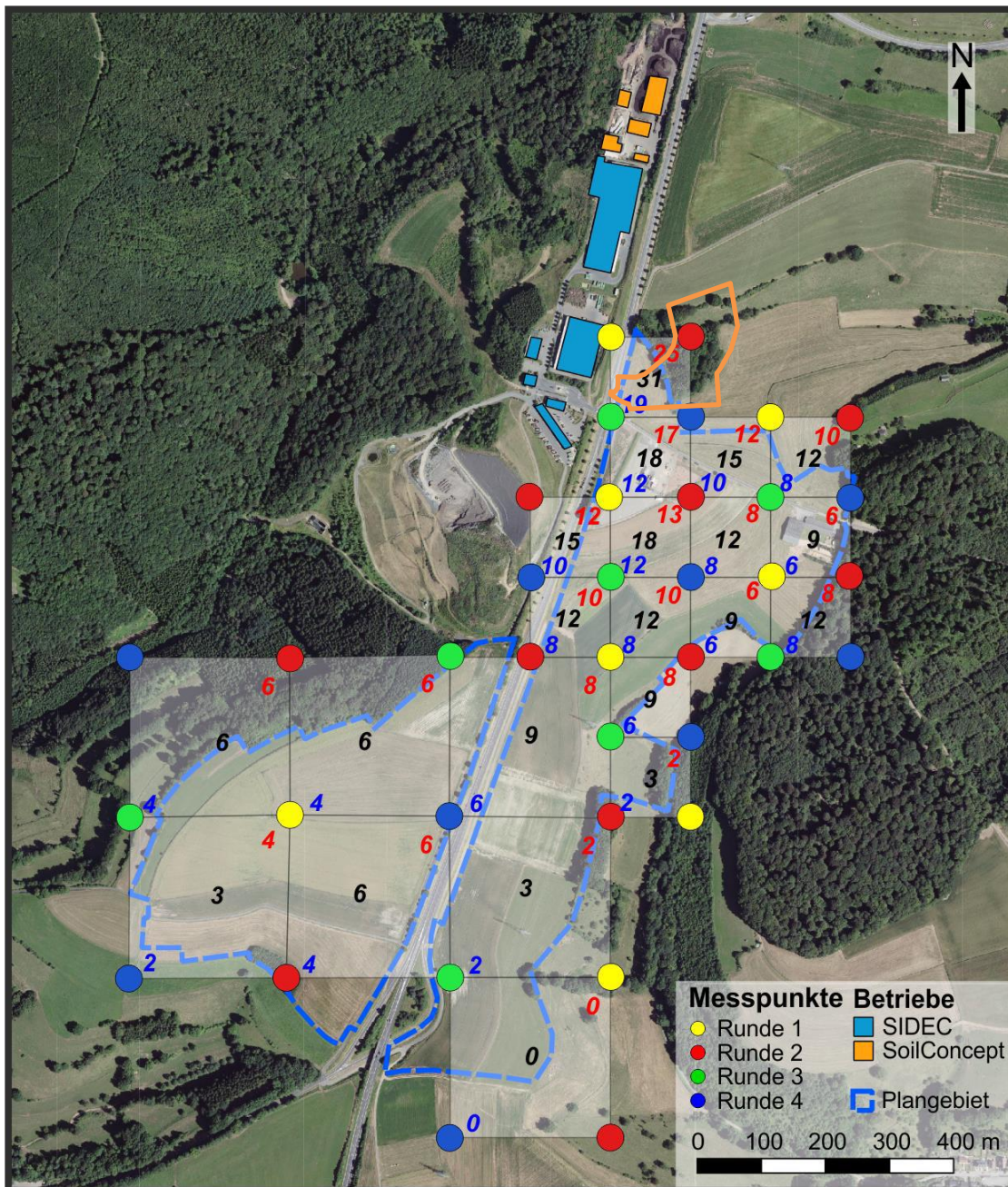


Abb. 26: Relative Häufigkeit (%) der Geruchsstunden in den Beurteilungsflächen. Schwarze Zahlen: Relative Häufigkeit der Geruchsstunden gemäß GIRL unter Verwendung des Faktors $k=1,6$. Blaue Zahlen links unten: Relative Häufigkeit der Geruchsstunden bei mindestens 9 Takten (Untergrenze gemäß Entwurf EN 16841-1). Rote Zahlen rechts oben: Relative Häufigkeit der Geruchsstunden bei mindestens 3 Takten (Obergrenze gemäß dem Entwurf der EN 16841). Orange umrandet: Fläche des POS CIS Nordstad. Quelle: verändert nach SGS TÜV Saar, 2016.

Nach durchgeführten Geruchsreduktionsmaßnahmen bei SIDEC und Soil-Concept⁶² konnte im Bereich des POS CIS Nordstad ab ca. November 2015 deutlich verringerte Geruchsbelastungen (*geringere relative Häufigkeit (%) der Geruchsstunden*) erfasst werden (vgl. blaue und rote Zahlen, Abb. 27).

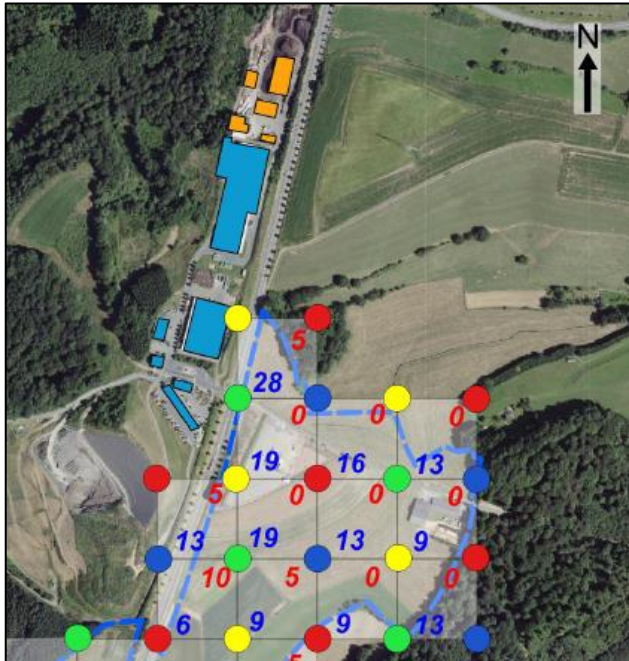


Abb. 27 (links): Ausschnitt: *Relative Häufigkeit (%) der Geruchsstunden in den Beurteilungsf lächen (ohne Anwendung des Faktors k). Blaue Zahlen links unten: Zeitraum vor dem 31.10.15 (Grundlage: 32 Messtage). Rote Zahlen rechts oben: Zeitraum nach dem 31.10.15 (Grundlage: 20 Messtage). Orange umrandet: Fläche des POS CIS Nordstad. Quelle: verändert nach SGS TÜV Saar, 2016.*

Fazit für die POS Fläche

Auf der Projektfläche des POS ist mit negativen Gerüchen durch die benachbarten Firmen SIDEC und Soil-Concept zu rechnen. Allerdings sind **keine Gesundheitsrisiken/ Gesundheitsschädigungen** zu erwarten – es handelt sich somit nur um eine Geruchsbelästigung, welche ggf. als unangenehm empfunden werden kann. Durch die in Kapitel 8.3 des Gutachtens vorgeschlagenen Maßnahmen wurden die negativen Auswirkungen zu einem beachtlichen Teil bereits reduziert.

Ebenso ist an dieser Stelle zu erwähnen, dass die zeitlich limitierte Genehmigung 1/20/0158 zur Testphase der Vergasungsanlage (Soil-Concept) seit dem 30.09.2022 abgelaufen ist.⁶³ Somit liegen aktuell verringerte Vorbelastungen auf der Projektfläche in Bezug zu Bioaerosol-Immissionen und Geruchsbelastungen vor, daher werden voraussichtlich alle Grenzwerte diesbezüglich eingehalten.

⁶²

- « Das Biofiltermaterial wurde bei SIDEC am 19.10.2015, bei Soil-Concept am 02.11.2015 ausgetauscht. Ab diesem Datum wurde bei Soil-Concept auch der Säurewäscher wieder betrieben.
- Bei Soil-Concept wurde ab Mitte November verstärkt darauf geachtet, dass die Tore geschlossen sind. Zusätzlich wurde angestrebt, die Belüftung der Mieten zu optimieren. »

⁶³ Information erhalten von Herrn Peters (MECDD) in Abstimmung mit der AEV per E-Mail, am 31.01.2023.

Laut SGS TÜV Saar 2016 wird von dauerhaften Arbeitsplätzen außerhalb des Gebäudes abgeraten. Dies ist allerdings im vorliegenden POS nicht der Fall. Dauerhaft ist der Aufenthalt der Feuerwehrleute im Inneren des Gebäudes geplant.

Generell gilt:⁶⁴

Der „normale“ Betrieb der Feuerwehkaserne (CIS) sowie des Büros Zonal (*Zone de secours*) findet im Gebäude selber statt, welches aus energetischen Maßnahmen (zur Erfüllung des Energiepasses) bereits über eine Lüftungsanlage mit Wärmerückgewinnung verfügen muss. Die Vorlagerung eines Filters ist zusätzlich vorgesehen.

Auch wenn die CIS durchgängig besetzt ist (demnach 24h/ 7 Tage), so ist die wöchentliche Arbeits-/ Präsenzzeit jedoch auf 40 h/ Woche ausgelegt. Diese Vorgaben werden im Mittel nicht überschritten, da sonst die Arbeitszeitrichtlinien nicht eingehalten werden. Des Weiteren ist davon auszugehen, dass sich die Arbeitskräfte bis zu ca. 50 % ihrer Arbeitszeit nicht auf dem Gelände des CIS aufhalten, da sie in auswärtigen Einsätzen unterwegs sind.

Ferner handelt es sich nicht um Schlafräume (im Sinne eines Hotelbetriebs), sondern um Ruheräume, da sich die Feuerwehrleute im Dienst befinden und jederzeit einsatzbereit sein müssen. Im Zuge der Commodo-Genehmigung ist diese Betrachtungsweise auch mit der ITM abgesprochen (Referenzbeispiel: CNIS).

In der Realbrandübungsanlage wird zwar eventuell mehrmals wöchentlich geübt, allerdings befindet sich diese in einem geschlossenen Gebäude. Dazu kommt, dass es sich immer um unterschiedliche Schüler sowie Ausbilder handelt. Im Schnitt ist ein Schüler einmal jährlich im Realbrandhaus. Bei den Ausbildern ist die Frequenz auch reduziert, da aufgrund der Hitzebelastung Ruhepausen einzuhalten sind. Hier ist ferner davon auszugehen, dass diese Personen zum größten Teil mit Atemschutz vorgehen.

Ferner gibt es keinen dauerhaften, längeren Aufenthalt im Freien (weder für die Mannschaft, noch für die Rettungshunde). Auf dem Hundeübungsplatz findet einmal wöchentlich für maximal 4 h eine Übung statt, wobei hier nicht immer die gleichen Personen und Hunde anwesend sind.

Durch diese Gründe wird selbst bei einer künftigen Wiederaufnahme der Tätigkeiten der Firma Soil-Concept von **keiner erhöhten Beeinträchtigung** der Feuerwehrleute ausgegangen.

Dies bestätigen auch die zwei stichprobenhaften Geländebegehungen durch ESI im März und November 2022, während dessen keine negativen Gerüche festgestellt werden konnten.

Für die Gebäude wird eine künstliche Belüftung mit Geruchsfiltren empfohlen.

⁶⁴ Informationen erhalten von Steve Meyer (CGDIS) per E-Mail am 01.02.2023.

4.5.1.2 Immissionen Insgesamt

Hierfür werden vor allem bestehende Commodo-Betriebe in räumlicher Nähe und ihre möglichen Auswirkungen auf die geplante Feuerwache analysiert (siehe Tab. 16). Hierbei ist zu erwähnen, dass diese Liste⁶⁵ (Stand Dezember 2022) keinen Anspruch auf Vollständigkeit erhebt (Lage der Commodo-Betriebe: siehe Abb. 14).

Tab. 16: Einschätzung der negativen Emissionen, die auf die Fläche des POS CIS Nordstad einwirken. Die Nummern entsprechen der Nummerierung der Betriebe in Abb. 14.

Einrichtungen in der direkten Umgebung des POS CIS Nordstad							
	Name/ Firma	Art der Einrichtung	Mögliche negative allgemeine Emissionen der Betriebe				Negative Auswirkungen auf den POS
			Luft	Geruch	Bio- aero- sole	Sonstiges	
1	Administration communale de DIEKIRCH	Poste de transformation (4x)	Voraus- sichtlich keine	Voraus- sichtlich keine	Voraus- sichtlich keine	Technogene Belastung möglich	Technogene Belastung möglich, aber nicht erheblich, siehe auch Kapitel 4.1.1
2	BOLLIG PARTICIPA TIONS SARL	Poste de répartition et de transformation	Voraus- sichtlich keine	Voraus- sichtlich keine	Voraus- sichtlich keine	Technogene Belastung möglich	Technogene Belastung möglich, aber nicht erheblich, siehe auch Kapitel 4.1.1
3	CAR Avenue Immobilière Nordstad SA	Atelier de réparation/ entretien de véhicules	Voraus- sichtlich keine	Gerüche durch Werkstatt möglich	Durch Werk- statt möglich	/	Nicht zu erwarten
4	IMATEC Sàrl	Atelier de travail des métaux	Voraus- sichtlich keine	Voraus- sichtlich keine	Voraus- sichtlich keine	/	Nicht zu erwarten
5	MULLER pneus SARL	Atelier de réparation/ entretien de véhicules	Voraus- sichtlich keine	Gerüche durch Werkstatt möglich	Durch Werk- statt möglich	/	Nicht zu erwarten
6	Maison Henry PETRY, succ. Jean Petry et Cie.,secs	Réservoir à gaz	Voraus- sichtlich keine	Voraus- sichtlich keine	Voraus- sichtlich keine	/	Nicht zu erwarten
7	RENAULT RETAIL GROUP LUXEMBO URG SA	Atelier de réparation/ entretien de véhicules	Voraus- sichtlich keine	Gerüche durch Werkstatt möglich	Durch Werk- statt möglich	/	Nicht zu erwarten

⁶⁵ Erhalten am 06.12.2022 von Herrn Germain Gregorius, Service support administratif, MECDD.

8a	SIDEC	Décharge pour déchets ménagers	Voraussichtlich keine	Voraussichtlich keine	Voraussichtlich keine	/	Nicht zu erwarten
8b	SIDEC	Installation de compostage	Voraussichtlich keine	Unangenehme Gerüche durch Kompostieranlage möglich und wahrscheinlich	möglich	Siehe Gutachten Geruchsmissionen ZANO Kapitel 4.5.1.1	Unangenehme Gerüche möglich, allerdings voraussichtlich nicht erheblich, da kein dauerhafter Arbeitsplatz im Freien und da durch Maßnahmen an Anlagen Auswirkungen verringert werden
8c	SIDEN	Installation de compostage	Voraussichtlich keine		möglich		
9a	SOIL-CONCEPT S.A.	Installation de compostage	Voraussichtlich keine		möglich		
10	WICKLER FRERES EXPLOITATION Sàrl	Décharge pour déchets inertes	Voraussichtlich keine	Voraussichtlich keine	möglich	/	Nicht zu erwarten
10	Wickler frères s.à r.l.	Site pollué - décontamination	Voraussichtlich keine	Voraussichtlich keine	Voraussichtlich keine	/	Nicht zu erwarten
11	Enovos Luxembourg S.A.	Poste de transformation	Voraussichtlich keine	Voraussichtlich keine	Voraussichtlich keine	Technogene Belastung möglich	Technogene Belastung möglich, aber nicht erheblich, siehe auch Kapitel 4.1.1
12	HEINTZ VAN LANDEWYCK S.à.r.l.	Manufacture de tabacs	Voraussichtlich keine	Tabakgeruch möglich	Voraussichtlich keine	/	Nicht zu erwarten
13	KROMBACH Construction Sàrl	Centrale de malaxage de produits minéraux	Voraussichtlich keine	Voraussichtlich keine	Voraussichtlich keine	/	Nicht zu erwarten
14	Proximus Luxembourg S.A.	Emetteur d'ondes magnétiques GSM	Voraussichtlich keine	Voraussichtlich keine	Voraussichtlich keine	Technogene Belastung möglich	Technogene Belastung möglich, aber nicht erheblich, siehe auch Kapitel 4.1.1
15	RECUPIERE s.à r.l.	Installation de traitement de produits minéraux	Voraussichtlich keine	Voraussichtlich keine	Voraussichtlich keine	/	Nicht zu erwarten
16	SOLID S.A.	Centrale de malaxage de produits minéraux	Voraussichtlich keine	Voraussichtlich keine	Voraussichtlich keine	/	Nicht zu erwarten

Laut Tab. 16 ist es möglich, dass auf der Projektfläche durch die in direkter Nachbarschaft befindlichen Betriebe, bestimmte negative Gerüche vorliegen können. Diese werden allerdings als nicht erheblich für die geplante Nutzung eingeschätzt. Laut Klimaanalysekarte bewegen sich die Luftströmungen der Hauptstraße (B7, E421) gemäß dem Wärmegradienten von der Straße aus weg. Demnach von Betrieben östlich der Straße nach Osten und von Betrieben westlich der Straße nach Westen. Daraus ergibt sich, dass sich die lokale Richtung der Luft nicht zur Projektfläche hin, sondern wegbewegt und somit die entstandenen Gerüche, ebenso wie potenzielle Bioaerosole von der Luft primär von der POS-Fläche wegtransportiert werden (siehe Abb. 29).

Fazit der Immissionen

Somit liegen voraussichtlich keine erheblichen Beeinträchtigungen der Projektfläche durch negative Immissionen (im Bereich Luft, Geruch, Bioaerosole oder Sonstigem) vor.

4.5.1.3 Emissionen

Ebenso gibt es mögliche negative Emissionen des CIS Nordstad, die auf die umliegenden Betriebe und Flächen einwirken können. Informationen über die Maßnahmen der Reduktion/Verhinderung der negativen Auswirkungen, sind dem Sitzungsprotokoll⁶⁶ entnommen. Eine Einschätzung erfolgt in Tab. 17.

Tab. 17: Einschätzung der negativen Emissionen, die vom künftigen CIS Nordstad auf die benachbarten Betriebe und Bereiche einwirken können.

Centre d'incendie et de secours (CIS) Nordstad				
Bereich	Mögliche negative Emissionen	Maßnahmen (Reduktion, Verhinderung)	Bewertung der Maßnahmen	Einschätzung der Emissionen
Realbrand-übungsanlage	○ Stickoxide/ Abgase (Luft)	Die Realbrandanlage soll aus je zwei übereinanderliegenden Containern bestehen. Auf diesen wird eine etwa 1 m hohe Lüftung installiert.	Durch die Maßnahme wird verhindert, dass Aerosole/ Partikel, Gerüche und Abgase in die Umwelt gelangen.	gering
	○ Rauchpartikel (Aerosole)			
	○ Geruch nach Feuer/ Verbranntem			
	○ Wasserbedarf	Vor den Türen der Realbrandübungsanlage sollen ein Siphon und Auffangbecken installiert werden. Letzteres filtert Schwebstoffe aus dem Wasser, die von Zeit zu Zeit ausgepumpt und abtransportiert werden.	Das Wasser kann auf diese Weise wiederverwendet werden, wodurch eine hohe Einsparung an Wasser vorliegt.	gering
Trümmerfeld/ Übungsplatz	Keine Emissionen im Bereich Luft, Geruch, Bioaerosole zu erwarten.	/	/	gering
Hundetrainingsplatz	Keine Emissionen im Bereich Luft, Geruch, Bioaerosole zu erwarten.	/	/	gering
Gebäude inklusive garage technique	Abgase der Einsatzfahrzeuge.	In der <i>garage technique</i> erfolgt eine Abgasabsaugung, wodurch verringerte Fahrzeugabgase in die Umwelt gelangen.	Die Maßnahme verhindert, dass hohe Mengen an Abgasen in die Umwelt gelangen.	gering
Licht / Beleuchtung	Lichtverschmutzung	Hauptzufahrt, Rampe zur großen Garage, Rampe zur Tiefgarage	Aufgrund des Puffers zur nördlichen	gering

⁶⁶ Sitzungsprotokoll. Objekt: CIS Nordstad; Versammlungsort: Salle de réunion BR (3^{es} Stockwerk). Erstellt von Max Simon. Beissel & Ruppert. 07. November 2022.

		und Fußweg vom Parkplatz: Beleuchtung erfolgt mittels Bewegungsmeldern. Die Beleuchtung wird so ausgerichtet, dass der im Nordwesten liegende Gehölzbereich nicht direkt mitbeleuchtet wird. Für den nördlichen Teil des Grundstückes ist keine fest installierte Beleuchtung vorgesehen.	Baumreihe, der Ausrichtung der Beleuchtung, der Bewegungsmelder und der mobilen Beleuchtung (Hundeübungsplatz) ist keine permanente Beleuchtung und daher keine Lichtverschmutzung zu erwarten.	
Lärm/ Geräusche	Lärm aufgrund der Übungen im Außengelände	Das Außengelände wird in der Regel nur zwischen 7:00 – 22:00 Uhr benutzt.	/	gering
	Aufgrund der Einsätze (Martinshorn)	Das Martinshorn wird nur bei Bedarf eingesetzt, um andere Verkehrsteilnehmer zu warnen.	Es wird ausgeschaltet, sobald es nicht mehr notwendig ist.	gering

Fazit der Emissionen

Insgesamt ist mit keinen bedeutsamen, erheblichen Emissionen durch die Installation und den Betrieb des CIS Nordstad zu rechnen. Die genannten Maßnahmen sind ausreichend, um potenzielle Emissionen auf ein verträgliches Maß zu reduzieren.

4.5.2 Messkampagne (NO₂) 2018-2020

Im Rahmen des KlimaPakts⁶⁷ (zur Überwachung der Luftqualität) wurden in Diekirch in den Jahren 2018⁶⁸, 2019⁶⁹ und 2020⁷⁰ Messkampagnen der Luft durchgeführt. Hierbei wurde der Gehalt des umweltschädlichen und giftigen NO₂ (Stickstoffdioxid) gemessen.

„au Luxembourg ce polluant n’est pas problématique en ce qui concerne le respect de la valeur limite horaire (court terme). Cependant, le NO₂ est susceptible de dépasser localement la valeur limite annuelle de 40 µg/m³ (long terme). En conséquence, la campagne de mesure se déroule sur une année complète“⁷¹

Tab. 18 gibt die Ergebnisse der Messreihen wieder, Abb. 28 stellt sie graphisch dar.

Der Grenzwert des jährlichen NO₂-Gehaltes beträgt 40 µg/m³. Aufgrund der Messtoleranzen (± 5 µg/m³ 2018 und $\pm 2,5$ µg/m³ 2019) liegt der untere Grenzwert bei 35 µg/m³ (2018) und 38,0 µg/m³ (2019). Beide unteren Grenzwerte sind in Abb. 28 durch die rot gestrichelte Linie dargestellt.

Tab. 18: Ergebnisse der Messkampagne (NO₂) in Diekirch. Jahresmittelwerte der Jahre 2018, 2019 und 2020. Gelb markiert ist die Überschreitung des Grenzwertes. Quelle: Messkampagne (NO₂) 2018-2020, MECDD.

Adresse des Messpunktes	Code	Messjahr		
		2018* ³	2019* ⁴	2020* ⁵
		Moyenne annuelle 2018 [µg NO ₂ /m ³]	Moyenne annuelle 2019 corrigée [µg NO ₂ /m ³]	Moyenne annuelle 2020 corrigée [µg NO ₂ /m ³]
7, rue Alexis Heck	NDIEH03	*1; *2	35,3	30
15, rue de Stavelot	NDIEH01	37	33,3	28
14-16, Esplanade	NDIEH02	*2	24	23

*1: Placettes tubes passifs de l’Administration de l’environnement.

*2: Diese Messstationen wurden 2018 noch nicht erfasst.

*3: Les moyennes annuelles marquées en orange sont les valeurs qui se situent autour de la valeur limite (40 µg/m³ \pm 5 µg/m³, c.à.d. entre 35 et 45 µg/m³) et pour lesquelles on ne peut ni confirmer ni exclure le dépassement de la valeur limite (points critiques).

*4: Les moyennes annuelles corrigées marquées en orange sont les valeurs qui se situent autour de la valeur limite (40.5 µg/m³ \pm 2.5 µg/m³, c.à.d. entre 38.0 et 43.0 µg/m³). Pour ces emplacements on ne peut ni confirmer ni exclure le dépassement de la valeur limite (« points critiques »).

*5: Pour les emplacements pour lesquels les moyennes annuelles corrigées apparaissent sur fond rouge, la valeur limite a été dépassée.

⁶⁷ Weitere Informationen online erhältlich unter: <https://www.pacteclimat.lu/de/engagierter-akteur>, entnommen am 24.11.2022.

⁶⁸ Campagne de mesure de dioxyde d’azote (NO₂) dans le cadre du pacte climat. Rapport final 2018. Mesurages du 10 janvier au 27 décembre 2018. MECDD 2018.

⁶⁹ Campagne de mesure de dioxyde d’azote (NO₂) dans le cadre du pacte climat. Rapport final 2019. Mesurages du 9 janvier au 24 décembre 2019. MECDD 2019.

⁷⁰ Campagne de mesure de dioxyde d’azote (NO₂) dans le cadre du pacte climat. Rapport final 2020. Mesurages du 8 janvier au 23 décembre 2020. MECDD 2020.

⁷¹ Ebd.

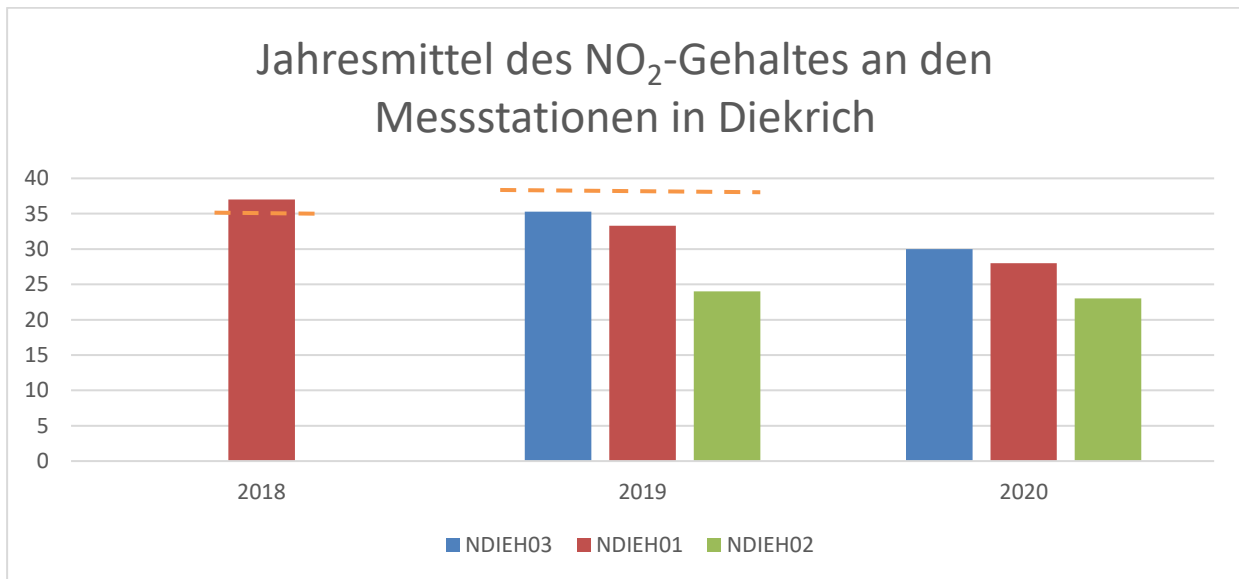


Abb. 28: Jahresmittel des NO₂-Gehaltss an den Messstationen in Diekirch. Orange gestrichelt ist der jeweilige jährliche Grenzwert. Quelle: verändert nach Messkampagne NO₂- MECDD 2018-2020.

Als Ergebnis kann festgehalten werden, dass der NO₂-Gehalt im Jahresmittel von 2019 bis 2020 kontinuierlich gesunken ist (siehe Abb. 28). Bis auf den ersten gemessenen Jahresdurchschnitt von 37 µg/m³ (der nur leicht über dem Grenzwert liegt) liegen alle weiteren unter dem jeweiligen Grenzwert von 36 µg/m³, wodurch für die Gemeinde Diekirch gilt: « *respect de la valeur limite annuelle (= < 40 µg/m³).* »⁷²

Eine Belastung der künftig auf dem Gelände des CIS Nordstad arbeitenden Menschen durch NO₂ kann (unter der Annahme, dass die Werte von 2020 beibehalten werden oder sogar noch weiter sinken), weitgehend ausgeschlossen werden.

Ebenso kann davon ausgegangen werden, dass der Betrieb des CIS Nordstad zu keiner Erhöhung des NO₂-Gehaltes in der Luft führen wird. Die Hauptquellen von NO₂ sind Verbrennungsmotoren und Feuerungsanlagen. Da das Heizen des Gebäudes durch geothermische Anlagen erfolgen soll und aus dem Realbrandcontainer keine Gase in die Umwelt gelangen (dieser ist vollständig geschlossen und mit einer Lüftungsanlage versehen – siehe auch Tab. 17), wird das CIS Nordstad voraussichtlich zu keiner deutlich erhöhten NO₂-Konzentration in der Luft führen.

⁷² Campagne de mesurage de dioxyde d'azote (NO₂) dans le cadre du pacte climat. Rapport final 2020. Mesurages du 8 janvier au 23 décembre 2020. MECDD 2020.

4.5.3 Klimatische Faktoren

Die Projektfläche gehört zum *Ösling-Vorland*⁷³ und weist eine Jahresmitteltemperatur von 9 °C sowie Jahresmittelniederschläge von 800 mm auf.⁷⁴

Für das Schutzgut Klima/ Luft ist der regelmäßige und großflächige Austausch von Luftmassen zwischen dem Tal und dem Umland von großer Bedeutung. Es sollte zu Frischlufteinwirkungen in den Siedlungsbereichen kommen.

Laut aktueller Klimaanalysekarte⁷⁵ liegt die planungsrelevante Fläche im Übergang von Siedlungs- und Verkehrsflächen (mit einem geringen Wärmeinseleffekt) hin zu Grün- und Freiflächen (mit einer Kaltluftvolumenstromdichte von 5 bis 10 m³/ (s*m)). Der Bereich der Grün- und Freiflächen ist ferner als Kaltluftentstehungsgebiet klassiert (siehe auch Abb. 29).

Ferner wird der POS CIS Nordstad Fläche überwiegend eine erhöhte klimatische Bedeutung zugewiesen. Sie stellt einen gut durchlüfteten Bereich dar, der an eine belastete Siedlungsfläche (ZAE Fridhaff - ungünstige bioklimatische Situation) angrenzt⁷⁶. Dies bedeutet, dass die planungsrelevante Fläche für die gegenwärtige Siedlungsstruktur einen ergänzenden klimaökologischen Ausgleichsraum mit einer mittleren Empfindlichkeit gegenüber baulichen Nutzungsintensivierungen aufweist.

Bezug zu POS CIS Nordstad

Durch das Gebäude der CIS Nordstad im südöstlichen Flächenbereich sowie der Wege und weiterer Komponenten wird die Fläche voraussichtlich nicht mehr die gleichen Kaltluftmengen produzieren können, wie bei aktueller Nutzung. Der Boden wird teilversiegelt oder versiegelt werden, was zu einer leichten Erhöhung der Bodentemperatur führen wird. Dadurch wird die Fläche die erhöhte klimatische Bedeutung voraussichtlich verlieren und eine mittlere oder ungünstige bioklimatische Situation aufweisen (so, wie die angrenzenden Flächen der ZA *Fridhaff*).

Allerdings sind die Auswirkungen auf die ZA *Fridhaff* als gering einzustufen, da die Fließrichtung der Luft von der Straße ausgehend nach Osten verläuft und die bisherigen Kaltluftmengen somit nicht direkt die ZA *Fridhaff* mit Kaltluft versorgen (siehe Abb. 29).

Gleichzeitig bleibt ca. die Hälfte der Projektfläche (gemäß aktuellem Projektstand) unbebaut. Der CO₂-bindende und frischluftproduzierende Gehölzbereich, welcher im Westen an die Fläche angrenzt sowie alle weiteren Gehölze bleiben erhalten, zusätzlich werden sogar ca. 33 Bäume

⁷³ Geoportail.lu, entnommen im Dezember 2022.

⁷⁴ Administration des Eaux et Forêts du Grand-Duché de Luxembourg, Service de l'Aménagement des Bois et de l'Economie Forestière (2003): Territoires écologiques du Luxembourg - domaines et secteurs écologiques, sowie <https://de.climate-data.org/location/12569/>, Stand: 24.07.2017.

⁷⁵ Klimaökologische Situation in Luxemburg. Modellbasierte regionale Klimaanalyse – La situation au Luxembourg en matière d'écologie climatique. Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. MECDD. Administration de l'environnement. GEO-NET & LIST, Februar 2021.

⁷⁶ Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Administration de l'environnement (2021): Klimaökologische Situation in Luxemburg – Modellbasierte regionale Klimaanalyse, Planungshinweiskarte, Stand: Februar 2021.

angepflanzt. Auch der Bereich des Hundeübungsplatzes bleibt unversiegelt. Beides wirkt sich positiv auf das Mikroklima auf.

Die Lage des Gebäudes der CIS Nordstad in Abb. 34 zeigt, dass die produzierte Frisch- und Kaltluft immer noch zwischen diesem Gebäude und dem dahinterliegenden Autohaus Richtung ZA *Fridhaff* passieren kann. Somit ist durch das künftige Gebäude der CIS Nordstad keine vollständige Blockade der Luftzirkulation zu erwarten.

Diese Gründe, sowie die gering vorhandene Kaltluftvolumenstromdichte und Randlage der planungsrelevanten Fläche hin zu Siedlungs- und Verkehrsflächen, führen zu der Bewertung, dass eine Bebauung der Projektfläche voraussichtlich keine erheblichen negativen Auswirkungen mit sich bringt und vertretbar ist.

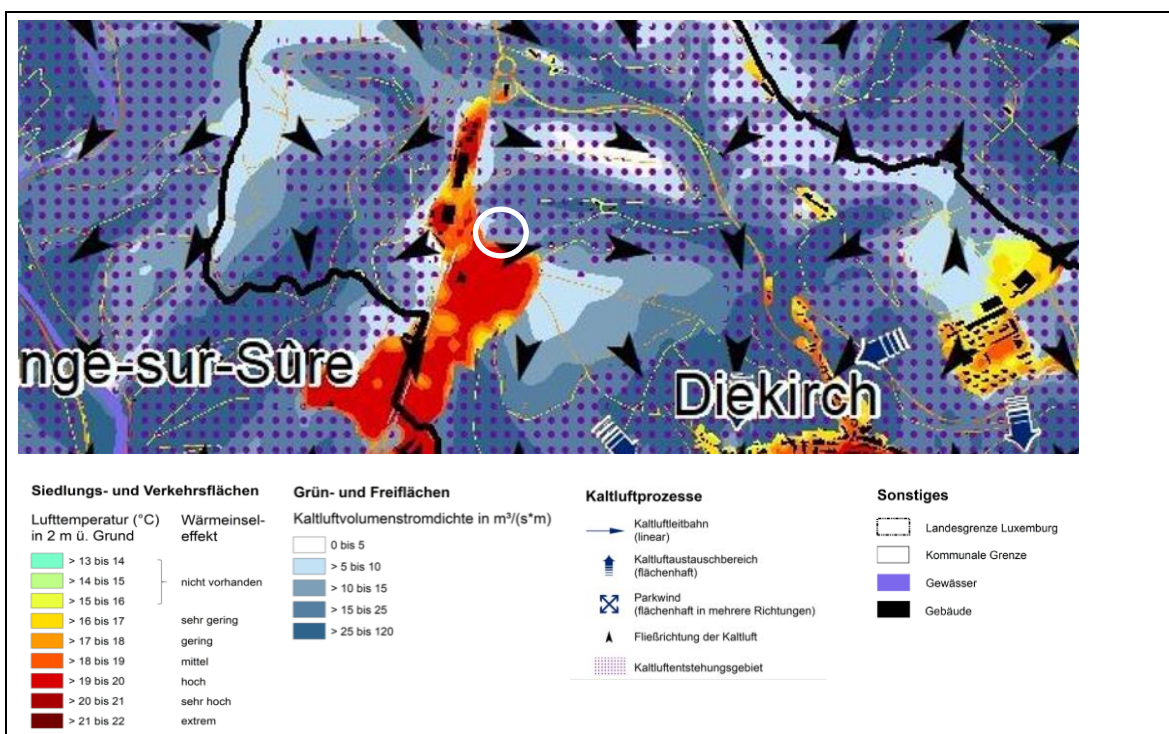


Abb. 29: Ausschnitt aus der Klimaanalysekarte. Der weiße Kreis markiert die POS CIS Nordstadt Fläche. Quelle: Klimaökologische Situation in Luxemburg, MECDD, Dép. MEV, Februar 2021.

4.5.4 Erneuerbare Energien

Photovoltaik

Geplant ist auf das Dach des Hauptgebäudes der CIS Nordstad Photovoltaikanlagen (PV-Anlagen) zu errichten. Der mit dieser Hilfe produzierte Strom wird in den Stromkreislauf des Gebäudes eingespeist. Eine vollständige Autarkie des Stroms wird durch die Photovoltaikanlage voraussichtlich jedoch nicht erreicht, was darauf zurück zu führen ist, dass das CIS Nordstad auch nachts, wenn kein Strom über die PV-Anlage generiert wird, funktionsfähig sein muss.

Laut Abb. 30 sind die umliegenden Gebäude der ZA *Fridhaff* und v.a. der Abfallentsorgungs-/Recycling Gebäude westlich der Projektfläche als «*gut geeignetes Gebäude*» für die Anbringung einer PV-Anlage eingestuft. Aufgrund ähnlicher Höhenlage, Gebäudehöhe und Ausrichtung kann davon ausgegangen werden, dass auch das Gebäude des CIS Nordstad für die PV-Nutzung gut geeignet ist. Dies bestätigt auch die Sonnenstrahlungsanalyse, aus der hervor geht, dass die Lage des Gebäudes sehr vorteilhaft ist und im Bereich mit der größten Sonneneinstrahlung liegt (Abb. 31). Ebenso besteht voraussichtlich ein hohes Potenzial für große Anlagen.



Abb. 30: Solarpotenzial der umliegenden Gebäude des CIS Nordstad. Quelle: geoportail.lu, Stand Januar 2023.

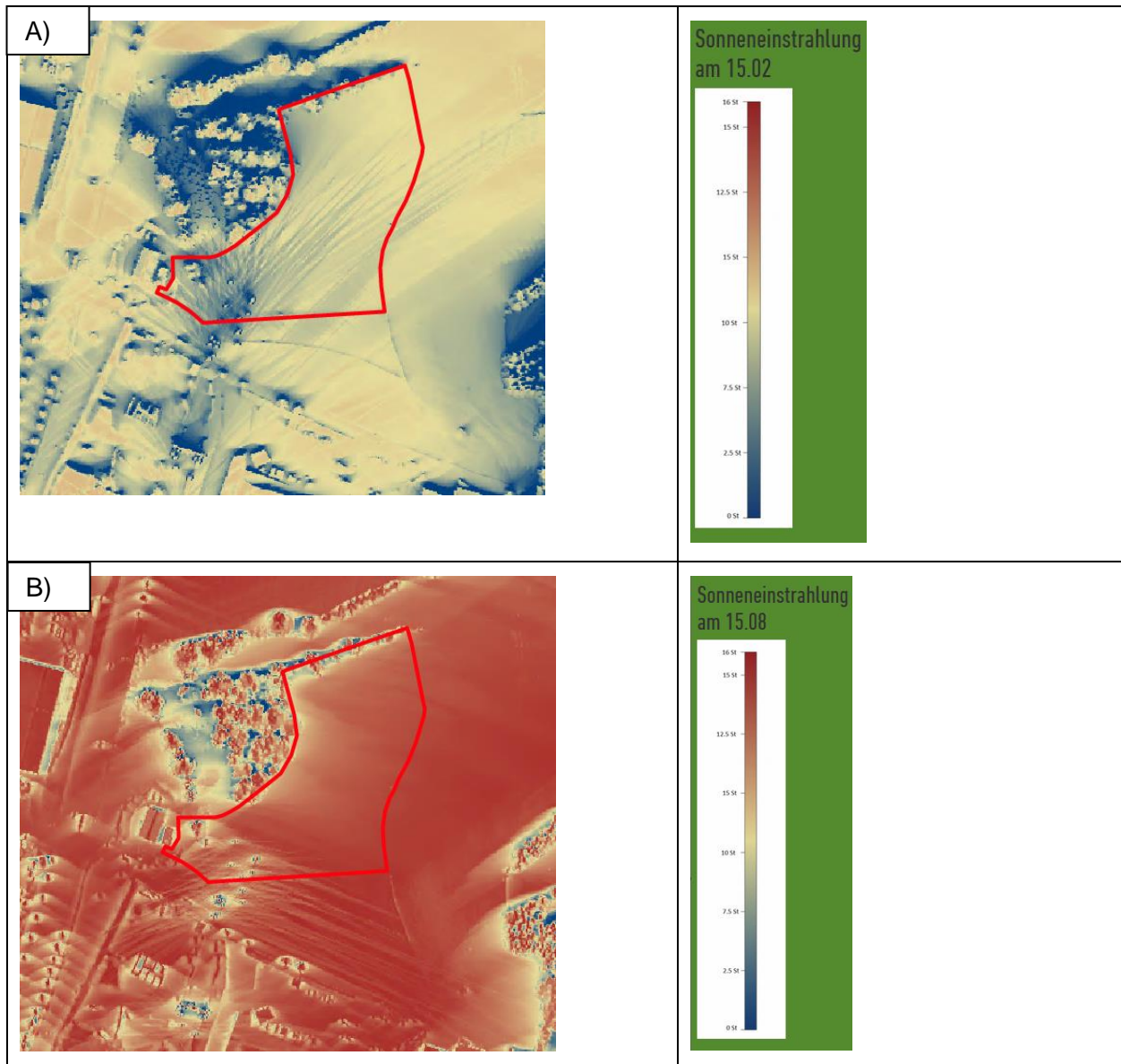


Abb. 31: Sonneneinstrahlung auf der Projektfläche. A) am 15. Februar, B) am 15. August. Quelle: geoportail.lu, Stand Januar 2023.

Damit die Photovoltaikpaneele auf dem Dach des Hauptgebäudes nicht jene auf dem Dach der Garage beschatten (bei einer Aufstellung der Paneele im 45° Winkel), wird festgelegt, dass die Solarpaneele bis maximal 2 m vor der Gebäudekante installiert werden. Insgesamt wird eine Höhe von zusätzlichen 2,50 m über die Höhe des Gebäudes nicht überschritten.

Ein erster Visualisierungsentwurf möglicher Photovoltaikpaneele stellt Abb. 32 dar.



Abb. 32: 3D-Modell mit Darstellung der Solarpanelen (Photovoltaikanlage). Quelle: Beissel & Ruppert, Stand 30.01.2023.

Geothermie

Wie bereits unter Kapitel 4.4 erläutert, soll die Energiegewinnung für Heizzwecke über eine geothermische Anlage und nicht über die Nutzung fossiler Brennstoffe erfolgen. Eine entsprechende wasserschutzrechtliche Genehmigung muss eingeholt werden.

Fazit Umweltauswirkungen – Schutzgut Klima und Luft

Insgesamt liegen voraussichtlich keine erheblichen Beeinträchtigungen dieses Schutzguts durch den POS CIS Nordstad vor.

Es liegen keine erheblichen Immissionen (z.B. Geruch, Bioaerosole) auf der Projektfläche vor, ebenso werden keine erheblichen Emissionen vom CIS Nordstad in die Umwelt gelangen.

Über Photovoltaikanlagen und geothermische Anlagen wird die Nutzung regenerativer Energie erfolgen.

Dies trägt alles zum Erreichen des Umweltziels eins, sechs und acht bei.

4.6 Schutzgut Landschaft

Die nachstehende Tabelle zeigt die zentralen und weitere schutzgutspezifische Umweltziele:

Tab. 19: Überblick der zentralen Umweltziele des Schutzguts Landschaft und weitere schutzgutspezifische Ziele. Quelle: Verändert nach MEV 2013.

Leitziel	Zentrale Umweltziele pro Schutzgut:	Weitere schutzgutspezifische Ziele:
09	Kein weiterer Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- oder Sachgüter (3 ^{er} PNDD 2021)	Sicherung und Entwicklung der Vielfalt, Eigenart und Schönheit der Landschaft
		Sicherung und Entwicklung des Erlebniswertes der Landschaft und von Ruheräumen in der Landschaft
		Sicherung der Landschaft als Zeugnis historisch bedeutsamer und regional typischer Kulturlandschaften und Nutzungsformen
		Vermeidung von visuellen und strukturellen Beeinträchtigungen der Landschaft
		Sicherung und behutsame Weiterentwicklung von zusammenhängenden unzerschnittenen und störungsarmen Räumen

Auf Grundlage der für das Schutzgut relevanten Ziele lassen sich die Themenbereiche **landschaftliche Integration/ Modellage des Terrains** als Schwerpunkt für die vertiefende Analyse identifizieren.

Von Seiten des MEAT wurde 2022 der „Leitfaden für die nachhaltige Gestaltung von Aktivitätszonen – Von der Planung zur Umsetzung“ herausgegeben, in welchem unter anderem das Thema „Natur & Landschaft“ in Bezug zum Bau von Aktivitätszonen näher betrachtet wird (siehe Thema 2.5, S. 32-37). Dieses Kapitel befasst sich vor allem damit, dass „die Aktivitätszone behutsam aus der Landschaft heraus entwickelt werden soll. Das Ziel besteht darin, eine bestmögliche Integration der Baukörper und Infrastrukturen in die natürliche Topografie, das Landschaftsbild und den Naturraum frühzeitig vorzusehen und ganzheitlich umzusetzen.“ (vgl. Leitfaden S. 32).

Bezug zum POS CIS Nordstad

Der südliche Flächenbereich des Plangebiets befindet sich auf einer Kuppe und ist somit von der ZA *Fridhaff* weithin einsehbar. Von Diekirch selbst allerdings ist die Fläche nicht sichtbar, da sich östlich der Fläche nach Diekirch hin ein größerer Waldgürtel erstreckt, der die gesamte ZA *Fridhaff* vom Wohngebiet in Diekirch abschirmt.

Die aktuelle Planung zur Errichtung des Gebäudes des CIS Nordstad sieht die Stellung des Hauptgebäudes im südöstlichen Teil der Planungsfläche vor. Die Höhe dessen liegt bei etwa 13 Metern, gemessen von der natürlichen Geländeoberkante. Somit ist die Höhe des Gebäudes konform zu den reglementarischen Bestimmungen des ZA Fridhaffs (*partie écrite*, ZA Fridhaff, Gemeinde Diekirch), in denen die maximale Höhe von Gebäuden auf 13,50 m festgesetzt ist.

Da es sich bei dem CIS-Gelände zum größten Teil um eine Hanglage handelt, die in Richtung Norden abfällt, ist eine Integration des Gebäudes in die vorhandenen topografischen Gegebenheiten notwendig und durchgeführt worden. Nur so kann sichergestellt werden, dass ein übermäßiger Bodenaushub bzw. Aufschüttungen vermieden werden können, wie im „Leitfaden für die nachhaltige Gestaltung von Aktivitätszonen – Von der Planung zur Umsetzung“ beschrieben ist.

Wie in Abb. 33 dargestellt, findet der Abtrag des Bodens in einem geringeren Umfang statt, als die notwendigen Aufschüttungen dessen. Insgesamt fällt durch die Umsetzung des Projektes ein Bodenaushub von ca. 2.000 m³ (bis max. 8.000 m³) an. Dem gegenüber stehen ca. 38.000 m³ Boden, die insgesamt für die Modellierung des Geländes benötigt werden. Die Planung sieht dabei die Wiederverwendung des Bodenaushubs vor, wenn durch eine Bodenprobeanalyse bestätigt werden kann, dass dieser nicht kontaminiert ist und daher nicht auf eine Deponie abtransportiert werden muss. Weitere Informationen diesbezüglich: siehe Kapitel 4.3.

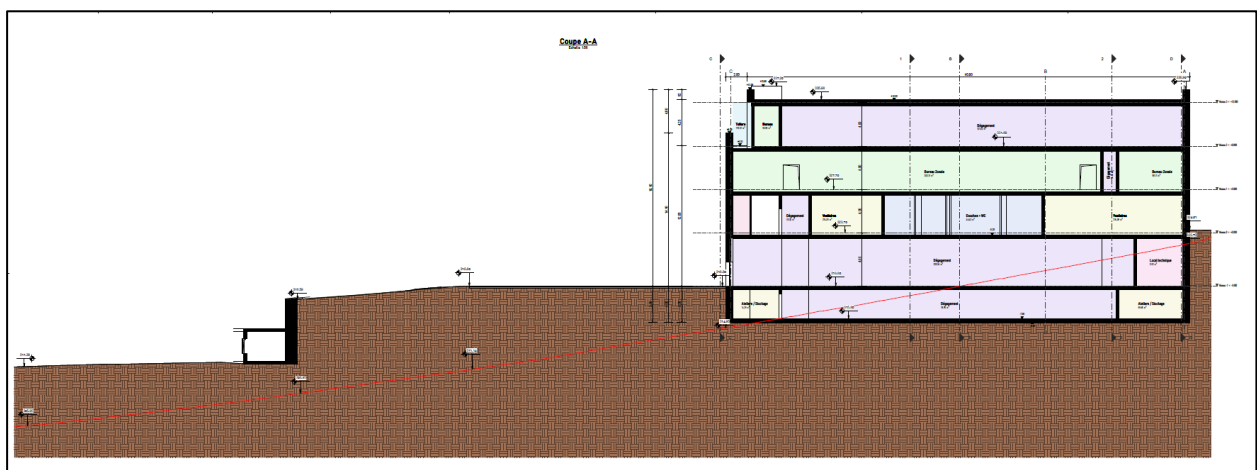


Abb. 33: Darstellung des natürlichen (rote Linie) und geplanten Geländes (schwarze Linie), ohne Maßstab.
 Quelle: Beissel & Ruppert, Plan „Coupes 1 – Schnitt A-A“, 2953-FAI-ARC-COU-001-C, Stand 24.01.2023.

Um eine weitere harmonische Landschaftsintegration des CIS-Geländes zu erreichen, werden auf und am Rand des Geländes Eingrünungsmaßnahmen mit standortgerechten Bepflanzungen vorgenommen. Diese dienen nicht nur einem besseren Übergang in die umgebene Landschaft, sondern leisten auch einen positiven Beitrag für verschiedene Tierarten, z.B. als Leitstruktur für die Fledermausfauna zur angrenzenden offenen Feldflur hin.

Um einen Eindruck der Auswirkungen der landschaftlichen Maßnahmen zu erhalten, ist in Abb. 34 und Abb. 35 das geplante Projekt einmal mit und einmal ohne landschaftliche Maßnahmen dargestellt.



Abb. 34: 3D-Modell des Projekts POS CIS Nordstad ohne landschaftliche Integrationsmaßnahmen. Die Blickrichtung ist von Nordosten in Richtung Südwesten. Quelle: Beissel & Ruppert, Stand 31.01.2023.



Abb. 35: 3D-Modell des Projekts POS CIS Nordstad mit landschaftlichen Integrationsmaßnahmen. Die Blickrichtung ist von Nordosten in Richtung Südwesten. Quelle: Beissel & Ruppert, Stand 31.01.2023.

Es ist ersichtlich, dass die geplanten landschaftlichen Maßnahmen einen visuell positiven ästhetischen Effekt haben und das Gebäude in die Landschaft harmonisch integrieren, wodurch es nicht mehr den Effekt eines alleinstehenden Fremdkörpers aufweist. Ferner darf nicht vergessen werden, dass umliegend bereits große Gebäude/ Hallen bestehen, die im 3D-Modell nicht abgebildet sind.

Überlegungen zur verringerten Höhe der Stützmauer (Zufahrt/ accès)

Im Rahmen der landschaftlichen Integration wurde mit allen Beteiligten, auch mit Vertretern des MEAT, eine Variante diskutiert, die zu einer geringeren Höhe der Stützmauer (Lokalisation: Zufahrt zum Hauptgebäude) führen würde.

Konkret ging es um die Überlegung die Parzelle 2116/9230 anzukaufen, um auf dieser im südlichen Randbereich, hin zu der benachbarten Parzelle des POS (2126/6447), Aufschüttungen vornehmen zu können. Durch die hierdurch entstehende Anhebung des Bodenniveaus würde der bestehende Höhenunterschied verringert (um ca. 2 m) und die künftige Stützmauer weniger hoch sein, um an das Niveau der Zufahrtsstraße zu reichen.

In einer gemeinsamen Réunion (10.01.2023) mit Vertretern des SUP-Büros und des MEAT wurde ausführlich über die Vor- und Nachteile dieser Variante diskutiert.

Die Stützmauer, welche nordexponiert ist, soll aus L-Elementen bestehen, die nach außen hin mit Steingabionen verkleidet werden.

Für die landschaftliche Integration wäre eine geringe Höhe auf den ersten Blick ein Vorteil. Allerdings muss hierbei beachtet werden, dass die ca. 2 Höhenmeter Einsparung nicht am oberen Mauerrand erfolgen würden, sondern am unteren Mauerrand, hin zum Boden. Somit befinden sich die 2 m bodennah, was wiederum dazu führt, dass sie noch weniger wahrgenommen werden.

Zusätzlich lässt sich dazu sagen, dass die Stützmauer insgesamt nur von zwei Stellen aus einsehbar ist (siehe Abb. 36):

1. Von der *Rue Fridhaff* (E421) aus, die sich nordwestlich befindet. Einsehbar ist die Stützmauer nur auf einem kleinen Bereich und nur in Fahrtrichtung Ettelbruck (Süden).
2. Von einem Wirtschaftsweg aus, der sich in ca. 600 m Entfernung (Luftlinie) nordöstlich der Fläche befindet. Wobei die Einsicht auf die Stützmauer durch den bestehenden waldähnlichen Bereich nordwestlich der Projektfläche stark eingeschränkt ist.

Von Bereichen südlich der Projektfläche aus wird die Stützmauer nicht zu sehen sein, da sie sich zum einen im nach Norden abfallenden Hang befindet und zum anderen durch größere Gebäude im Süden abgeschirmt ist.

Daher wird eine geringere Höhe der Stützmauer kaum merkliche Auswirkungen auf eine erfolgreiche Integration des Projektes in die Landschaft haben.

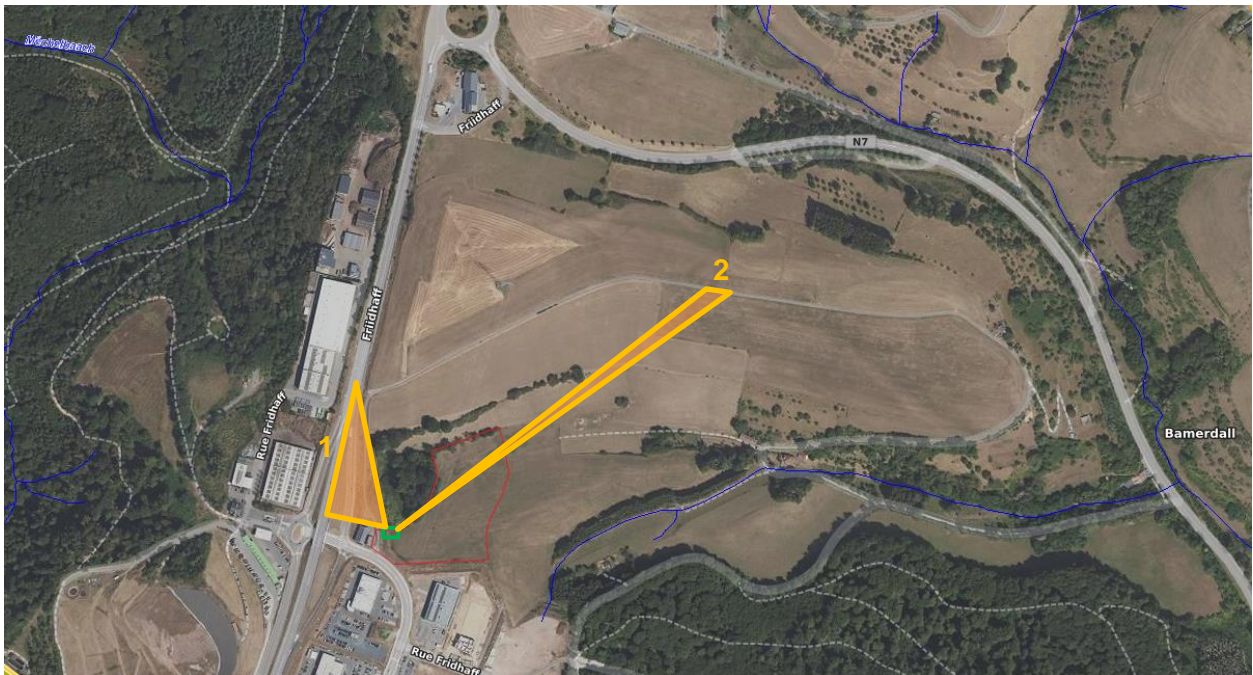


Abb. 36: Potenzielle Einsehbarkeit (gelb markiert) auf die geplante Stützmauer (grün markiert). Quelle: verändert nach geoportail.lu, Stand Januar 2023.

Fazit

Der Aufwand, der notwendig wäre, um die Aufschüttungen inklusive Ankauf der Parzelle durchzuführen, steht nicht im Verhältnis zum Mehrgewinn (verringerte Größe der Stützmauer) in Bezug auf die landschaftliche Integration.

Für eine gute landschaftliche Integration ist es wichtiger, dass die Stützmauer, wenn möglich, begrünt wird. Dies wird von Seiten des SUP-Büros ausdrücklich empfohlen. Durch die **Begrünung der Stützmauer** erfolgt eine visuelle Einbettung der Stützmauer in die umgebenden Bereiche mit ähnlicher Farbgebung, wodurch der negative visuelle Effekt eindeutig verringert wird (vgl. Abb. 35).

Die Begrünung der Stützmauer sollte in Anlehnung an den Praxisratgeber „Anlage von naturnahen Grünflächen im Siedlungsbereich“ (2. Auflage 2022, MECDD) und nur mit heimischen Arten erfolgen. Nützliche Informationen können unter dem Stichpunkt Fassaden- und Dachbegrünung gefunden werden (z.B. Anpflanzungszeitraum, Arten, Pflege, etc.), wobei die Stützmauer mit einer Fassadenbegrünung verglichen werden kann, da es sich um L-Elemente handelt, die mit Steingabionen verkleidet werden. Auch für weitere Stützmauern mit gleichem Aufbau wird eine Begrünung empfohlen.

Mögliche heimische Kletterpflanzen sind in Kapitel 5.2.3 genannt.

Hierbei gilt, dass die Pflanzenauswahl mit erfahrenen Fassadenbegrünungs-Fachfirmen abgestimmt und von Fachkundigen auf ihre regionale Herkunft überprüft werden sollte.⁷⁷

⁷⁷ Praxisratgeber „Anlage von naturnahen Grünflächen im Siedlungsbereich“. MECDD, 2. Auflage 2022.

Ein visueller Vergleich (3D-Modell) mit und ohne Begrünung der Stützmauern ist in Abb. 37 dargestellt.



Abb. 37: 3D-Modell: Darstellung des Projektes ohne Begrünung der Stützmauern (A) und mit Begrünung der Stützmauern (B). Quelle: Beissel & Ruppert, Stand A: 27.01.2023, B: 31.01.2023.

Auswirkungen des Projektes bezüglich Sichtbarkeit aus der Ferne

Neben den voran beschriebenen Gegebenheiten bezüglich der lokalen Einsehbarkeit auf die Projektfläche wird nachfolgend die mögliche, hypothetische Sichtbarkeit aus der Ferne thematisiert.

Generell handelt es sich um einen Standort, der, obwohl er sich zum Teil auf einer Kuppe befindet, nicht von vielen Punkten in der Landschaft aus einsehbar ist. Hinzu kommt, dass sich lediglich das Hauptgebäude am Rand der Kuppe befindet, während die weiteren Komponenten des Projektes (Trümmerfeld, Realbrandübungsanlage, Hundetrainingsplatz und Retentionsbecken) sich im (nach Norden) abfallenden Hang, bzw. auf der Talsohle befinden, die aus der Umgebung kaum einzusehen ist.

Sichtbarkeit vom Süden ausgesehen

Blickt man vom Süden aus auf die Projektfläche, so sind nur jene Aspekte relevant und sichtbar, die im südlichen Flächenbereich aus dem Boden herausragen, da das dahinter liegende Terrain nach Norden hinabfällt und somit nicht sichtbar ist.

Herausragen wird diesbezüglich nur das Hauptgebäude. Allerdings nicht um die gesamte Höhe von ca. 18 Metern, sondern aufgrund der Integration des Hauptgebäudes in die Hanglage von lediglich ca. 13 Metern (ab natürlicher Geländekante) (siehe auch Coupe A-A, Anhang 2c). Ferner entspricht die Höhe des Gebäudes auch der maximal zulässigen Gebäudehöhe (13,50 m) der umliegenden Gebäude der ZA Fridhaff (*partie écrite*, ZA Fridhaff, Gemeinde Diekirch).

Hinzu kommt, dass der Bau des Hauptgebäudes auf der östlichen Hälfte der südlichen Flächengrenze vorgesehen ist. Vom Süden kommend (N27A, welche die ZA Fridhaff in Nord-Süd-Richtung durchkreuzt) ist daher das künftige Hauptgebäude zunächst kaum sichtbar, da es sich zum Großteil hinter dem bestehenden Nissan-Autohaus befinden wird (siehe Tab. 20, Nr.1). Je näher man der Fläche kommt, desto sichtbarer wird natürlich auch das Hauptgebäude sein (siehe Tab. 20, Nr. 2). Da man sich allerdings in einer ZA mit bestehenden Hallen und Gebäuden befindet, wird das CIS Nordstad-Gebäude wahrscheinlich kaum oder gar nicht als störend empfunden werden.

Auch der E421 und der entsprechenden Abfahrt (E421 ZANO Fridhaff) wird, von Süden kommend, das Hauptgebäude kaum sichtbar sein (siehe Tab. 20, Nr. 3 und Nr. 4).

Sichtbarkeit vom Norden ausgesehen

Vom Norden aus (v.a. von der E421) wird das künftige CIS Nordstad-Hauptgebäude zum Großteil durch die bestehenden Grünstrukturen westlich der Projektfläche abgeschirmt werden (Tab. 20, Nr. 5). Weitere Flächenbereiche werden gar nicht zu sehen sein, da sie tiefer als die bestehende Straße (E421) und räumlich hinter den Grünstrukturen liegen werden.

Von der N7 aus (westlich der Aral Fridhaff Tankstelle) wird die Projektfläche ebenso nicht zu sehen sein (Tab. 20, Nr. 6).

Sichtbarkeit vom Osten und Westen ausgesehen

Nach Osten und Westen wird die CIS Nordstad-Fläche weitgehend durch die bestehenden großflächigen Waldgürtel abgeschirmt werden. Eine erhöhte Einsehbarkeit auf die Fläche ist dadurch nicht gegeben.

Fazit

Aufgrund der geringen Einsehbarkeit der Fläche aus der Ferne, sowie den bereits beschriebenen Gründen (Integration des Gebäudes in den Hang; Vorhandensein benachbarter Gebäude/Hallen) werden mögliche negative Auswirkungen des POS CIS Nordstad diesbezüglich als gering eingeschätzt.

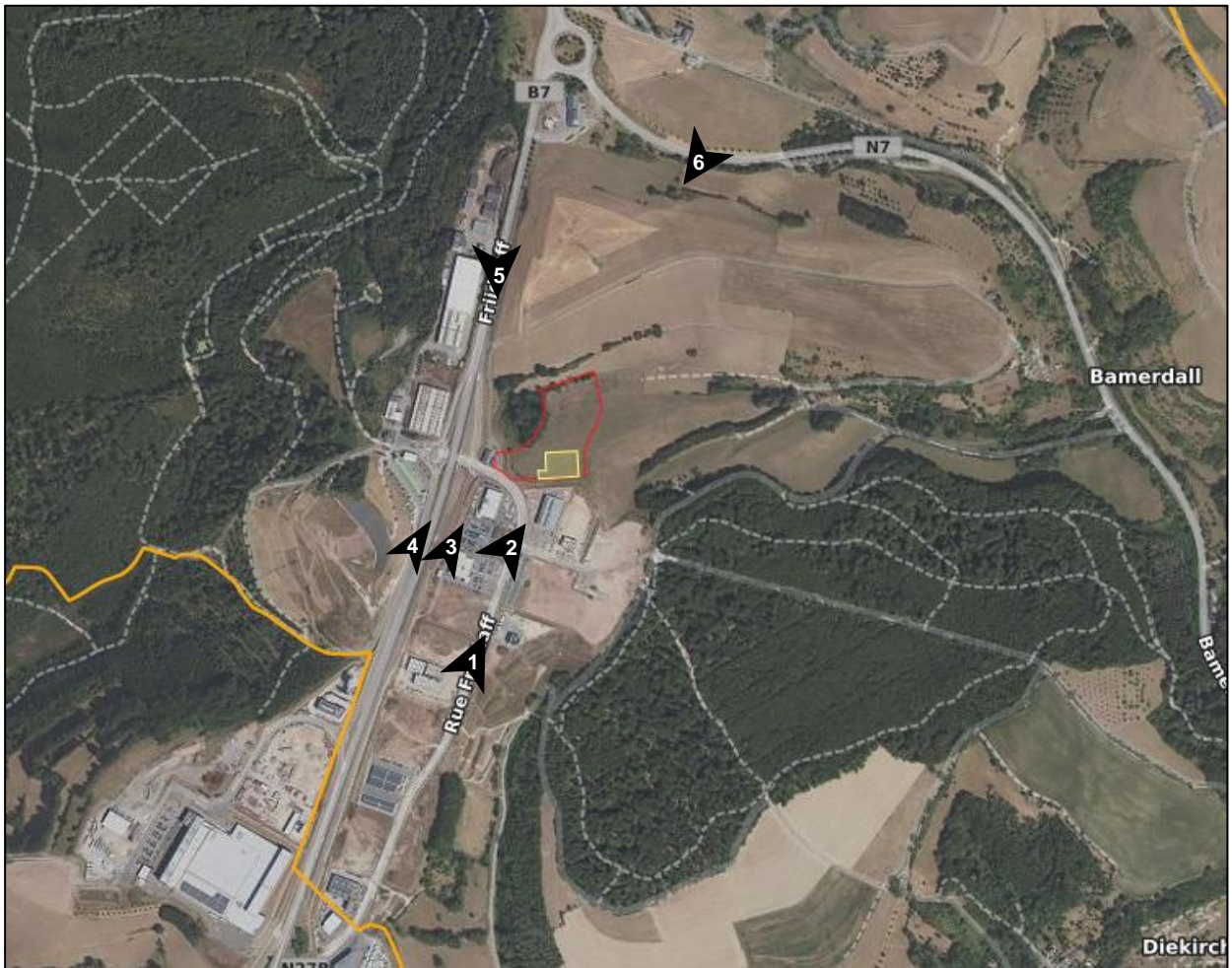


Abb. 38: Weiträumige Einsehbarkeit der POS-Fläche (rot umrandet). Die Lage des künftigen Hauptgebäudes ist in Gelb grob skizziert. Blickrichtungen der nachfolgenden Bilder sind durch schwarze Pfeile markiert.
Quelle: geoportail.lu, Stand 17.02.2023.

Tab. 20: Blick auf die Projektfläche von verschiedenen Standpunkten aus. Quelle: Google street view 2023, aufgenommen im November 2022 und August 2021.



Nr. 1: Blick von der N27A nach Norden, auf Höhe des Renault-Autohauses.



Nr. 2: Blick von der N27A nach Norden, auf Höhe des Nissan-Autohauses. Gelb umrandet ist in etwa der Bereich in dem sich das künftige Hauptgebäude befinden wird (hinter dem Nissan-Autohaus).



Nr. 3: Abfahrt (ZANO Fridhaff) zur ZA Fridhaff nach Norden.



Nr. 4: Blick von der E421 nach Norden.



Nr. 5: Blick von der E421 aus nach Süden.



Nr. 6: Blick von der N7 nach Südwesten.

Fazit Umweltauswirkungen – Schutzgut Landschaft

Insgesamt liegen (bei Beachtung der Maßnahmen) voraussichtlich keine erheblichen Beeinträchtigungen dieses Schutzguts durch den POS CIS Nordstad vor (u.a. durch Integration des Gebäudes in die topographischen Gegebenheiten; Anpflanzungskonzept; Begrünung der Stützmauer; geringe Einsehbarkeit der Fläche).

Dies trägt zum Erreichen des neunten Umweltziels bei.

4.7 Schutzgut Kultur- und Sachgüter

Die nachstehende Tabelle zeigt die zentralen und weitere schutzgutspezifische Umweltziele:

Tab. 21: Überblick der zentralen Umweltziele des Schutzguts Kultur- und Sachgüter und weitere schutzgutspezifische Ziele. Quelle: Verändert nach MEV 2013.

Leitziel	Zentrale Umweltziele pro Schutzgut:	Weitere schutzgutspezifische Ziele:
09	Kein weiterer Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- oder Sachgüter (3 ^{er} PNDD 2021)	Erhalt von Denkmälern und Sachgütern
		Behutsame Weiterentwicklung denkmalpflegerisch relevanter Siedlungen
		Sicherung von historischen Kulturlandschaftselementen

Gemäß Vorgaben des Avis des MECDD muss dieses Schutzgut im Rahmen der zweiten Phase der SUP nicht vertiefend analysiert werden.

Mit der Durchführung des Projekts liegt voraussichtlich kein Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- oder Sachgüter vor. Es sind keine Objekte der „*Liste des immeubles et objets bénéficiant d'une protection nationale*“⁷⁸ (Stand 27. Dezember 2022) betroffen. Ebenso sind keine bemerkenswerten Bäume („*arbres remarquables*“) auf oder in der Umgebung der Fläche vorhanden.⁷⁹

Die Projektfläche befindet sich laut archäologischer Karte des INRA 2014⁸⁰ im Bereich „*Terrains avec potentialité archéologique*“ (*Zone beige*) und ist größer als 0,3 ha. Daher muss vor Projektbeginn das INRA kontaktiert werden.

Fazit Umweltauswirkungen – Schutzgut Kultur- und Sachgüter

Insgesamt liegen (bei Beachtung der Maßnahme) voraussichtlich keine erheblichen Beeinträchtigungen dieses Schutzguts durch den POS CIS Nordstad vor (da kein Verlust hochwertiger Landschaften; keine denkmalgeschützten Objekte und keine bemerkenswerten Bäume betroffen sind).

Vor Projektbeginn ist das INRA zu kontaktieren.

Dies trägt zum Erreichen des neunten Umweltziels bei.

⁷⁸ Unterteilt in „Immeubles et objets bénéficiant des effets de classement comme patrimoine culturel national“ und « Immeubles et objets inscrits à l'inventaire supplémentaire ». INPA. Etat au 27 décembre 2022.

⁷⁹ Geoportail.lu, Umwelt - Wald – Merkwürdige Bäume ANF. Stand: 02.12.2022.

⁸⁰ INRA (Institut national de recherche archéologique – ehemals CNRA [centre national de recherche archéologique]); Die Karte von 2014 ist auch aktuell noch gültig, eine Aktualisierung der Karte ist in Arbeit.

5. Maßnahmen

Hierbei erfolgt eine Unterteilung in baubedingte und anlagenbedingte Maßnahmen.

5.1 Baubedingte Maßnahmen

Bauphase

- Insgesamt sollten die Bauarbeiten und Erdmassenbewegungen so wenig invasiv wie möglich durchgeführt werden.
- Es sollten so kleine Maschinen wie möglich eingesetzt werden und die Arbeiten sollten so erschütterungsarm und leise wie möglich sein, um die Tierwelt so wenig wie möglich zu beeinträchtigen.
- Der motorisierte Verkehr der Baustellenfahrzeuge sollte maximal mit Schrittgeschwindigkeit (4-7 km/h) im Projektgebiet fahren, um die Erschütterungen und die Lärmbeeinträchtigungen so gering wie möglich zu halten.
- Die Baumaßnahmen müssen ferner tagsüber stattfinden (damit keine zusätzlichen negativen Auswirkungen durch künstliche Lichtquellen entstehen). Auch während der Dämmerung sollte nicht gearbeitet werden, um Fledermäuse nicht beim Durchflug oder der Jagd zu stören.
- Um zu gewährleisten, dass der Bereich des Feldgehölzes (im Nordwesten) während der Bauarbeiten nicht negativ beeinträchtigt wird, sollte zur Abgrenzung ein Bauzaun errichtet werden.

Baustelleneinrichtungen

- Während der Bauausführung ist darauf zu achten, dass die Lagerung von Baustellenmaterialien, -fahrzeugen und ausgehobenem Boden sich ausschließlich auf den Geltungsbereich des POS CIS Nordstad beschränken.

Bodenaushub/ Bodenwiederverwendung

- Der Oberboden wird abgetragen, zwischengelagert und wenn möglich zur Auffüllung der Fläche wiederverwendet. Wenn auch Unterboden abgetragen wird, sollte die Zwischenlagerung der Bodenschichten auf getrennten Depots erfolgen, d.h., Ober – und Unterboden wären getrennt voneinander zu lagern. Bei längerer Lagerung ist eine sofortige Begrünung des zwischengelagerten Bodenmaterials zu empfehlen, um die Bodenfruchtbarkeit zu erhalten.
- Zur Wiederauffüllung der Fläche darf nur natürliches Material ohne Kontamination verwendet werden.

Gehölzfällungen

- Im Rahmen der Arbeiten für das vorliegende Projekt dürfen **keine Gehölze/** Grünstrukturen gefällt werden.

Anpflanzungen

- Es dürfen ausschließlich heimische, standortgerechte Arten angepflanzt werden. Dies gilt sowohl für den Grüngürtel am nördlichen, als auch am östlichen Flächenrand.
- Bei der Anpflanzung von Obstbäumen dürfen nur hochstämmige Arten verwendet werden.
- Für die Begrünung der Stützmauern gilt ebenso, dass nur heimische, standortgerechte Arten verwendet werden dürfen.

5.2 Anlagebedingte Maßnahmen

5.2.1 Zone de servitude d'« urbanisation »

Um einen Puffer mit Grünstrukturen nach Norden und Osten umzusetzen, werden im POS folgende *Zone de Servitude „urbanisations“* festgesetzt (es folgt ein Auszug aus der *partie écrite des Avant-projet de règlement grand-ducal du [●] rendant obligatoire le plan d'occupation du sol « Centre d'incendie et de secours (CIS) Nordstad »*):

« Chapitre 2 : Prescriptions relatives au plan d'utilisation du sol

Art. 5. Zones superposées

(1) *Le « plan d'utilisation du sol » définit une zone superposée intitulée « servitude urbanisation – zone tampon ».*

Celle-ci assure l'intégration des constructions et aménagements dans le paysage et constitue un corridor écologique pour chiroptères et autres espèces animales protégées.

Un écran de verdure est à prévoir sur une largeur minimale de 10 mètres côté Est et de 5 mètres côté Nord.

Toute construction est interdite, hormis les constructions ou aménagements d'utilité publique, les infrastructures techniques liées à la gestion des eaux ainsi que les chemins dédiés à la mobilité douce.

A l'intérieur de la zone, aucun éclairage n'est permis.

(2) *A l'intérieur de la zone, diverses plantations sont prévues:*

1° côté Est:

- *Des plantations d'arbres et d'arbustes adaptés aux conditions stationnelles sont à prévoir sur une surface minimale de 60% de la surface totale de la zone de servitude.*
- *Un arbre à haute tige d'une circonférence minimale du tronc de 0,20 à 0,25 mètre est à planter par tranche de 100 mètres carrés de la surface de la servitude.*
- *Les arbres à haute tige doivent avoir une hauteur minimale de 3,00 mètres.*
- *Les haies doivent avoir une hauteur minimale de 1,50 mètres.*
- *Pour toutes les plantations obligatoires suivant les dispositions ci-dessus, le choix des essences est à faire parmi les suivantes :*

- *Plantations d'arbres à haute tige: robinier (robinia pseudacacia), merisier (prunus avium), merisier à grappes (prunus padus), chêne pédonculé (quercus robur), chêne pyramidal (quercus robur fastigata « Koster »), saule blanc (salix alba), saule marsault (salix caprea), charme commun (carpinus betulus), hêtre commun (fagus sylvatica), charme houblon (ostrya carpinifolia), érable champêtre (acer campestre), alisier torminal (sorbus terminalis), pommier (malus domestica), poirier (pyrus communis), poirier sauvage (pyrus pyrastrer), prunier (prunus domestica).*
- *Plantations d'arbustes : aubépine lisse (crataegus laevigata), aubépine monogyne (crataegus monogyna) églantier (rosa canina), prunellier (prunus spinosa), chèvrefeuille (loniciera xylosteum), sureau noir (sambucus nigra), troène commun (ligustrum vulgare), viorne obier (viburnum opulus), noisetier (corylus avellana), cornouiller mâle (cornus mas), rosier des champs (rosa arvensis), fusain (euonymus europaeus).*

2° côté Nord:

- *Des plantations d'arbustes adaptés aux conditions stationnelles sont à prévoir sur une surface minimale de 30% de la surface totale de la zone de servitude.*
- *Le choix des essences set à faire parmi les suivantes :*
 - *Aubépine lisse (crataegus laevigata), aubépine monogyne (crataegus monogyna) églantier (rosa canina), prunellier (prunus spinosa), chèvrefeuille (loniciera xylosteum), sureau noir (sambucus nigra), troène commun (ligustrum vulgare), viorne obier (viburnum opulus), noisetier (corylus avellana), cornouiller mâle (cornus mas), rosier des champs (rosa arvensis), fusain (euonymus europaeus).*

Toutes les autres mesures de plantation sont précisées au niveau du plan d'implantation.

Les plantations sont à mettre en œuvre au plus tard 1 an après la finalisation des travaux de construction dans la zone BEP.

Un plan vert est annexé à titre indicatif au présent règlement.»

Weitere Maßnahmen der Bepflanzung sind im *Plan d'implantation* (siehe Anhang 2b) sowie im Bepflanzungskonzept (siehe Anhang 2f) zu finden.

5.2.2 Vogelfreundliche Gestaltungselemente

Sind große spiegelnde Glasflächen nicht zu vermeiden, so sind folgende vogelfreundliche Gestaltungselemente sehr zu empfehlen:

Vogelfreundliche Gestaltungselemente im Bereich von Glasscheiben sind:⁸¹

- Glasbausteine
- Milchglas
- Drahtglas
- Siebdruck
- Profilbauglas
- Brise-Soleil
- geriffeltes Glas
- perforiertes Glas
- Sonnenschutz (Außen)
- Vogelschutzgläser (z.B. von SEEN, Eckelt 4Bird)
- Strukturglas (geätzt, bedruckt, mattiert, sandgestrahlt, eingefärbt)

5.2.3 Heimische Kletterpflanzen

Mögliche heimische Kletterpflanzen, die sich gut zur Begrünung der Stützmauern anbieten, sind folgende:

- Wilder Wein (*Vitis vinifera subsp. sylvestris*)
- Efeu (*Hedera helix*)
- Kletterhortensien (*Hydrangea*)
- Echtes Geißblatt (*Lonicera caprifolium*)
- Gewöhnliche Waldrebe (*Clematis vitalba*)
- ggf. weitere Clematis-Arten
- Kletterrosen
- Klettertrompete

Hierbei gilt, dass die Pflanzenauswahl mit erfahrenen Fassadenbegrünungs-Fachfirmen abgestimmt und von Fachkundigen auf ihre regionale Herkunft überprüft werden sollte.⁸²

⁸¹ Dokument „So machen Sie Glasscheiben vogelsicher“. NABU. Online verfügbar unter: <https://www.nabu.de/tiere-und-pflanzen/voegel/helfen/01079.html>, entnommen am 27.01.2023.

⁸² Praxisratgeber „Anlage von naturnahen Grünflächen im Siedlungsbereich“. MDDI, 2. Auflage 2022.

5.2.4 Maßnahmen zur Lärmreduktion

Für den Bau des neuen Gebäudes der Leitungs- und Rettungsstelle CIS Nordstad können folgende Lärmschutzmaßnahmen umgesetzt werden:

- Lärmschutzfenster und Lärmschutztüren
- Dämmung der Außenwände und der Dächer
- Einbau von schallgedämmten Wandlüftern

5.2.5 Maßnahmen zur Geruchsreduktion

Als Maßnahme zur Verringerung bestehender Gerüche im Gebäudeinneren (welche u.a. durch die Firmen Soil-Concept und SIDEC entstehen können) wird die Vorlagerung eines Filters der Lüftungsanlage mit Wärmerückgewinnung sehr empfohlen. Die Klärung der Notwendigkeit von spezifischen Luft-Filtern im Gebäudeinneren ist auf der nachgelagerten Planungsebene durchzuführen. Hierbei müssen auch folgende Gutachten mit einbezogen werden:

- *„Ermittlung der Geruchsimmissionen in der geplanten Zone d’activité Fridhaff (Endbericht), SGS-TUV Saar GmbH, Aktenzeichen 3643597.10, Révision A“; complément du 7 septembre 2016.*
- *„Bewertung der Beeinflussung des geplanten Gewerbegebietes Fridhaff durch Bioaerosole seitens der Abfallbehandlungsanlagen SIDEC und SoilConcept durch Bioaerosole, TUV Technische Überwachung Hessen GmbH, Bericht AM FRA/15/74“ du 14 mars 2016.*

5.2.6 Maßnahmen zu technogenen Belastungen

Für eine bessere Beurteilung der künftigen technogenen Belastung im und um das geplante CIS-Nordstad-Gebäude wird sehr empfohlen beim Betreiber der Hochspannungsleitungen CREOS S.A. eine Simulation und Berechnung der Ströme der aktuellen Hochspannungsleitung anzufordern.

6. Kumulative Auswirkungen auf die Umweltziele

Ziel 01: Reduktion der Treibhausgasemissionen um 55 % bis 2030

Treibhausgase werden vorwiegend bei der Verbrennung fossiler Brennstoffe freigesetzt. Der Verkehr, die privaten Haushalte sowie die Industrie und Landwirtschaft stellen die Hauptemittenten dar.

Der künftige Strombedarf wird überwiegend durch regenerative Energien (durch Nutzung einer Photovoltaik-Anlage auf dem Dach des Gebäudes) gedeckt werden.

Durch die hermetische Abriegelung der Realbrandübungsanlage werden keine Stickoxide oder Rauchpartikel (die während der Übungen durch das Verbrennen von Holzpaletten entstehen) an die Umwelt abgegeben.

Ferner soll das Heizen des Gebäudes durch geothermische Anlagen, durch Nutzung der Erdwärme oder Luftwärme erfolgen. Eine konkrete Heizart ist zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht festgelegt, sicher ist aber, dass keine fossilen Brennstoffe hierfür in Frage kommen, wodurch keine weiteren Treibhausgase produziert werden.

Durch diese Maßnahmen trägt der POS „*Centre d'incendie et de secours (CIS) Nordstad*“ zum Erreichen des ersten Umweltzieles bei. Zwar ist durch die An- und Abfahrt des Personals (Feuerwehrleute, Auszubildende, Reinigungskräfte, etc.) mit einem leichten Anstieg des Verkehrs in dieser Region zu rechnen, allerdings werden die beiden alten Feuerwehrstützpunkte in Diekirch und Ettelbruck abgebaut, wodurch in diesen Bereichen der Verkehr reduziert wird und somit nur eine Verschiebung des Verkehrs, nicht aber eine deutliche Erhöhung des Verkehrsaufkommens vorliegt.

Ziel 02: Stabilisierung des nationalen Bodenverbrauchs auf 1 ha/ Tag bis spätestens 2020 bzw. Stopp des weiteren Landverbrauchs bis 2050

Es handelt sich hierbei um ein Handlungsziel innerhalb des übergeordneten Qualitätsziels "*Natürliche Ressourcen: Schutz der biologischen Vielfalt, Erhaltung und nachhaltige Bewirtschaftung der natürlichen Ressourcen*". Die Zahl von 1 ha/Tag bezieht sich auf das gesamte Land Luxemburg, nationale Projekte sind darin inbegriffen.

Die Projektfläche weist eine Flächengröße von ca. 21.700 m² auf. Hierbei liegt der Anteil der versiegelbaren Fläche bei max. 11.118 m² (ca. 51 % der Fläche). Um den Anteil der versiegelten Bereiche zu reduzieren, ist vorgesehen den Parkplatz (ökologischer Parkplatz) sowie den Fußweg (vom Parkplatz aus zum Hauptgebäude) mit Rasengittersteinen zu befestigen. Dies wird sehr empfohlen, damit die ökologischen Funktionen des Bodens (wie z.B. die Filter- und Speicherfunktion von Wasser) weitestgehend erhalten bleiben.

Um eine bessere Eingliederung des Hauptgebäudes in die umgebende Landschaft zu ermöglichen und damit möglichst wenig Bodenaushub zu generieren, erfolgt die Integration des Gebäudes in den Hang. Insgesamt wird lediglich zwischen ca. 2.000 m³ und 8.000 m³ Bodenaushub entstehen. Demgegenüber werden voraussichtlich zwischen ca. 32.000 m³ und

36.000 m³ an Bodenauffüllung/ Aufschüttung benötigt. Somit liegt im Rahmen des POS ein Überhang an Bodenbedarf vor, was positiv zu bewerten ist.

Ziel 03: Guter Zustand der Grund- und Oberflächengewässer (u.a. durch Senkung der Schadstoffeinträge in Gewässer)

Dieses Umweltziel basiert auf der EU-Wasserrahmenrichtlinie (2000/60/EG). Es hat eine chemisch und biologisch gute Grundwasserqualität und eine gute Qualität der Oberflächengewässer zum Ziel.

Für die Erteilung der Baugenehmigung zum Bau der neuen Leitungs- und Rettungsstelle CIS Nordstad ist die Ausarbeitung eines detaillierten Entwässerungskonzepts unabdingbar. Es wird zum aktuellen Planungsstand davon ausgegangen, dass die planungsrelevante Fläche an das bestehende Abwassersystem der ZA Fridhaff angeschlossen wird. Dieses verfügt über ein Trennsystem, wodurch die Entwässerung des Oberflächenwassers und des Abwassers in getrennten Systemen erfolgt. Somit trägt der POS „*Centre d'incendie et de secours (CIS) Nordstad*“ zur Erreichung des dritten Umweltziels bei. Grund- und Oberflächengewässer (in diesem Fall die *Sauer*) werden dadurch voraussichtlich nicht zusätzlich belastet.

Ziel 04: Stopp des Verlustes an biologischer Vielfalt und

Ziel 05: Bewahrung eines guten Erhaltungszustandes der zu schützenden Lebensräume und Arten der FFH- und EU-Vogelschutzrichtlinie

Die europäischen Staatschefs haben 2001 anlässlich des Gipfels in Göteborg das Ziel gesetzt, den Verlust an biologischer Vielfalt zu stoppen. Dieses Ziel wurde 2022 anlässlich der Konferenz der Vereinten Nationen über die biologische Vielfalt (COP15) in Montréal bestätigt. Dieses vierte Ziel ist eng mit dem fünften Ziel verknüpft, da ein guter Erhaltungszustand der Lebensräume im Wesentlichen zur Verhinderung des Verlustes biologischer Vielfalt beiträgt. Daher erfolgt die nachfolgende Evaluierung für beide Ziele gemeinsam:

Im Rahmen des POS CIS Nordstad kommt es zu keinem Verlust hochwertiger ökologischer Strukturen. Das Feldgehölz nordwestlich der Projektfläche bleibt unangetastet. Ebenso bleiben die Grünstrukturen (Baumreihe) am nördlichen Flächenrand erhalten. Ihr Erhalt wird über die *Servitude „urbanisation – zone tampon (T)“* sichergestellt. Der geplante Grüngürtel am nördlichen und östlichen Flächenrand wird zusätzliche Habitate schaffen.

Um die Bedeutung der Fläche für den Rotmilan zu klären und ggf. notwendige Maßnahmen umsetzen zu können, ist eine Detailstudie des Rotmilans beauftragt, welche 2023 durchgeführt wird. Weitere geschützte Vogelarten sind voraussichtlich nicht betroffen.

Gemäß Art. 17 des geänderten NatSchG müssen regelmäßig genutzte Habitate von folgenden Arten europäischer Bedeutung mit ungünstigem Erhaltungszustand monetär kompensiert werden: *Kleine Bartfledermaus (U1)*, *Breitflügelfledermaus (U1)*, *Kleiner (U1)* und *Großer Abendsegler (U2)*, *Großes Mausohr (U1)* und *Zwergfledermaus (FV)*. Dies erfolgt im Rahmen der Ökobilanzierung.

Für einige (geschützte) Fledermausarten stellen die Hecken und Gehölze am nördlichen Flächenrand eine Leitlinie dar. Diese Leitlinie wird erhalten, was positiv zu bewerten ist und zum Erreichen des vierten und fünften Umweltziels beiträgt.

Art. 21-Habitate (essentielle Habitate) sind nicht betroffen, was ebenso zum Erreichen beider Ziele beiträgt.

Die fünfte Zielsetzung bezieht sich auf die Einhaltung der FFH-Richtlinie (Richtlinie 92/43/EG zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen, geändert durch die Richtlinie 97/62/EG und Verordnung Nr. 1882/2003) sowie die EU-Vogelschutzrichtlinie (Richtlinie 79/409/EG geändert durch Richtlinie 97/49/EG und Verordnung Nr. 807/2003).

Durch den POS „*Centre d'incendie et de secours (CIS) Nordstad*“ sind keine nationalen oder internationalen Schutzgebiete betroffen, was ebenso zum Erreichen des fünften Umweltziels beiträgt.

Ziel 06: Kein Überschreiten der Grenzwerte für Stickstoffdioxide und Feinstaubpartikel

Das sechste Umweltziel hängt eng mit dem ersten Umweltziel zusammen, weshalb an dieser Stelle auch auf das Umweltziel 01 verwiesen wird.

Die Grenzwerte zur Luftreinheit beziehen sich auf die EU-Luftqualitätsrichtlinie (*Richtlinie 1999/30/EG des Rates vom 22. April 1999 über Grenzwerte für Schwefeldioxid, Stickstoffdioxid und Stickstoffoxide, Partikel und Blei in der Luft*). Im Rahmen des KlimaPakts⁸³ (zur Überwachung der Luftqualität) wurden in Diekirch in den Jahren 2018⁸⁴, 2019⁸⁵ und 2020⁸⁶ Messkampagnen der Luft durchgeführt. Hierbei wurde der Gehalt des umweltschädlichen und giftigen NO₂ (Stickstoffdioxid) gemessen. Lediglich im Jahr 2018 wurde der Grenzwert des NO₂-Gehaltes in Diekirch überschritten. Insgesamt sank der NO₂-Gehalt von 2018 bis 2020.

Es wird davon ausgegangen, dass der Betrieb des CIS Nordstad zu keiner Erhöhung des NO₂-Gehaltes in der Luft führen wird. Die Hauptquellen von NO₂ sind Verbrennungsmotoren und Feuerungsanlagen. Da das Heizen des Gebäudes durch geothermische Anlagen erfolgen wird und aus dem Realbrandcontainer keine Gase in die Umwelt dringen (dieser ist vollständig geschlossen und mit einer Lüftungsanlage versehen), werden durch das CIS Nordstad voraussichtlich keine erhöhten NO₂-Konzentrationen in die Umwelt gelangen.

⁸³ Weitere Informationen online erhältlich unter: <https://www.pacteclimat.lu/de/engagierter-akteur>, entnommen am 24.11.2022.

⁸⁴ Campagne de mesurage de dioxyde d'azote (NO₂) dans le cadre du pacte climat. Rapport final 2018. Mesurages du 10 janvier au 27 décembre 2018. MECDD 2018.

⁸⁵ Campagne de mesurage de dioxyde d'azote (NO₂) dans le cadre du pacte climat. Rapport final 2019. Mesurages du 9 janvier au 24 décembre 2019. MECDD 2019.

⁸⁶ Campagne de mesurage de dioxyde d'azote (NO₂) dans le cadre du pacte climat. Rapport final 2020. Mesurages du 8 janvier au 23 décembre 2020. MECDD 2020.

Ziel 07: Verringerung der Lärmbelastung in der Gesamtbilanz

Die EU-Umgebungslärmrichtlinie (Richtlinie 2002/49/EG vom 25.06.2002 über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm) hatte in einer ersten Phase Ballungsräume mit mehr als 250.000 Einwohnern, Hauptverkehrsstraßen mit einem jährlichen Verkehrsaufkommen von mehr als 6 Millionen Fahrzeugen, Haupteisenbahnstrecken mit über 60.000 Zügen pro Jahr sowie Großflughäfen im Fokus. Diese Merkmale treffen nicht auf die Gemeinde Diekirch und somit auch nicht auf den planungsrelevanten Bereich zu.

In einer zweiten Phase wurden strategische Lärmkarten für Gemeinden mit mehr als 100.000 Einwohnern, Straßen mit mehr als 3 Mio. Fahrzeugbewegungen/ Jahr und Bahnlinien mit über 30.000 Bewegungen/ Jahr erstellt.

Im Bereich der Projektfläche liegen keine erhöhten Lärmbelastungen vor (die gesetzlich festgeschriebenen Grenzwerte werden unterschritten).

Dadurch, dass im Rahmen des Projekts nur mit einem leichten Anstieg des Verkehrs zu rechnen ist, wird mit keiner erheblichen Erhöhung der Lärmbelastung in der Gesamtbilanz gerechnet. Ferner ist zu erwähnen, dass die Lärmbelastung (durch Aktivitäten der Feuerwehr) an den ehemaligen Standorten in Ettelbruck und Diekirch nach vollzogenem Umzug verschwinden wird, wodurch in der Gesamtbilanz der Lärmbelastung keine erhöhten Werte zu erwarten sind.

Ziel 08: Verbesserung des Modal Split für Arbeitswege: MIV (nur Fahrer) – 46 %; MIV (mehrfach besetzt) – 19 %; ÖV – 22 %; Fahrrad – 4 %; Fußgänger – 9%

Dieses Ziel dient dazu, den Anteil des öffentlichen Verkehrs am Gesamtverkehrsaufkommen (Modal Split) zu steigern. Die im Süden angrenzende ZA Fridhaff ist über die RGTR-Buslinien 513 (Ettelbruck - ZA Fridhaff Ouest) und 552 (Diekirch – Ettelbruck – Schlindermanderscheid – Holzthum – Consthum) an das ÖPNV-Netz angeschlossen. In einer Entfernung von ca. 190 m befindet sich die nächst gelegene Bushaltestelle. Dies fördert das achte Umweltziel.

Ziel 09: Kein weiterer Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- oder Sachgüter

Diese Zielsetzung geht aus der nationalen Nachhaltigkeitsstrategie (PNDD, 2020) hervor.

Mit der Durchführung des Projekts liegt voraussichtlich kein Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- oder Sachgüter vor. Es sind keine Objekte der „*Liste des immeubles et objets bénéficiant d'une protection nationale*“⁸⁷ (Stand 27. Dezember 2022) betroffen. Ebenso sind keine bemerkenswerten Bäume („*arbres remarquables*“) auf oder in der Umgebung der Fläche vorhanden.⁸⁸

⁸⁷ Unterteilt in „Immeubles et objets bénéficiant des effets de classement comme patrimoine culturel national“ und « Immeubles et objets inscrits à l'inventaire supplémentaire ». INPA. Etat au 27 décembre 2022.

⁸⁸ Geoportail.lu, Umwelt - Wald – Merkwürdige Bäume ANF. Stand: 02.12.2022.

Die Projektfläche befindet sich laut archäologischer Karte des INRA 2014⁸⁹ im Bereich „*Terrains avec potentialité archéologique*“ (*Zone beige*) und ist größer als 0,3 ha. Daher muss vor Projektbeginn das INRA kontaktiert werden.

Ein Verlust weiterer hochwertiger Landschaften oder Sachgüter kann somit weitestgehend ausgeschlossen werden.

⁸⁹ INRA (Institut national de recherche archéologique – ehemals CNRA [centre national de recherche archéologique]); Die Karte von 2014 ist auch aktuell noch gültig, eine Aktualisierung der Karte ist in Arbeit.

7. Monitoring

Gemäß Art. 11 des SUP-Gesetzes (*loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement*) ist der *Maître d'ouvrage* dafür verantwortlich, dass ein Monitoring in regelmäßigen Zeitabständen durchgeführt wird. Die Durchführung selber kann durch ein beauftragtes *Organisme Agréé* erfolgen, während die Verantwortung der Durchführung dem *Maître d'ouvrage* obliegt⁹⁰.

Das Monitoring umfasst eine Überwachung und Überprüfung dahingehend, ob die Maßnahmen umgesetzt sind, ob negative erhebliche Umweltauswirkungen eingetreten sind, ob es unerwartete Auswirkungen gibt und/ oder ob die ökologische Funktionalität (von CEF-Maßnahmen) sichergestellt ist. Das Monitoring sollte spätestens alle 6 Jahre⁹¹ erfolgen, um unvorhersehbare negative Auswirkungen durch die Umsetzung des POS frühzeitig erkennen und ggf. gegensteuern zu können.

⁹⁰ Workshop MEV « Strategische Umweltprüfungen » am 13.05.2016.

⁹¹ Ebd.

Tab. 22: Allgemeiner Monitoringplan für den POS CIS Nordstad. Generell ist der *Maître d'ouvrage* für das Monitoring verantwortlich, wobei dieser auch andere Akteure für die Durchführung der Maßnahmen beauftragen kann. Diese möglichen Akteure sind in der Spalte „Akteur“ benannt.

Schutzgut	Betreffende Kategorie	Maßnahme	Inhalt des Monitorings	Zeitpunkt/ Häufigkeit	Akteur
Alle Schutzgüter	Alle Umweltauswirkungen	Einhaltung rechtlicher und technischer Vorgaben/ Grenzwerte	Überprüfung, ob rechtliche und technische Vorgaben/ Grenzwerte eingehalten werden	Regelmäßig	<i>Maître d'ouvrage</i>
Alle Schutzgüter	Alle Umweltauswirkungen	Unvorhersehbare Auswirkungen	Überprüfung, ob unvorhersehbare erhebliche Umweltauswirkungen eingetreten sind (durch Vorher-Nachher-Analyse)	Ca. Alle 6 Jahre	<i>Maître d'ouvrage/ Organisme agréé</i>
Mensch	Technogene Belastung	Abgleich der Stärken der HSL mit geplanter künftiger Nutzung	Anfrage bei CREOS nach Simulation und Berechnung der Intensitäten der HSL; Überprüfung ob geplante Nutzung mit vorhandenen Stärken der HSL kompatibel ist	Nach Erhalt der Simulation und Berechnung der Stärken der HSL	<i>Maître d'ouvrage</i>
Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt und Landschaft	Geschützte Biotope/ Grünstrukturen	Erhalt des Feldgehölzes und der Gehölzreihe am nördlichen Flächenrand (u.a. als Leitlinie für Fledermäuse)	Überprüfung, ob genannte Grünstrukturen erhalten bleiben	Nach Projektabschluss	<i>Maître d'ouvrage/ Organisme agréé</i>

	<p>Erhalt/ Schaffung von Grünstrukturen</p> <p>Geschützte Tierarten</p>	<p>Anpflanzung weiterer Gehölze (v.a. im Bereich der <i>Servitude urbanisation – zone tampon</i>)</p>	<p>Überprüfung, ob die im <i>plan d'implantation</i> zur Neuanpflanzung bestimmten Grünstrukturen eingepflanzt wurden und ob diese angewachsen sind, wenn nicht sind Ersatzpflanzungen vorzunehmen</p>	<p>Nach Projektabschluss; Zeitpunkt der Kontrolle des Anwachsens: der Anpflanzung nachfolgender Frühling</p>	<p>Fachkundige Person/ <i>Organisme agréé</i></p>
		<p>Durchführung einer Ökobilanzierung zur Ermittlung des monetären Kompensationsbedarfs (<i>version finale</i>)</p>	<p>Überprüfung auf Durchführung</p>	<p>Vor Beginn der Bauarbeiten, im Rahmen der naturschutzrechtlichen Genehmigungsanfrage</p>	<p><i>Organisme agréé</i></p>
		<p>Durchführung der Detailstudie Rotmilan (von MILVUS)</p>	<p>Überprüfung, ob Detailstudie abgeschlossen ist und ob Maßnahmen dieser umgesetzt werden. → <i>negative Auswirkungen müssen ausgeschlossen werden können.</i> Beachtung der Ergebnisse im Rahmen der naturschutzrechtlichen Genehmigungsanfrage.</p>	<p>Frühjahr 2024/ bzw. vor Projektbeginn</p>	<p><i>Maître d'ouvrage/ Organisme agréé</i></p>

Boden	Bodenanalyse (zur Wiederverwendung des Bodenaushubs)	Durchführung einer Bodenanalyse (Überprüfung des Bodens auf Kontamination)	Überprüfung, ob Bodenanalyse durchgeführt wurde und gemäß dieser der Boden bei Kontamination abtransportiert oder bei keiner Kontamination wieder verwendet wurde	Vor und während der Bauarbeiten	Durchführung: <i>Organisme agréé</i> , Kontrolle: <i>Maître d'ouvrage</i>
	Hangrutschung/ Bodenerosion	Durchführung eines geotechnischen Gutachtens	Überprüfung, ob geotechnisches Gutachten durchgeführt und ggf. ob genannte Maßnahmen umgesetzt wurden → <i>negative Auswirkungen müssen ausgeschlossen werden können.</i>	Vor Projektbeginn	Durchführung: <i>Organisme agréé</i> , Kontrolle: <i>Maître d'ouvrage</i>
Wasser	Abwasserkapazitäten	Entwicklung eines Abwasserkonzeptes in enger Zusammenarbeit mit der Gemeinde Diekirch	Überprüfung, ob Abklärung mit der Gemeinde Diekirch wegen Kapazitäten in der Kläranlage Bleesbréck stattgefunden hat	Vor Projektbeginn	<i>Maître d'ouvrage</i> gemeinsam mit AC Diekirch und AGE
	Geothermische Bohrungen	Klärung bezüglich Tiefe der Erdbohrung und Wahl des Wärmeträgers	Absprache mit der Wasserwirtschaftsverwaltung (forages@eau.etat.lu)	Wasserschutzrechtliche Genehmigung muss vor Erteilung der Baugenehmigung vorliegen	<i>Maître d'ouvrage</i>
Landschaft	Visuelle Eingliederung in die Landschaft -	Verwendung heimischer Kletterpflanzen	Überprüfung auf heimische Kletterpflanzen, bzw. auf erfolgreiches Anwachsen	Zeitpunkt der Kontrolle des Anwachsens: der	Fachkundige Person/ <i>Organisme agréé</i>

	Begrünung der Stützmauer		dieser. Ggf. sind Ersatzpflanzungen durchzuführen	Anpflanzung nachfolgender Frühling	
Kultur- und Sachgüter	Verlust von Kultur- und Sachgütern	Überprüfung, ob archäologische Güter betroffen sind	Abstimmung mit dem INRA	Vor Projektbeginn	<i>Maitre d'ouvrage/</i> Ffachkundige Person

8. Nicht-technische Zusammenfassung

Das Erstellen einer Strategischen Umweltprüfung ist laut dem Gesetz vom 22. Mai 2008 *relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement* für die Erstellung aller Pläne und Programme verbindlich, somit also auch für die Aufstellung eines POS.

Unter der Federführung des *Corps Grand-Ducal d'Incendie et de Secours* (CGDIS) und des *Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, Département de l'aménagement du territoire* (MEAT) soll die Parzelle 2126/6447, Gemeinde Diekirch, Bereich Fridhaff per POS als bebaubare Zone klassiert werden, um den Bau des geplanten „*Centre d'incendie et de secours (CIS) für die Nordstad*“ zu ermöglichen.

Aufgabe der SUP ist es, mögliche negative Auswirkungen auf die Umwelt schon in der Planungsphase zu erkennen, um ggf. frühzeitig gegensteuern zu können. Ziel ist der Erhalt und der Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit sowie ein sparsamer Umgang mit den natürlichen Ressourcen. Analysiert werden Auswirkungen auf die sieben Schutzgüter (Bevölkerung/ Gesundheit des Menschen; Pflanzen/ Tiere/ biologische Vielfalt; Boden; Wasser; Klima und Luft; Landschaft und Kultur- und Sachgüter). Der Ablauf der SUP lässt sich dabei in folgende Schritte gliedern:

1. Prüfung, ob eine Umweltrelevanz vorliegt (Ergebnis: Umweltrelevanz liegt vor, SUP ist notwendig) und Durchführung der Umwelterheblichkeitsprüfung (UEP, 1. Phase der SUP). In der UEP wird überprüft, ob die Nutzungsänderung einer Fläche zu erheblichen Umweltauswirkungen führen kann.

Gemäß Art. 6.3 SUP-Gesetz erfolgt daraufhin die Stellungnahme des MECDD und weiterer betroffener Verwaltungen. Hierbei werden Vorgaben zur Durchführung der zweiten Phase der SUP (DEP – Detail- und Ergänzungsprüfung), wie beispielsweise Schwerpunkte, Detaillierungsgrad und Ausmaß festgelegt.

2. Ausarbeitung des zweiten Teils der Strategischen Umweltprüfung (Detail- und Ergänzungsprüfung - vorliegender Bericht)

Chronologie der SUP des POS „*Centre d'incendie et de secours (CIS) Nordstad*“

Der erste Teil der SUP (die UEP) ist von ESI im April 2022 durchgeführt und beim zuständigen Ministerium (MECDD) eingereicht worden.

Der darauffolgende Avis des MECDD wurde am 03. Oktober 2022 ausgestellt (N/ Réf: 102773) gemäß *loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (avis article 6.3)* (siehe Anhang 1) und erging an das MEAT (eingegangen am 07.10.2022, Nr. 005731).

Aus der UEP und den entsprechenden Stellungnahmen der Administrationen geht hervor, dass im Rahmen der DEP folgende Schutzgüter vertiefend untersucht werden sollen: **Bevölkerung/ Gesundheit des Menschen, Pflanzen/ Tiere/ Biodiversität, Boden, Wasser, Luft und Landschaft.**

Nach Details, Hintergründen, Fotos und alternativen Standorten wird in vorliegendem Bericht die Kompatibilität des POS CIS Nordstad mit den übergeordneten Plänen und Programmen (wie beispielsweise dem PDAT, dem IVL 2004 oder der sektoriellen Pläne) geprüft und bestätigt.

Es folgt die Analyse der Umweltauswirkungen pro Schutzgut, für deren Bewertung eine Vielzahl an Vorschriften, Règlements, Arrêtés, Avis und Richtlinien herangezogen wurden:

Schutzgut Bevölkerung und Gesundheit des Menschen

Untersucht wurden Vorbelastungen der Fläche durch technogene Belastungen, Lärm und bestehende Commodo-Einrichtungen:

- Die Hochspannungsfreileitung (HSL) Roost-Flebour-Bauler verläuft über die Projektfläche. Fazit: Alle (gesetzlich) vorgeschriebenen Vorsorge-Grenzwerte können eingehalten werden (30 m Distanz bei dauerhaftem Aufenthalt) bei 220 kV, 100 μ T (Mikrotesla) für das magnetische Wechselfeld und 5 kV/ m (Kilovolt pro Meter) für das elektrische Wechselfeld); die Lage des Hauptgebäudes ist so gewählt, dass ein maximaler Abstand zur HSL erreicht wird.
- Lärm/ Geräusche: Die bestehenden Geräuschbelastungen liegen insgesamt noch unter dem gesetzlich festgelegten Grenzwert. Die künftigen Geräuschbelastungen des CIS Nordstad auf die bestehenden Betriebe werden als gering eingeschätzt.
- Commodo-Einrichtungen: Es liegen keine erheblichen Vorbelastungen durch bestehende Commodo-Betriebe vor. Ebenso wird das CIS Nordstad voraussichtlich keine erheblichen, negativen Auswirkungen auf bestehende Betriebe haben.

Schutzgut Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt

- Schutzgebiete und Offenland-Biotope sind nicht betroffen.
- Die Gehölzstruktur am nördlichen Flächenrand bleibt erhalten (wird über die *Zone de servitude* « *urbanisation – zone tampon (T)* » im POS (*plan d'utilisation du sol* und im *plan d'implantation*) festgesetzt. Ebenso bleibt der Gehölzbereich (Feldgehölz) nordwestlich der Fläche unangetastet.
- Vögel: Ein Screening wurde durchgeführt, Maßnahmen werden beachtet; keine CEF-Maßnahmen (Art. 21 NatSchG) notwendig.
- Sonderfall Rotmilan: Eine Detailstudie zur Betroffenheit des Rotmilans wurde beauftragt und wird aktuell (2023) von MILVUS durchgeführt. Sollten hierbei Maßnahmen herausgearbeitet werden, sind diese umzusetzen. Die Projektfläche ist nicht nach Art. 21 NatSchG betroffen (Stand Juni 2023). Eine Betroffenheit nach Art. 17 NatSchG ist möglich und muss im Rahmen der naturschutzrechtlichen Genehmigungsanfrage beachtet werden.
- Fledermäuse: Ein Screening wurde durchgeführt; Arten europäischer Bedeutung mit ungünstigem Erhaltungszustand sind benannt und werden in der Ökobilanzierung berücksichtigt (Kleine Bartfledermaus (U1), Breitflügelfledermaus (U1), Kleiner (U1) und Großer Abendsegler (U2), Großes Mausohr (U1) und Zwergfledermaus (FV); Maßnahmen werden beachtet; keine CEF-Maßnahmen (Art. 21 NatSchG) notwendig.
- Für weitere Tierarten/ -gruppen wird eine geringe Betroffenheit eingeschätzt.

- Ökopunkteberechnung (écopoints.lu): Durch den Korrekturfaktor (Großer Abendsegler (U2) +10) müssen bei Projektumsetzung voraussichtlich 382.584 € ins Ökokonto eingezahlt werden.

Schutzgut Boden

- Ein geotechnisches Gutachten sowie eine Analyse des Bodens, um eine Kontamination ausschließen zu können sind notwendig. Beide Gutachten sind im Februar 2023 bei dem Ingenieurbüro Grundbaulabor Trier beauftragt worden.
- Die Projektfläche liegt in einem Hang mit stellenweise 7°-12° Hangneigung. Es erfolgt die Integration der Gebäude in die Hanglage. Insgesamt werden ca. 2.000 m³ bis 8.000 m³ Boden abgetragen und später wiederverwendet. Aufschüttungen sind (laut aktuellem Plan) mit einem Verfüll-Volumen von ca. 32.000 m³ bis 36.000 m³ geplant (den Bodenaushub bereits abgezogen). Somit besteht ein höherer Bodenbedarf, als Bodenüberschuss.

Schutzgut Wasser

- Die Projektfläche liegt in keiner Trinkwasserschutzzone, ebenso befinden sich keine Fließ- und/ oder Stillgewässer auf ihr (es besteht keine Hochwassergefahr).
- Ein Retentionsbecken ist vorgesehen.
- Im Bereich Abwasser wird mit einem EWG von 35 gerechnet.
- Der Frischwasserbedarf liegt bei ca. 6 m³ Wasser/ Tag.
- Soweit möglich soll das Regenwasser aufgefangen und wiederverwertet werden.
- Auf nachgelagerter Ebene müssen detailliertere Informationen erarbeitet werden zum Thema Regenwasserabfluss und Versickerungsprinzip.

Schutzgut Klima und Luft

- Luft/ Gerüche/ Bioaerosole: Auf der Projektfläche ist mit negativen Gerüchen durch die benachbarten Firmen SIDEC und Soil-Concept zu rechnen. Ob Filter im Gebäudeinneren notwendig sind, muss auf nachgelagerter Ebene geklärt werden. Allerdings sind keine Gesundheitsrisiken/ Gesundheitsschädigungen zu erwarten.
- Es sind keine erheblichen Auswirkungen des CIS Nordstad auf die umliegenden Betriebe zu erwarten (entsprechende Maßnahmen sind umzusetzen).
- Messkampagne (NO₂) – Diekirch: Eine Belastung der künftigen Feuerwehrleute durch NO₂ kann weitestgehend ausgeschlossen werden.
- Klima: Die POS-Fläche liegt im Übergangsbereich von Siedlungs- und Verkehrsflächen, hin zu Grün- und Freiflächen.
- Erneuerbare Energien: Geplant sind Photovoltaik-Anlagen auf dem Dach des Hauptgebäudes, sowie eine Beheizung durch geothermische Anlagen.

Schutzgut Landschaft

- Integration der Gebäude in die Hanglage (geringer Bodenaushub, bestmögliche Nutzung der örtlichen Gegebenheiten).
- Integration des Projekts in die Landschaft durch landschaftliche Maßnahmen, wie die *Zone de servitude urbanisation – zone tampon*, Anpflanzung von heimischen, standortgerechten Gehölzen, Begrünung der Stützmauern und Festlegung der maximal

zulässigen Höhe des Hauptgebäudes, welche sich an den Vorgaben der *partie écrite* der ZA Fridhaff orientiert.

Schutzgut Kultur- und Sachgüter

- Kein Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- oder Sachgüter.
- Vor Projektbeginn ist das INRA zu kontaktieren.

Ferner ist eine Auflistung der baubedingten und anlagebedingten Maßnahmen und die Betrachtung des POS in Bezug auf die kumulativen Umweltziele gegeben.

Gemäß Art. 11 des SUP-Gesetzes (*loi du 22 mai 2008*) ist der *Maître d'ouvrage* dafür verantwortlich, dass ein Monitoring (Überwachung und Überprüfung) durchgeführt wird. Ein entsprechender Monitoringplan (vgl. Tab. 22) mit weiteren Details ist abschließend im vorliegenden Dossier zu finden.

Unter der Bedingung der Umsetzung der genannten Maßnahmen kann die Umsetzung des POS „Centre d'incendie et de secours (CIS) Nordstad“ umweltverträglich durchgeführt werden.

9. Quellenverzeichnis der Abbildungen und Tabellen

Nachfolgend sind nur die im Dossier abgekürzten Quellenangaben vervollständigt.

- AS&P 2013 Innovatives Gewerbegebiet Zone d'Activités Fridhaff. Zones d'Activités Économiques – ZANO. AS&P – Albert Speer & Partner GmbH, November 2013.
- COL 2022 Analyse avifaunistischer Daten in Bezug auf das Projekt „Feuerwehrzentrale Diekirch“. Natur&émwelt. Centrale ornithologique du Luxembourg (COL). Kockelscheuer, den 13.12.2022.
- ESI 2022 Strategische Umweltprüfung (SUP) des POS CIS pour la Nordstad au Fridhaff. 1. Teil: Umwelterheblichkeitsprüfung (UEP). Enviro Services International. April 2022.
- Ib(A) 2017 Schalltechnisches Gutachten zum Geräusch-Impact eines geplanten Gewerbegebietes (Zone d'activités „Fridhaff“) des Syndicat intercommunal Zones d'activités Nordstad (ZANO). iB(A) Ingenieurbüro für Akustik, 27. November 2017.
- Ibu 2017 „Gutachten über die Messung von niederfrequenten und elektrischen Wechselfeldern in der Nähe der Hochspannungstrasse im geplanten Gewerbegebiet „Fridhaff“ Ettelbruck (09.05.2017)“ von ibu (Ingenieurbüro für Baubiologie und Umweltmesstechnik), D-41063 Mönchengladbach, 2017.
- Messkampagne (NO₂) MECDD:
- Campagne de mesurage de dioxyde d'azote (NO₂) dans le cadre du pacte climat. Rapport final 2018. Mesurages du 10 janvier au 27 décembre 2018. MECDD 2018.
- Campagne de mesurage de dioxyde d'azote (NO₂) dans le cadre du pacte climat. Rapport final 2019. Mesurages du 9 janvier au 24 décembre 2019. MECDD 2019.
- Campagne de mesurage de dioxyde d'azote (NO₂) dans le cadre du pacte climat. Rapport final 2020. Mesurages du 8 janvier au 23 décembre 2020. MECDD 2020.
- MEV 2013 *SUP – Leitfaden. Aktualisierter Leitfaden (2013) - Ablauf und Dokumentation der strategischen Umweltprüfung im Planungsprozess eines Plan d'Aménagement Général (PAG) - 3. Fassung von Juni 2013.*
- ProChirop 2023 Stellungnahme über die Auswirkungen auf die Fledermausfauna durch Nutzung der Parzelle 2126/6447 als Feuerwehrzentrum am Fridhaff, Diekirch. ProChirop. Holling, 01. Februar 2023.
- SGS TÜV Saar 2016 „Ermittlung der Geruchsmissionen in der geplanten Zone d'activité Fridhaff (Endbericht)“, SGS-TÜV Saar GmbH, März 2016
- TR-Engineering und planet+ (2015) PAG – Ville de Diekirch, Servitudes environnementales. Biotopkartierung. TR-Engineering und planet+. März 2015.

Zur Erstellung des Berichtes wurden zudem Karten der *Administration du cadastre de la topographie* (ACT) und Informationen aus dem öffentlich zugänglichen **Geoportal** (www.geoportail.lu) berücksichtigt

Gesetzestexte und Rèlements

- Loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles („**Naturschutzgesetz**")
- Loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement („**SUP-Gesetz**")
- Loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau („**Wasserschutzgesetz**")
- Richtlinie 92/43/EWG vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen („**FFH-Richtlinie**")
- Richtlinie 79/409/EWG vom 2. April 1979 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten („**Vogelschutz-Richtlinie**")
- Richtlinie 97/49/EG der Kommission vom 29. Juli 1997 zur Änderung der Richtlinie 79/409/EWG des Rates über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten
- Loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés („**Commodo-Gesetz**")
- *Règlement grand-ducal du 10 février 2021 déclarant obligatoire les projets des plans directeurs sectoriels « primaires » "Transports", "Paysages", "Zones d'activité économique" et "Logements"*
- *Règlement grand-ducal du 9 janvier 2009 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces animales de la faune sauvage*
- *Règlement-type sur les Bâtisses, les Voies publiques et les Sites S. 22 Art. 24, Ministère de l'intérieur, Version 20.12.2018*
- *Circulaire n° 1644 du 11 mars 1994 (Nuisances éventuelles liées à l'exploitation de lignes de haute tension) du Ministère de l'intérieur*

10. Anhang

1.	Avis des MECDD zur ersten Phase der SUP des POS CIS Nordstad. N/ Réf: 102773. 03. Oktober 2022.
2.	2a Projet de plan d'occupation du sol „Nordstad – Centre d'incendie et de secours (CIS)“ – Diekirch. Plan d'utilisation du sol. MEAT 2023.
	2b Projet de plan d'occupation du sol „Nordstad – Centre d'incendie et de secours (CIS)“ – Diekirch. Plan d'implantation. MEAT 2023.
	2c Darstellung der geplanten Bebauung der neuen Feuer- und Rettungsleitstelle Nordstad: <ul style="list-style-type: none"> • Plan 2953-FAI-ENG-CAD-001 Indice D „Plan Cadastral“ • Schnitte Quelle: Beissel & Ruppert, Stand 24.01.2023.
	2d 3 D Modelle; Quelle: Beissel & Ruppert, Stand 31.01.2023.
	2e Entwässerungskonzept – Regenwasserplan; Quelle: Beissel & Ruppert, Stand 24.01.2023.
	2f Bepflanzungskonzept: <ul style="list-style-type: none"> • Plan – Bepflanzungskonzept – Concept de plantation, 31.02.2023. • Text – Grünordnungsplan zum POS „Centre d'Incendie et de Secours (CIS)“ – Diekirch, CO3 s.à.r.l., Stand 26.01.2023.
3.	Partie écrite – POS CIS Nordstad, Stand 31.01.2023.
4.	Beschreibung eines Übungsgeländes mit einem Übungshaus, einer Trümmerfeldübungsanlage und eines Hundeübungsparcours. DEKRA Automobil GmbH, Nov./ Dez. 2022/ Jan. 2023.
5.	5a <i>Gutachten über die Messung von niederfrequenten und elektrischen Wechselfeldern in der Nähe der Hochspannungstrasse im geplanten Gewerbegebiet „Fridhaff“ Ettelbruck (09.05.2017)“ von ibu (Ingenieurbüro für Baubiologie und Umweltmesstechnik), 2017.</i>
	5b <i>Avis des MEAT - concernant l'implantation d'une caserne CGDIS au lieu Fridhaff dans les environs d'une ligne à haute tension 220 kV en matière d'exposition aux champs électromagnétiques, Ralph Baden (Biologiste de l'habitat (Baubiologe) Expert "qualité de l'air intérieur" et "santé" en rapport avec la construction durable), 21.12.2022.</i>
	5c Umweltverträglichkeitsprüfung (Screening) „ <i>Seilneuaufgabe Hochspannungsleitung Roost – Flebour – Bauler</i> “ Oeko-Bureau, 2021.

	<p>5d <i>„Comparaison entre les champs électromagnétiques par les conducteurs actuels et les conducteurs ACCC sur le tronçon 220 kV Roost – Flebour – Bauler“</i>, note technique, CREOS.</p>
	<p>5e Schalltechnisches Gutachten zum Geräusch-Impact eines geplanten Gewerbegebietes (Zone d'activités „Fridhaff“) des Syndicat intercommunal Zones d'activités Nordstad (ZANO). iB(A) Ingenieurbüro für Akustik, 27. November 2017.</p>
	<p>5f Gutachten Vögel/ Avifauna: <i>Analyse avifaunistischer Daten in Bezug auf das Projekt „Feuerwehrzentrale Diekirch“</i>. Natur&mwelt. Centrale ornithologique du Luxembourg (COL). Kockelscheuer, den 13.12.2022.</p>
	<p>5g Gutachten Fledermäuse: <i>Stellungnahme über die Auswirkungen auf die Fledermausfauna durch Nutzung der Parzelle 2126/6447 als Feuerwehrzentrum am Fridhaff, Diekirch</i>. ProChirop. Holling, 01. Februar 2023.</p>
	<p>5h <i>„Ermittlung der Geruchsimmissionen in der geplanten Zone d'activité Fridhaff (Endbericht)“</i>, SGS-TÜV Saar GmbH, März 2016.</p>
6.	<p>Ökobilanzierung – Entwurf wurde mit dem Tool ecopoints.lu ausgearbeitet; Stand 25.01.2023.</p>
7.	<p>Zwischenstand MILVUS - E-Mail von MILVUS (Herrn Klein) vom 19. Juni 2023 mit Stellungnahme von MILVUS zur Betroffenheit des Rotmilans.</p>

Privat sucht Porzellan, Teppiche, Möbel, Schallplatten, Bibeln, Bekleidung, Pelze, Näh-, Schreibmaschinen, Puppen, Wandteppiche, Handtaschen, Nobeluhren, Bücher und Schmuck.
Seriöse Abwicklung vor Ort.



Mondercange • Bergem • Foetz • Pontpierre
L-3919 Mondercange. Il n'y aura pas de séance d'ouverture organisée en présence des soumissionnaires.

SECTION II: OBJET DU MARCHÉ
Intitulé attribué au marché: Aménagement des alentours du campus scolaire à Mondercange

Description succincte du marché: Travaux de plantation et d'entretien dans le cadre de l'aménagement des alentours du campus scolaire à Mondercange

SECTION IV: PROCÉDURE
Conditions d'obtention du cahier des charges:

Les cahiers des charges et bordereau de soumission doivent être téléchargés sur le site internet du portail des Marchés Publics du

Conditions de participation: pour des ouvrages analogues et de même nature: 3 références similaires.

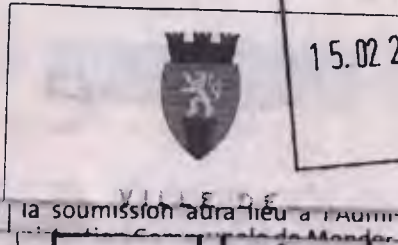
Réception des offres: Les offres sont à déposer sur le site internet du portail des Marchés Publics du Grand-Duché de Luxembourg: www.pmp.lu

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E.: 13/02/2023

La version intégrale de l'avis n° 2300313 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

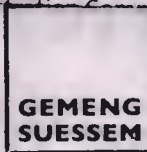
Le collège des Bourgmestre et Echevins, Messieurs
Jeannot Fürpass, bourgmestre,
Serge Gaspar, échevin,
Marc Schramer, échevin

281899



ENTRÉE
15.02.23 006112
Date

la soumission aura lieu à l'Administration Communale de Mondercange



Avis au public

Enquête de commodo et incommodo
N° du dossier 1/22/0403

Conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, le Collège des bourgmestre et échevin-e-s informe le public que la société

dossier de modifications ponctuelles du PAG, y compris la délibération du conseil communal, est déposée pendant trente jours, du 15 février 2023 au 16 mars 2023 inclus sur le site internet www.die-lirch.lu
Autres informations:

vient de demander l'autorisation relative à l'exploitation de stockage de substances et de mélanges classés, atelier d'entretien et de réparation, transformateur électrique et installation de production de froid, rue Uerschterhaff, 19 à Sanem.

La demande et les plans sont déposés au Service Ecologique de la Commune de Sanem et y pourront être consultés sur rendez-vous par toutes les intéressé-e-s pendant la période du 15 février 2023 au 2 mars 2023 inclus du lundi au vendredi de 08h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h00.

Toute réclamation doit être adressée à la bourgmestre de la

cidé de ne pas réaliser une évaluation environnementale dans le cadre de ses modifications ponctuelles du PAG et ceci suite à l'avis du 16 janvier 2023 réf 104658/PS-mt de Madame la Ministre de l'Environnement.
www.marches-publics.lu

Un-e délégué-e de la bourgmestre entendra toutes les intéressé-e-s le lundi, 6 mars 2023 10h30 à 11h30 dans la maison communale à Belvaux.

Belvaux, le 15 février 2023

Le Collège des bourgmestre et échevin-e-s de la Commune de Sanem
Simone ASSELBORN-BINTZ, bourgmestre
Nathalie MORGENTHALER, échevine
Steve GIERENZ, échevin
Mike LORANG, échevin

21

Le Quotidien
Retrouvez l'intégralité de votre journal dans l'application **ePaper**

Conception graphique: dominic gliano

Avis officiel

Décision du Gouvernement en conseil du 8 février 2023 concernant la transmission du projet de plan d'occupation du sol „Centre d'incendie et de secours Nordstad“

Il est porté à la connaissance du public que suite à la décision du Gouvernement réuni en conseil du 8 février 2023, le projet de plan d'occupation du sol „Centre d'in-

cendie et de secours Nordstad“ sera transmis par voie électronique au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch ainsi qu'au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT) afin de permettre le lancement de la procédure de consultation du public telle que prévue par l'article 18 de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire.

Le projet POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“ a pour ob-

jet de permettre la construction d'un complexe pour l'accueil Centre d'incendie et de secours (CIS) pour la „Nordstad“ ainsi l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale incendies réels et pour l'équipe nationale de sauvetage.

Communiqué par le Département de l'aménagement du territoire (DATer), Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

CHATS

KAUF und AUKTIONEN FAMILIE GROSS T BAR'ES FÜR WAHRES

Luxembourg, 5 place de la Gare
C. Luxembourg B 5056

sont invités à

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

vendredi, le 10 mars 2023, à 11 heures au
Luxembourg, 5, place de la Gare (1er étage).

ORDRE DU JOUR

le conseil d'administration et du
rapport aux comptes sur l'exercice 2022
et sur le bilan au 31 décembre 2022 et
sur les profits et pertes de l'exercice 2022
et sur les résultats
à donner aux administrateurs et au
conseil aux comptes
conformément aux dispositions
statutaires

être représentés à cette assemblée,
sont priés de se conformer à l'article
16 des statuts.

Conseil d'Administration

Ihre Spenden retten Leben!



Luxembourg Air Rescue
BILLULL
20 1167 9560 0000

VENTE

SOUTIEN SCOLAIRE - nohelleflux.lu
Nohëllef Grondschoul Lycée T. 691523763



Kaufe alle Armbanduhren und Taschenuhren, z.B.: Rolex, Patrick Philipp, Audemars, Omega, Heuer und so vieles mehr. Zahle sofort. Tel. 621 649 191 seriöse Abwickl.

IMMOBILIER

Büroräume Stadtmitte Merzig,
ca. 80 m², zu vermieten.
Tel +49 170 9080307

Ladenlokal Stadtmitte Merzig,
140 m², modern renoviert, zu vermieten. Parkmöglichkeiten vorhanden. Für viele Branchen geeignet, auch als Büro. T. +49 170 9080307

Conseils et Estimations pour la vente de votre maison, de votre appartement. Traitement consciencieux et suivi soigné de toute la vente depuis 1984

Immobilière Weber Romain

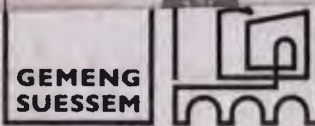
Esch-sur-Alzette
Tel. : 57 29 86 - immorweb@pt.lu
www.immoweber.lu

AVIS COMMUNAUX

ENTRÉE

5.02.23 006113

DATER



Avis au public

Enquête de commodo
et incommodo
N° du dossier 1/22/0403

Conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, le Collège des bourgmestre et échevin-e-s informe le public que la société

dossier de modifications ponctuelles du PAC y compris la délibération

vient de demander l'autorisation relative à l'exploitation de stockage de substances et de mélanges classés, atelier d'entretien et de réparation, transformateur électrique et installation de production de froid, rue Uerschterhaff, 19 à Sanem.

La demande et les plans sont déposés au Service Ecologique de la Commune de Sanem et y pourront être consultés sur rendez-vous par toutes les intéressé-e-s pendant la période du 15 février 2023 au 2 mars 2023 inclus du lundi au vendredi de 08h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h00.

Toute réclamation doit être adressée à la bourgmestre de la

commune de ne pas réaliser une évaluation environnementale de l'opération indiquée.

Un-e délégué-e de la bourgmestre entendra toutes les intéressé-e-s le lundi, 6 mars 2023 de 10h30 à 11h30 dans la maison communale à Belvaux.

Belvaux, le 15 février 2023

Le Collège des bourgmestre

et échevin-e-s de la

Commune de Sanem

Simone ASSELBORN-BINTZ,

bourgmestre

Nathalie MORGENTHALER,

échevine

Steve GIERENZ, échevin

Mike LORANG, échevin

281724

AVIS DE L'ÉTAT

Avis officiel

Décision du Gouvernement en conseil du 8 février 2023 concernant la transmission du projet de plan d'occupation du sol „Centre d'incendie et de secours Nordstad“

Il est porté à la connaissance du public que suite à la décision du Gouvernement réuni en conseil du 8 février 2023, le projet de plan d'occupation du sol „Centre d'in-

cendie et de secours Nordstad“ sera transmis par voie électronique au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch ainsi qu'au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT) afin de permettre le lancement de la procédure de consultation du public telle que prévue par l'article 18 de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire.

Le projet POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“ a pour ob-

jet de permettre la construction d'un complexe pour l'accueil du Centre d'incendie et de secours (CIS) pour la „Nordstad“ ainsi que l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale, aux incendies réels et pour l'équipe canine de sauvetage.

Communiqué par le Département de l'aménagement du territoire (DATER), Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

281848

AVIS OFFICIEL

Décision du Gouvernement en conseil du 8 février 2023 concernant la transmission du projet de plan d'occupation du sol «Centre d'incendie et de secours Nordstad»

Il est porté à la connaissance du public que suite à la décision du Gouvernement réuni en conseil du 8 février 2023, le projet de plan d'occupation du sol «Centre d'incendie et de secours Nordstad» sera transmis par voie électronique au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch ainsi qu'au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT) afin de permettre le lancement de la procédure de consultation du public telle que prévue par l'article 18 de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire.

Le projet POS «Centre d'incendie et de secours Nordstad» a pour objet de permettre la construction d'un complexe pour l'accueil du Centre d'incendie et de secours (CIS) pour la «Nordstad» ainsi que l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale, aux incendies réels et pour l'équipe canine de sauvetage.

Communiqué par le Département de l'aménagement du territoire (DATer), Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

92701

**AVIS DE MARCHÉ**

Procédure: européenne ouverte
Type de marché: Travaux

Modalités d'ouverture des offres:

Date: 15/03/2023 Heure: 10:00

Lieu: L'ouverture électronique de la soumission aura lieu à l'Administration Communale de Mondercange, 18, rue



VILLE DE DIEKIRCH

**AVIS AU PUBLIC EN MATIÈRE
D'AMÉNAGEMENT COMMUNAL
ET DE DÉVELOPPEMENT URBAIN**

**Modifications ponctuelles du plan d'aménagement
général (PAG)**

Il est porté à la connaissance du public que, dans sa séance du 08 février 2023, le conseil communal de la commune de Diekirch a décidé de modifier ponctuellement le plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Diekirch.

Conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le projet de modification ponctuelle de la partie écrite et graphique avec l'ensemble des pièces constituant le dossier de modifications ponctuelles du PAG, y compris la délibération du conseil communal, est déposé pendant trente jours, du **15 février 2023 au 16 mars 2023 inclus** sur le site internet www.diekirch.lu et au Service Technique de la Ville de Diekirch, 7, rue du XI Septembre, où le public peut en prendre connaissance pendant les heures d'ouverture des bureaux (de préférence sur rendez-vous).

Dans le délai de 30 jours visé à l'alinéa ci-avant les observations et objections contre le projet de modifications ponctuelles au PAG doivent être présentées par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Diekirch, 27, avenue de la Gare, L-9233 Diekirch (boîte postale 145, L-9202 Diekirch), le tout sous peine de forclusion.

Une réunion d'information pour les intéressés aura lieu au Centre culturel «Al Seeërei», L-9250 Diekirch, rue de l'Industrie, le mercredi 22 février 2023 à 19.30 heures.

Incidences sur l'environnement

Conformément aux dispositions de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, il est porté à la connaissance du public que le conseil communal, dans sa séance du 08 février 2023, a décidé de ne

ENTRÉE

15.02.23

006110

DATer

COMMUNE DE

MONDERCANGE

AVIS DE MARCHÉ

Procédure: européenne ouverte
Type de marché: Travaux

Modalités d'ouverture des offres:

Date: 22/03/2023 Heure: 10:00

Lieu: L'ouverture électronique de la soumission aura lieu à l'Administration Communale de Mondercange, 18, rue Arthur Thinnes, L-3919 Mondercange. Il n'y aura pas de séance d'ouverture organisée en présence des soumissionnaires.

SECTION II: OBJET DU MARCHÉ**Intitulé attribué au marché:**

Aménagement des alentours du campus scolaire à Mondercange

Description succincte du marché:

Travaux de plantation et d'entretien dans le cadre de l'aménagement des alentours du campus scolaire à Mondercange

SECTION IV: PROCÉDURE**Conditions d'obtention du cahier des charges:**

Les cahiers des charges et bordereau de soumission doivent être téléchargés sur le site internet du portail des Marchés Publics du Grand-Duché de Luxembourg www.pmp.lu

SECTION VI: RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRE**Autres informations:**

Conditions de participation: Toutes les conditions de participation sont énumérées dans les documents de soumission dont notamment:

- Effectif minimum en personnel de l'opérateur économique occupé dans le métier concerné: 10 personnes.
- Chiffre d'affaires annuel minimum dans le métier concerné pour le dernier exercice légalement disponible: 600.000
- Nombre minimal de référence pour des ouvrages analogues et de même nature: 3 références similaires.

Réception des offres: Les offres sont à déposer sur le site internet du portail des Marchés Publics du Grand-Duché de

ENTRÉE

15.02.23 006111

DATer

Anzeigen | Annonces

Bernard Thill

Dieses Buch erzählt vom unterschiedlichen Lebensweg schwerkranker Patienten, von der Trauer der Angehörigen und den Erfahrungen der Mitarbeiter.

22€

208 Seiten - 13 x 21 cm
ISBN: 978-2-919792-23-8

EDITIONS
SCHORTGEN

www.editions-schortgen.lu



YouTube

Avis officiels

ENQUETE DE COMMODO-INCOMMODO

N° du dossier 1/22/0403

Conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, le Collège des bourgmestre et échevins informe le public que la société

W.S.A. S.à.r.l.

vient de demander l'autorisation relative à l'**exploitation de stockage de substances et de mélanges classés, atelier d'entretien et de réparation, transformateur électrique et installation de production de froid, rue Uerschterhaff, 19 à Sanem.**

La demande et les plans sont déposés au Service Ecologique de la Commune de Sanem et y pourront être consultés sur rendez-vous par toutes les intéressées pendant la période **du 15 février 2023 au 2 mars 2023 inclus du lundi au vendredi de 08h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h00.**

Toute réclamation doit être adressée à la bourgmestre de la Commune de Sanem dans le délai indiqué.

Une déléguée de la bourgmestre entendra toutes les intéressées **le lundi, 6 mars 2023 de 10h30 à 11h30** dans la maison communale à Belvaux.

Belvaux, le 15 février 2023

Le collège des bourgmestre et échevins de la Commune de Sanem

Simone Asselborn-Bintz, bourgmestre

Nathalie Morgenthaler, échevine

Steve Gierenz, échevin

Mike Lorang, échevin

Mme. Simone Massard-Stitz, bourgmestre
M. Jean-Paul Roeder, échevin
M. Gennaro Pietropaolo, échevin

AVIS OFFICIEL

Décision du Gouvernement en conseil du 8 février 2023 concernant la transmission du projet de plan d'occupation du sol «Centre d'incendie et de secours Nordstad»

Il est porté à la connaissance du public que suite à la décision du Gouvernement réuni en conseil du 8 février 2023, le projet de plan d'occupation du sol «Centre d'incendie et de secours Nordstad» sera transmis par voie électronique au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch ainsi qu'au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT) afin de permettre le lancement de la procédure de consultation du public telle que prévue par l'article 18 de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire.

Le projet POS «Centre d'incendie et de secours Nordstad» a pour objet de permettre la construction d'un complexe pour l'accueil du Centre d'incendie et de secours (CIS) pour la «Nordstad» ainsi que l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale, aux incendies réels et pour l'équipe canine de sauvetage.

Communiqué par le Département de l'aménagement du territoire (DATer), Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

missio

Hëllef fir di jonk Kierchen
an de Missiounslänner!

CCPL: IBAN LU09 1111 0382 9981 0000

© 2015 MISSIO

FAITES UN DON

LU47 1111 0014 2062 0000

www.hi-lux.lu

+352 42 80 60 1





Décision du Gouvernement en conseil du 8 février 2023 concernant la transmission du projet de plan d'occupation du sol « Centre d'incendie et de secours Nordstad ».

Il est porté à la connaissance du public que suite à la décision du Gouvernement réuni en conseil du 8 février 2023, le projet de plan d'occupation du sol « Centre d'incendie et de secours Nordstad » sera transmis par voie électronique au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch ainsi qu'au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT) afin de permettre le lancement de la procédure de consultation du public telle que prévue par l'article 18 de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire.

Le projet POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad » a pour objet de permettre la construction d'un complexe pour l'accueil du Centre d'incendie et de secours (CIS) pour la « Nordstad » ainsi que l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale, aux incendies réels et pour l'équipe canine de sauvetage.

Communiqué par le Département de l'aménagement du territoire (DATer), Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire



MARCHÉ D'EMPLOI

Poste vacant

Electricien au sein du Service Electrotechnique de l'Administration de la Navigation Aérienne – Luxembourg Findel
Employé de l'Etat/Fonctionnaire – Carrière C1 – Temps plein – CDI

FORMATION REQUISE

• Formation de base (ou CATP/DAP) en électrotechnique (section communication ou énergie) ou Mécatronique

MISSIONS PRINCIPALES

• Maintenance des feux du balisage lumineux aéroportuaire de la piste et des voies de circulation

• Entretien des installations électriques et téléphoniques des bâtiments

• Gestion de stock

• Permanence à domicile

QUALITÉS ET APTITUDES NÉCESSAIRES

• Sens des responsabilités et d'organisation

• Motivation et esprit d'équipe

• Notions de base des procédures de qualité et de sécurité

• Permis de conduire classe B, le permis de conduire classe C constitue un avantage

• Français, Allemand, Luxembourgeois, Anglais est un plus

Les personnes intéressées peuvent postuler sur la plateforme Govjobs.public.lu sous le lien suivant:

AVIS DE L'ÉTAT

Avis officiel

Il est porté à la connaissance du public que suite à la décision du Gouvernement réuni en conseil du 8 février 2023, le projet de POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“ a été transmis par voie électronique en date du 22 février 2023 au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch et au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT).

1. Projet de POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“

Le projet POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“ a pour objet de permettre la construction d'un complexe pour l'accueil du Centre d'incendie et de secours (CIS) pour la „Nordstad“ ainsi que l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale, aux incendies réels et pour l'équipe canine de sauvetage.

Conformément à l'article 18 (2) de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, le projet de POS sous rubri-

que sera déposé pendant 30 jours à partir du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 31 mars 2023 inclus auprès de la maison communale de la Ville de Diekirch où toute personne pourra en prendre connaissance.

Conformément à l'article 18 (4) de la loi précitée du 17 avril 2018, les personnes intéressées pourront formuler leurs observations, sous peine de forclusion, à l'égard du projet de POS pendant un délai de 45 jours à compter du dépôt du projet de POS précité jusqu'au 17 avril 2023 inclus. Les observations devront être présentées par écrit au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch – le cachet de la poste faisant foi.

Parallèlement à la consultation publique relative au projet de POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“ est menée la consultation publique relative aux incidences environnementales du projet de POS.

2. Rapport sur les incidences environnementales (RIE) relatif au projet POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“

Conformément à l'article 7 (1) de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans ou programmes sur l'environnement, le projet de POS précité et le RIE y relatif sont mis à disposition du public pendant 30 jours à partir du 1^{er} mars 2023 dans les locaux du Département de l'aménagement du territoire du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, sis à 4 place de l'Europe, L-2940 Luxembourg et à la maison communale de la Ville de Diekirch.

L'objet, un résumé du projet de POS, le RIE ainsi que le résumé non technique du RIE sont également publiés sur le site internet du Département de l'aménagement du territoire (www.aménagement-territoire.public.lu/) en date du 1^{er} mars 2023.

Ainsi le délai pendant lequel les personnes intéressées pourront consulter le dossier complet courra jusqu'au 31 mars 2023 inclus. Aussi, elles peuvent formuler leurs observations et suggestions par le biais du support électronique „ob-

servations_sup@mat.etat.lu“ ou directement par écrit à l'adresse du Département de l'aménagement du territoire du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire susmentionnée dans les 45 jours du début de la publication précitée, soit du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 17 avril 2023 inclus.

3. Réunion d'information portant sur le projet de POS et le RIE y relatif

En application de l'article 7 (1) de la loi précitée du 22 mai 2008 et de l'article 18 (3) de la loi précitée du 17 avril 2018, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions et de la ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions en date du 15 mars 2023 à 19h00 au Lycée classique de Diekirch – 32, Av. De la Gare, L-9233 à Diekirch.

Communiqué par le Département de l'aménagement du territoire (DATer), Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

282021

ACHATS

Divers

PELZE - PELZE - PELZE
Zahle Höchstpreise für Ihre Pelze!
Zudem alles aus Omas Zeiten
gesucht wie Porzellan, Möbel,
Puppen, Uhren, Schmuck
fair, seriös, diskret



Société Nationale
des Chemins de Fer
Luxembourgeois
Service Gestion Infrastructure

lasers existants mis à disposition. Des relevés sur site seront éventuellement nécessaires pour compléter.

Une bibliothèque d'objets sera mise à disposition et sera à compléter au fur et à mesure.

La charte graphique, les informations à renseigner dans les maquettes numériques et les procé-

Administration communale de Mondorf-les-Bains

AVIS DE MARCHÉ

Procédure: ouverte
Type de marché: Travaux

ouverture le 15/03/2023 à 11h30

L'ouverture:
Le 15 mars 2023 à 11.30 heures il sera procédé en public à la réception des offres de la commune de Mondorf-les-Bains sise 1, place des Villes Jumelées à L-5627 Mondorf-les-Bains à l'ouverture de la construction publique.

Objet:
Travaux de mise en conformité des installations électriques dans la salle de la école à Mondorf-les-Bains

- Contenu des travaux:**
- éclairages RZ et de secours Wireless
- centrale Wireless
- détecteurs de fumée
- centrale de détection d'incendie
- eau d'affichage
- 10 m de câblage
- éclairages encastrés LED
- Downlights LED
- revêtement coupe-feu chemins à câbles

Des travaux: 17/07/2023 (travaux prévus pendant les vacances scolaires d'été)
Je finalisation: 14/09/2023

Conditions d'obtention du dossier de soumission:
Les entreprises intéressées sont priées de retirer les documents de soumission via le portail des marchés publics (www.pmp.lu). Il ne sera pas procédé à des envois postaux. Les offres qui ne sont pas établies sur des bordereaux retournés à l'adresse indiquée ci-dessus ne sont pas prises en considération.

Modalités des offres:
La remise électronique des offres sur le portail des marchés publics (www.pmp.lu) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heures fixées pour l'ouverture de la soumission.

Publication de l'avis 2300357 sur www.marches-publics.lu: 20/02/2023

Mondorf-les-Bains, le 22 février 2023

Le Collège des bourgmestre et échevins,
M. Steve RECKEL, bourgmestre
M. Claude SCHOMMER, échevin
M. Steve SCHLECK, échevin

92733

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des bâtiments publics

AVIS DE MARCHÉ

Procédure: européenne ouverte
Type de marché: Travaux

ouverture des offres:
28/03/2023 Heure: 10.00

OBJET DU MARCHÉ

Attribué au marché:
Travaux de menuiserie intérieure en bois (portes) à exécuter dans l'intérêt du Lycée technique pour professions artistiques et hall des sports Logopédie à Strassen, phase 2:

Description succincte du marché:
- portes simples et 6 portes doubles, pleines et vitrées
- 2 ensembles fixes vitrés avec châssis en bois massif 1 m²
- portes simples et 15 portes doubles coupe-feu, pleines et vitrées
- système de fermeture
- durée des travaux est de 75 jours ouvrables, à débiter en semaine 2023.
- travaux sont adjugés à prix unitaires.

ON IV: PROCÉDURE

Conditions d'obtention du cahier des charges:
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

ON VI: RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Informations:
Conditions de participation: Toutes les conditions de participation indiquées dans les documents de soumissions.

Modalités des offres: Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E.: 2023

Version intégrale de l'avis n° 2300329 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

POSTE VACANT

Electricien au sein du Service Electrotechnique de l'Administration de la Navigation Aérienne - Luxembourg Findel
Employé de l'Etat/Fonctionnaire - Carrière C1 - Temps plein - CDI

FORMATION REQUISE

- Formation de base (ou CATP/DAP) en électrotechnique (section communication ou énergie) ou Mécatronique

MISSIONS PRINCIPALES

- Maintenance des feux du balisage lumineux aéroportuaire de la piste et des voies de circulation
- Entretien des installations électriques et téléphoniques des bâtiments
- Gestion de stock
- Permanence à domicile

QUALITÉS ET APTITUDES NÉCESSAIRES

- Sens des responsabilités et d'organisation
- Motivation et esprit d'équipe
- Notions de base des procédures de qualité et de sécurité
- Permis de conduire classe B, le permis de conduire classe C constitue un avantage
- Français, Allemand, Luxembourgeois, Anglais est un plus

Les personnes intéressées peuvent postuler sur la plateforme Govjobs public.lu sous le lien suivant:
<https://govjobs.public.lu/fr/postuler/postes-ouverts/postes-vacants/fonctionnaires/2023/C1/Janvier/20230131-electricienmfr00023642rff000-182564.html>
avant le 15 mars 2023.

92726

Administration communale de Mondorf-les-Bains

AVIS DE MARCHÉ

Procédure: ouverte
Type de marché: Travaux

Ouverture le 15/03/2023 à 11h00

Lieu d'ouverture:
Mercredi, le 15 mars 2023 à 11.00 heures il sera procédé à la mairie de Mondorf-les-Bains sise 1, place des Villes Jumelées à L-5627 Mondorf-les-Bains à l'ouverture de la soumission publique.

Intitulé:
Remplacement des conduites sanitaires dans la nouvelle école à Mondorf-les-Bains

- Description:**
Envergure des travaux:
- Renouvellement des conduites d'eau potable et du réservoir d'eau chaude sanitaire 300 l
- 300 m de conduites d'eau potable avec isolation
- 700 m d'isolation des conduites existantes
- Installation de 9 clapets coupe-feu dans les conduites de ventilation
- Installation d'un dispositif de rinçage hygiénique pour les installations d'eau potable
- Adaptations de la conduite d'incendie et du distributeur de chauffage
- Transformation et renouvellement MSR dans le local technique
- Ensemble équipement régulation, tableaux électriques et câblage

Début des travaux: Juin 2023 (travaux prévus pendant les vacances scolaires d'été)
Date de finalisation: 14/09/2023

Conditions d'obtention du dossier de soumission:
Les entreprises intéressées sont priées de retirer les documents de soumission via le portail des marchés publics (www.pmp.lu). Il ne sera pas procédé à des envois postaux. Les offres qui ne sont pas établies sur des bordereaux retournés à l'adresse indiquée ci-dessus ne sont pas prises en considération.

Réception des offres:
La remise électronique des offres sur le portail des marchés publics (www.pmp.lu) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heures fixées pour l'ouverture de la soumission.

Date de publication de l'avis 2300354 sur www.marches-publics.lu: 20/02/2023

Mondorf-les-Bains, le 22 février 2023

Le collège des bourgmestre et échevins,
M. Steve RECKEL, bourgmestre
M. Claude SCHOMMER, échevin
M. Steve SCHLECK, échevin

92734

AVIS OFFICIEL

Il est porté à la connaissance du public que suite à la décision du Gouvernement réuni en conseil du 8 février 2023, le projet de POS «Centre d'incendie et de secours Nordstad» a été transmis par voie électronique en date du 22 février 2023 au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch et au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT).

1. Projet de POS «Centre d'incendie et de secours Nordstad»

Le projet POS «Centre d'incendie et de secours Nordstad» a pour objet de permettre la construction d'un complexe pour l'accueil du Centre d'incendie et de secours (CIS) pour la «Nordstad» ainsi que l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale, aux incendies réels et pour l'équipe canine de sauvetage.

Conformément à l'article 18 (2) de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, le projet de POS sous rubrique sera déposé pendant 30 jours à partir du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 31 mars 2023 inclus auprès de la maison communale de la Ville de Diekirch où toute personne pourra en prendre connaissance.

Conformément à l'article 18 (4) de la loi précitée du 17 avril 2018, les personnes intéressées pourront formuler leurs observations, sous peine de forclusion, à l'égard du projet de POS pendant un délai de 45 jours à compter du dépôt du projet de POS précité jusqu'au 17 avril 2023 inclus. Les observations devront être présentées par écrit au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch - le cachet de la poste faisant foi.

Parallèlement à la consultation publique relative au projet de POS «Centre d'incendie et de secours Nordstad» est menée la consultation publique relative aux incidences environnementales du projet de POS.

2. Rapport sur les incidences environnementales (RIE) relatif au projet POS «Centre d'incendie et de secours Nordstad»

Conformément à l'article 7 (1) de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans ou programmes sur l'environnement, le projet de POS précité et le RIE y relatif sont mis à disposition du public pendant 30 jours à partir du 1^{er} mars 2023 dans les locaux du Département de l'aménagement du territoire du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, sis à 4, place de l'Europe, L-2940 Luxembourg et à la maison communale de la Ville de Diekirch.

L'objet, un résumé du projet de POS, le RIE ainsi que le résumé non technique du RIE sont également publiés sur le site internet du Département de l'aménagement du territoire (www.aménagement-territoire.public.lu/) en date du 1^{er} mars 2023.

Ainsi le délai pendant lequel les personnes intéressées pourront consulter le dossier complet courra jusqu'au 31 mars 2023 inclus. Aussi, elles peuvent formuler leurs observations et suggestions par le biais du support électronique «observations_sup@mat.etat.lu» ou directement par écrit à l'adresse du Département de l'aménagement du territoire du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire susmentionnée dans les 45 jours du début de la publication précitée, soit du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 17 avril 2023 inclus.

3. Réunion d'information portant sur le projet de POS et le RIE y relatif

En application de l'article 7 (1) de la loi précitée du 22 mai 2008 et de l'article 18 (3) de la loi précitée du 17 avril 2018, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions et de la ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions en date du 15 mars 2023 à 19h00 au Lycée classique de Diekirch - 32, Av. de la Gare, L-9233 à Diekirch.

Communiqué par le Département de l'aménagement du territoire (DATer), Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

92730

Maisons médicales

Luxembourg-ville

23, Val Fleu
L-1526 Luxembourg
Heures d'ouverture:
En semaine: de 20h à minuit
Les week-ends et les jours fénés:
8h du matin jusqu'à minuit
Après minuit, il est obligatoire de téléphoner au 112.
Esch/Alzette
3-5, avenue du Swing,
L-4367 Belvaux (Esch/Belval)
Heures d'ouverture:
En semaine: de 20h à minuit

Les week-ends et les jours fénés:
8h du matin jusqu'à minuit
Après minuit, il est obligatoire de téléphoner au 112

Ettelbruck
110, avenue Lucien Salenlity
L-9080 Ettelbruck
Heures d'ouverture:
En semaine: de 20h à minuit
Les week-ends et les jours fénés:
8h du matin jusqu'à minuit
Après minuit, il est obligatoire de téléphoner au 112

Zivilstand

Sterbefälle

Berburg: Mme Anny Wampach-Dedisch, Witwe von Edouard Wampach, 95 Jahre;
Claerf: Mme Anne Schanck Witwe von Ady Schanck, 94 Jahre

Turmes, 69 Jahre: Düdelingen: Mme Christiane Morn, 58 Jahre;
Heisdorf: Marie-Jeanne Josette Colling, 99 Jahre;
Holzem: Mme Yvonne Hansen-Schleider, 94 Jahre

Anzeigen | Annonces

Avis officiels

Avis officiel

Il est porté à la connaissance du public que suite à la décision du Gouvernement réuni en conseil du 8 février 2023, le projet de POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad » a été transmis par voie électronique en date du 22 février 2023 au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch et au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT).

1. Projet de POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad »

Le projet POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad » a pour objet de permettre la construction d'un complexe pour l'accueil du Centre d'incendie et de secours (CIS) pour la « Nordstad » ainsi que l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale, aux incendies réels et pour l'équipe canine de sauvetage.

Conformément à l'article 18 (2) de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, le projet de POS sous rubrique sera déposé pendant 30 jours à partir du 1er mars 2023 jusqu'au 31 mars 2023 inclus auprès de la maison communale de la Ville de Diekirch où toute personne pourra en prendre connaissance.

Conformément à l'article 18 (4) de la loi précitée du 17 avril 2018, les personnes intéressées pourront formuler leurs observations, sous peine de forclusion, à l'égard du projet de POS pendant un délai de 45 jours à compter du dépôt du projet de POS précité jusqu'au 17 avril 2023 inclus. Les observations devront être présentées par écrit au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch – le cachet de la poste faisant foi.

Parallèlement à la consultation publique relative au projet de POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad » est menée la consultation publique relative aux incidences environnementales du projet de POS.

2. Rapport sur les incidences environnementales (RIE) relatif au projet POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad »

Conformément à l'article 7 (1) de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans ou programmes sur l'environnement, le projet de POS précité et le RIE y relatif sont mis à disposition du public pendant 30 jours à partir du 1er mars 2023 dans les locaux du Département de l'aménagement du territoire du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, sis à 4 place de l'Europe, L-2940 Luxembourg et à la maison communale de la Ville de Diekirch.

L'objet, un résumé du projet de POS, le RIE ainsi que le résumé non technique du RIE sont également publiés sur le site internet du Département de l'aménagement du territoire (www.aménagement-territoire.public.lu/) en date du 1er mars 2023.

Ainsi le délai pendant lequel les personnes intéressées pourront consulter le dossier complet courra jusqu'au 31 mars 2023 inclus. Aussi, elles peuvent formuler leurs observations et suggestions par le biais du support électronique « observations_sup@mat.etat.lu » ou directement par écrit à l'adresse du Département de l'aménagement du territoire du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire susmentionnée dans les 45 jours du début de la publication précitée, soit du 1er mars 2023 jusqu'au 17 avril 2023 inclus.

3. Réunion d'information portant sur le projet de POS et le RIE y relatif

En application de l'article 7 (1) de la loi précitée du 22 mai 2008 et de l'article 18 (3) de la loi précitée du 17 avril 2018, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions et de la ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions en date du 15 mars 2023 à 19h00 au Lycée classique de Diekirch – 32, Av. De la Gare, L-9233 à Diekirch.

Communiqué par le Département de l'aménagement du territoire (DATer), Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

22969911



**Vous allaitez votre bébé ?
Avez-vous des questions ?**

INITIATIV LIEWENSUFANK - Nos conseillères en allaitement sont
DEBUT DE LA VIE - BEGINNING OF LIFE à votre écoute, lu. - ve. 9h00 à 11h30

Centre pour grossesse, accouchement, allaitement et parentalité • Tél.: 36 05 98 • www.liewensufank.lu



**ONG
Eng open Hand fir Malawi**

Association sans but lucratif - ONG agréée depuis 1989
32, rue Zithe, L-2763 Luxembourg - Tél. (+352) 621 197 197
CCPL IBAN LU25 1111 0997 8973 0000

ABN-AMRO Investment Solutions

ABN-AMRO FUNDS

Société d'investissement à Capital Variable
Registered office: 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg
R.C.S. Luxembourg B/78762
(the "Company")

ERRATUM TO THE NOTICE TO THE SHAREHOLDERS OF THE SUB-FUNDS

"ABN-AMRO FUNDS ARISTOTLE US EQUITIES"
"ABN-AMRO FUNDS PARNASSUS US ESG EQUITIES"
"ABN-AMRO FUNDS PZENA EUROPEAN EQUITIES"
OF THE COMPANY

The shareholders of the above-mentioned sub-funds (the "Sub-Funds") are hereby informed that the notice to shareholders previously published on 21 February 2023 contained erroneous indications regarding the Key Information Documents.

The Shareholders are hereby informed that the below paragraph of the notice to shareholders

"The shareholders of each Merging Share Class should read the Key Information Documents of the corresponding Receiving Share Class (attached to this Notice) carefully in order to make an informed decision."

is replaced by:

"The shareholders of each Merging Share Class should read the Key Information Documents of the corresponding Receiving Share Class carefully in order to make an informed decision (available at www.abnamroinvestmentsolutions.com/en/fund-range/fund-range.html).".

Luxembourg, 22 February 2023

The Board of Directors of the Company

Avis officiels



**GEMENG
SANDWEILER**

ADMINISTRATION COMMUNALE DE SANDWEILER

Avis de marché

Procédure : ouverte

Type de marché : Travaux

Ouverture le 28/03/2023 à 10:00. **Lieu d'ouverture :** Dans les locaux de l'Administration Communale de Sandweiler, 18 rue Principale L-5240 Sandweiler.

Intitulé : Sandweiler, Generationenpark

Description : Terrassement mécanique en tranchées et pour

aménagements extérieurs : ± 3.300 m³

Canalisations DN100PP à DN400PP et drainages : ± 800 m

Conduite d'eau DN32PEHD : ± 210 m

Travaux de béton et de béton armé : ± 60 m³

Escaliers en éléments préfabriqués : ± 85 éléments

Aménagement d'aires de jeux : ± 600 m²

Aménagement d'une aire de jeux d'eau : 1 u.

Aménagement de chemins piétons : ± 2.000 m²

Fourniture et pose d'équipements d'aires de jeux et de sports divers;

Fourniture et pose assises en bois (« Sitzdeck ») : ± 40 m²

Divers travaux de plantations et d'entretien de végétation.

Conditions de participation : Voir cahier des charges.

Modalités visite des lieux/réunion d'information : La visite des lieux est laissée à l'appréciation du soumissionnaire.

Conditions d'obtention du dossier de soumission : Le dossier de procédure et ses annexes sont à télécharger gratuitement sur le site Internet : www.pmp.lu

Réception des offres : Les offres portant l'inscription « Soumission pour..... » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Informations complémentaires : Les offres peuvent être remises électroniquement via le portail des marchés publics, prévu pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture. Les offres établies sur des bordereaux qui n'ont pas été téléchargés du portail des marchés publics ne seront pas prises en considération.

Date de publication de l'avis 2300325
sur www.marches-publics.lu : 18/02/2023

Le collège des Bourgmestre et échevins :
Mme. Simone Massard-Stitz, bourgmestre
M. Jean-Paul Roeder, échevin
M. Gennaro Pietropaolo, échevin

2297058.1



Een Häerz fir kriibskrank Kanner asbl

IBAN: BCEELULL LU23 0019 1300 5151 6000

THE COMPANIES ACT (2023 REVISION) OF THE CAYMAN ISLANDS
BEKANNTMACHUNG ÜBER DIE GLÄUBIGERVERSAMMLUNG
TT GLOBAL EQUITIES (IN OFFICIAL LIQUIDATION)
(die „Gesellschaft“)

Grand Court Aktezeichen: FSD 242 aus 2022 (DDI)

ES WIRD BEKANNTEGEGEBEN, dass die erste Gläubigerversammlung der Gesellschaft mit der Registernummer 335939, eingetragen als Invariant Governance Services (Cayman) Limited, 94 Solaris Avenue, Camana Bay, PO Box 1348, Grand Cayman KY1-1108 Caymaninsel, am Dienstag, den 28. März 2023, um 10:00 Uhr (EST) in Form einer Telefonkonferenz („Versammlung“) stattfinden wird.

Die Versammlung wird zum Zweck der Wahl eines Gläubigerausschusses sowie zur Bearbeitung weiterer Angelegenheiten oder Beschlüsse im Ermessen der gemeinsamen offiziellen Insolvenzverwalter einberufen.

Gläubiger, die an der Versammlung teilnehmen und ihre Stimme abgeben möchten, erhalten die vertrauliche Einwahlnummer sowie die Codes für die Versammlung, sobald sie folgende Schritte ausgeführt haben:

- (1) Schriftliche Mitteilung an die gemeinsamen offiziellen Insolvenzverwalter in Form eines Vollmachtsformulars über die Absicht zur Teilnahme und Stimmabgabe bei der Versammlung („Vollmachtsformular“) und
- (2) Übermittlung einer ausgefüllten Forderung („Forderung“) an die gemeinsamen offiziellen Insolvenzverwalter.

Die Forderungsermittlung (sowohl nicht bereits übermittelt und das Vollmachtsformular sind vor Freitag, dem 24. März 2023, 10:00 Uhr (EST) an die nachfolgend genannte Zustelladresse der gemeinsamen offiziellen Insolvenzverwalter oder per E-Mail an die genannte E-Mail-Adresse zu senden.

Bitte beachten Sie, dass Gläubiger, die die gemeinsamen offiziellen Insolvenzverwalter nicht vor Freitag, dem 24. März 2023, 10:00 Uhr (EST) über ihre Absicht zur Teilnahme an der Versammlung in Form eines „Zustell“ zur Versammlung

9. Februar 2023
James Parkinson, Joint Official Liquidator
Kontaktangaben: James Parkinson, Telefon +1 345 814 2429
E-Mail: james.parkinson@crwwe.com
Zustelladresse: Crowe Cayman Ltd, 94 Solaris Avenue, Camana Bay, Grand Cayman, PO Box 30851, KY1-1204, Caymaninsel

DIDDELLENGHELLEFT
a.s.b.l.

B.P. 73 L-3401 Dudelange

CCPL:
LU91 1111 1209 9940 0000

Solidarité avec les pays en développement

www.diddelenghelleft.lu

Thérapie avec le cheval et d'autres animaux de la ferme dans notre écurie à Mondrange.

Prise en charge d'enfants et d'adultes avec déficiences motrices et cognitives.

Association sans but lucratif et d'utilité publique.

CCP: LU08 1111 0754 0233 0000
www.atelux.lu
Merci de votre soutien

Hi

handicap international
humanité & inclusion

FAITES UN DON

LU47 1111 0014 2062 0000

www.hi-lux.lu
+352 42 80 60 1
facebook.com/hiluxembourg

Handicap International ASBL
140, rue Adolphe Fischer • L-1521 Luxembourg

Avis officiel

Il est porté à la connaissance du public que suite à la décision du Gouvernement réuni en conseil du 8 février 2023, le projet de POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“ a été transmis par voie électronique en date du 22 février 2023 au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch et au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT).

1. Projet de POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“

Le projet POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“ a pour objet de permettre la construction d'un complexe pour l'accueil du Centre d'incendie et de secours (CIS) pour la „Nordstad“ ainsi que l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale, aux incendies réels et pour l'équipe canine de sauvetage.

Conformément à l'article 18 (2) de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, le projet de POS sous rubrique sera déposé pendant 30 jours à partir du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 31 mars 2023 inclus auprès de la maison communale de la Ville de Diekirch où toute personne pourra en prendre connaissance.

Conformément à l'article 18 (4) de la loi précitée du 17 avril 2018, les personnes intéressées pourront formuler leurs observations, sous

peine de forclusion, à l'égard du projet de POS pendant un délai de 45 jours à compter du dépôt du projet de POS précité jusqu'au 17 avril 2023 inclus. Les observations devront être présentées par écrit au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch – le cachet de la poste faisant foi.

Parallèlement à la consultation publique relative au projet de POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“ est menée la consultation publique relative aux incidences environnementales du projet de POS.

2. Rapport sur les incidences environnementales (RIE) relatif au projet POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“

Conformément à l'article 7 (1) de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans ou programmes sur l'environnement, le projet de POS précité et le RIE y relatif sont mis à disposition du public pendant 30 jours à partir du 1^{er} mars 2023 dans les locaux du Département de l'aménagement du territoire du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, sis à 4 place de l'Europe, L-2940 Luxembourg et à la maison communale de la Ville de Diekirch.

L'objet, un résumé du projet de POS, le RIE ainsi que le résumé non technique du RIE sont également publiés sur le site internet du Département de l'aménagement du

territoire (www.aménagement-territoire.public.lu/) en date du 1^{er} mars 2023.

Ainsi le délai pendant lequel les personnes intéressées pourront consulter le dossier complet courra jusqu'au 31 mars 2023 inclus. Aussi, elles peuvent formuler leurs observations et suggestions par le biais du support électronique „observations_sup@mat.etat.lu“ ou directement par écrit à l'adresse du Département de l'aménagement du territoire du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire susmentionnée dans les 45 jours du début de la publication précitée, soit du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 17 avril 2023 inclus.

3. Réunion d'information portant sur le projet de POS et le RIE y relatif

En application de l'article 7 (1) de la loi précitée du 22 mai 2008 et de l'article 18 (3) de la loi précitée du 17 avril 2018, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions et de la ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions en date du 15 mars 2023 à 19h00 au Lycée classique de Diekirch – 32, Av. De la Gare, L-9233 à Diekirch.

Communiqué par le Département de l'aménagement du territoire (DATer), Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

282022

Menschen helfen

AVIS OFFICIEL

Il est porté à la connaissance du public que suite à la décision du Gouvernement réuni en conseil du 8 février 2023, le projet de POS «Centre d'incendie et de secours Nordstad» a été transmis par voie électronique en date du 22 février 2023 au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch et au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT):

1. **Projet de POS**
«Centre d'incendie et de secours Nordstad»

Le projet POS «Centre d'incendie et de secours Nordstad» a pour objet de permettre la construction d'un complexe pour l'accueil du Centre d'incendie et de secours (CIS) pour la «Nordstad» ainsi que l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale, aux incendies réels et pour l'équipe canine de sauvetage.

Conformément à l'article 18 (2) de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, le projet de POS sous rubrique sera déposé pendant 30 jours à partir du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 31 mars 2023 inclus auprès de la maison communale de la Ville de Diekirch où toute personne pourra en prendre connaissance.

Conformément à l'article 18 (4) de la loi précitée du 17 avril 2018, les personnes intéressées pourront formuler leurs observations, sous peine de forclusion, à l'égard du projet de POS pendant un délai de 45 jours à compter du dépôt du projet de POS précité jusqu'au 17 avril 2023 inclus. Les observations devront être présentées par écrit au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch – le cachet de la poste faisant foi.

Parallèlement à la consultation publique relative au projet de POS «Centre d'incendie et de secours Nordstad» est menée la consultation publique relative aux incidences environnementales du projet de POS.

2. **Rapport sur les incidences environnementales (RIE)**
relatif au projet POS «Centre d'incendie et de secours Nordstad»

Conformément à l'article 7 (1) de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans ou programmes sur l'environnement, le projet de POS précité et le RIE y relatif sont mis à disposition du public pendant 30 jours à partir du 1^{er} mars 2023 dans les locaux du Département de l'aménagement du territoire du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, sis à 4, place de l'Europe, L-2940 Luxembourg et à la maison communale de la Ville de Diekirch.

L'objet, un résumé du projet de POS, le RIE ainsi que le résumé non technique du RIE sont également publiés sur le site internet du Département de l'aménagement du territoire (www.aménagement-territoire.public.lu/) en date du 1^{er} mars 2023.

Ainsi le délai pendant lequel les personnes intéressées pourront consulter le dossier complet courra jusqu'au 31 mars 2023 inclus. Aussi, elles peuvent formuler leurs observations et suggestions par le biais du support électronique «observations_sup@mat.etat.lu» ou directement par écrit à l'adresse du Département de l'aménagement du territoire du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire susmentionnée dans les 45 jours du début de la publication précitée, soit du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 17 avril 2023 inclus.

3. **Réunion d'information portant sur**
le projet de POS et le RIE y relatif

En application de l'article 7 (1) de la loi précitée du 22 mai 2008 et de l'article 18 (3) de la loi précitée du 17 avril 2018, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions et de la ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions en date du 15 mars 2023 à 19h00 au Lycée classique de Diekirch – 32, Av. De la Gare, L-9233 à Diekirch.

Communiqué par le Département de l'aménagement du territoire (DATer), Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

92756

Zivilstand**Sterbefälle**

Bettange/Mess: Mme Anna Gierenz-Houscheid, Witwe von René Gierenz, 91 Jahre;
Capellen: Mme Maria Philipp-Dumoga, 98 Jahre; **Colmar-Berg:** M. Rui de Deus Vaz Gomes, 49 Jahre; **Dalheim:** M. François Lommel, Ehemann von Alice Crem-

mer, 92 Jahre; **Heisdorf:** M. Guillaume Flesch, Witwer von Marie-Louise Steffen, 93 Jahre; **Luxemburg:** Mme Janina Marcinkowski-Warzecha, Witwe von Ignace Marcinkowski, 97 Jahre; M. Joseph Wampach, Ehemann von Hedwig Schuster, 72 Jahre; Annette Hutsch, 83 Jahre.

Maisons médicales

Luxembourg-ville
23, Val Fleu, L-1526 Luxembourg
Heures d'ouverture:

En semaine: de 20h à minuit
Les week-ends et les jours fénés: 8h du matin jusqu'à minuit
Après minuit, il est obligatoire de téléphoner au 112.

Esch/Alzette
3-5, avenue du Swing, L-4367 Belvaux (Esch/Belval)
Heures d'ouverture:
En semaine: de 20h à minuit

Les week-ends et les jours fénés: 8h du matin jusqu'à minuit
Après minuit, il est obligatoire de téléphoner au 112.

Ettelbruck
110, avenue Lucien Salentiny L-9080 Ettelbruck
Heures d'ouverture:
En semaine: de 20h à minuit
Les week-ends et les jours fénés: 8h du matin jusqu'à minuit
Après minuit, il est obligatoire de téléphoner au 112.

Ministère de la Culture
Bibliothèque nationale
AVIS DE MARCHÉ

Procédure: européenne ouverte
Type de marché: Services

Modalités d'ouverture des offres:

Date: 29/03/2023 Heure: 10:00
Lieu: L'ouverture des offres aura lieu le 29.3.2023 à 10.00 heures dans les locaux de la Bibliothèque nationale du Luxembourg, 37D, avenue John F. Kennedy à L-1855 Luxembourg.

SECTION II: OBJET DU MARCHÉ

Intitulé attribué au marché:
Services d'archivage Web

Description succincte du marché:

Le soumissionnaire est invité à soumettre à la Bibliothèque nationale du Luxembourg sa meilleure proposition pour les services d'archivage Web.

SECTION IV: PROCÉDURE**Conditions d'obtention du cahier des charges:**

Le cahier des charges ainsi que le cas échéant tous les documents annexes publiés sur le Portail des marchés publics font foi dans le cadre de la procédure relative au marché subséquent.

L'entièreté des documents relatifs au marché public subséquent est publiée sur le Portail des marchés publics. Sur rendez-vous, les opérateurs économiques peuvent néanmoins retirer une version papier à l'adresse du pouvoir adjudicateur indiquée au chapitre 1. Un envoi postal ou électronique n'est pas effectué.

SECTION VI: RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**Autres informations:**

Réception des offres: La réception des offres se fait via le Portail des marchés publics.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E.: 28/02/2023

La version intégrale de l'avis n° 2300235 peut être consultée sur www.marchés-publics.lu

ENTRÉE

01.03.23 006161

92760

Ministère de la Mobilité et
des Travaux publics
Administration des bâtiments publics
AVIS DE MARCHÉ

Procédure: européenne ouverte
Type de marché: Travaux

Modalités d'ouverture des offres:

Date: 04/04/2023 Heure: 10:00

SECTION II: OBJET DU MARCHÉ**Intitulé attribué au marché:**

Travaux de modernisation des luminaires et remise en état des installations électriques à exécuter dans l'intérêt du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean à Luxembourg

Description succincte du marché:

- 5 centraux d'éclairage secours avec batteries
- 1 centrale incendie
- 8 centraux de contrôle d'accès
- 1 onduleur 80kW
- Luminaires décoratifs: +/- 1.850 pièces
- Luminaires standards: +/- 1.000 pièces
- Luminaires de secours: +/- 190 pièces
- Luminaires normaux équipés de secours: +/- 320 pièces
- Adaptation de 8 tableaux électriques
- Longueur totale de câbles force: 1.000 ml
- Longueur totale de câbles data: 1.000 ml

La durée des travaux est de 150 jours ouvrables, à débiter le 2^e semestre 2023.
Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

SECTION IV: PROCÉDURE**Conditions d'obtention du cahier des charges:**

Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

SECTION VI: RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**Autres informations:**

Conditions de participation: Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres: Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E.: 27/02/2023

La version intégrale de l'avis n° 2300386 peut être consultée sur www.marchés-publics.lu

92757

Ministère de la Santé
APPEL DE CANDIDATURE!

Procédure: européenne concurrentielle avec négociation
Type de marché: Services

Réception des offres ou des demandes de participation: 31/03/2023 Heure: 18:00

SECTION II: OBJET DU MARCHÉ**Intitulé attribué au marché:**

Marché public pour l'acquisition d'une base de données nationale de pharmacovigilance pour le Grand-Duché de Luxembourg

Description succincte du marché:

La Direction de la santé lance un appel à candidature vue de l'acquisition d'une base de données nationale de pharmacovigilance, lui permettant de collecter les données, les analyser et les gérer avant de les transmettre à la base de données Eudravigilance.

SECTION IV: PROCÉDURE**Conditions d'obtention du cahier des charges:**

Le dossier de candidature est exclusivement téléchargeable via le portail des marchés publics.

SECTION VI: RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**Autres informations:**

Réception des candidatures: La réception des candidatures se fera exclusivement via le portail des marchés publics.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E.: 27/02/2023

La version intégrale de l'avis n° 2300418 peut être consultée sur www.marchés-publics.lu



Service des Eaux

AVIS DE MARCHÉ

Procédure: ouverte
Type de marché: Travaux

Ouverture le 19/04/2023 à 11h00

Lieu d'ouverture:
sur le Portail des marchés publics du Grand-Duché de Luxembourg

Intitulé:
EAU_2023_WITT_CYCL

Description:

Travaux d'infrastructures dans la piste cyclable entre la rue J.M. Wittenauer et la rue de Strassen

Conditions d'obtention du dossier de soumission:

Le dossier de procédure et ses annexes doivent être chargés gratuitement sur le site internet: www.pmp.lu.
Sera pas procédé à une distribution ni à une réservation de dossiers.

Réception des offres:

Les offres, conformes à la législation et à la réglementation en vigueur, sont à remettre avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date de publication de l'avis 2300412 sur www.marchés-publics.lu: 27/02/2023

Le bourgmestre
Lydie Polfer

Telefongen

Sport	90071810	9:00 à 15:00 h
Lotto	90071814	
Météo	90071818	Sucht-Telefon 4
Norlichten	90071820	7/7 (également les dimanches et jours fénés) 24/24
Kino	90071821	Femmes en détresse 4
Kultur	90071822	Meaderchershaus 2
Bourse	90071824	Info-Femmes 4
Poésie	90071825	Info-Prison 2
Info Spezial	90071826	Anonym Alkoholiker 4
Tiercé	90071827	Grängen Telefont 4
Noutdängsch	90071830	Infotelefont 4
S.O.S.-Détresse	45 45 45	Info Alkohol 4
15.00-23.00 h (également dimanches et jours fénés) vendredi et samedi 23.00-7.00 h		Anonym Glücksspieler 021655444
Kanner-Jugend-Telefont 12345		Onafhängeg AIDS Hélfel
lundi, mercredi, vendredi 17.00-22.00 h		Lëtzebuerg asbl: Tél. 23, rue des Etats-Unis Tél.: L-1477 Luxembourg
mardi, jeudi, samedi 14.00-20.00		Permanence: lundi et mardi 15 h à 19 h, vendredi de 14 h à 18 h
hde Fraäntelefont 123*44		
Permanence lundi au vendredi		

Avis officiel

Il est porté à la connaissance du public que suite à la décision du Gouvernement réuni en conseil du 8 février 2023, le projet de POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“ a été transmis par voie électronique en date du 22 février 2023 au Collège des bourgmestres et échevins de la Ville de Diekirch et au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT).

1. Projet de POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“

Le projet POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“ a pour objet de permettre la construction d'un complexe pour l'accueil du Centre d'incendie et de secours (CIS) pour la „Nordstad“ ainsi que l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale, aux incendies réels et pour l'équipe canine de sauvetage.

Conformément à l'article 18 (2) de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, le projet de POS sous rubrique sera déposé pendant 30 jours à partir du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 31 mars 2023 inclus auprès de la maison communale de la Ville de Diekirch où toute personne pourra en prendre connaissance.

Conformément à l'article 18 (4) de la loi précitée du 17 avril 2018, les personnes intéressées pourront formuler leurs observations, sous peine de forclusion, à l'égard du projet de POS pendant un délai de 45 jours à compter du dépôt du projet de POS précité jusqu'au 17 avril 2023 inclus. Les observations devront être présentées par écrit au Collège des bourgmestres et échevins de la Ville de Diekirch - le cachet de la poste faisant foi.

Parallèlement à la consultation publique relative au projet de POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“ est menée la consultation publique relative aux incidences environnementales du projet de POS.

2. Rapport sur les incidences environnementales (RIE) relatif au projet POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“

Conformément à l'article 7 (1) de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans ou programmes sur l'environnement, le projet de POS précité et le RIE y relatif sont mis à disposition du public pendant 30 jours à partir du 1^{er} mars 2023 dans les locaux du Département de l'aménagement du territoire du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, sis à 4 place de l'Europe, L-2940 Luxembourg et à la maison communale de la Ville de Diekirch.

L'objet, un résumé du projet de POS, le RIE ainsi que le résumé non technique du RIE sont également publiés sur le site internet du Département de l'aménagement du territoire (www.amenagement-territoire.public.lu/) en date du 1^{er} mars 2023.

Ainsi le délai pendant lequel les personnes intéressées pourront consulter le dossier complet courra jusqu'au 31 mars 2023 inclus. Aussi, elles peuvent formuler leurs observations et suggestions par le biais du support électronique „observations_sup@mat.etat.lu“ ou directement par écrit à l'adresse du Département de l'aménagement du territoire du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire susmentionnée dans les 45 jours du début de la publication précitée, soit du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 17 avril 2023 inclus.

3. Réunion d'information portant sur le projet de POS et le RIE y relatif

En application de l'article 7 (1) de la loi précitée du 22 mai 2008 et de l'article 18 (3) de la loi précitée du 17 avril 2018, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions et de la ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions en date du 15 mars 2023 à 19h00 au lycée classique de Diekirch - 32, Av. De la Gare, L-9233 à Diekirch.

Communiqué par le Département de l'aménagement du territoire (DATer), Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

282193

Avis

Ville de Diekirch
Elections communales
du 11 juin 2023

PRÉSENTATIONS DES LISTES
DE CANDIDAT·E·S

La Présidente du Tribunal d'Arrondissement de et à Diekirch, Présidente du bureau principal de la Ville de Diekirch pour les élections communales du dimanche, 11 juin 2023, recevra les présentations de candidat·e·s et les désignations des témoin·te·s, en son bureau à **L-9237 Diekirch, 4, Place Guillaume, Palais de Justice, rez-de-chaussée, le mardi, 28 mars 2023 et le mercredi, 12 avril 2023, chaque fois de 15.00 à 18.00 heures.** Le dernier délai utile pour faire les présentations est le mercredi, 12 avril 2023 à 18.00 heures. Passé ce délai, aucune présentation de candidat·e·s ne sera plus recevable.

Aux fins de la présentation des listes de candidat·e·s, des formulaires imprimés sont mises à la disposition des intéressé·e·s. Les formulaires peuvent, soit être retirés au Tribunal d'Arrondissement de Diekirch, Palais de Justice, rez-de-chaussée, soit être transmis sous forme électronique (prière de téléphoner au 80 32 14 - 27 pour obtenir le formulaire sous format pdf). Diekirch, le 28 février 2023.

La Présidente du
Tribunal d'Arrondissement
de et à Diekirch,
Brigitte KONZ

INSTRUCTIONS AU SUJET
DES CANDIDATURES

Les listes sont constituées pour chaque commune par les groupements de candidats qui, par une déclaration signée par eux, acceptent la candidature dans cette commune, et sont présentées conjointement soit par cinquante électeurs inscrits dans la commune, soit par un conseiller communal, sortant ou en fonction.

Chaque liste doit être déposée par un mandataire désigné par et parmi les présentants. En cas de présentation par un conseiller communal, le mandataire est choisi par les candidats de la liste, parmi ces candidats et le conseiller communal sortant ou en fonction qui les présente.

Toute candidature isolée est considérée comme formant une liste à elle seule.

La liste indique les nom, prénoms, profession, domicile et nationalité des candidats ainsi que des électeurs ou du conseiller communal sortant ou en fonction qui les présentent.

Ne peuvent pas se porter candidats et peuvent retirer leur candidature ceux qui ne sont pas éligibles (article 228 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003).

Une liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des conseillers à élire dans la commune (13 conseillers communaux).

Une liste ne peut être majoritairement composée de candidats ne possédant pas la nationalité luxembourgeoise (article 229 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003).

Nul ne peut figurer, ni comme candidat ni comme présentant dans plus d'une liste d'une même commune.

Chaque liste doit porter une dénomination et dans les cas où des listes différentes portent des dénominations identiques, les mandataires sont invités à établir les distinctions nécessaires (article 230 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003).

Toute liste doit être déposée au plus tard le 12 avril 2023 à 18.00 heures (article 227 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003).

Lors de la présentation des candidats, le mandataire de la liste peut désigner, pour assister aux opérations de vote, un témoin et un témoin suppléant au plus pour chacun des bureaux de vote, choisis parmi les électeurs de la commune (article 235 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003).

Les mandataires chargés du dé-

pôt des listes sont invités, afin de simplifier les vérifications imposées par la loi, de joindre, tant pour les candidats que pour les présentants, ainsi que pour les témoins, les certificats d'inscription sur la liste électorale, à délivrer par l'Administration Communale de Diekirch, ainsi qu'un certificat de résidence.

Conditions d'éligibilité:

Pour être éligible, il faut:

1. jouir des droits civils et ne pas être déchu du droit d'éligibilité dans le Grand-Duché de Luxembourg ou dans l'Etat d'origine; cette dernière condition ne peut toutefois pas être opposée à des citoyens non luxembourgeois qui, dans leur pays d'origine, ont perdu le droit d'éligibilité en raison de leur résidence en dehors de leur Etat d'origine;

2. être âgé de dix-huit ans accomplis au jour de l'élection;

3. avoir sa résidence habituelle dans la commune, c'est-à-dire y habiter d'ordinaire; cette condition doit être remplie depuis six mois au moins lors du dépôt de la candidature.

Le ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace Schengen et l'autre ressortissant étranger doit produire à l'appui de sa candidature:

1° une déclaration précisant:

a) sa nationalité et son adresse au Grand-Duché de Luxembourg;

b) qu'il n'est pas déchu du droit d'éligibilité dans son Etat d'origine ou, le cas échéant, que la perte du droit d'éligibilité est due aux conditions de résidence imposées par l'Etat d'origine;

En cas de fausse déclaration, les pénalités prévues à l'article 94 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 sont applicables.

2° un document d'identité en cours de validité.

Le ressortissant étranger autre que le ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace Schengen doit produire en outre à l'appui de sa candidature une carte ou un titre de séjour en cours de validité.

282212

Ministère de la Mobilité
et des Travaux publics
Administration des
Ponts et Chaussées
Division de l'exploitation
de la grande voirie
et de la gestion du trafic

Avis de marché

Procédure: ouverte

Type de marché: Travaux

Ouverture le 23/03/2023 à 10:00. Lieu d'ouverture: Administration des ponts et chaussées Division de l'exploitation de la grande voirie et de la gestion du trafic (Bâtiment CITA) 21 rue du Chemin de Fer L-8057 Bertrange

Intitulé: Marquage horizontal sur le réseau autoroutier - Exercice 2023

Description: Le présent marché a pour objet la réfection du marquage horizontal sur le réseau autoroutier.

Début prévisible: 2023

Durée prévisible: 1 an

Conditions de participation: Effectif minimum en personnel de l'opérateur économique occupé dans le métier concerné: 30 personnes pendant les trois (3) der-

nières années

Chiffre d'affaires annuel minimum dans le métier concerné pour les trois (3) derniers exercices légalement disponibles: 250.000,00 €

Conditions d'obtention du dossier de soumission: Les documents de soumission peuvent être téléchargés sur le portail des marchés publics (www.pmp.lu). Les offres établies sur des bordereaux qui n'ont pas été téléchargés directement sur le site ne seront pas prises en considération. Il ne sera pas procédé à des envois de bordereaux sur papier.

Réception des offres: Les offres portant l'inscription „Marquage horizontal sur le réseau autoroutier - Exercice 2023“ sont à remettre conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics en vigueur avant les dates et heures fixées pour l'ouverture: soit via le portail des marchés publics (www.pmp.lu) - soit sur support papier à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission.

Date de publication de l'avis 2300365 sur www.marches-publics.lu: 27/02/2023

282200

Ministère de la Santé

Appel de
candidatures

Procédure: européenne concurrentielle avec négociation

Type de marché: Services

Réception des offres ou des mandats de participation:

Date limite: 31/03/2023 Heure: 18:00

SECTION II: OBJET DU MARCHÉ

Intitulé attribué au marché:

Marché public pour l'acquisition d'une base de données nationale de pharmacovigilance pour le Grand-Duché de Luxembourg

Description succincte du marché: La Direction de la santé lance un appel à candidature en vue de l'acquisition d'une base de données nationale de pharmacovigilance, lui permettant de collecter les déclarations, les analyser et les gérer avant de les transmettre à la base de données Eudravigilance.

SECTION IV: PROCÉDURE

Conditions d'obtention du cahier des charges:

Le dossier de candidature est exclusivement téléchargeable via le portail des marchés publics.

SECTION VI: RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Autres informations:

Réception des candidatures: La réception des candidatures se fera exclusivement via le portail des marchés publics.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E.: 27/02/2023

La version intégrale de l'avis no 2300418 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

282219

➔ Enseignement

Soutien scolaire nohelleflux.lu 691523763



Fondation
Luxembourg Air Rescue
BILLULL
LU84 0020 1167 9560 0000

Mobbing asbl

La Mobbing asbl propose à toute personne sous contrat de travail:

une consultation individuelle

des formations pour les responsables en entreprises

des conférences pour le grand public

Pour plus d'informations veuillez consulter notre site web ou contactez-nous

par téléphone ou mail.

Notre équipe est à votre écoute du lundi au vendredi de 9h00 à 16h00

Téléphone : +352 28 37 12 12. Mail: mobbingasbl@mobbingasbl.lu

Site web: www.mobbingasbl.lu



Anzeigen | Annonces

Avis officiels

AVIS

Ville de Diekirch
Elections communales du 11 juin 2023

PRESENTATIONS DES LISTES DE CANDIDAT-E-S

La Présidente du Tribunal d'Arrondissement de et à Diekirch, Présidente du bureau principal de la Ville de Diekirch pour les élections communales du dimanche, 11 juin 2023, recevra les présentations de candidat-e-s et les désignations des témoins-te-s, en son bureau à **L-9237 Diekirch, 4, Place Guillaume, Palais de Justice, rez-de-chaussée, le mardi, 28 mars 2023 et le mercredi, 12 avril 2023, chaque fois de 15.00 à 18.00 heures**. Le dernier délai utile pour faire les présentations est le **mercredi, 12 avril 2023 à 18.00 heures**. Passé ce délai, aucune présentation de candidat-e-s ne sera plus recevable.

Aux fins de la présentation des listes de candidat-e-s, des formules imprimées sont mises à la disposition des intéressé-e-s. Les formulaires peuvent, soit être retirés au Tribunal d'Arrondissement de Diekirch, Palais de Justice, rez-de-chaussée, soit être transmis sous forme électronique (prière de téléphoner au 80 32 14 - 27 pour obtenir le formulaire sous format pdf).

Diekirch, le 28 février 2023.

La Présidente du Tribunal d'Arrondissement de et à Diekirch,
Brigitte KONZ

INSTRUCTIONS AU SUJET DES CANDIDATURES

Les listes sont constituées pour chaque commune par les groupements de candidats qui, par une déclaration signée par eux, acceptent la candidature dans cette commune, et sont présentées conjointement soit par cinquante électeurs inscrits dans la commune, soit par un conseiller communal, sortant ou en fonction.

Chaque liste doit être déposée par un mandataire désigné par et parmi les présents. En cas de présentation par un conseiller communal, le mandataire est choisi par les candidats de la liste, parmi ces candidats et le conseiller communal sortant ou en fonction qui les présente.

Toute candidature isolée est considérée comme formant une liste à elle seule.

La liste indique les nom, prénoms, profession, domicile et nationalité des candidats ainsi que des électeurs ou du conseiller communal sortant ou en fonction qui les présentent.

Ne peuvent pas se porter candidats et peuvent retirer leur candidature ceux qui ne sont pas éligibles (article 228 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003).

Une liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des conseillers à élire dans la commune (13 conseillers communaux).

Une liste ne peut être majoritairement composée de candidats ne possédant pas la nationalité luxembourgeoise (article 229 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003).

Nul ne peut figurer, ni comme candidat ni comme présentant dans plus d'une liste d'une même commune.

Chaque liste doit porter une dénomination et dans les cas où des listes différentes portent des dénominations identiques, les mandataires sont invités à établir les distinctions nécessaires (article 230 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003).

Toute liste doit être déposée au plus tard le **12 avril 2023 à 18.00 heures** (article 227 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003).

Lors de la présentation des candidats, le mandataire de la liste peut désigner, pour assister aux opérations du vote, un témoin et un témoin suppléant au plus pour chacun des bureaux de vote, choisis parmi les électeurs de la commune (article 235 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003).

Les mandataires chargés du dépôt des listes sont invités, afin de simplifier les vérifications imposées par la loi, de joindre, tant pour les candidats que pour les présents, ainsi que pour les témoins, les certificats d'inscription sur la liste électorale, à délivrer par l'Administration Communale de Diekirch, ainsi qu'un certificat de résidence.

Conditions d'éligibilité:

Pour être éligible, il faut:

1. jouir des droits civils et ne pas être déchu du droit d'éligibilité dans le Grand-Duché de Luxembourg ou dans l'Etat d'origine; cette dernière condition ne peut toutefois pas être opposée à des citoyens non luxembourgeois qui, dans leur pays d'origine, ont perdu le droit d'éligibilité en raison de leur résidence en dehors de leur Etat d'origine;
2. être âgé de dix-huit ans accomplis au jour de l'élection;
3. avoir sa résidence habituelle dans la commune, c'est-à-dire y habiter d'ordinaire; cette condition doit être remplie depuis six mois au moins lors du dépôt de la candidature.

Le ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace Schengen et l'autre ressortissant étranger doit produire à l'appui de sa candidature:

1° une déclaration précisant:

- a) sa nationalité et son adresse au Grand-Duché de Luxembourg;
- b) qu'il n'est pas déchu du droit d'éligibilité dans son Etat d'origine ou, le cas échéant, que la perte du droit d'éligibilité est due aux conditions de résidence imposées par l'Etat d'origine;

En cas de fausse déclaration, les pénalités prévues à l'article 94 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 sont applicables.

2° un document d'identité en cours de validité.

Le ressortissant étranger autre que le ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace Schengen doit produire en outre à l'appui de sa candidature une carte ou un titre de séjour en cours de validité.

2297581

Avis officiel

Il est porté à la connaissance du public que suite à la décision du Gouvernement réuni en conseil du 8 février 2023, le projet de POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad » a été transmis par voie électronique en date du 22 février 2023 au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch et au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT).

1. **Projet de POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad »**
Le projet POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad » a pour objet de permettre la construction d'un complexe pour l'accueil du Centre d'incendie et de secours (CIS) pour la « Nordstad » ainsi que l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale, aux incendies réels et pour l'équipe canine de sauvetage.

Conformément à l'article 18 (2) de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, le projet de POS sous rubrique sera déposé pendant 30 jours à partir du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 31 mars 2023 inclus auprès de la maison communale de la Ville de Diekirch où toute personne pourra en prendre connaissance.

Conformément à l'article 18 (4) de la loi précitée du 17 avril 2018, les personnes intéressées pourront formuler leurs observations, sous peine de forclusion, à l'égard du projet de POS pendant un délai de 45 jours à compter du dépôt du projet de POS précité jusqu'au 17 avril 2023 inclus. Les observations devront être présentées par écrit au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch - le cachet de la poste faisant foi.

Parallèlement à la consultation publique relative au projet de POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad » est menée la consultation publique relative aux incidences environnementales du projet de POS.

2. **Rapport sur les incidences environnementales (RIE) relatif au projet POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad »**

Conformément à l'article 7 (1) de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans ou programmes sur l'environnement, le projet de POS précité et le RIE y relatif sont mis à disposition du public pendant 30 jours à partir du 1^{er} mars 2023 dans les locaux du Département de l'aménagement du territoire du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, sis à 4 place de l'Europe, L-2940 Luxembourg et à la maison communale de la Ville de Diekirch.

L'objet, un résumé du projet de POS, le RIE ainsi que le résumé non technique du RIE sont également publiés sur le site internet du Département de l'aménagement du territoire (www.aménagement-territoire.public.lu/) en date du 1^{er} mars 2023.

Ainsi le délai pendant lequel les personnes intéressées pourront consulter le dossier complet courra jusqu'au 31 mars 2023 inclus. Aussi, elles peuvent formuler leurs observations et suggestions par le biais du support électronique « observations_sup@mat.etat.lu » ou directement par écrit à l'adresse du Département de l'aménagement du territoire du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire susmentionnée dans les 45 jours du début de la publication précitée, soit du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 17 avril 2023 inclus.

3. **Réunion d'information portant sur le projet de POS et le RIE y relatif**

En application de l'article 7 (1) de la loi précitée du 22 mai 2008 et de l'article 18 (3) de la loi précitée du 17 avril 2018, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions et de la ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions en date du 15 mars 2023 à 19h00 au Lycée classique de Diekirch - 32, Av. De la Gare, L-9233 à Diekirch.

Communiqué par le Département de l'aménagement du territoire (DATer), Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

2297581



INITIATIV LIEWENSUFANK
DEBUT DE LA VIE - BEGINNING OF LIFE

Zentrum für Schwangerschaft, Geburt, Stillen und Elternschaft • Tel : 36 05 98 - www.liewensufank.lu

Stillen Sie Ihr Baby?
Haben Sie Fragen?

Unsere Stillberaterinnen sind für Sie da, Mo.- Fr. von 9:00 bis 11:30

2297581

SOUTENEZ LEURS PROJETS D'AVENIR

CCPL LU61 1111
0227 5355 0000



Iles de Paix forme et accompagne des milliers d'agriculteurs afin d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur qualité de vie.

www.ilesdepaix.lu

2297581

xXx
TRISOMIE 21 Lëtzebuerg asbl

www.trisomie21.lu - Tél. 26 78 74 51

BCEE LULL IBAN LU69 0019 1055 7846 6000
CCPL LULL IBAN LU13 1111 1908 7879 0000

2297581

AVIS DE L'ÉTAT

Ministère de la Santé

Appel de candidatures

Procédure: européenne concurrentielle avec négociation
Type de marché: Services
Réception des offres ou des demandes de participation:
Date limite: 31/03/2023 Heure: 18:00

SECTION II: OBJET DU MARCHÉ
Intitulé attribué au marché: Marché public pour l'acquisition d'une base de données nationale de pharmacovigilance pour le Grand-Duché de Luxembourg
Description succincte du marché: La Direction de la santé lance un appel à candidature en vue de l'acquisition d'une base de données nationale de pharmacovigilance, lui permettant de collecter les déclarations, les analyser et les gérer avant de les transmettre à la base de données Eudravigilance.

SECTION IV: PROCÉDURE
Conditions d'obtention du cahier des charges:
Le dossier de candidature est exclusivement téléchargeable via le portail des marchés publics.

SECTION VI: RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
Autres informations:
Réception des candidatures: La réception des candidatures se fera exclusivement via le portail des marchés publics.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E.: 27/02/2023
La version intégrale de l'avis no 2300418 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

282218

Avis officiel

Il est porté à la connaissance du public que suite à la décision du Gouvernement réuni en conseil du 8 février 2023, le projet de POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“ a été transmis par voie électronique en date du 22 février 2023 au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch et au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT).

1. Projet de POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“

Le projet POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“ a pour objet de permettre la construction d'un complexe pour l'accueil du Centre d'incendie et de secours (CIS) pour la „Nordstad“ ainsi que l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale, aux incendies réels et pour l'équipe canine de sauvetage.

Conformément à l'article 18 (2) de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, le projet de POS sous rubrique sera déposé pendant 30 jours à partir du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 31 mars 2023 inclus auprès de la maison communale de la Ville de Diekirch où toute personne pourra en prendre connaissance.

Conformément à l'article 18 (4) de la loi précitée du 17 avril 2018, les personnes intéressées pourront formuler leurs observations, sous

peine de forclusion, à l'égard du projet de POS pendant un délai de 45 jours à compter du dépôt du projet de POS précité jusqu'au 17 avril 2023 inclus. Les observations devront être présentées par écrit au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch - le cachet de la poste faisant foi.

Parallèlement à la consultation publique relative au projet de POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“ est menée la consultation publique relative aux incidences environnementales du projet de POS.

2. Rapport sur les incidences environnementales (RIE) relatif au projet POS „Centre d'incendie et de secours Nordstad“

Conformément à l'article 7 (1) de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans ou programmes sur l'environnement, le projet de POS précité et le RIE y relatif sont mis à disposition du public pendant 30 jours à partir du 1^{er} mars 2023 dans les locaux du Département de l'aménagement du territoire du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, sis à 4 place de l'Europe, L-2940 Luxembourg et à la maison communale de la Ville de Diekirch.

L'objet, un résumé du projet de POS, le RIE ainsi que le résumé non technique du RIE sont également publiés sur le site internet du Département de l'aménagement du territoire (www.aménagement-territoire.public.lu/) en date du 1^{er} mars 2023.

Ainsi le délai pendant lequel les personnes intéressées pourront consulter le dossier complet courra jusqu'au 31 mars 2023 inclus. Aussi, elles peuvent formuler leurs observations et suggestions par le biais du support électronique „observations_sup@mat.etat.lu“ ou directement par écrit à l'adresse du Département de l'aménagement du territoire du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire susmentionnée dans les 45 jours du début de la publication précitée, soit du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 17 avril 2023 inclus.

3. Réunion d'information portant sur le projet de POS et le RIE y relatif

En application de l'article 7 (1) de la loi précitée du 22 mai 2008 et de l'article 18 (3) de la loi précitée du 17 avril 2018, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions et de la ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions en date du 15 mars 2023 à 19h00 au Lycée classique de Diekirch - 32, Av. De la Gare, L-9233 à Diekirch.

Communiqué par le Département de l'aménagement du territoire (DATER), Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

282192

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées
Division de l'exploitation de la grande voirie et de la gestion du trafic

Avis de marché

Procédure: ouverte
Type de marché: Travaux
Ouverture le 23/03/2023 à 10:00. Lieu d'ouverture: Administration des ponts et chaussées Division de l'exploitation de la grande voirie et de la gestion du trafic (Bâtiment CITA) 21 rue du Chemin de Fer L-8057 Bertrange
Intitulé: Marquage horizontal sur le réseau autoroutier - Exercice 2023

Description: Le présent marché a pour objet la réfection du marquage horizontal sur le réseau autoroutier.

Début prévisible: 2023
Durée prévisible: 1 an
Conditions de participation: Effectif minimum en personnel de l'opérateur économique occupé dans le métier concerné: 30 personnes pendant les trois (3) dernières années

Chiffre d'affaires annuel minimum dans le métier concerné pour les trois (3) derniers exercices légalement disponibles: 250.000,00 €

Conditions d'obtention du dossier de soumission: Les documents de soumission peuvent être téléchargés sur le portail des marchés publics (www.pmp.lu). Les offres établies sur des bordereaux qui n'ont pas été téléchargés directement sur le site ne seront pas prises en considération. Il ne sera pas procédé à des envois de bordereaux sur papier.

Réception des offres: Les offres portant l'inscription „Marquage horizontal sur le réseau autoroutier - Exercice 2023“ sont à remettre conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics en vigueur avant les dates et heures fixées pour l'ouverture: - soit via le portail des marchés publics (www.pmp.lu) - soit sur support papier à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission.

Date de publication de l'avis 2300365 sur www.marches-publics.lu: 27/02/2023

282199

ENSEIGNEMENT

SOUTIEN SCOLAIRE - nohelleflux.lu
Nohelleff Grondschool Lycée T. 691523763

L'accident vasculaire cérébral: une urgence
-Composez le 112



Plooschter
Projet

DE KAMPE GEINT LEUKEMIE
ACH EN EKIDDE SPORT

Enne mat aisen Kampf geint

Leukemie

mat engels Don op de Kofte: CCEPULL PLOOSCHTERPROJET
PAN Lun 7 111 7033 0252 0000
reponu d'otale publique

www.plooschterprojet.lu

QR parcode



ACHATS

ANKAUF und AUKTIONEN
FAMILIE GROSS
ZAHLT BAR'ES FÜR WAHRES

Wir kaufen zu fairen Preisen auch seltene und kostbare Waren

Antiquitäten und Sammlungen

Ölgemälde, Bronzefiguren, Krokotaschen, Teppiche, Piano, Flügel, Tafelsilber, Zeitmesser, Porzellan, Kristall, Weine, Cognacs, Möbel, Wand-/Stand-/Tischuhren, Musikdosen, alter Modeschmuck, Puppen, Schallplatten, Zinn, Musikinstrument, Näh-/Schreibmaschinen und Schreibutensilien, Münzen, Briefmarken, Bücher, Orden, Militaria, Reisegepäck

Schmuck & Edelmetalle

alles aus Gold & Silber (auch beschädigt), Goldschmuck, Platin, Schmuck von namhaften Hersteller, Diamanten, Perlen, Münzen, Barren, Bernstein, auch Altgold jeglicher Art, Zahngold und Dental

Armband- & Taschenuhren

Omega, Breitling, Lange und Söhne, Glashütte, Rolex, TAG Heuer, IWC, Patek Philippe, Audemars Piguet, Cartier, Chopard, Tudor, Jaeger-LeCoultre, Baume & Mercier, Breguet, Blancpain, Geneve und vieles mehr...

Pelze, Bekleidung & Accessoires
Pelzbekleidung, Mantel, Jacken, Swinger usw. Krokotaschen, alles von Hermès, Louis Vuitton, Gucci, Chanel, Armani & Handtaschen, Reisekoffer, Schreibmaterialien.

Fahrzeuge

Oldtimer, Youngtimer, Boote, Wohnmobile, Luxusautos, mit und ohne Schäden

→ Bitte alles von A bis Z anbieten
→ Gerne mit Vorlage meines Personalausweises
→ 3 Tage Preisgarantie
→ Abwicklung seriös, fair & diskret
Wir freuen uns auf Ihren Anruf
MFG Gross
Tel. + WhatsApp 621 649 191

Kleine Schatztruhe kauft Pelze, alte Persertepp. Ölgemälde, Antiquitäten, Kleinkunst, Luxus-Taschen, Porzellan, Bronzefiguren, Bleikristalle, Silberbesteck, Tafelsilber, Zinn, Schreibmaschinen, Musikinstrumente, Koralle u. Bernstein, Schmuck, Münzen, Uhren, usw. www.kleineschatztruhe.com
Tel. 661 317 528 281802

AUTOS



Kaufe alle Wohnmobile.
Zahle sofort. Tel: 621 649 191



Kaufe alle Oldtimer/Youngtimer.
Auch restaurierungsbedürftig.
Zahle sofort. Tel. 621 649 191

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure: européenne ouverte
Type de marché: Travaux
Modalités d'ouverture des offres:

Date: 04/04/2023 Heure: 10:00
SECTION II: OBJET DU MARCHÉ
Intitulé attribué au marché: Travaux de modernisation des luminaires et remise en état des installations électriques à exécuter dans l'intérêt du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean à Luxembourg

Description succincte du marché:
- 5 centraux d'éclairage secours avec batteries
- 1 centrale incendie
- 8 centraux de contrôle d'accès

- Adaptation de 8 tableaux électriques
- Longueur totale de câbles force: 1'000 ml
- Longueur totale de câbles data: 1'000 ml

La durée des travaux est de 150 jours ouvrables, à débiter le 2^e semestre 2023.

Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

SECTION IV: PROCÉDURE

Conditions d'obtention du cahier des charges:
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

SECTION VI: RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Autres informations:
Conditions de participation: Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres: Les offres



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Énergie et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Administration communale de Diekirch

Collège des bourgmestre et
échevins

Luxembourg, le 21 février 2023

Lettre recommandée avec accusé de réception

Objet : Information du Collège des bourgmestre et échevins concernant la transmission par voie électronique du projet de plan d'occupation du sol (POS) « Centre d'incendie et de secours Nordstad »

Monsieur le bourgmestre,
Madame et Monsieur les échevins,

Le 8 février 2023, le Gouvernement en conseil a décidé que le projet de POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad » sera transmis par voie électronique au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch ainsi qu'au Conseil supérieur de l'aménagement du territoire (CSAT) afin de permettre le lancement de la procédure de consultation du public telle que prévue par l'article 18 de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire.

La transmission par voie électronique du projet de POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad » sera effectuée le 22 février 2023 sous forme d'un courriel contenant un lien « OTX » pour télécharger le dossier qui devra faire l'objet d'un dépôt auprès de la maison communale.

a) Contenu de la transmission par voie électronique

En supplément des pièces ayant trait au projet de POS (avant-projet de règlement grand-ducal rendant obligatoire le POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad », exposé des motifs, commentaire des articles, partie graphique ainsi qu'un plan vert annexé à titre indicatif), le dossier électronique contient également le rapport sur les incidences environnementales (RIE) relatif au projet de POS au sens de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative aux incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Un certificat ayant trait à la politique de protection des données à caractère personnel au sein du Département de l'aménagement du territoire (ci-après le « DATer ») du ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire figurant en annexe de la présente, devra également être versé au dossier faisant l'objet d'un dépôt auprès de la maison communale.

Comme développé au point b), l'autorité responsable du projet de POS, soit le DATer organisera une procédure de consultation publique qui portera à la fois sur le projet de POS et sur le RIE y relatif.

b) Dépôt, affichage et publications

Pour que les délais de consultation (30 jours) et de formulation d'observations et de suggestions (45 jours) prévus respectivement par les lois précitées des 17 avril 2018 et 22 mai 2008 soient enclenchés de façon concomitante, la date du dépôt du projet de POS à la maison communale devrait concorder avec la date de l'avis de publication de l'objet, du résumé du projet de POS et du résumé non technique du RIE sur support informatique et celle de la publication par extraits de l'objet du projet de POS et du RIE dans 4 journaux/quotidiens publiés au Grand-Duché de Luxembourg.

Ainsi, il est recommandé de procéder au dépôt du dossier envoyé par voie électronique en date du 1^{er} mars 2023, et ce pendant 30 jours (soit du 1^{er} mars au 31 mars 2023 inclus) durant lesquels les intéressés pourront prendre connaissance des pièces y contenues. Les observations et suggestions devront quant à elles être formulées endéans les 45 jours à compter du dépôt, respectivement de la publication précitée (soit du 1^{er} mars au 17 avril 2023 inclus).

- La procédure de consultation publique portant sur le projet de POS (article 18 de la loi précitée du 17 avril 2018)

Dans le cadre de cette procédure, les autorités communales devront veiller à ce que le dépôt soit publié par voie d'affiches apposées de la manière usuelle ainsi que sur leur site internet en portant invitation à prendre connaissance des pièces.

À la fin du dépôt public le 31 mars 2023, la commune est priée de bien vouloir faire parvenir un certificat de publication attestant ledit dépôt par courrier électronique à l'adresse mail suivante : ep_POS@mat.etat.lu.

Pour rappel, les observations des personnes intéressées concernant le projet de POS devront être présentées par écrit au CBE dans les 45 jours à compter du dépôt à la maison communale (soit du 1^{er} mars au 17 avril 2023 inclus), le tout sous peine de forclusion – le cachet de la poste faisant foi.

- La procédure de consultation publique portant sur les incidences environnementales du projet de POS (article 7 (1) de la loi précitée du 22 mai 2008)

Conformément à l'article 7(1) de la loi précitée du 22 mai 2008, le dossier complet du projet de POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad » et le RIE y relatif seront aussi mis à disposition du public à partir du 1^{er} mars 2023 et ce pendant 30 jours dans les locaux du DATer, sis à 4 place de l'Europe, L-1499 Luxembourg et seront consultables sur le site internet du DATer à l'adresse web suivante : www.aménagement-territoire.public.lu/.

Les personnes intéressées pourront ainsi formuler leurs observations et suggestions par le biais du support électronique « observations_sup@mat.etat.lu » ou directement par écrit au 4, place de l'Europe, L-2946 Luxembourg dans les 45 jours du début de la publication précitée du 1^{er} mars au 17 avril 2023 inclus.

c) Réunion d'information

En application de l'article 7 (1) de la loi précitée du 22 mai 2008 et de l'article 18 (3) de la loi précitée du 17 avril 2018, une réunion d'information aura lieu en présence du ministre ayant l'Aménagement du territoire dans ses attributions et de la ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions en date du 15 mars 2023 à 19h00 au Lycée Classique de Diekirch, 32, Avenue de la Gare, L-9233 à Diekirch.

d) Rédaction d'un avis du conseil communal

À partir de la réception de la présente lettre recommandée avec accusé de réception, le conseil communal dispose de trois mois pour procéder à la rédaction de son avis au sujet de l'ensemble du projet de modification et au sujet des observations parvenues par écrit de la part des personnes intéressées au Collège des bourgmestre et échevins (article 18 (2) de la loi précitée du 17 avril 2018).

L'avis du conseil communal devra ensuite être transmis, ensemble avec les copies des observations des personnes intéressées, au Département de l'aménagement du territoire du ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, sis au 4, Place de l'Europe, L-1499 Luxembourg.

Pour toute demande d'informations supplémentaires, prière de vous adresser aux agent-e-s du DATer :

- Madame Renée Hostert (Tél. : 2478-69 31 / renee.hostert@mat.etat.lu);
- Monsieur Daniel Martin (Tél. : 2478-69 50 / daniel.martin@mat.etat.lu).

Je vous prie de croire, Monsieur le bourgmestre, Madame et Monsieur les échevins, en l'expression de mes salutations les plus distinguées.

Pour le Ministre
de l'Aménagement du territoire



Marie-Josée Vidal
Premier Conseiller de Gouvernement

Annexes :

Un modèle d'un avis de publication ;

Un modèle d'un certificat de publication ;

Un certificat concernant la protection des données à joindre au dossier à déposer à la maison communale.

Le tableau figurant ci-dessous reprend les dates-clés des procédures décrites ci-haut :

21 février 2023 :

Transmission par voie électronique du projet de POS et du RIE y relatif

1^{er} mars 2023 :

Dépôt du dossier / publication de l'avis de dépôt par voie d'affiches et sur le site internet de la commune

15 mars 2023 :

Organisation d'une réunion d'information

Du 1^{er} mars au 31 mars 2023 :

Début et fin du délai de consultation du projet de POS et du RIE y relatif /dernier jour de publication de l'avis de dépôt

Du 1^{er} mars au 17 avril 2023 :

Début et fin du délai de formulation des observations dans le cadre des procédures de consultation



VILLE DE
DIEKIRCH

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 22 mai 2023

Point 11

Annonce publique de la séance : 16 mai 2023

Convocation des conseillers : 16 mai 2023

Présents dans la salle des séances:

M. Thill, bourgmestre-président ; M. Daleiden et Mme Schmoetten, échevins ;
MM Bonert P., Thillen, Lopes Goncalves, Hertz, Bohnert R., Weiler, Krack,
Link, Kneip et Della Schiava, conseillers;
Liltz, secrétaire communal

Votant par procuration :
néant

Absent : néant

OBJET : PLAN D'OCCUPATION DU SOL (POS) « CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS NORDSTAD » : Avis du Conseil communal

Le Conseil communal,

Vu le projet d'un plan d'occupation du sol « Centre d'incendie et de secours Nordstad » ayant pour objet de permettre la construction d'un complexe pour l'accueil du centre d'incendie et de secours (CIS) pour la « Nordstad » ainsi que l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale, aux incendies réels et pour l'équipe canine de sauvetage.

Considérant que le projet prémentionné avec les pièces annexées a été déposé au secrétariat communal pendant 30 jours à partir du 1^{er} mars 2023 (i.e. du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 31 mars 2023 inclus).

Considérant qu'une réunion d'information telle que prévue par la loi a été organisée le 15 mars 2023 à 19.00 heures au Lycée Classique de Diekirch, 32, avenue de la Gare, L-9233 Diekirch.

Considérant que les observations des intéressés concernant le projet prémentionné ont dû être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins dans les 45 jours à compter du 1^{er} mars 2023 (i.e. du 1^{er} mars 2023 jusqu'au 17 avril 2023 inclus).

Considérant qu'aucune observation concernant le projet prémentionné n'a été introduite dans le délai imparti.

Considérant que le Conseil communal est maintenant appelé à émettre son avis au sujet du projet d'un plan d'occupation du sol « Centre d'incendie et de secours Nordstad » ayant pour objet de permettre la construction d'un complexe pour l'accueil du centre d'incendie et de secours (CIS) pour la « Nordstad » ainsi que l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale, aux incendies réels et pour l'équipe canine de sauvetage.

Entendu les explications de M. le Bourgmestre au sujet du projet prémentionné.

Vu la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire.

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

Après en avoir délibéré conformément à la loi

dé c i d e u n a n i m e m e n t

de donner un **AVIS FAVORABLE** au sujet du projet d'un plan d'occupation du sol « Centre d'incendie et de secours Nordstad » ayant pour objet de permettre la construction d'un complexe pour l'accueil du centre d'incendie et de secours (CIS) pour la « Nordstad » ainsi que l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale, aux incendies réels et pour l'équipe canine de sauvetage, **sous réserve des observations suivantes** :

Le Conseil communal rappelle aux instances étatiques compétentes que le terrain prévu pour l'implantation du nouveau CIS Nordstad n'est pas raccordé aux réseaux eau, canalisation eaux usées, canalisation eaux pluviales et électricité. Il rappelle également que les infrastructures actuellement en place du côté de la zone artisanale ZANO y ont été réalisées pour l'exploitation du site ZANO et que leur dimensionnement a été calculé et réalisé en tenant compte de l'envergure (superficie et nombre resp. types d'entreprises) du site actuel du ZANO. Un raccordement du futur CIS Nordstad au réseau d'infrastructure actuel du ZANO risque certainement de compromettre le bon fonctionnement des entreprises actuelles et futures de la zone ZANO.

Le Conseil communal se permet de fournir des renseignements supplémentaires dans les domaines « réseaux eau, canalisation eaux usées, canalisation eaux pluviales et électricité » :

Eau

Actuellement le bassin d'eau potable, se trouvant sur le site du Fridhaff et exploité exclusivement par la Ville de Diekirch, ne dispose plus de capacité supplémentaire en eau destinée à la consommation humaine. Par le raccord de deux centrales de béton sises dans la zone artisanale ZANO (initialement non prévues) nécessitant un assez haut débit en eau potable, la capacité du bassin d'eau a atteint ses limites maximales.

Electricité

Actuellement le nouveau poste de régie « ZANO », exploité par la Ville de Diekirch en tant que propriétaire et gestionnaire du réseau de distribution électrique, ne dispose plus de capacité supplémentaire en énergie électrique.

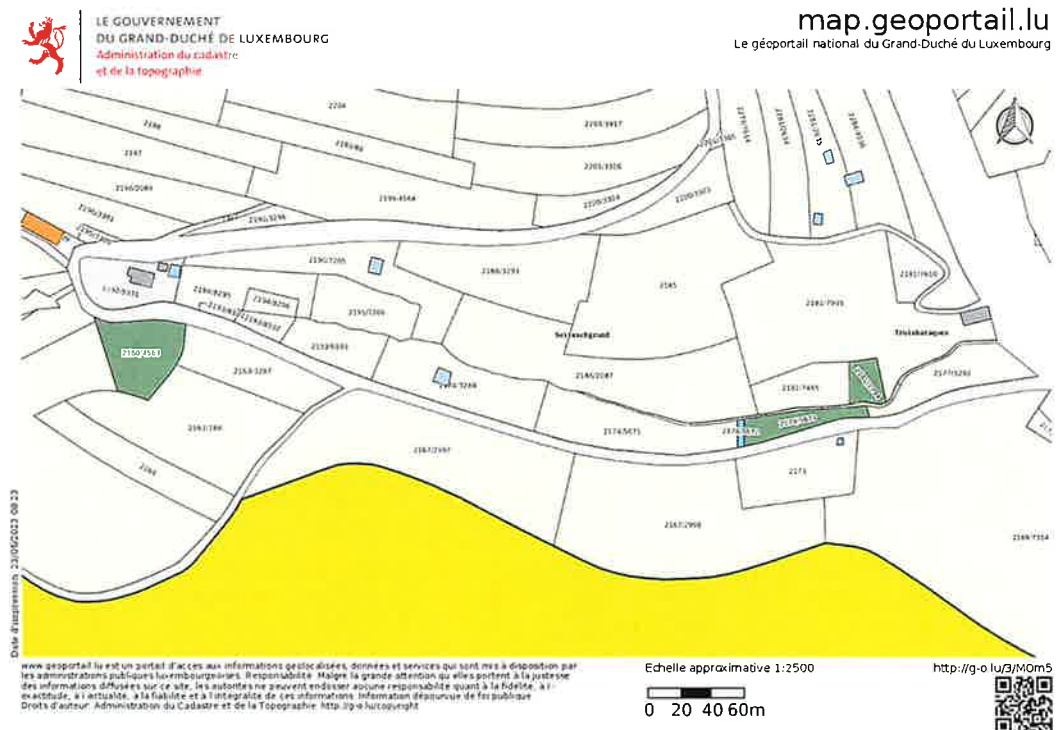
Suite à la mise en place d'une centaine de prises (privées et publiques) pour voitures et bus électriques dans la zone ZANO, avec l'implantation d'une première entreprise de transport de personnes ainsi que d'autres installations projetées dans le zoning, le poste de régie a atteint sa limite au niveau des conditions techniques, notamment au niveau de la puissance maximale de raccordement.

Canalisation eaux usées

L'eau usée de la zone est évacuée par une station de pompage. Une capacité réservée a été prévue dans la canalisation existante entre le SIDEC et Erpeldange-sur-Sûre. Cette capacité est déjà actuellement atteinte, à un moment où toutes les parcelles ne sont pas toutes occupées. Il n'y a donc pas de capacité restante pour le raccord d'une nouvelle parcelle sise en dehors du ZANO. Le Conseil communal insiste à ce que les eaux usées soient évacuées par une canalisation à raccorder au réseau actuel dans la rue Bamertal.

Canalisation eaux pluviales

Les bassins d'orage actuels dans la zone ZANO ont été calculés en tenant compte de la superficie et de l'implantation des entreprises actuelles et futures dans la zone artisanale ZANO. Actuellement, en cas de fortes pluies, une augmentation inquiétante du niveau d'eau dans ces bassins est déjà constatée, alors que toutes les parcelles ne sont pas encore occupées. Il n'y a donc pas de capacité restante pour le raccord d'une nouvelle parcelle en dehors du ZANO. Le Conseil communal insiste à ce que les eaux pluviales provenant du nouveau bassin de rétention à construire sur la parcelle du CIS Nordstad soient évacuées par une canalisation à raccorder au réseau actuel dans la rue Bamertal. La sécurité des habitants des maisons sises en aval du futur CIS Nordstad aux lieux-dits « Seiteschgrund » et « troisbaraques », dont notamment la propriété « Kornelis », doit rester garantie à tout moment.



Le Conseil communal se permet de citer la phrase suivante du « Grünordnungsplan » : *Das anfallende Regenwasser soll in einem Retentionsbecken im nordöstlichen Teil der Fläche gefangen und zwischengestaut werden. (...). Das Hangablaufwasser soll über den Talweg direkt versickert bzw. bei Starkregen über diesen dem Vorfluter zugeleitet werden.* Le Conseil communal s'oppose formellement à une telle gestion des eaux pluviales qui risque de mettre en péril la vie de ces habitants.

Ainsi décidé, date que dessus.



Pour extrait conforme.
Diekirch, le 23 mai 2023
Le Bourgmestre,


Claude Thill

le secrétaire,

René Liltz



VILLE DE
DIEKIRCH

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Le soussigné bourgmestre de la ville de Diekirch certifie par la présente que le projet de plan d'occupation du sol « Centre d'incendie et de secours » ainsi que le rapport sur les incidences environnementales (RIE) y relatif ont été déposés pendant 30 jours à la maison communale, soit du 1^{er} mars au 31 mars 2023 inclus et ce conformément à l'article 18 (2) de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire ainsi qu'à l'article 7 (1) de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Diekirch, le 03 avril 2023

Le bourgmestre,

Claude THILL





Luxembourg, le 22 juin 2023

**Avis du Conseil Supérieur de l'Aménagement du
Territoire concernant le projet de plan d'occupation du
sol « Centre d'incendie et de secours Nordstad »**

Le Ministre de l'Aménagement du territoire saisit le CSAT pour avis à l'égard du projet de plan d'occupation du sol « Centre d'incendie et de secours Nordstad » (CIS Nordstad) qui fut présenté aux membres du CSAT lors de la séance plénière le 28 mars 2023 moyennant une présentation qui complète la documentation usuelle à aviser, à savoir l'avant-projet de règlement grand-ducal, un exposé des motifs, un commentaire des articles, une partie graphique du plan ainsi que le rapport sur les incidences environnementales.

Le CSAT a déjà eu l'opportunité de se prononcer à l'égard de la nouvelle variante de plan d'occupation du sol dans le cadre du plan d'occupation du sol « Nordstad – Lycée » - variante qui est saluée par le CSAT en ce qu'elle permet au Département de l'aménagement du territoire de disposer d'un outil contraignant et performant pour avoir la mainmise nécessaire sur les planifications de projets d'infrastructures publiques d'envergure.

Si le CSAT n'a pas d'observations quant au projet de construction autorisable selon le plan d'implantation détaillé tel qu'il figure dans la partie graphique, il se doit cependant poser des interrogations quant à l'élaboration et la mise au point concrètes du plan en termes du choix du site d'implantation du centre d'incendie et de secours pour la Nordstad.

L'exposé des motifs annexé à l'avant-projet de règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan d'occupation du sol « Centre d'incendie et de secours Nordstad » figurant dans le dossier soumis pour avis relève que la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours dispose d'une nouvelle organisation territoriale et opérationnelle pour les services de secours.

Dans le cadre de cette dernière, quatre zones de secours sont définies, à savoir SUD, CENTRE, EST et NORD. La zone de secours NORD comprend quatre groupements de secours, dont celui de la « Nordstad » qui couvre les communes de Bettendorf, Bourscheid, Colmar-Berg, Erpeldange-sur-Sûre, Schieren, Tandel, ainsi que les Villes de Diekirch et Ettelbruck.

L'implantation des Centres d'incendie et de secours (CIS) doit respecter les objectifs de couverture définis par le Plan national d'organisation des Secours (PNOS) afin de permettre de couvrir dans un délai raisonnable l'ensemble des communes, soit un temps d'accès par la route de 15 minutes.

Afin de pouvoir remplir le contrat opérationnel tel que retenu dans le PNOS, il serait – toujours selon l'exposé des motifs – essentiel de disposer dans l'agglomération de la Nordstad, d'un emplacement stratégique qui permet d'un côté de rejoindre rapidement les villes d'Ettelbruck et de Diekirch où sont concentrés la majeure partie des interventions effectuées par les unités de la zone de secours Nord et qui garantit de l'autre côté une bonne desserte routière afin de permettre une distribution des secours, notamment en cas d'envoi de renforts dans les groupement environnants.

À l'heure actuelle, le CIS Nordstad réunit les anciennes unités de pompiers et de protection civile des villes d'Ettelbruck et de Diekirch dans une unité opérationnelle commune. Sur le plan géographique, le CIS Nordstad est actuellement réparti sur deux bâtiments, un à Ettelbruck, construit en 1984, et un à Diekirch, construit en 1979, puis transformé en 2013.

Or, les deux bâtiments présenteraient des déficits notamment en ce qui concerne les domaines de la séparation noir – blanc, les surfaces disponibles pour un nombre accru de collaborateurs, ainsi que le nombre et la taille des emplacements pour les véhicules d'intervention.

Étant donné qu'une transformation des bâtiments existants ne s'avèrerait pas possible, il aurait été jugé nécessaire de construire un nouveau complexe pour le CIS Nordstad afin d'optimiser les processus internes et d'offrir ainsi un meilleur service aux citoyens.

À cet effet, un groupe de travail interministériel aurait analysé plusieurs sites potentiels en fonction de leur accessibilité, de la surface nécessaire à la réalisation du projet, des coûts d'acquisition ainsi que de l'impact sur l'environnement.

Le terrain retenu se situe à la limite nord de la zone industrielle régionale du Fridhaff et présente une superficie d'environ 21.700 m². Le terrain se trouve en grande partie sur une pente orientée vers le nord.

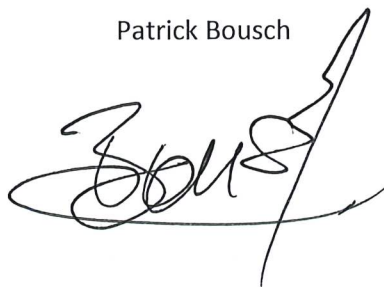
Si le CSAT ne remet pas en question la nécessité de construire un nouveau complexe pour le CIS Nordstad, ni le choix d'implantation retenu, il regrette que le Département de l'aménagement du territoire ne fournisse aucunes explications quant aux raisons ayant mené à choisir tel site comme lieu d'implantation, ni une présentation des autres sites potentiels ayant également été évalués ou les motifs justifiant leur écart.

Dans son avis du 3 mars 2022 concernant l'implantation d'un futur lycée dans la Nordstad, le CSAT avait proposé que les services du ministère de l'aménagement du territoire lui donnent les critères d'aménagement du territoire qui ont permis de sélectionner ce site plutôt qu'un autre. Il est important que ces critères de sélection d'un site soient connus et soient communiqués aux CSAT.

Par exemple, le CSAT se demande si, dans les critères de choix du site pour le futur CIS Nordstad, la possibilité de pouvoir utiliser les transports publics pour les personnes qui s'y rendent, soit pour y travailler, soit pour y suivre des formations, a été prise en considération. Le CSAT tient à rappeler l'importance de la connexion au réseau de transport public.

Au vu de ce qui précède, le CSAT - tout en avisant favorablement le projet de plan d'occupation du sol « Centre d'incendie et de secours Nordstad » - réitère la demande de compléter les dossiers lui étant soumis pour avis par des documents expliquant davantage, les motifs ayant mené à certaines décisions stratégiques relatives au choix du site, ainsi que les sites alternatifs étudiés et écartés.

Patrick Bousch

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bousch', with a large, sweeping flourish extending upwards and to the right.

Président

du

Conseil Supérieur de l'Aménagement
du Territoire



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Luxembourg, le **03 JUIL. 2023**

Monsieur Claude Turmes
Ministre de l'Énergie et de
l'Aménagement du territoire
4, place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

N/Réf: 102773
Dossier suivi par Pit Steinmetz
Tél : 2478 6857
Email : pit.steinmetz@mev.etat.lu

Concerne : Rapport environnemental relatif au projet de plan d'occupation du sol « Centre d'incendie et de secours Nordstad »

Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (avis article 7.2)

Monsieur le Ministre,

Je me réfère au courrier du 21 février 2023 par lequel vous sollicitez mon avis en vertu de l'article 7.2 de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (loi EES ci-après) et ceci au regard du rapport environnemental élaboré pour le projet de plan d'occupation du sol (POS) « Centre d'incendie et de secours Nordstad ».

Le document soumis pour avis a été élaboré par l'association momentanée des bureaux d'études Enviro Services International et Dewey Muller et comprend différentes annexes dont notamment mon avis du 3 octobre 2022 en vertu de l'article 6.3 de la loi EES, l'avant-projet de règlement grand-ducal rendant obligatoire le POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad » avec le plan d'utilisation et le plan d'implantation, des plans détaillés, des coupes et des visualisations du projet de construction, différentes expertises relatives au sujet des champs électromagnétiques, du bruit, des odeurs et des espèces protégées particulièrement (avifaune, chiroptères) et une version sommaire du bilan écologique.

Avec le document soumis pour avis, l'analyse des problématiques identifiées dans l'évaluation sommaire des incidences (UEP) a été approfondie et des mesures d'atténuation et de compensation à réaliser ont été définies. Il convient de saluer que les auteurs du rapport environnemental ont fait des efforts pour prendre en compte les informations découlant d'études élaborées dans le contexte de projets situés dans les alentours du site prévu pour le CIS (p.ex. classement et exploitation de la zone d'activités économiques régionale type 2, échange des conducteurs et renforcement des

pylônes des lignes aériennes 2x 200kV Roost-Flebour et Flebour-Bauler, etc.). Le rapport environnemental soumis pour avis peut être considéré comme complet au regard des dispositions de l'article 5 de la loi EES. Nonobstant, certains aspects du projet auraient mérité une analyse plus poussée.

Remarques spécifiques relatives à l'analyse présentée

Les sites alternatifs considérés dans le passé pour le projet du CIS sont présentés au chapitre 2.3 du rapport environnemental. Dans mon premier avis, j'avais souligné que les raisons à la base du choix du site finalement proposé devraient être mises en évidence. Dans le cas de la parcelle n°3252/8978, le chapitre précité indique que ce site n'a pas été retenu pour différentes raisons (« auf Grund verschiedener Aspekte als negativ eingestuft und nicht weiterverfolgt »). Complémentairement à ces explications, il convient de noter que cette parcelle se situe dans un milieu rural non encore gagné par des infrastructures urbaines importantes et qu'elle est actuellement uniquement accessible à partir de chemins ruraux. La réalisation d'un CIS sur cette parcelle impacterait davantage le paysage remarquable de la vallée du « Bamerdall ». S'il est vrai que cette vallée sera également impactée dans le cas du site finalement retenu, cet impact indirect est cependant atténué considérablement par le fait que la parcelle n°2126/6447 se situe à proximité directe d'une zone d'activités économiques régionales type 2 (ECO-r2) existante qui domine l'effet paysager sur le plateau du Fridhaff.

La figure 7 au chapitre 2.4 du rapport environnemental présente le projet de construction et s'appuie en partie sur les informations du plan n°2953-FAI-ENG-CAD-001-D élaboré par le bureau d'études Beissel-Ruppert. Sur cette figure de même que sur le plan, des lignes bleues sont présentées au bord Ouest de la surface et au Sud du terrain d'entraînement pour les chiens de secours. S'agit-il de la future évacuation des eaux pluviales ? Sur le « plan des réseaux projetés » du même bureau d'études, les lignes bleues avec un tracé similaire représentent le « ruisseau naturel existant à supprimer ». Par ailleurs, les auteurs du rapport environnemental indiquent au chapitre 4.4 que l'évacuation des eaux pluviales provenant du bord Ouest de la surface est planifiée au Nord du terrain d'entraînement, ce qui est en phase avec le « plan des réseaux projetés » du bureau d'études Beissel-Ruppert. Ce plan renseigne sur une « renaturation du ruisseau naturel » au bord Ouest de la surface et au Nord du terrain d'entraînement. Il est indiqué de préciser sur la figure 7 et le plan n°2953-FAI-ENG-CAD-001-D la signification des lignes bleues et de veiller à la cohérence des informations présentées.

Nonobstant, l'approche de vouloir réaliser l'évacuation des eaux pluviales au Nord du terrain d'entraînement est soutenue, vu qu'elle permet de créer un espace d'une certaine qualité écologique moyennant un aménagement adapté. Par ailleurs, en comparaison avec les fonds situés au Sud du terrain d'entraînement, cet espace sera moins perturbé par les activités sur le site. Toutefois, il aurait été indiqué de spécifier la « renaturation du ruisseau naturel » dans le rapport environnemental.

Il ressort du chapitre 4.2 relatif au bien environnemental « flore, faune, biodiversité » que le bureau d'études Milvus a été chargé de réaliser en 2023 une étude avifaunistique spécifique afin de clarifier la valeur de la surface pour le Milan royal. Les résultats de cette étude n'étaient pas encore disponibles pour l'élaboration du rapport environnemental. Cependant, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) a contacté Milvus pour recevoir une information sur l'état d'avancement de l'étude et d'éventuelles conclusions préliminaires. Par mail du 19 juin 2023, Milvus a fait savoir qu'une infraction aux dispositions de l'article 21 peut être exclue, vu les résultats de la recherche de sites de reproduction autour du projet (voir en annexe). Il est recommandé d'annexer le mail précité de Milvus à la version finale du rapport. La qualité éventuelle de la surface comme habitat d'espèces protégées selon l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles est à prendre en

compte au plus tard dans le cadre de la demande d'autorisation. En s'appuyant sur les résultats de l'étude de Milvus de 2015, il ne peut être exclu que le terrain constitue un habitat d'espèce protégée selon l'article 17 de la loi PN.

Selon le bilan écologique sommaire présenté au chapitre 4.2.3 du rapport environnemental, le déficit résultant de la réalisation du projet s'élève à 382.584 éco-points. Aucune mesure de compensation in situ n'a été considérée. Pour l'élaboration du bilan final, il est recommandé de se concerter avec le service d'autorisation de l'Administration de la nature et des forêts pour clarifier si des mesures de compensation in situ spécifiques peuvent être prévues dans le projet, afin de réduire le déficit.

Dans le premier avis, il avait été souligné que des efforts sont faits au niveau national afin d'éviter un maximum de terres d'excavation et un remplissage trop rapide des décharges de déchets inertes. Il ressort du chapitre 4.3 du rapport environnemental que le projet de construction actuel nécessitera un volume de remblai d'au moins 30.000m³ jusqu'à 36.000m³ et qu'il n'engendre, par conséquent, pas de déblais.

Quant à la gestion des eaux pluviales présentées au chapitre 4.4 du rapport environnemental, il est recommandé de prévoir un aménagement écologique (bassin en cascade, fossé ouvert, noue, etc.) permettant de restreindre la profondeur du bassin de rétention projeté. A noter que plusieurs éléments sont à détailler dans le cadre de la demande d'autorisation, notamment :

- l'écoulement des eaux pluviales (vers le bassin de rétention, vers le cours d'eau récepteur, etc.),
- le principe détaillé d'« infiltration » des eaux pluviales (étude géologique, capacité d'infiltration du sol, etc.).

La planification détaillée de l'évacuation des eaux pluviales devra préciser l'écoulement des eaux, les zones d'infiltration, les caractéristiques du bassin de rétention (principe de fonctionnement pour le débit et le trop-plein, dimension, profondeur, matériaux utilisés pour le remblai, aménagement végétalisé, etc.) et l'évacuation des eaux par débit régulé. Pour la détermination de ce débit, le débit naturel du cours d'eau est à considérer pour éviter tout impact négatif (érosion, mise en suspension de particules, etc.) pour le cours d'eau.

Dans le premier avis, il a été jugé nécessaire de valoriser les diverses études existantes. Il est regretté que les auteurs du rapport environnemental ont uniquement pris en compte au chapitre 4.5.1 relatif à la qualité de l'air, aux odeurs et aux bio-aérosols le rapport SGS-TÜV Saar du 15 mars 2016 intitulé « Ermittlung der Geruchsimmissionen in der geplanten Zone d'activité Fridhaff ». Or, il y a lieu de retenir que l'arrêté ministériel modifié 1/17/0656 du 15 février 2019 relatif à l'exploitation du ZANO s'est basé également sur les études relatives à la qualité de l'air suivantes :

- « Ermittlung der Geruchsimmissionen in der geplanten Zone d'activité Fridhaff (Endbericht), SGS-TUV Saar GmbH, Aktenzeichen 3643597. 10, Révision A »; complément du 7 septembre 2016;
- « Bewertung der Beeinflussung des geplanten Gewerbegebietes Fridhaff durch Bioaerosole seitens der Abfallbehandlungsanlagen SÍDEC und SoilConcept durch Bioaerosole, TÜV Technische Überwachung Hessen GmbH, Bericht AM FRA/15/74 » du 14 mars 2016.

Bien que la situation de base des sources émettrices de bio-aérosols est en évolution depuis, il aurait été nécessaire de considérer ces informations pour évaluer le risque potentiel des bio-aérosols. Il est donc vivement recommandé d'évaluer dans le cadre de la finalisation du rapport environnemental, respectivement au plus tard avant la réalisation du projet, la nécessité de réaliser des mesures appropriées p. ex. installation d'une filtration d'air spécifique dans le bâtiment du CIS.

La visibilité du mur de soutènement prévu le long du bord Nord de la route d'accès à partir du Nord de la surface est présentée à la figure 36 au chapitre 4.6 du rapport environnemental. Il en résulte que la futaie feuillue présente au Nord-Ouest de la surface constitue un écran de verdure qui réduira la visibilité du mur. Dans le PAG en vigueur, la futaie feuillue est classée en tant que zone forestière (FOR), de même que les fonds adjacents couverts de broussailles (parcelle 2116/9230). Il est recommandé de laisser évoluer les broussailles vers un stade forestier afin de renforcer l'effet de l'écran dans les années à venir. Notamment pour cette raison, l'idée discutée au chapitre 4.6 du rapport environnemental d'inclure la parcelle n 2116/9230 dans le projet afin de pouvoir réduire la hauteur du mur de soutènement est à rejeter.

Dans le premier avis, des visualisations ont été demandées pour montrer l'effet paysager du projet. Il est vrai que le rapport environnemental comprend des visualisations qui fournissent une représentation en 3D du projet de construction envisagé avec et sans mesures paysagères. Ces visualisations se limitent toutefois aux fonds directement concernés par le projet et non à ceux situés aux alentours. Il aurait été nécessaire d'élaborer des visualisations qui permettent de vérifier si le projet s'intègre bien dans le contexte paysager existant ou non.

Les mesures à respecter sont résumées au chapitre 5 du rapport environnemental. Les auteurs recommandent de prévoir une clôture de chantier entre les structures ligneuses au Nord-Ouest de la surface et du chantier, afin d'éviter qu'elles soient endommagées. En effet, ces structures peuvent être d'importance pour des espèces protégées particulièrement (avifaune, chiroptères, muscardin) et leur protection s'impose. Au chapitre précité, les auteurs présentent les dispositions de la « servitude d'urbanisation – zone tampon ». Il convient de noter que ces dispositions ne définissent pas une conservation des structures ligneuses présentes au bord Nord de la surface, alors que l'expert en chiroptères recommande de conserver ces structures. Par ailleurs, il aurait été nécessaire de vérifier si les plantations proposées dans le plan vert du projet de POS sont en phase avec les dispositions de la « servitude d'urbanisation – zone tampon » (voir les remarques relatives à la prise en compte de l'environnement dans l'avant-projet de RGD). Nonobstant, la réalisation de plantations tant à l'intérieur qu'en bordure du projet s'impose pour réduire l'effet de fragmentation écologique dans la vallée « Bamerdall ».

Eu égard aux « recommandations à titre de précaution sanitaire » présentées dans l'avis¹ du Ministère de l'Energie et de l'Aménagement du territoire du 21.12.2022 relatif aux lignes haute-tensions traversant le site du POS, il est indiqué de compléter le chapitre 5 par la recommandation de « demander une simulation et un calcul des intensités en provenance de la ligne à haute tension actuelle à l'opérateur CREOS ». En revanche, la recommandation de « demander les prévisions concernant l'utilisation future de la ligne à l'opérateur » devrait compléter le chapitre 7 « monitoring ».

Un monitoring est présenté au chapitre 7 du rapport environnemental. Conformément à l'article 11 de la loi EES, il s'agit d'identifier à un stade précoce les impacts négatifs imprévus résultant de la mise en œuvre du POS. Les auteurs proposent de vérifier dans le cadre du monitoring si des études spécifiques ont été réalisées, comme par exemple l'étude avifaunistique ou bien l'étude géotechnique. Il importe de noter que ces études sont à réaliser avant la mise en œuvre du POS et que la vérification de leur réalisation ne permet pas d'identifier des impacts négatifs imprévus résultant de la mise en œuvre du POS.

Le chapitre 9 du rapport environnemental informe sur les lois et règlements grand-ducaux pris en compte lors de l'analyse approfondie. Il y a lieu de noter que la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles n'est plus en vigueur et qu'il importe de citer la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des

¹ Avis en annexe 5B du rapport environnemental

ressources naturelles. Par ailleurs, il est indiqué de citer la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau au lieu de la loi modificative du 20 juillet 2017. Enfin, pour les plans directeurs sectoriels « primaires », il est nécessaire de se référer aux règlements grand-ducaux du 10 février 2021.

Remarques relatives à la prise en compte de l'environnement dans l'avant-projet de RGD

La « servitude d'urbanisation – zone tampon » vise la création d'un écran de verdure « sur une largeur minimale de 10 mètres côté Est et de 5 mètres côté Nord ». Pour le bord Est, elle définit les essences d'arbres qui peuvent être plantées. Parmi ces essences figure le charme houblon (*Ostrya carpinifolia*), un arbre présent au Sud de l'Europe. S'il peut être judicieux de choisir au regard du changement climatique dans le milieu urbain des essences tolérantes à la sécheresse, il n'est pas nécessaire de choisir une telle essence au bord d'un projet en transition vers le paysage ouvert. Il est nécessaire d'écarter cette essence de la servitude, de même que le robinier (*Robinia pseudoacacia*), une essence non indigène et envahissante. Par conséquent, le plan vert qui sera annexé à titre indicatif au POS devra être adapté.

Par ailleurs, dans le cas du côté Nord, il importe de définir moyennant la servitude une conservation des structures ligneuses existantes. Pour ce faire, il est nécessaire de remplacer pour le côté Nord les dispositions du premier point par les dispositions suivantes :

« Les structures ligneuses existantes sont à conserver. Complémentairement à ces structures, des plantations d'arbustes adaptés aux conditions stationnelles sont à réaliser, de sorte que la couverture des structures ligneuses s'élève au moins à 80% de la surface totale de la zone de servitude. »

La « servitude d'urbanisation – zone tampon » définit pour le côté Est qu'« un arbre (...) est à planter par tranche de 100 mètres carrés de la surface de la servitude ». Actuellement, le plan vert n'est pas conforme à cette disposition. Il est vrai que 24 arbres sont planifiés sur une surface d'environ 2000 mètres carrés, mais 18 de ces arbres sont prévus sur une longueur d'environ 50m le long du bord Est du bâtiment principal du CIS. Il est nécessaire de choisir une distribution plus harmonieuse des plantations. Vu que les plantations de « grands arbres » prévues dans le plan vert ont été reprises dans le plan d'implantation, les deux plans devront être adaptés.

Par ailleurs, dans le cas du bord Nord de la surface, le plan vert comprend aucune plantation, alors que la « servitude d'urbanisation – zone tampon » définit « des plantations d'arbustes ». Il est nécessaire de compléter le plan vert par des indications relatives aux essences d'arbustes à utiliser. Ceci vaut également pour le bord Est de la surface, pour lequel le plan vert ne prévoit actuellement aucune plantation d'arbustes sur une longueur d'environ 150m. A noter que l'expert en chiroptères a souligné dans son avis de février 2023 qu'une haie vive continue devrait être créée le long du bord Est de la surface afin d'éviter des perturbations en direction des habitats avoisinants.

A noter encore qu'il n'est pas judicieux de mentionner dans la légende du plan d'implantation la plantation d'arbres à moyenne tige, si les dispositions de la « servitude d'urbanisation – zone tampon » ne permettent que des « plantations d'arbres à haute tige ».

Quant à l'article 6 de l'avant-projet de règlement grand-ducal, il est indiqué de préciser que tous les murs de soutènement en béton sont à végétaliser.

Alors que la légende du plan d'implantation du projet de POS comprend une signature pour les fossés ouverts pour eaux pluviales, de tels fossés ne sont pas affichés sur le plan. Il est recommandé de vérifier si cette signature pourra être utilisée pour reprendre le tracé présenté dans le « plan des réseaux projetés » pour la « renaturation du ruisseau naturel ».

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Mousel', written in a cursive style.

Marianne MOUSEL
Premier Conseiller de Gouvernement

Copie pour information : Ministère de l'Intérieur
Administration de la nature et des forêts
Administration de l'environnement
Administration de la gestion de l'eau

Annexe : Mail du 19 juin 2023 du bureau d'études Milvus

Martine Zimmer

From: Rolf Klein <klein@milvus.de>
Sent: Monday, June 19, 2023 13:11
To: Pit Steinmetz
Subject: AW: Centre d'incendie et de secours Nordstad_Fridhaff

⚠ **Expéditeur externe au réseau de l'Etat. Voir les consignes de sécurité sur ctie.etat.lu.**

Hallo Pit,
wie eben kurz telefonisch besprochen anbei nochmal ein grober Überblick mit dem Vermerk, dass eine detaillierte Auswertung der Aktionsraumanalyse allerdings noch nicht stattgefunden hat.

Das 2015 erfasste Revier des Rotmilans konnte in diesem Jahr nicht bestätigt werden. Alle Kontrollen des damaligen Horstes sowie weiterer zur unbelaubten Zeit erfasste Horste im Umfeld des Plangebietes verliefen negativ. Der nächstgelegene Horst feindet sich in ca. 1.500 Meter Entfernung in nordöstlicher Richtung. Somit ist eine Beeinträchtigung nach Artikel 21 des Luxemburger Naturschutzgesetzes auszuschließen.

Bzgl. der Auswertung der Aktionsraumanalyse kann jedoch bereits soviel gesagt werden, dass die Fläche selbst relativ wenig befliegen wird, die nahegelegene Deponie jedoch sehr intensiv zur Nahrungssuche genutzt wird.

Falls noch weitere Fragen bestehen kannst du dich gerne melden.

Viele Grüße
Rolf

Von: Pit Steinmetz <Pit.Steinmetz@mev.etat.lu>
Gesendet: Freitag, 9. Juni 2023 11:20
An: Rolf Klein <klein@milvus.de>
Betreff: Centre d'incendie et de secours Nordstad_Fridhaff

Hallo Rolf,

Ich prüfe derzeit einen Umweltbericht zum geplanten „Centre d'incendie et de secours Nordstad“ beim Fridhaff. Darin heißt es, dass Milvus beauftragt wurde eine Detailprüfung zur Betroffenheit des Rotmilans durchzuführen und dass dies im Jahr 2023 geschehen soll.

Gibt es schon erste Erkenntnisse?

In der Vergangenheit war der Bereich, wo das Projekt geplant ist, ja nicht ganz uninteressant:

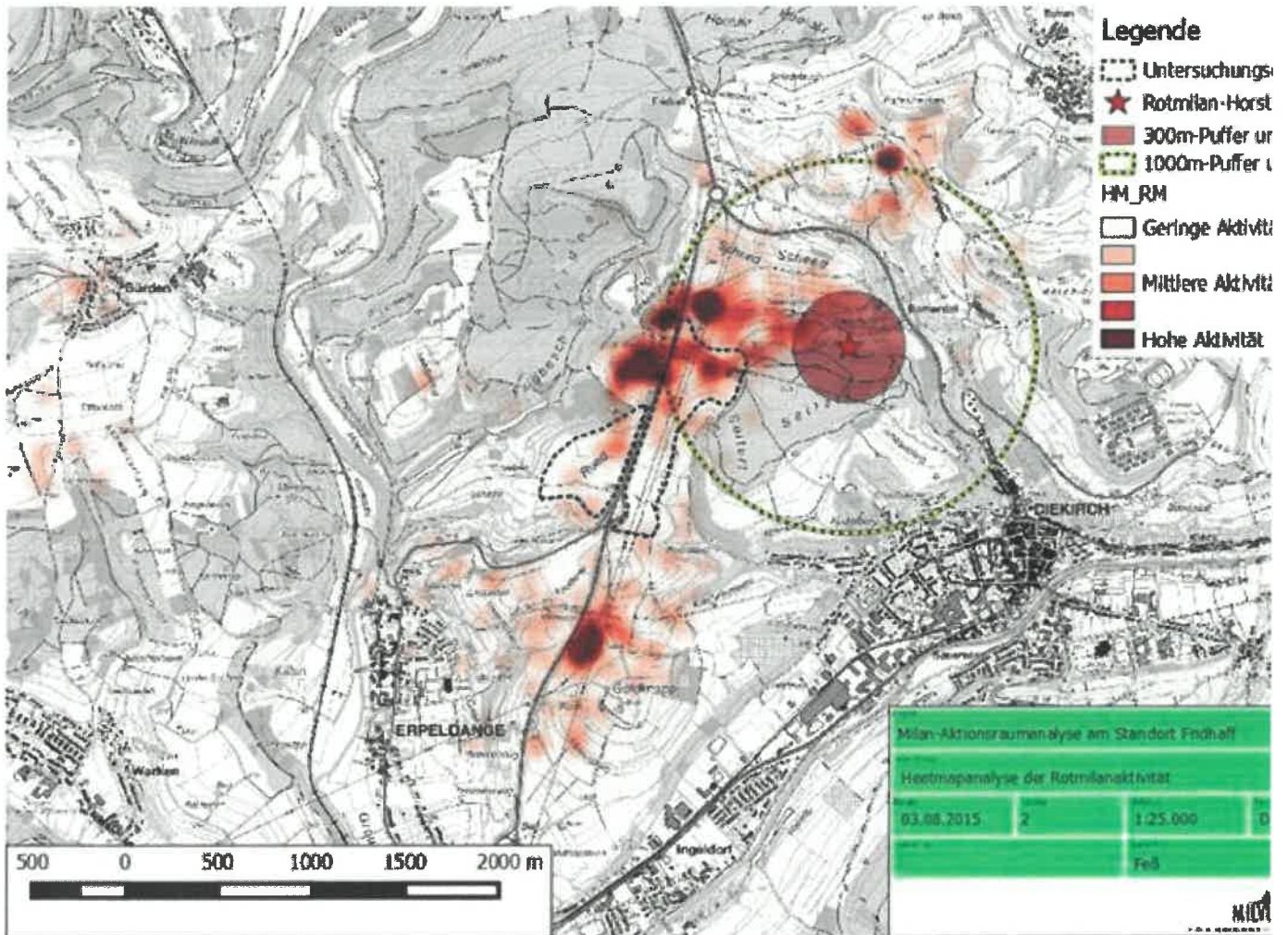


Abbildung 4: Heatmapanalyse der Rotmilanaktivität

Mat beschte Gréiss - Sincères salutations - Mit freundlichen Grüßen - Best regards,

Pit Steinmetz

D3 - Direction des Evaluations des incidences sur l'environnement

LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

4, Place de l'Europe . L-1499 Luxembourg

Tél. (+352) 247-86857

E-mail : pit.steinmetz@mev.etat.lu

www.emwelt.lu . www.gouvernement.lu . www.luxembourg.lu



Rolf Klein
Geschäftsführer

MILVUS GmbH – Planungsbüro

Jahnstraße 9
D-66701 Beckingen
Deutschland

Mail: klein@MILVUS.de
Tel: +49 (0)6832 8070757
Mobil: +49 (0)176 410 159 83
Web: www.MILVUS.de / www.MILVUS.lu



MILVUS GmbH
Planungsbüro



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Énergie et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'aménagement
du territoire

Luxembourg, le 10 juillet 2023

Rapport du ministre de l'Aménagement du territoire concernant les avis portant sur le projet plan d'occupation du sol (POS) « Centre d'incendie et de secours Nordstad » et le rapport sur les incidences environnementales (RIE) y relatif

I. Déroulement des procédures de consultation publique relatives au projet de POS et au RIE y relatif

La présente a pour vocation de synthétiser les différentes étapes des procédures de consultation publique dont mention sous rubrique.

A. Déroulement de la procédure de consultation publique relative à l'élaboration du projet de POS (conformément à l'article 18 de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire)

Le Gouvernement réuni en conseil lors de la séance du 8 février 2023 a marqué son accord quant à la transmission du projet de POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad », ensemble avec le RIE y relatif, au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch et au Conseil supérieur d'aménagement du territoire (CSAT) en vue de lancer les procédures de consultation publiques.

La décision du Conseil de gouvernement susmentionnée a été publiée sous forme abrégée au Journal officiel en date du 15 février 2023 ainsi que dans quatre quotidiens luxembourgeois.

En date du 22 février 2023, le projet de POS a été transmis par voie électronique au Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch ainsi qu'au CSAT. Parallèlement, une lettre recommandée avec accusé de réception les informant de ladite transmission leur a été envoyée.

Par publication dans quatre quotidiens en date des 22 février et 1^{er} mars 2023, le public a été informé des enquêtes publiques portant sur le projet de POS et le RIE y relatif.

Le dossier entier a été déposé le 1^{er} mars 2023 pendant 30 jours auprès de la maison communale de la Ville de Diekirch. Pendant 45 jours à partir de la date précitée du 1^{er} mars 2023 - donc jusqu'au 17 avril 2023 - les personnes intéressées ont pu formuler leurs observations à l'égard du projet de POS.

Toujours dans le cadre de la consultation publique, une réunion d'information a eu lieu le 15 mars 2023 à 19h00 au Lycée classique de Diekirch – 32, Av. de la Gare, L-9233 à Diekirch en présence du ministre de l'Aménagement du territoire, de la ministre de l'Intérieur ainsi que du Directeur général du CGDIS.

B. Déroulement de la procédure de consultation publique relative à l'évaluation environnementale stratégique (conformément aux articles 2 à 9 de la loi précitée du 22 mai 2008)

En parallèle, un rapport sur les incidences environnementales (RIE) a été établi par un bureau d'études agréé et soumis pour avis au ministre ayant l'Environnement dans ses attributions ainsi qu'aux autres autorités ayant des responsabilités spécifiques en matière d'environnement.

Simultanément à l'enquête publique relative au projet de POS, une enquête publique relative aux incidences environnementales de ce dernier a été menée. Ainsi, outre le projet de POS, le RIE y relatif a été mis à disposition du public pendant 30 jours dans la maison communale de la Ville de Diekirch ainsi que dans les locaux du Département de l'aménagement du territoire (DATer) ; le public ayant eu 45 jours pour transmettre ses observations écrites à l'autorité responsable du plan.

L'objet, le résumé du projet de POS, le RIE et un résumé non technique du RIE ont été également publiés sur support informatique via le site internet du DATer.

II. Avis recueillis dans le cadre des procédures précitées

A. L'avis reçu de la part du conseil communal de la Ville de Diekirch la suite proposée

Dans son avis du 23 mai 2023, le conseil communal donne un avis favorable au sujet du projet de plan d'occupation du sol (POS) « Centre d'incendie et de secours Nordstad » ainsi qu'au sujet de l'implantation de terrains d'entraînement, à vocation nationale, aux incendies réels et pour l'équipe canine de sauvetage, sous réserve des observations suivantes :

Éléments de l'avis de la Ville de Diekirch	Suite proposée
<p><u>Eau potable</u></p> <p>« Actuellement le bassin d'eau potable, se trouvant sur le site du Fridhaff et exploité exclusivement par la Ville de Diekirch, ne dispose plus de capacité supplémentaire en eau destinée à la consommation humaine. Par le raccord de deux centrales de béton sises dans la zone artisanale ZANO (initialement non prévues) nécessitant un assez haut débit en eau potable, la capacité du bassin d'eau a atteint ses limites maximales. »</p>	<p>D'emblée, il importe de relever que le maître d'ouvrage, le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (ci-après, le CGDIS), s'efforce à limiter au maximum l'utilisation d'eau potable sur le site. Tel que le précise le rapport sur les incidences environnementales (RIE) ayant accompagné l'élaboration du projet de POS, les besoins en eau fraîche sont estimés à 6 m³ d'eau par jour. Ce volume est encore réduit davantage en utilisant l'eau pluviale pour les processus de lavage et les chasses d'eau.</p> <p>En outre, l'eau potable n'est pas requise dans la zone d'entraînement aux incendies réels, où un maximum d'eau pluviale est destiné à être utilisé. Au total, environ 90 % de l'eau de l'exercice s'évapore pendant l'exercice. Les 10 % restants sont collectés séparément à l'intérieur du conteneur d'exercice et réutilisés dans le processus d'exercice.</p> <p>Le CGDIS est en contact avec l'Administration de la gestion des eaux à ce sujet.</p>

	<p>Dépassant le cadre réglementaire du projet de POS, aucune adaptation de ce dernier ne s'avère nécessaire.</p>
<p><u>Électricité</u></p> <p>« Actuellement le nouveau poste de régie « ZANO », exploité par la Ville de Diekirch en tant que propriétaire et gestionnaire du réseau de distribution électrique, ne dispose plus de capacité supplémentaire en énergie électrique.</p> <p>Suite à la mise en place d'une centaine de prises (privées et publiques) pour voitures et bus électriques dans la zone ZANO, avec l'implantation d'une première entreprise de transport de personnes ainsi que d'autres installations projetées dans le zoning, le poste de régie a atteint sa limite au niveau des conditions techniques, notamment au niveau de la puissance maximale de raccordement. »</p>	<p>Comme précisé dans le RIE, il est prévu d'installer des panneaux photovoltaïques sur le toit du bâtiment principal de la CIS Nordstad.</p> <p>L'électricité ainsi produite sera injectée dans le circuit électrique du bâtiment.</p> <p>Or, l'installation photovoltaïque ne permettra pas d'atteindre une autosuffisance en électricité, voilà pourquoi le CGDIS est en contact avec la commune et le propriétaire et gestionnaire du réseau électrique CREOS pour le raccordement du complexe projeté à l'énergie électrique.</p> <p>Dépassant le cadre réglementaire du projet de POS, aucune adaptation de ce dernier ne s'avère nécessaire.</p>
<p><u>Canalisation eaux pluviales</u></p> <p>« Les bassins d'orage actuels dans la zone ZANO ont été calculés en tenant compte de la superficie et de l'implantation des entreprises actuelles et futures dans la zone artisanale ZANO. Actuellement, en cas de fortes pluies, une augmentation inquiétante du niveau d'eau dans ces bassins est déjà constatée, alors que toutes les parcelles ne sont pas encore occupées. Il n'y a donc pas de capacité restante pour le raccord d'une nouvelle parcelle en dehors du ZANO. Le Conseil communal insiste à ce que les eaux pluviales provenant du niveau bassin de rétention à construire sur la parcelle du CIS Nordstad soient évacuées par une canalisation à raccorder au réseau actuel dans la</p>	<p>Le RIE relève que l'eau de pluie sera utilisée à des fins d'exercice d'entraînement aux incendies réels ainsi que pour remplir les véhicules de pompiers.</p> <p>L'eau excédentaire sera évacuée, soit par raccordement au ZANO, soit par le réseau actuel dans la rue Bamertal.</p> <p>Le « plan d'implantation » du projet de POS prévoit les deux possibilités, de sorte qu'aucune adaptation ne s'avère nécessaire.</p>

<p>rue Bamertal. La sécurité des habitants des maisons sises en aval du futur CIS Nordstad aux lieux-dits « Seiteschgrund » et « troisbaraques », dont notamment la propriété « Kornelis », doit rester garantie à tout moment. »</p>	
<p><u>Canalisation eaux usées</u></p> <p>« L'eau usée de la zone est évacuée par une station de pompage. Une capacité réservée a été prévue dans la canalisation existante entre le SIDEC et Erpeldange-sur-Sûre. Cette capacité est déjà actuellement atteinte, à un moment où toutes les parcelles ne sont pas occupées. Il n'y a donc pas de capacité restante pour le raccord d'une nouvelle parcelle sise en dehors du ZANO. Le Conseil communal insiste à ce que les eaux usées soient évacuées par une canalisation à raccorder au réseau actuel dans la rue Bamertal. »</p>	<p>Après la consultation publique dans le cadre de laquelle l'avis de la commune a été rédigé, le CGDIS s'est concerté avec la Ville de Diekirch, qui a proposé au maître d'ouvrage de se concerter avec le ZANO ainsi qu'avec le SIDEN afin de vérifier si un raccordement à la zone d'activités économiques serait tout de même possible.</p> <p>En vue d'offrir au maître d'ouvrage un maximum de flexibilité dans le cadre des étapes de planification postérieures, il est proposé de définir les deux variantes dans le plan d'implantation.</p>
<p>« Le Conseil communal se permet de citer la phrase du « Grünordnungsplan » : Das anfallende Regenwasser soll in einem Retentionsbecken im nordöstlichen Teil der Fläche gefangen und zwischengestaut werden. (...). <u>Das Hangablaufwasser soll über den Talweg direkt versickelt bzw. bei Starkregen über diesen dem Vorfluter zugeleitet werden.</u> Le Conseil communal s'oppose formellement à une telle gestion des eaux pluviales qui risque de mettre en péril la vie de ces habitants. » »</p>	<p>Le plan vert constituera une annexe du POS sans valeur contraignante. Toutefois, il est proposé de supprimer ce passage à la page 3 dudit document.</p>

B. L'avis du Conseil supérieur d'aménagement du territoire (CSAT) du 22 juin 2023

Sans remettre en question la nécessité de construire un nouveau complexe pour le CIS Nordstad, ni le choix d'implantation retenu, le CSAT regrette que le Département de l'aménagement du territoire n'ait pas fourni des explications quant aux raisons ayant mené à choisir tel site comme lieu d'implantation, ni une présentation des autres sites potentiels ayant également été évalués ou les motifs justifiant leur écart.

Par exemple, le CSAT s'est demandé si, dans les critères de choix du site, la possibilité de pouvoir utiliser les transports publics pour les personnes qui s'y rendent, soit pour y travailler, soit pour y suivre des formations, a été prise en considération.

Ainsi, tout en avisant favorablement le projet de plan d'occupation du sol « Centre d'incendie et de secours Nordstad » – le CSAT réitère sa demande de compléter les dossiers lui étant soumis pour avis par des documents expliquant davantage les motifs ayant mené à certaines décisions stratégiques relatives au choix du site, ainsi que les sites alternatifs étudiés et écartés.

Dans ce contexte, il importe de se référer au rapport sur les incidences environnementales ayant figuré au dossier soumis au CSAT pour avis. Ce dernier informe qu'un groupe de travail interministériel, sous la présidence du Département de l'aménagement du territoire, a évalué une série de sites potentiels avec comme critères principaux les dimensions du site (2 ha), l'accessibilité, l'absence d'une pente trop importante et finalement les possibilités d'acquisition du site.

Le site en question a été retenu comme le plus approprié.

C. L'avis de la ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable du 3 juillet 2023

Dans son avis rendu en vertu de l'article 7.2 de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement au regard du rapport sur les incidences environnementales (RIE) élaboré pour le projet de POS « Centre d'incendie et de secours Nordstad », la ministre a considéré que le RIE était complet au regard des dispositions de l'article 5 de la même loi.

En ce qui concerne la visibilité du mur de soutènement prévu le long de la route d'accès, l'idée d'inclure la parcelle n°2116/9230 dans le projet afin de pouvoir réduire la hauteur du mur de soutènement en la remblayant est à rejeter. En effet, la futaie feuillue présente constitue déjà un écran de verdure réduisant la visibilité du mur.

Certaines remarques sont également émises quant à la prise en compte de l'environnement dans l'avant-projet de règlement grand-ducal.

De prime abord, une série d'essences à planter à l'intérieur de la « servitude d'urbanisation – zone tampon », visant à créer un écran de verdure, seraient à écarter pour leur nature non indigène et envahissante. Le plan vert devra par conséquent être adapté.

En général, le plan vert serait à adapter en vue d'atteindre une distribution plus harmonieuse des plantations à haute tige le long des côtés Est et Nord.

Dans le nord de ladite servitude, une conservation des structures ligneuses existantes serait à définir. Pour ce faire, Madame la ministre propose d'intégrer dans la partie écrite du POS les dispositions suivantes :

« Les structures ligneuses existantes sont à conserver. Complémentairement à ces structures, des plantations d'arbustes adaptés aux conditions stationnelles sont à réaliser, de sorte que la couverture des structures ligneuses s'élève au moins à 80% de la surface totale de la zone de servitude. »

En ce qui concerne les murs de soutènement, l'article 6 de l'avant-projet de règlement grand-ducal devrait prescrire que tous les murs de soutènement devraient être végétalisés.

Finalement, il est rendu attentif au fait que la légende du plan d'implantation comprend une signature pour les fossés ouverts pour eaux pluviales alors que de tels fossés ne sont pas affichés sur le plan. Ainsi, il est recommandé de vérifier si cette signature pourra être utilisée pour reprendre le tracé représenté dans le plan des réseaux projetés pour la renaturation du ruisseau naturel.

Au vu des éléments précédents, il est proposé de faire droit aux remarques relatives à la servitude d'urbanisation et au plan vert ainsi qu'aux murs de soutènement.

Par contre, le tracé définitif des plans des réseaux projetés pour la renaturation du ruisseau naturel sera défini à un stade ultérieur de planification du projet et ne peut donc pas, à ce stade, être défini dans le plan d'implantation. Ainsi, il est proposé de supprimer la signature pour les fossés ouverts pour eaux pluviales de la légende de ce dernier.

Le Ministre
de
l'Aménagement du territoire



Claude Turmes

Fiche financière

(en application des dispositions de l'article 79 de la loi du 8 juin 1999).

Intitulé du projet :

Projet de règlement grand-ducal rendant obligatoire le plan d'occupation du sol (POS) « Centre d'incendie et de secours (CIS) Nordstad »

Ministère initiateur : Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, Département de l'aménagement du territoire.

Nature des dépenses projetées :

La décision d'approbation définitive du projet de POS sous objet n'engendre aucune conséquence financière directe.